

# Chambre des Représentants

SESSION 1980-1981

## BUDGET DES VOIES ET MOYENS pour l'année budgétaire 1981

### INDEX

#### PREMIERE PARTIE.

Projet de loi ...	... ... ...
Titre I. — Recettes courantes .	... ... ...
Section I. — Recettes fiscales ..	... ... ...
Chap. I. — Contributions directes ..	... ... ...
Chap. II. — Douanes et Accises ..	... ... ...
Chap. III. — T.V.A., Enregistrement et Domaines ..	... ...
Section II. — Recettes non fiscales ..	... ... ...
Chap. I. — Finances ...	... ... ...
§ 1. Trésorerie et Dette publique ...	... ... ...
§ 2. T.V.A., Enregistrement et Domaines ...	... ... ...
§ 3. Contributions directes ...	... ... ...
§ 4. Douanes et Accises ...	... ... ...
§ 5. Cadastre ...	... ... ...
§ 6. Diverses administrations ...	... ... ...
Chap. II. — Premier Ministre ...	... ... ...
Chap. III. — Justice ...	... ... ...
Chap. IV. — Intérieur .	... ... ...
Chap. V. — Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement ...	... ... ...
Chap. VI. — Défense nationale .	... ... ...
Chap. VII. — Agriculture ...	... ... ...
Chap. VIII. — Affaires économiques ...	... ... ...
Chap. IX. — Communications .	... ... ...
Chap. X. — Postes, Télégraphes et Téléphones ...	... ...
Chap. XI. — Travaux publics ...	... ... ...
Chap. XII. — Emploi et Travail ...	... ... ...
Chap. XIII. — Prévoyance sociale ...	... ... ...
Chap. XIV. — Education nationale et Culture néerlandaise.	... ...
Chap. XV. — Education nationale et Culture française ...	
Chap. XVI. — Santé publique et Famille .	... ... ...
Titre II. — Recettes en capital ...	... ... ...
Section I. — Recettes fiscales ..	... ... ...
Chap. I. — Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines ...	... ... ...
Section II. — Recettes non fiscales ...	... ... ...
Chap. I. — Finances ...	... ... ...
§ 1. Trésorerie et Dette publique ...	... ... ...
§ 2. T.V.A., Enregistrement et Domaines ...	... ... ...
Chap. II. — Services du Premier Ministre ...	... ... ...
Chap. III. — Affaires économiques ..	... ... ...
Chap. IV. — Justice ...	... ... ...

# Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1980-1981

## RIJKSMIDDELENBEGROTING voor het begrotingsjaar 1981

### INHOUDSOPGAVE

Pages	EERSTE DEEL.	Bladz.
3	Wetsontwerp ...	3
8	Titel I. Lopende ontvangsten ...	8
8	Sectie I. — Fiscale ontvangsten ...	8
8	Hoofdst. I. — Directe belastingen ...	9
9	Hoofdst. II. — Douane en Accijnzen ...	9
9	Hoofdst. III. — B.T.W., Registratie en Domeinen .	9
10	Sectie II. — Niet-fiscale ontvangsten ...	10
10	Hoofdst. I. — Financiën ...	10
10	§ 1. Thesaurie en Staatsschuld ...	10
11	§ 2. B.T.W., Registratie en Domeinen ..	11
11	§ 3. Directe belastingen ...	11
12	§ 4. Douane en Accijnzen ...	12
12	§ 5. Kadaster ...	12
12	§ 6. Diverse administraties ...	12
12	Hoofdst. II. — Eerste Minister ...	12
13	Hoofdst. III. — Justitie ...	13
13	Hoofdst. IV. — Binnenlandse Zaken .	13
13	Hoofdst. V. — Buitenlandse Zakken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking ...	13
13	Hoofdst. VI. — Landsverdediging ...	13
14	Hoofdst. VII. — Landbouw ...	14
14	Hoofdst. VIII. — Economische Zaken ...	14
14	Hoofdst. IX. — Verkeerswezen .	14
15	Hoofdst. X. — Posterijen, Telegrafie en Telefonie .	15
15	Hoofdst. XI. — Openbare Werken ...	15
15	Hoofdst. XII. — Tewerkstelling en Arbeid ...	15
16	Hoofdst. XIII. — Sociale Voorzorg ...	16
16	Hoofdst. XIV. — Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur .	16
17	Hoofdst. XV. — Nationale Opvoeding en Franse Cultuur.	17
17	Hoofdst. XVI. — Volksgezondheid en Gezin .	17
18	Titel II. — Kapitaalontvangsten ...	18
18	Sectie I. — Fiscale ontvangsten ...	18
18	Hoofdst. I. — Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen ...	18
18	Sectie II. — Niet-fiscale ontvangsten ...	18
18	Hoofdst. I. — Financiën ...	18
18	§ 1. Thesaurie en Staatsschuld ...	18
19	§ 2. B.T.W., Registratie en Domeinen ...	19
19	Hoofdst. II. — Diensten van de Eerste Minister ...	19
19	Hoofdst. III. — Economische Zaken ...	19
20	Hoofdst. IV. — Justitie ...	20

## DEUXIEME PARTIE.

Tableau comparatif et développements . . . . .	
Titre I. — Recettes courantes . . . . .	
Section I. — Recettes fiscales . . . . .	
Chap. I. — Contributions directes . . . . .	
Chap. II. — Douanes et Accises . . . . .	
Chap. III. — T.V.A., Enregistrement et Domaines . . . . .	
Section II. — Recettes non fiscales . . . . .	
Chap. I. — Finances . . . . .	
§ 1. Trésorerie et Dette publique . . . . .	
§ 2. T.V.A., Enregistrement et Domaines . . . . .	
§ 3. Contributions directes . . . . .	
§ 4. Douanes et Accises . . . . .	
§ 5. Cadastre . . . . .	
§ 6. Diverses administrations . . . . .	
Chap. II. — Premier Ministre . . . . .	
Chap. III. — Justice . . . . .	
Chap. IV. — Intérieur . . . . .	
Chap. V. — Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement . . . . .	
Chap. VI. — Défense nationale . . . . .	
Chap. VII. — Agriculture . . . . .	
Chap. VIII. — Affaires économiques . . . . .	
Chap. IX. — Communications . . . . .	
Chap. X. — Postes, Télégraphes et Téléphones . . . . .	
Chap. XI. — Travaux publics . . . . .	
Chap. XII. — Emploi et Travail . . . . .	
Chap. XIII. — Prévoyance sociale . . . . .	
Chap. XIV. — Education nationale et Culture néerlandaise . . . . .	
Chap. XV. — Education nationale et Culture française . . . . .	
Chap. XVI. — Santé publique et Famille . . . . .	
Titre II. — Recettes en capital . . . . .	
Section I. — Recettes fiscales . . . . .	
Chap. I. — Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines . . . . .	
Section II. — Recettes non fiscales . . . . .	
Chap. I. — Finances . . . . .	
§ 1. Trésorerie et Dette publique . . . . .	
§ 2. T.V.A., Enregistrement et Domaines . . . . .	
Chap. II. — Services du Premier Ministre . . . . .	
Chap. III. — Affaires économiques . . . . .	
Chap. IV. — Justice . . . . .	
Récapitulation . . . . .	

## TROISIEME ET QUATRIEME PARTIES.

Notes justificatives . . . . .	
--------------------------------	--

## CINQUIEME PARTIE.

Opérations de l'Administration des Domaines . . . . .	
---	--

## TWEEDER DEEL.

Pages		Bladz.
23	Vergelijkende tabel en uitgewerkte staat . . . . .	23
24	Titel I. — Lopende ontvangsten . . . . .	25
24	Sectie I. — Fiscale ontvangsten . . . . .	25
24	Hoofdst. I. — Directe belastingen . . . . .	25
26	Hoofdst. II. — Douane en Accijnzen . . . . .	27
28	Hoofdst. III. — B.T.W., Registratie en Domeinen . . . . .	29
30	Sectie II. — Niet-fiscale ontvangsten . . . . .	31
30	Hoofdst. I. — Financiën . . . . .	31
30	§ 1. Thesaurie en Staatsschuld . . . . .	31
40	§ 2. B.T.W., Registratie en Domeinen . . . . .	41
40	§ 3. Directe belastingen . . . . .	41
42	§ 4. Douane en Accijnzen . . . . .	43
42	§ 5. Kadaster . . . . .	43
42	§ 6. Diverse administraties . . . . .	43
42	Hoofdst. II. — Eerste Minister . . . . .	43
44	Hoofdst. III. — Justitie . . . . .	45
44	Hoofdst. IV. — Binnenlandse Zaken . . . . .	45
46	Hoofdst. V. — Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking . . . . .	47
46	Hoofdst. VI. — Landsverdediging . . . . .	47
46	Hoofdst. VII. — Landbouw . . . . .	47
48	Hoofdst. VIII. — Economische Zaken . . . . .	49
48	Hoofdst. IX. — Verkeerswezen . . . . .	49
50	Hoofdst. X. — Posterijen, Telegrafie en Telefonie . . . . .	51
50	Hoofdst. XI. — Openbare Werken . . . . .	51
52	Hoofdst. XII. — Tewerkstelling en Arbeid . . . . .	53
54	Hoofdst. XIII. — Sociale Voorzorg . . . . .	55
56	Hoofdst. XIV. — Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur . . . . .	57
56	Hoofdst. XV. — Nationale Opvoeding en Franse Cultuur . . . . .	57
58	Hoofdst. XVI. — Volksgezondheid en Gezin . . . . .	59
60	Titel II. — Kapitaalontvangsten . . . . .	61
60	Sectie I. — Fiscale ontvangsten . . . . .	61
60	Hoofdst. I. — Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen . . . . .	61
62	Sectie II. — Niet-fiscale ontvangsten . . . . .	63
62	Hoofdst. I. — Financiën . . . . .	63
62	§ 1. Thesaurie en Staatsschuld . . . . .	63
66	§ 2. B.T.W., Registratie en Domeinen . . . . .	67
68	Hoofdst. II. — Diensten van de Eerste Minister . . . . .	69
68	Hoofdst. III. — Economische Zaken . . . . .	69
68	Hoofdst. IV. — Justitie . . . . .	69
70	Verzameling . . . . .	71

## DERDE EN VIERDE DEEL.

75	Toelichtende staat . . . . .	75
----	------------------------------	----

## VIJFDE DEEL.

129	Verrichtingen van het Bestuur der Domeinen . . . . .	129
-----	--	-----

## PREMIÈRE PARTIE

---

### PROJET DE LOI

contenant le budget des Voies et Moyens  
pour l'année budgétaire 1981.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

*A tous, présents et à venir, SALUT.*

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget et de  
Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres  
qui en ont délibéré en Conseil,

#### NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre du Budget et Notre Ministre des Finances  
sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres légis-  
latives le projet de loi dont la teneur suit :

#### Article 1<sup>er</sup>.

Pour l'année budgétaire 1981, les recettes courantes de  
l'Etat sont évaluées :

Pour les recettes fiscales, à ... ... F 1 015 637 000 000

Pour les recettes non fiscales, à ... ... 39 026 400 000

Soit ensemble ... ... F 1 054 663 400 000  
conformément au Titre I du tableau ci-annexé.

#### Art. 2.

Pour l'année budgétaire 1981, les recettes en capital sont  
évaluées à la somme de 14 374 700 000 francs, conformément  
au Titre II du tableau ci-annexé.

#### Art. 3.

Les impôts directs et indirects, en principal et décimes  
additionnels au profit de l'Etat, existant au 31 décembre  
1980 seront recouvrés pendant l'année 1981 d'après les lois,  
arrêtés et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception, y  
compris les lois, arrêtés et tarifs qui n'ont qu'un caractère  
temporaire ou provisoire.

#### Art. 4.

Les recettes fiscales de l'année budgétaire 1981 détaillées  
ci-après, soit un total de 6 milliards de francs, sont affectées  
au service financier de la dette publique :

— 3 100 millions de francs provenant de la restructuration  
de la fiscalité indirecte des produits énergétiques, à pré-  
lever sur les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée;

## EERSTE DEEL

---

### WETSONTWERP

houdende de Rijksmiddelenbegroting  
voor het begrotingsjaar 1981.

BOUDEWIJN, KONING DER BELGEN,

*Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.*

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting en  
van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze  
in Raad vergaderde Ministers,

#### HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Finan-  
ciën zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het  
wetsontwerp in te dienen waarvan de tekst volgt :

#### Artikel 1.

Voor het begrotingsjaar 1981 worden de lopende ont-  
vangsten van de Staat geraamd :

Voor de fiscale ontvangsten, op ... F 1 015 637 000 000

Voor de niet-fiscale ontvangsten, op ... 39 026 400 000

Zegge te zamen ... ... F 1 054 663 400 000  
overeenkomstig Titel I van de hierbijgaande tabel.

#### Art. 2.

Voor het begrotingsjaar 1981 worden de kapitaalontvang-  
sten geraamd op de som van 14 374 700 000 frank, overeen-  
komstig Titel II van de hierbijgaande tabel.

#### Art. 3.

De op 31 december 1980 bestaande directe en indirecte  
belastingen, in hoofdsom en opdecimten ten behoeve van de  
Staat, worden tijdens het jaar 1981 ingevorderd volgens de  
wetten, besluiten en tarieven waarbij de zetting en invorde-  
ring ervan worden geregeld, met inbegrip van de wetten,  
besluiten en tarieven, die slechts een tijdelijk of voorlopig  
karakter hebben.

#### Art. 4.

De hiernavermelde fiscale ontvangsten van het begrotings-  
jaar 1981, samen 6 miljard frank, worden bestemd tot het  
financieren van de rijksschuld :

— 3 100 miljoen frank voortspruitend uit de herstructure-  
ring van de indirecte belastingen op de energieprodukten,  
vooraf te nemen van de ontvangsten van de belasting  
over de toegevoegde waarde;

— 2 900 millions de francs, à prélever sur l'impôt afférent au revenu global perçu par rôles à charge des sociétés.

A cet effet, il est créé un fonds spécial inscrit à la Section particulière du budget de la Dette publique qui en définit les modalités d'utilisation.

#### Art. 5.

Sur le produit de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles pour l'année 1981, il est prélevé :

a) 2 979,2 millions de francs, affectés aux dépenses d'entretien et de gestion du réseau routier et autoroutier de l'Etat;

b) 744,8 millions de francs, affectés à l'alimentation du Fonds de promotion des transports publics, inscrit à la Section particulière du budget du Ministère des Communications.

#### Art. 6.

Sur le produit des droits de timbre et taxes assimilées au timbre pour l'année 1981, il est prélevé 175 millions de francs, affectés à l'alimentation du Fonds de promotion des transports publics, inscrit à la Section particulière du budget du Ministère des Communications.

#### Art. 7.

L'application des articles 3 et 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 décembre 1954 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1955, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1981.

#### Art. 8.

Le Roi peut, dans les limites et aux conditions qu'il détermine, accorder des exonérations fiscales aux revenus des emprunts qui seraient émis en 1981, à l'étranger par l'Etat, les provinces, les agglomérations, les communes et les établissements ou organismes publics.

#### Art. 9.

Le Roi est autorisé à couvrir par des emprunts :

1<sup>o</sup> l'excédent des dépenses du budget de l'année 1981 sur les recettes;

2<sup>o</sup> la partie des emprunts qui, en exécution des modalités d'émission, serait remboursée par anticipation en 1981.

Les produits d'emprunts affectés à ces remboursements seront versés comme fonds spéciaux au Titre IV, Section particulière, du budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1981 qui supportera l'imputation du remboursement de ces emprunts.

Le Ministre des Finances est autorisé à créer des certificats de trésorerie ou des bons du Trésor portant intérêt, à concurrence du montant des emprunts à contracter éventuellement.

Les emprunts et certificats de trésorerie ou bons du Trésor susvisés peuvent être émis, soit en Belgique, soit à l'étranger, en monnaies belge ou étrangères.

— 2 900 miljoen frank, vooraf te nemen van de bij kohier geheven belasting op het totale inkomen van de vennootschappen.

Daartoe wordt een speciaal fonds opgericht, ingeschreven in de Afzonderlijke Sectie van de Rijksschuldbegroting, dat er de aanwendingsmodaliteiten van vaststelt.

#### Art. 5.

Van de opbrengst van de verkeersbelasting op de autovoertuigen voor 1981 worden voorafgenomen :

a) 2 979,2 miljoen frank, bestemd voor uitgaven in verband met het onderhoud en het beheer van het wegennet van het Rijk;

b) 744,8 miljoen frank, bestemd tot stijving van het Fonds ter bevordering van het openbaar vervoer, ingeschreven in de Afzonderlijke Sectie van de begroting van het Ministerie van Verkeerswezen.

#### Art. 6.

Van de opbrengst van de zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen voor 1981 worden 175 miljoen frank voorafgenomen, toegewezen aan het Fonds ter bevordering van het openbaar vervoer, ingeschreven in de Afzonderlijke Sectie van de begroting van het Ministerie van Verkeerswezen.

#### Art. 7.

De toepassing van de artikelen 3 en 4, § 1, van de wet van 28 december 1954 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1955, is verlengd tot 31 december 1981.

#### Art. 8.

De Koning kan, binnen de perken en onder de voorwaarden die Hij bepaalt, vrijstelling van belasting verlenen voor de inkomsten van leningen die in 1981 door de Staat, de provinciën, de agglomeraties, de gemeenten en de openbare instellingen of organismen in het buitenland zouden worden uitgegeven.

#### Art. 9.

De Koning wordt gemachtigd door leningen te dekken :

1<sup>o</sup> het excedent van de uitgaven op de ontvangsten van de begroting voor het jaar 1981;

2<sup>o</sup> het gedeelte van de leningen dat, in uitvoering van de uitgiftemodaliteiten, in 1981 vervroegd zou terugbetaald worden.

De leningsopbrengsten die aangewend worden tot deze terugbetalingen zullen gestort worden als speciale fondsen op Titel IV, Afzonderlijke sectie, van de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1981, waarop de terugbetaling van deze leningen zal aangerekend worden.

De Minister van Financiën wordt ertoe gemachtigd rentevende Schatkistcertificaten of Schatkistbons uit te geven ten belope van het bedrag van de eventueel af te sluiten leningen.

Bovenbedoelde leningen en Schatkistcertificaten of Schatkistbons mogen worden uitgegeven hetzij in België, hetzij in het buitenland, in Belgische of in vreemde munt.

## Art. 10.

Par dérogation à l'article 17 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935, coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934, le taux des intérêts à bonifier en 1981 aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations, sera fixé par le Ministre des Finances.

## Art. 11.

§ 1. Sans préjudice des dispositions du § 2 du présent article, les remboursements au Trésor belge pour l'année 1981, que les Communautés européennes sont tenues d'effectuer, au titre de frais de perception, aux termes de l'article 3, 1<sup>e</sup>, cinquième alinéa, de la décision du 21 avril 1970 du Conseil des Ministres des Communautés européennes relative au remplacement des contributions des Etats membres par des ressources propres aux Communautés, approuvée par la loi du 23 décembre 1970, peuvent être affectés à des dépenses du Fonds agricole, créé par la loi du 29 juillet 1955, pour un montant correspondant au coût du financement national des mesures particulières éligibles à la Section Orientation du F.E.O.G.A., des actions communes visées à l'article 6 du règlement (C.E.E.) n° 729/70 et des dépenses de toute nature découlant des mesures de la C.E.E. relatives à la lutte contre les maladies des animaux.

§ 2. En matière d'enseignement agricole postscolaire compris dans les actions communes dont il est question au § 1 du présent article, les remboursements et interventions à effectuer sont versés aux fonds spéciaux ouverts à cet effet au Titre IV, Section particulière, des budgets des Affaires communautaires néerlandaise, française et allemande.

§ 3. Ces montants sont déterminés par le Ministre des Finances en tenant compte de la participation du F.E.O.G.A. aux mesures et actions éligibles.

## Art. 12.

Les interventions du Fonds européen de développement régional sont affectées aux dépenses des Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale des ministères concernés à la charge desquels ont été imputées les interventions de l'Etat pour les programmes qui ont donné lieu à intervention du Fonds européen de développement régional.

## Art. 13.

Le produit des canons emphythéotiques et des loyers visés à l'article 10 de la convention conclue le 17 juin 1975 entre l'Etat et la Société de Développement régional de Bruxelles, est affecté à l'alimentation du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, article 60.01.A, 01, de la partie I du Titre IV — Section particulière, du budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1981.

## Art. 10.

In afwijking van artikel 17 van het koninklijk besluit n° 150 van 18 maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas en tot aanbrenging van de wijzigingen daarin krachtens de wet van 31 juli 1934, zal de rentevoet van de in 1981 uit te keren interessen voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, vrijwillige deposito's en borgtochten van alle categorieën door de Minister van Financiën worden vastgesteld.

## Art. 11.

§ 1. Onverminderd het bepaalde in § 2 van onderhavig artikel, kunnen de voor het jaar 1981 voor inningskosten verachte terugbetalingen aan de Belgische Schatkist, waartoe de Europese Gemeenschappen gehouden zijn luidens artikel 3, 1<sup>e</sup>, vijfde lid, van het besluit van 21 april 1970 van de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschappen betreffende de vervanging van de financiële bijdragen van de Lid-Staten door eigen middelen van de Gemeenschappen, goedgekeurd door de wet van 23 december 1970, worden bestemd tot het dekken van de uitgaven van het Landbouwfonds, opgericht bij de wet van 29 juli 1955, tot beloop van een bedrag dat overeenkomt met de nationale financieringslast van de bijzondere maatregelen die in aanmerking komen voor bijstand uit de Afdeling Oriëntatie van het E.O.G.F.L., van de gemeenschappelijke acties bedoeld in artikel 6 van de verordening (E.E.G.) n° 729/70 en van de uitgaven van alle aard voortvloeiende uit de maatregelen van de E.E.G. betreffende de bestrijding van de dierenziekten.

§ 2. Inzake het naschools landbouwonderwijs begrepen in de gemeenschappelijke acties waarvan sprake in § 1 van onderhavig artikel, worden de te bestemmen terugbetalingen en tussenkomsten gestort op de speciale fondsen daartoe te openen op Titel IV, Afzonderlijke Sectie, van de begrotingen van de Nederlandse, Franse en Duitse Gemeenschapsaangelegenheden.

§ 3. Deze bedragen worden door de Minister van Financiën vastgesteld, rekening houdend met de tussenkomst van het E.O.G.F.L. in de voor bijstand in aanmerking komende maatregelen en acties.

## Art. 12.

De tussenkomsten van het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling worden bestemd voor de uitgaven van de Fondsen voor de economische expansie en de regionale reconversie van de betrokken ministeries ten laste waarvan de Staats-tussenkomsten werden geboekt voor de programma's die aanleiding hebben gegeven tot de tussenkomsten van het Europees Fonds voor gewestelijke ontwikkeling.

## Art. 13.

De opbrengst van de cijnen en huurgelden bedoeld bij artikel 10 van de overeenkomst gesloten op 17 juni 1975 tussen de Staat en de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel, wordt aangewend tot stijving van het Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie, artikel 60.01.A, 01, van deel I van Titel IV — Afzonderlijke sectie, van de begroting van de Brusselse Gewestelijke Aangelegenheden voor het begrotingsjaar 1981.

Art. 14.

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1981.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1980.

**BAUDOUIN.**

PAR LE ROI :

*Le Ministre du Budget,*

G. MATHOT.

*Le Ministre des Finances,*

M. EYSKENS.

Art. 14.

Deze wet treedt in werking op 1 januari 1981.

Gegeven te Brussel, 12 november 1980.

**BOUDEWIJN.**

VAN KONINGSWEGE :

*De Minister van Begroting,*

G. MATHOT.

*De Minister van Financiën,*

M. EYSKENS.

[7]

**TABLEAU.**

---

**TABEL.**

## TITRE I. — RECETTES COURANTES.

(En millions de francs.)  
(In miljoenen frank.)

## TITEL I. — LOPENDE UITGAVEN.

Articles	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Evaluations par article — Ramingen per artikel	AANDUIDING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Artikelen
----------	---	--	--	-----------

## SECTION I. — RECETTES FISCALES.

CHAPITRE I.  
ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

## Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.

<i>Impôts indirects et prélèvements :</i>	
36.01	Taxe de circulation sur les véhicules automobiles ... ... ... ...
36.02	Taxe sur les jeux et paris . ... ... ... ...
36.03	Taxe sur les appareils automatiques de divertissement ... ... ...

<i>Impôts directs :</i>	
37.01	Impôt non ventilé perçu sous forme de précompte : 1. Précompte immobilier ... ... ... ... 1 730,0 2. Précompte mobilier ... ... ... ... 68 330,0
	70 060,0
37.02	Impôt non ventilé versé par anticipation par les non-salariés (personnes physiques et sociétés) ... ... ... ...
37.03	Impôt global non ventilé perçu par rôles à charge des non-résidents (personnes physiques et sociétés) ... ... ... ...
37.04	Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge des sociétés ... ...
37.05	Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge des personnes physiques ... ... ... ...
37.06	Impôt des personnes physiques perçu sous forme de précompte professionnel ... ... ... ...
37.08	Autres produits divers et recettes accidentielles .. ... ... ...

## Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises :

38.01	Amendes en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées . . . .
-------	--

Total pour le chapitre I ... ... ...

190,0  
637 790,0

## SECTIE I. — FISCALE ONTVANGSTEN.

HOOFDSTUK I.  
ADMINISTRATIE DER DIRECTE BELASTINGEN.

## Inkomensoverdrachten van andere sectoren.

<i>Indirecte belastingen en heffingen :</i>	
Verkeersbelasting op de autovoertuigen	... ... ... ... 36.01
Belasting op de spelen en de weddenschappen ..	... ... ... ... 36.02
Belasting op de automatische ontspanningstoestellen ..	... ... ... ... 36.03

<i>Directe belastingen :</i>	
Niet verdeelde belasting geïnd als voorheffing : 1. Onroerende voorheffing ... ... ... ... 1 730,0 2. Roerende voorheffing ... ... ... ... 67 330,0	37.01
Niet verdeelde belasting vooraf gestort door de niet-loontrekkers (natuurlijke personen en vennootschappen).	37.02
Niet verdeelde globale belasting geïnd door middel van kohieren ten laste van de niet-verblíjfhouders (natuurlijke personen en vennootschappen).	37.03
Belasting op het globaal inkomen geïnd door middel van kohieren ten laste van de vennootschappen.	37.04
Belasting op het globaal inkomen geïnd door middel van kohieren ten laste van de natuurlijke personen.	37.05
Personenbelasting geïnd als bedrijfsvoorheffing ... ... ... ...	37.06
Andere diverse opbrengsten en toevallige ontvangsten ... ..	37.08

<i>Overige inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven :</i>	
Boeten inzake directe belastingen en ermude gelijkgestelde belastingen ..	38.01
Totaal voor hoofdstuk I.	

**CHAPITRE II.**

**ADMINISTRATION DES DOUANES ET ACCISES.**

*Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.*

*Impôts indirects et prélèvements :*

36.01	Droits d'entrée ...	125,0
36.02	Droits d'accise et taxe de consommation :	
	A. — Droits d'accise :	
	a) Benzol ...	3 800,0
	b) Bières ...	515,0
	c) Boissons fermentées mousseuses ...	2 350,0
	d) Boissons fermentées de fruits ...	8 775,0
	e) Eaux-de-vie ...	1 850,0
	f) Boissons non alcoolisées ...	
	g) Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés ...	
	h) Huiles minérales ...	40 350,0
	i) Sucres et sirops de raffinage ...	220,0
	j) Tabacs ...	16 595,0
	B. — Taxe de consommation :	
	Alcools et eaux-de-vie ...	—
		74 455,0
36.03	Taxe sur les débits de boissons fermentées ou spiritueuses ...	670,0
36.04	Recettes diverses et accidentnelles ...	100,0
	<i>Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises.</i>	
38.01	Produits du contentieux ...	95,0
	Total pour le chapitre II ...	75 445,0

**CHAPITRE III.**

**ADMINISTRATION DE LA T.V.A.,  
DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINÉS.**

*Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.*

*Impôts indirects et prélèvements :*

36.01	Taxe sur la valeur ajoutée, droits de timbre et taxes assimilées au timbre ...	273 702,0
36.02	Droits d'enregistrement ...	24 500,0
36.03	Droits de greffe ...	420,0
36.04	Droits d'hypothèque ...	570,0
36.05	Droits et amendes en matière d'assistance judiciaire et de procédure gratuite ...	8,0

*Impôts directs :*

37.01	Taxe sur les associations sans but lucratif ...	342,0
	<i>Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises.</i>	
38.01	Amendes en matière d'impôts ...	1 220,0
38.02	Amendes de condamnations en matières diverses ...	1 640,0

Total pour le chapitre III ...

Total pour la section I ...

**HOOFDSTUK II.**

**ADMINISTRATIE DER DOUANE EN ACCIJNZEN.**

*Inkomensoverdrachten van andere sectoren.*

<i>Indirecte belastingen en heffingen :</i>		
Invoerrechten	36.01	
Accijnen en verbruikstaks :	36.02	
A. — Accijnen :		
a) Benzol ...	3 800,0	
b) Bier ...	515,0	
c) Mousserende gegiste dranken ...	2 350,0	
d) Gegiste vruchtendranken ...	8 775,0	
e) Brandewijn ...	1 850,0	
f) Alcoholvrije dranken ...		
g) Vloeibaar aardgas en ander vloeibare koolwater-stofgassen ...		
h) Minerale olie ...	40 350,0	
i) Suiker en raffinagestroop ...	220,0	
j) Tabak ...	16 595,0	
B. — Verbruikstaks :		
Alcohol en brandewijn ...	—	

Belasting op de slijterijen van gegiste of van geestrijke dranken ... 36.03

Diverse en toevallige ontvangsten ... 36.04

*Overige inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven.*

Opbrengst der contentieuze zaken ... 38.01

Totaal voor hoofdstuk II.

**HOOFDSTUK III.**

**ADMINISTRATIE VAN DE B.T.W.,  
REGISTRATIE EN DOMEINEN.**

*Inkomensoverdrachten van andere sectoren.*

<i>Indirecte belastingen en heffingen :</i>		
Belasting over de toegevoegde waarde, zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen.	36.01	
Registratierechten	36.02	
Griffierechten	36.03	
Hypotheekrechten	36.04	
Rechten en boeten inzake gerechtelijke bijstand en kosteloze rechts-pleging.	36.05	

*Directe belastingen :*

Taks op de verenigingen zonder winstoogmerk ... 37.01

*Overige inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven.*

Boeten inzake belastingen ... 38.01

Boeten van veroordelingen in allerhande zaken ... 38.02

Totaal voor hoofdstuk III.

Totaal voor sectie I.

## TITRE I. — RECETTES COURANTES.

(En millions de francs.)  
(In miljoenen frank.)

## TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.

Articles	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Evaluations par article — Ramingen per artikel	AANDUIDING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Artikelen
----------	---	--	--	-----------

## SECTION II. — RECETTES NON FISCALES.

CHAPITRE I.  
MINISTERE DES FINANCES.

## § 1. Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

*Remboursements :*

11.01	Remboursements :	
1.	a) de traitements, salaires, etc., liquidés indûment ...	1 507,0
	b) de pensions liquidées indûment .....	246,0

2.	de traitements liquidés par les départements ministériels au profit de fonctionnaires et agents détachés dans les organismes parastataux, interallies, etc., ou mis en disponibilité pour mission syndicale et autres .	684,5
----	---	-------

12.01	Versetement au Trésor des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds ...	480,0
-------	---	-------

*Produits de la vente de biens non durables et de services.**Ventes de biens non durables et de services :*

16.01	Frais de perception remboursés par les Communautés européennes à charge des recettes effectuées pour leur compte ...	1 400,0
-------	--	---------

*Intérêts et profits d'entreprises.**Intérêts de créances des pouvoirs publics :*

26.01	Intérêts dus à l'Etat en provenance des entreprises ...	357,8
-------	---	-------

26.02	Intérêts du portefeuille de la Caisse des Dépôts et Consignations (arrêté royal du 18 mars 1935, art. 23), intérêts du portefeuille des anciennes caisses de pensions de survie (loi du 2 août 1955) et intérêts du portefeuille de la Caisse d'Assurance de l'ancien personnel d'Afrique.	603,2
-------	--	-------

26.03	Intérêts dus à l'Etat en provenance de l'étranger ...	113,0
-------	---	-------

*Participations aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques :*

27.01	Part de l'Etat dans les bénéfices d'institutions financières ...	12 485,0
-------	--	----------

27.02	Dividendes dus à l'Etat du chef de sa participation dans le capital d'autres entreprises publiques possédant la personnalité juridique ...	105,3
-------	--	-------

## SECTIE II. — NIET-FISCALE ONTVANGSTEN.

HOOFDSTUK I.  
MINISTERIE VAN FINANCIEN.

## §1. Administratie van Thesaurie en Staatsschuld.

*Terugbetalingen :*

Terugbetalingen :	11.01
-------------------	-------

1.	a) van wedden, salarissen, enz., ten onrechte uitgekeerd;
	b) van pensioenen ten onrechte uitgekeerd.
2.	van wedden uitbetaald door de ministeriële departementen, ten bate van bij parastatale, intergallieerde, enz., organismen gedetacheerde of voor syndicale en andere opdrachten ter beschikking gestelde ambtenaren en beambten.

Storting aan de Schatkist van niet aangewende sommen door de rekenplichtigen die hun verrichtingen doen door middel van voorschotten.	12.01
---	-------

*Opbrengsten van de verkoop van niet-duurzame goederen en van diensten.**Verkoop van niet-duurzame goederen en van diensten :*

Inningskosten terugbetaald door de Europese Gemeenschappen ten laste van de voor hun rekening uitgevoerde ontvangst.	16.01
--	-------

*Rente en winsten van bedrijven.**Rente van overheidsvorderingen :*

Interesten aan de Staat verschuldigd herkomstig van de bedrijven ...	26.01
--	-------

Interesten van de portefeuille van de Deposito- en Consignatiekas (koninklijk besluit van 18 maart 1935, art. 23), interesten van de portefeuille van de oude kassen voor overlevingspensioenen (wet van 2 augustus 1955) en interesten van de portefeuille van de Verzekeringskas van het gewezen personeel van Afrika.	26.02
--	-------

Renten aan de Staat verschuldigd, herkomstig uit het buitenland ...	26.03
---	-------

*Aandeel in exploitatiewinsten van openbare bedrijven :*

Aandeel van de Staat in de winsten van financiële instellingen ...	27.01
--	-------

Dividenden aan de Staat verschuldigd uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van andere rechtspersoonlijkheid bezittende openbare bedrijven.	27.02
---	-------

*Divers :*

06.01	Produits divers ... ... ... ... ... ... ... ...	1 165,0
08.01	Recettes en provenance d'autres services ... ...	176,1
		<hr/> 19 322,9

**§ 2. Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines.**

*Remboursements :*

11.01	Remboursements de traitements, pensions et indemnités ...	235,0
-------	---	-------

**Produits de la vente de biens non durables et de services.**

*Ventes de biens non durables et de services :*

16.01	Produits des domaines ... ... ... ...	700,0
-------	---------------------------------------	-------

**Intérêts et profits d'entreprises.**

*Intérêts de créances des pouvoirs publics :*

26.01	Intérêts moratoires en matière d'impôts. — Dommages et intérêts et intérêts moratoires en matières diverses ...	1 400,0
-------	---	---------

*Autres produits du patrimoine :*

28.01	Redevances pour l'occupation de biens domaniaux ...	250,0
-------	---	-------

**Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.**

*Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises :*

38.01	Déficit des comptables et recettes diverses ...	25,0
-------	---	------

*Divers :*

06.01	Produits divers ... ... ... ...	45,0
		<hr/> 2 655,0

**§ 3. Administration des Contributions directes.**

**Produits de la vente de biens non durables et de services.**

*Ventes de biens non durables et de services :*

16.01	Recettes diverses ... ... ...	19,5
-------	-------------------------------	------

**Intérêts et profits d'entreprises.**

*Intérêts de créances des pouvoirs publics :*

26.01	Intérêts de retard (à charge des entreprises et des ménages) ...	1 800,0
-------	--	---------

**Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.**

*Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises :*

38.01	Rétributions du chef de poursuites ...	13,0
-------	--	------

*Diversen :*

Diverse opbrengsten ... ... ...	06.01
---------------------------------	-------

Ontvangsten herkomstig uit andere diensten ...	08.01
--	-------

**§ 2. Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen.**

*Terugbetalingen :*

Terugbetalingen van wedden, pensioenen en vergoedingen ...	11.01
--	-------

**Opbrengsten van de verkoop van niet-duurzame goederen en van diensten.**

*Verkoop van niet-duurzame goederen en van diensten :*

Opbrengsten van de domeinen ...	16.01
---------------------------------	-------

**Rente en winsten van bedrijven.**

*Rente van overheidsvorderingen :*

Nalatigheidsinteressen inzake belastingen. — Schadevergoedingen en moratoire interessen in allerlei zaken.	26.01
--	-------

*Overige opbrengsten van het patrimonium :*

Retributies voor het gebruik van domeingoederen ...	28.01
---	-------

**Inkommenoverdrachten van andere sectoren.**

*Overige inkommenoverdrachten van gezinnen en van bedrijven :*

Deficit van rekenplichtigen en verscheidene invorderingen ...	38.01
---	-------

*Diversen :*

Diverse opbrengsten ...	06.01
-------------------------	-------

**§ 3. Administratie der Directe Belastingen.**

**Opbrengsten van de verkoop van niet-duurzame goederen en van diensten.**

*Verkoop van niet-duurzame goederen en van diensten :*

Diverse ontvangingen ...	16.01
--------------------------	-------

**Rente en winsten van bedrijven.**

*Rente van overheidsvorderingen :*

Nalatigheidsinteressen (ten laste van de bedrijven en van de gezinnen) ..	26.01
---	-------

**Inkommenoverdrachten van andere sectoren.**

*Overige inkommenoverdrachten van gezinnen en van bedrijven :*

Retributiegelden wegens vervolgingen ...	38.01
--	-------

(<sup>1</sup>) Montant correspondant à une prévision brute de 2 395 000 000 de francs.

(<sup>1</sup>) Dit bedrag stemt overeen met een brutoraming van 2 395 000 000 frank.

## TITRE I. — RECETTES COURANTES.

(En millions de francs.)  
(In miljoenen frank.)

## TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.

Articles	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Evaluations par article — Ramingen per artikel	AANDUIDING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Artikelen
----------	---	--	--	-----------

## Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public.

*Transferts de revenus des provinces, communes et organismes assimilés :*

48.01 Remboursements des frais d'administration afférents à la perception de certaines taxes communales ... ... ... ... ... ...

650,0

2 482,5

## § 4. Administration des Douanes et Accises.

*Divers :*

06.01 Produits divers ... ... ... ... ... ...

210,0

## § 5. Administration du Cadastre.

## Produits de la vente de biens non durables et de services.

*Ventes de biens non durables et de services :*

16.01 Recettes diverses ... ... ... ... ...

120,0

## § 6. Diverses administrations.

*Divers :*

06.01 Produits divers ... ... ... ... ...

31,5

Total pour le chapitre I ... ...

24 821,9

## CHAPITRE II.

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

*Divers :*

06.01 Produits divers ... ... ... ... ...

72,2

Total pour le chapitre II ... ...

72,2

## Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid.

*Inkomensoverdrachten van provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde lichamen :*

Vergelding der administratiekosten in verband met de inning van sommige gemeentebelastingen.

48.01

## § 4. Administratie der Douane en Accijnzen.

*Diversen :*

Diverse opbrengsten ... ... ... ...

06.01

## § 5. Administratie van het Kadaster.

## Opbrengsten van de verkoop van niet-duurzame goederen en van diensten.

*Verkoop van niet-duurzame goederen en van diensten :*

Diverse opbrengsten ... ... ...

16.01

## § 6. Diverse administraties.

*Diversen :*

Diverse opbrengsten ... ...

06.01

Totaal voor hoofdstuk I.

## HOOFDSTUK II.

## DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER.

*Diversen :*

Diverse opbrengsten ... ...

06.01

Totaal voor hoofdstuk II.

**CHAPITRE III.**

**MINISTERE DE LA JUSTICE.**

**Produits de la vente de bien non durables et de services.**

*Ventes de biens non durables et de services :*

16.01	Produits du Moniteur belge ... ... ... ... ...	285,0
<b>Intérêts et profits d'entreprises.</b>		
<i>Participations aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques :</i>		
27.01 Bénéfices de la Régie du Travail pénitentiaire et bénéfices réalisés par les fermes autonomes ... ... ... ...		
	<i>Divers :</i>	12,1
06.01	Produits divers ... ... ... ...	35,4
	<b>Total pour le chapitre III ... ...</b>	<b>332,5</b>

**CHAPITRE IV.**

**MINISTERE DE L'INTERIEUR.**

*Divers :*

06.01	Produits divers ... ... ... ...	7,8
<b>Total pour le chapitre IV ... ...</b>		

**CHAPITRE V.**

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT.**

**Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.**

*Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises :*

38.01	Produits des droits de chancellerie, taxes consulaires et visa des passeports ... ... ... ...	100,0
<i>Divers :</i>		
06.01	Produits divers ... ... ... ...	9,7
<b>Total pour le chapitre V ... ...</b>		

**CHAPITRE VI.**

**MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE.**

*Remboursements :*

12.01	Remboursements de dépenses . . . . .	58,0
-------	--------------------------------------	------

**HOOFDSTUK III.**

**MINISTERIE VAN JUSTITIE.**

**Opbrengsten van de verkoop van niet-duurzame goederen en van diensten.**

*Verkoop van niet-duurzame goederen en van diensten :*

Opbrengsten van het Belgisch Staatsblad ... ... ... ...	16.01
<i>Rente en winsten van bedrijven.</i>	
<i>Aandeel in exploitatiewinsten van openbare bedrijven :</i>	
Winsten van de Regie van de Gevangenisarbeid en winsten gemaakt door de zelfstandige boerderijen.	
<i>Diversen :</i>	27.01
Diverse opbrengsten .. . . . .	06.01
<b>Totaal voor hoofdstuk III.</b>	

**HOOFDSTUK IV.**

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.**

*Diversen :*

Diverse opbrengsten .. . . . .	06.01
<b>Totaal voor hoofdstuk IV.</b>	

**HOOFDSTUK V.**

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING.**

**Inkomensoverdrachten van andere sectoren.**

*Overige inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven :*

Opbrengst van de kancelarij- en consulaatrechten en visa der paspoorten.	38.01
<i>Diversen :</i>	
Diverse opbrengsten .. . . . .	
<b>Totaal voor hoofdstuk V.</b>	

**HOOFDSTUK VI.**

**MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.**

*Terugbetalingen :*

Terugbetalingen van uitgaven . . . . .	12.01
--	-------

## TITRE I. — RECETTES COURANTES

(En millions de francs.)  
(In miljoenen frank.)

## TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.

Articles	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Evaluations par article — Ramingen per artikel	AANDUIDING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Artikelen
	<b>Produits de la vente de biens non durables et de services.</b>		<b>Opbrengsten van de verkoop van niet-duurzame goederen en van diensten.</b>	
	<i>Ventes de biens militaires durables :</i>		<i>Verkoop van duurzame militaire goederen :</i>	
17.01	Remboursement par la République fédérale d'Allemagne des sommes revenant à la Belgique au titre de valeur résiduelle d'aménagements effectués aux installations restituées ( <i>pour mémoire</i> ) ... ... ...	—	Terugbetaling door de Duitse Bondsrepubliek van de sommen die aan België toekomen als residuale waarde van verbeteringswerken uitgevoerd aan de teruggegeven installaties ( <i>pro memoria</i> ). <i>Divers :</i>	17.01
06.01	Produits divers ... ... ... ... ... ...	0,1	Diverse opbrengsten ... ... ... ... ...	06.01
	<b>Total pour le chapitre VI ... ...</b>	<b>58,1</b>	<b>Totaal voor hoofdstuk VI:</b>	
	<b>CHAPITRE VII.</b>		<b>HOOFDSTUK VII.</b>	
	<b>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.</b>		<b>MINISTERIE VAN LANDBOUW.</b>	
	<i>Divers :</i>		<i>Diversen :</i>	
06.01	Produits divers ... ... ... ... ...	14,7	Diverse opbrengsten ... ... ... ...	06.01
	<b>Total pour le chapitre VII ... ...</b>	<b>14,7</b>	<b>Totaal voor hoofdstuk VII:</b>	
	<b>CHAPITRE VIII.</b>		<b>HOOFDSTUK VIII.</b>	
	<b>MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES.</b>		<b>MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN.</b>	
	<i>Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.</i>		<i>Inkomensoverdrachten van andere sectoren.</i>	
	<i>Impôts indirects et prélèvements :</i>		<i>Indirecte belastingen en heffingen :</i>	
36.01	Annuités de brevets ... ... ... ...	150,0	Annuiteten voor octrooien ... ... ...	36.01
	<i>Divers :</i>		<i>Diversen :</i>	
06.01	Produits divers ... ... ... ...	99,0	Diverse opbrengsten ... ... ...	06.01
	<b>Total pour le chapitre VIII ... ...</b>	<b>249,0</b>	<b>Totaal voor hoofdstuk VIII:</b>	
	<b>CHAPITRE IX.</b>		<b>HOOFDSTUK IX.</b>	
	<b>MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS.</b>		<b>MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN.</b>	
	<i>Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.</i>		<i>Inkomensoverdrachten van andere sectoren.</i>	
	<i>Impôts indirects et prélèvements :</i>		<i>Indirecte belastingen en heffingen :</i>	
36.01	Redevances perçues par les Administrations des Transports et de l'Aéronautique et par le Commissariat général au Tourisme ... ...	573,0	Bijdragen geïnd door het Bestuur van het Vervoer, het Bestuur der Luchtvaart en door het Commissariaat-Generaal van Toerisme.	36.01

<i>Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises.</i>	
38.01 Droits de pilotage et de remorquage, commissariats maritimes, service d'inspection maritime et service de jaugeage ... ... ... ...	920,6
<i>Divers :</i>	
06.01 Produits divers ... ... ... ...	37,2
08.01 Remboursement d'avances budgétaires par la Marine et la Navigation intérieure ... ... ... ...	33,0
<i>Total pour le chapitre IX</i> ... ...	<b>1 563,8</b>

**CHAPITRE X.****ADMINISTRATION DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES.***Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.*

<i>Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises :</i>	
38.01 Appareils récepteurs de radio et de télévision privés. — Redevances nettes ... ... ... ...	11 430,5
<i>Divers :</i>	
06.01 Produits divers ... ... ... ...	3,2
<i>Total pour le chapitre X</i> ... ...	<b>11 433,7</b>

**CHAPITRE XI.****MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS.***Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.*

<i>Impôts indirects et prélevements :</i>	
36.01 Produits des rivières et canaux ... ... ... ...	78,0
<i>Divers :</i>	
06.01 Produits divers ... ... ... ...	32,0
<i>Total pour le chapitre XI</i> ... ...	<b>110,0</b>

**CHAPITRE XII.****MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.***Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.*

<i>Transferts de revenus de l'étranger :</i>	
39.01 Intervention de la C.E.C.A. dans le paiement de l'aide de réadaptation accordée aux travailleurs licenciés par suite de la fermeture de certaines entreprises des industries du charbon et de l'acier ( <i>pour mémoire</i> ) ... ...	
<i>Divers :</i>	
06.01 Produits divers ... ... ... ...	64,6
<i>Total pour le chapitre XII</i> ... ...	<b>64,6</b>

**Overige inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven.**

Loods- en sleepgelden, zeevaartpolitie, zeevaartinspectiedienst en metingsdienst.	38.01
<i>Diversen :</i>	
Diverse opbrengsten ... ... ... ...	06.01
Terugbetaling van begrotingsvoorschotten door het Zeewezen en de Binnenvaart.	08.01

Totaal voor hoofdstuk IX.

**HOOFDSTUK X.****BESTUUR DER POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE.***Inkommensoverdrachten van andere sectoren.*

<i>Overige inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven :</i>	
Private radio- en televisieontvangtoestellen. — Netto-betalingen ... ...	38.01
<i>Diversen :</i>	
Diverse opbrengsten ... ... ... ...	06.01
Totaal voor hoofdstuk X.	

**HOOFDSTUK XI.****MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN.***Inkommensoverdrachten van andere sectoren.*

<i>Indirecte belastingen en heffingen :</i>	
Opbrengsten van rivieren en kanalen ... ... ... ...	36.01
<i>Diversen :</i>	
Diverse opbrengsten ... ... ... ...	06.01
Totaal voor hoofdstuk XI.	

**HOOFDSTUK XII.****MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID.***Inkommensoverdrachten van andere sectoren.*

<i>Inkommensoverdrachten van het buitenland :</i>	
Tussenkomst van de E.G.K.S. in de betaling van de wederaanpassings-hulp verleend aan de werknemers die, ten gevolge van de sluiting van sommige ondernemingen in de kolenmijn- en staalindustrie, werden ontslagen ( <i>pro memoria</i> ). ...	39.01
<i>Diversen :</i>	
Diverse opbrengsten ... ... ... ...	06.01
Totaal voor hoofdstuk XII.	

TITRE I. — RECETTES COURANTES.		(En millions de francs.) (In miljoenen frank.)	TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.	
Articles	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Evaluations par article — <i>Ramingen per artikel</i>	AANDUIDING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Artikelen

## CHAPITRE XIII.

## MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE.

## Intérêts et profits d'entreprises.

*Intérêts de créances des pouvoirs publics :*

26.01 Intérêts revenant à l'Etat du chef des contributions perçues par l'Office National de la Sécurité Sociale en application de la loi du 3 avril 1962 et de l'arrêté royal du 24 décembre 1962 relatifs à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés (*pour mémoire*). —

## Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public.

*Remboursements de transferts de revenus à la sécurité sociale :*

42.01 Remboursements de dépenses . . . . . 0,1

*Divers :*

06.01 Produits divers . . . . . 21,4

08.01 Remboursement, par les régies dépendant des Ministères des Communications et des Affaires économiques, des allocations payées, pour leur compte, à l'intervention de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés (*pour mémoire*) . . . . . —

Total pour le chapitre XIII . . . . . 21,5

## CHAPITRE XIV.

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE.

## Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.

*Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises :*

38.01 Droits d'entrée à la Bibliothèque royale et dans les musées de l'Etat, — Droits d'inscription et minerval. — Produits divers des établissements et services . . . . . 39,0

*Divers :*

06.01 Produits divers . . . . . 3,5

Total pour le chapitre XIV . . . . . 42,5

## HOOFDSTUK XIII.

## MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG.

## Rente en winsten van bedrijven.

*Rente van overheidsvorderingen :*

Interesten aan de Staat toekomende uit hoofde van door de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid geïnde contributies bij toepassing van de wet van 3 april 1962 en het koninklijk besluit van 24 december 1962, betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders en bedienden (*pro memoria*). —

## Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid.

*Terugbetalingen van inkomensoverdrachten aan de sociale zekerheid :*

Terugbetalingen van uitgaven . . . . . 42,01

*Diversen :*

Diverse opbrengsten . . . . . 06.01

Terugbetaling door de regies die afhangen van het Ministerie van Verkeerswezen en het Ministerie van Economische Zaken, van de voor hun rekening beraalde bijslag door bemiddeling van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers (*pro memoria*). —

Totaal voor hoofdstuk XIII.

## HOOFDSTUK XIV.

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING  
EN NEDERLANDSE CULTUUR.

## Inkomensoverdrachten van andere sectoren.

*Overige inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven :*

Intreegeld van de Koninklijke Bibliotheek en van de Staatsmusea. — Inschrijvingsrechten en schoolgeld. — Diverse opbrengsten der instellingen en diensten. — 38,01

*Diversen :*

Diverse opbrengsten . . . . . 06.01

Totaal voor hoofdstuk XIV.

CHAPITRE XV.

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA CULTURE FRANÇAISE.

Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.

*Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises :*

38.01	Droits d'entrée à la Bibliothèque royale et dans les musées de l'Etat. — Droits d'inscription et minerval. — Produits divers des établissements et services ...	48,0
<i>Divers :</i>		
06.01	Produits divers ...	8,0
	Total pour le chapitre XV ...	56,0

CHAPITRE XVI.

MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

*Divers :*

06.01	Produits divers ...	68,4
	Total pour le chapitre XVI ...	68,4
	Total de la section II ...	39 026,4
	Total des recettes courantes ...	1 054 663,4

HOOFDSTUK XV.

MINISTERIE VAN NATIONALÉE OPVOEDING  
EN FRANSE CULTUUR.

Inkomensoverdrachten van andere sectoren.

*Overige inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven :*

Intreegelden van de Koninklijke Bibliotheek en van de Staatsmusea. — Inschrijvingsrechten en schoolgeld. — Diverse opbrengsten der inrichtingen en diensten.	38.01
<i>Diversen :</i>	
Diverse opbrengsten ...	06.01

Totaal voor hoofdstuk XV.

HOOFDSTUK XVI.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN.

*Diversen :*

Diverse opbrengsten ...	06.01
Totaal voor hoofdstuk XVI.	
Totaal voor sectie II.	
Totaal voor de lopende ontvangsten.	

## TITRE II. — RECETTES EN CAPITAL.

(En millions de francs.)  
(In miljoenen frank.)

## TITEL II. — KAPITAALONTVANGSTEN.

Articles	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Evaluations par article — Ramingen per artikel	AANDUIDING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Artikelen
----------	---	--	--	-----------

## SECTION I. — RECETTES FISCALES.

## CHAPITRE I.

ADMINISTRATION DE LA T.V.A.,  
DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.

Transferts de capitaux en provenance d'autres secteurs.

*Impôts sur le patrimoine :*

57.01	Droits de succession . . . . .	12 800,0
57.02	Impôt sur le capital ( <i>y compris les recettes d'amendes</i> ) . . . . .	— <sup>(1)</sup>
	Total de la section I . . . . .	12 800,0

## SECTION II. — RECETTES NON FISCALES.

## CHAPITRE I.

## MINISTERE DES FINANCES.

## § 1. Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

Crédits et participations.

	Remboursements de crédits et liquidations de participations dans les entreprises :	
86.01	Amortissements par des organismes d'intérêt public d'emprunts émis par eux sous la garantie de l'Etat ou d'avances et de prêts leur consentis par l'Etat . . . . .	187,5
86.05	Remboursement d'avances consenties (autres que celles visées ci-dessus).	314,0
	Divers :	
06.01	Recettes diverses patrimoniales . . . . .	500,3
		1 001,8

## SECTIE I. — FISCALE ONTVANGSTEN.

## HOOFDSTUK I.

ADMINISTRATIE VAN DE B.T.W.,  
REGISTRATIE EN DOMEINEN.

Vermogensoverdrachten van andere sectoren.

*Vermogensheffingen :*

Successierechten . . . . .	57.01
Belasting op het kapitaal ( <i>met inbegrip van de ontvangsten wegens boeten</i> ). . . . .	57.02
Totaal voor sectie I.	

## SECTIE II. — NIET-FISCALE ONTVANGSTEN.

## HOOFDSTUK I.

## MINISTERIE VAN FINANCIEN.

## § 1. Administratie van Thesaurie en Staatsschuld.

Kredieten en deelnemingen.

*Terugbetaling van kredieten door en liquidaties van deelnemingen in bedrijven :*

Delging door instellingen van openbaar nut van door hen onder de waarborg van de Staat geümitteerde leningen, of van voorschotten en leningen hun door de Staat toegestaan.	86.01
Terugbetaling van toegestane voorschotten (andere dan die welke hierboven bedoeld zijn).	86.05
Diversen :	
Diverse vermogensontvangsten . . . . .	06.01

**§ 2. Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines.**

**Transferts de capitaux en provenance d'autres secteurs.**

*Transferts de capitaux des ménages :*

58.01	Saisies et biens sous séquestre ... ... ... ...	35,0
<b>Investissements.</b>		
<i>Ventes de terrains et bâtiments dans le pays :</i>		
76.01	Produit de la vente d'immeubles ... ... ... ...	400,0
<i>Vente de biens meubles durables :</i>		
77.01	Prix de vente d'objets mobiliers hors d'usage provenant des divers départements ministériels ou organismes d'Etat ... ...	70,0
<i>Divers :</i>		
06.01	Recettes diverses patrimoniales ... ... ... ...	60,9
		<hr/>
	Total pour le chapitre I ... ...	1 567,7

**CHAPITRE II.**

**SERVICES DU PREMIER MINISTRE.**

**Crédits et participations.**

*Remboursements de crédits et liquidations de participations dans les entreprises :*

86.01	Remboursement d'un prêt consenti à l'Agence Belga ... ...	2,0
Total pour le chapitre II ... ...		

**CHAPITRE III.**

**MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES.**

**Crédits et participations.**

*Remboursements de crédits par les ménages :*

86.01	Versements du Fonds commun de garantie ... ... ...	2,5
Total pour le chapitre III ... ...		

**§ 2. Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen.**

**Vermogensoverdrachten van andere sectoren.**

*Vermogensoverdrachten van gezinnen :*

Verbeurdverklaring en gesekwestreerde goederen	... ... ...	58.01
<b>Investeringen.</b>		
<i>Verkoop van grond en gebouwen in het binnenland :</i>		
Verkoopprijzen van onroerende goederen	... ... ...	76.01
<i>Verkoop van duurzame roerende goederen :</i>		
Verkoopprijzen van buitengebruikgestelde roerende voorwerpen voortkomende van de verscheidene ministeriële departementen of Staatsinstellingen.	... ...	77.01
<i>Diversen :</i>		
Diverse vermogensontvangsten	... ... ...	06.01

Totaal voor hoofdstuk I.

**HOOFDSTUK II.**

**DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER.**

**Kredieten en deelnemingen.**

*Terugbetaling van kredieten door en liquidaties van deelnemingen in bedrijven :*

Terugbetaling van een lening toegekend aan het Agentschap Belga	...	86.01
Totaal voor hoofdstuk II.		

**HOOFDSTUK III.**

**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN.**

**Kredieten en deelnemingen.**

*Terugbetaling van kredieten door gezinnen :*

Stortingen van het Gemeenschappelijk Waarborgfonds	...	86.01
Totaal voor hoofdstuk III.		

(<sup>1</sup>) Prévision brute de 1 000 000 de francs; les restitutions sont également évaluées à 1 000 000 de francs.

(<sup>1</sup>) Bruto-raming van 1 000 000 frank; de teruggaven worden eveneens op 1 000 000 frank geraamd.

TITRE II. — RECETTES EN CAPITAL.		(En millions de francs.) (In miljoenen frank.)	TITEL II. — KAPITAALONTVANGSTEN.	
Articles	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Evaluations par article — <i>Ramingen per artikel</i>	AANDUIDING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Artikelen
CHAPITRE IV. MINISTÈRE DE LA JUSTICE.				
<b>Crédits et participations.</b>				
<i>Remboursements de crédits et liquidations de participations dans les entreprises :</i>				
86.05	Versement de la Régie du Travail pénitentiaire .. .. .. .. ..	2,5	Stortingen van de Regie van de Gevangenisarbeid .. .. .. .. ..	86.05
	Total pour le chapitre IV .. .. .. .. ..	2,5	Totaal voor hoofdstuk IV.	
	Total pour la section II .. .. .. .. ..	1 574,7	Totaal voor sectie II.	
	Total des recettes en capital .. .. .. .. ..	14 374,7	Totaal voor de kapitaalontvangsten.	
HOOFDSTUK IV. MINISTERIE VAN JUSTITIE.				
<b>Kredieten en deelnemingen.</b>				
<i>Terugbetaling van kredieten door en liquidaties van deelnemingen in bedrijven :</i>				

Vu pour être annexé à Notre arrêté  
du 12 novembre 1980.

Ons bekend om te worden gevoegd  
bij Ons besluit van 12 november 1980.

BAUDOUIN.

BOUDEWIJN.

PAR LE ROI :

*Le Ministre du Budget,*  
G. MATHOT.

VAN KONINGSWEGE :

*De Minister van Begroting,*  
G. MATHOT.

*Le Ministre des Finances,*  
M. EYSKENS.

*De Minister van Financiën,*  
M. EYSKENS.

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

### TABLEAU COMPARATIF

des recettes au cours des années 1975 à 1979,  
des évaluations adoptées pour l'année 1980  
et des estimations proposées pour l'année 1981.

---

## TWEEDE DEEL

---

### VERGELIJKENDE TABEL

van de ontvangsten gedaan in de loop van de jaren 1975  
tot 1979, van de vooruitzichten aangenomen  
voor het jaar 1980 en van de ramingen voorgesteld  
voor het jaar 1981.

---

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN				
1	2	3	4	5	6	7	8

**SECTION I.**  
**RECETTES FISCALES.**

CHAPITRE I.

**Administration des Contributions directes.**

**Transferts de revenus  
en provenance d'autres secteurs.**

*Impôts indirects et prélèvements :*

36.01	366	Taxe de circulation sur les véhicules automobiles (¹) ... ... ... ...	—	—	—	8 917,6	9 342,0
36.02	369	Taxe sur les jeux et paris ... ... ... ...	1 505,6	1 669,6	1 831,2	1 784,1	1 804,5
36.03	369	Taxe sur les appareils automatiques de divertissement ... ... ... ...	430,9	390,2	519,5	553,8	511,3

*Impôts directs :*

37.01		Impôt non ventilé perçu sous forme de précompte :					
370	370	1. Précompte immobilier ... ... ... ...	1 337,2	1 323,3	1 368,7	1 454,9	1 490,6
		2. Précompte mobilier . ... ... ... ...	27 922,4	28 783,1	34 683,4	41 246,4	48 159,9
37.02	370	Impôt non ventilé versé par anticipation par les non-salariés (personnes physiques et sociétés) (²) . ... ... ... ...	76 221,0	88 380,0	101 086,8	108 763,8	129 552,0
37.03	370	Impôt global non ventilé perçu par rôles à charge des non-résidents (personnes physiques et sociétés) ... ... ... ...	899,0	1 030,1	760,3	632,2	111,2
37.04	371	Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge des sociétés (³) ... ... ... ...	10 224,8	6 233,5	3 757,7	7 001,5	3 006,0
37.05	372	Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge des personnes physiques (⁴) ... ...	35 297,5	35 426,7	37 899,5	49 957,3	42 929,5
37.06	372	Impôt des personnes physiques perçu sous forme de précompte professionnel (⁵) . ...	182 451,2	210 837,4	250 487,6	293 477,4	326 760,7
37.08		Autres produits divers et recettes accidentielles :					
372	a)	Taxe sur le revenu cadastral des immeubles appartenant aux unions professionnelles (loi du 31 mars 1898) ... ... ...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1

(¹) Non compris les recettes affectées à l'alimentation du

— Fonds des Routes ... ... ... ...	7 783,5	7 461,3	7 901,9	—	—
— Fonds de promotion des Transports publics ... ... ... ...	—	—	—	—	—

(²) Non compris les recettes affectées au :

— Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale ... ... ... ...	500,0	1 000,0	700,0	—	—
— Fonds spécial des communes . ... ...	1 700,0	2 320,0	2 250,0	—	—

(³) Non compris les recettes affectées au :

— Service financier de la dette publique ...	—	—	—	—	—
— Fonds de solidarité .. ... ..	—	147,3	1 790,4	—	—

(⁴) Non compris les recettes affectées au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale ... ... ... ...

1 500,0	1 500,0	2 400,0	—	—	—
1 500,0	1 500,0	2 400,0	—	—	—

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Année 1980 Jaar 1980		Année 1981 Jaar 1981		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN		Economische classificatie Artikelen	
Evaluations adoptées <u>Aangenomen ramingen</u>	Recettes probables <u>Vermoedelijke ontvangsten</u>	Evaluations proposées <u>Voorgestelde ramingen</u>	En plus que les recettes probables de l'année 1980 <i>In meer t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten over het jaar 1980</i>	En moins <i>In minder</i>	14		
9	10	11	12	13		15	16

**SECTIE I.**  
**FISCALE ONTVANGSTEN.**

HOOFDSTUK I.  
**Administratie der Directe Belastingen.**

**Inkommensoverdrachten  
van andere sectoren.**

*Indirecte belastingen en heffingen :*

9 480,0	9 480,0	9 860,0	380,0	—	Verkeersbelasting op de autovoertuigen <sup>(1)</sup> .	366	36.01
1 750,0	2 050,0	2 450,0	400,0	—	Belasting op de spelen en de weddenschappen.	369	36.02
550,0	850,0	1 150,0	300,0	—	Belasting op de automatische ontspanningstoestellen.	369	36.03
					<i>Directe belastingen :</i>		
					Niet verdeelde belasting geïnd als voorheffing :	37.01	
1 600,0	1 540,0	1 730,0	190,0	—	1. Onroerende voorheffing . . . . .	370	
55 540,0	57 800,0	68 330,0	10 530,0	—	2. Roerende voorheffing . . . . .	370	
143 700,0	123 000,0	128 400,0	5 400,0	—	Niet verdeelde belasting vooraf gestort door de niet-loontrekkers (natuurlijke personen en vennootschappen) <sup>(2)</sup> .	370	37.02
400,0	350,0	200,0	550,0	—	Niet verdeelde globale belasting geïnd door middel van kohieren ten laste van de niet-verblijfshouders (natuurlijke personen en vennootschappen).	370	37.03
6 200,0	2 200,0	3 100,0	900,0	—	Belasting op het globaal inkomen geïnd door middel van kohieren ten laste van de vennootschappen <sup>(3)</sup> .	371	37.04
32 500,0	24 000,0	20 050,0	—	3 950,0	Belasting op het globaal inkomen geïnd door middel van kohieren ten laste van de natuurlijke personen <sup>(4)</sup> .	372	37.05
365 850,0	364 350,0	402 260,0	37 910,0	—	Personenbelasting geïnd als bedrijfsvoorheffing <sup>(5)</sup> .	372	37.06
					Andere diverse opbrengsten en toevallige ontvangsten :	37.08	
—	0,1	—	—	0,1	a) Belasting op de kadastrale opbrengst van de aan beroepsverenigingen toebehorende onroerende goederen (wet van 31 maart 1898).	372	

<sup>(1)</sup> Niet ingegrepen de ontvangsten bestemd tot stijving van het  
— Wegenfonds :

— Fonds ter bevordering van het Openbaar

vervoer.

<sup>(2)</sup> Niet ingegrepen de ontvangsten bestemd tot :

— Fonds voor economische expansie en regionale reconversie.

— Speciaal fonds der gemeenten.

<sup>(3)</sup> Niet ingegrepen de ontvangsten bestemd tot :

— de financiële dienst van de rijksschuld.

— het Solidariteitsfonds.

<sup>(4)</sup> Niet ingegrepen de ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie.

<sup>(5)</sup> Niet ingegrepen de ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie.

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8

370	b) Excédents de caisse; forcements en recette; impôts recouvrés après avoir été admis en décharge; sommes, revenant à des contribuables, qui à défaut de renseignements suffisants et malgré les recherches adéquates, n'ont pu être remboursées ou payées aux intéressés . . . . .	36,5	36,9	48,2	59,0	54,9
-----	---	------	------	------	------	------

*Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises :*

38.01 381	Amendes en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées . . . . .	83,0	91,8	123,4	168,3	194,1
Totaux pour le chapitre I.						

**CHAPITRE II.**

**Administration des Douanes et Accises.**  
**Transferts de revenus en provenance**  
**d'autres secteurs.**

*Impôts indirects et prélèvements :*

36.01 361	Droits d'entrée . . . . .	202,2	348,2	286,6	136,7	112,7
-----------	---------------------------	-------	-------	-------	-------	-------

**Droits d'accise et taxe de consommation :**

*A. — Droits d'accise :*

a) Benzol (loi du 7 février 1961 modifiée) . . . . .	0,2	0,8	0,3	—	—
b) Bières (loi du 11 mai 1967) . . . . .	3 608,2	3 833,2	3 795,9	3 662,9	3 629,5
c) Boissons fermentées mousseuses (loi du 12 février 1937, modifiée et loi du 11 décembre 1959) . . . . .	162,2	252,8	258,4	264,0	275,0
d) Boissons fermentées de fruits (loi du 15 juillet 1938, modifiée et loi du 11 décembre 1959) . . . . .	1 052,7	1 857,8	2 113,9	2 116,1	2 261,3
e) Eaux-de-vie (loi du 15 avril 1896, modifiée et loi du 11 décembre 1959) . . . . .	1 679,0	1 696,0	1 820,4	1 815,1	1 941,9
f) Boissons non alcoolisées (arrêté royal du 28 septembre 1939 modifié) . . . . .	1 574,9	1 757,1	1 619,5	1 652,3	1 728,1
g) Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux liquéfiés (loi du 7 février 1961 modifiée) . . . . .	170,1	178,7	181,9	180,8	158,0
h) Huiles minérales (coordination 1963 modifiée) . . . . .	33 450,8 <sup>(*)</sup>	32 930,3 <sup>(*)</sup>	32 645,0 <sup>(*)</sup>	42 570,4	44 557,7
i) Sucres et sirops de raffinage (loi du 21 août 1903, modifiée et loi du 11 décembre 1959) . . . . .	208,5	217,1	201,8	208,4	211,9
j) Tabacs (loi du 31 décembre 1947 modifiée).	13 193,7	15 037,8 <sup>(?)</sup>	17 307,5	14 781,3	16 274,0 <sup>(?)</sup>

*B. — Taxe de consommation :*

Alcools et eaux-de-vie (loi du 7 juin 1926 modifiée) . . . . .	2 840,7	3 546,0	3 809,8	3 914,4	4 084,5
Totaux des accises et taxe de consommation	57 941,0	61 307,6	63 754,4	71 165,7	75 121,9

36.03 369	Taxe sur les débits de boissons fermentées ou spiritueuses (coordination du 3 avril 1953).	157,1	159,6	176,0	174,0	187,3
-----------	--	-------	-------	-------	-------	-------

**Recettes diverses et accidentielles :**

a) Solde éventuel à encaisser par la Belgique sur les recettes communes avec le Grand-Duché de Luxembourg (loi du 5 mars 1922).	23,1	130,9	—	—	—
---	------	-------	---	---	---

( <sup>(*)</sup> ) Non compris les recettes affectées au Fonds des Routes . . . . .	4 000,0	6 400,0	7 800,0	—	—
---	---------	---------	---------	---	---

( <sup>(?)</sup> ) Non compris les recettes affectées à la Prévoyance sociale (I.N.A.M.I.) . . . . .	—	300,0	—	1 664,0	3 187,0
--	---	-------	---	---------	---------

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Année 1980 Jaar 1980		Année 1981 Jaar 1981			AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN		Economische classificatie	Artikelen
Evaluations adoptées Aangenomen ramingen	Recettes probables Vermoedelijke ontvangsten	Evaluations proposées Voorgestelde ramingen	En plus que les recettes probables de l'année 1980 In meer t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten over het jaar 1980	En moins que les recettes probables de l'année 1980 In minder t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten over het jaar 1980	14	15	16	
9	10	11	12	13				
60,0	69,9	70,0	0,1	—	b) Kasexcedenten; bezwaren in ontvangst; belastingen geïnd nadat ze in onlastig werden aangenomen; sommen toekomende aan belastingplichtigen, die bij gebrek aan voldoende inlichtingen en nietegenstaande gepaste opzoeken aan de belanghebbenden niet konden worden teruggestort of betaald.	370		
180,0	190,0	190,0	—	—	Overige inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven :			
617 810,0	585 180,0	637 790,0	56 560,1	3 950,1	Boeten inzake directe belastingen en ermede gelijkgestelde belastingen.	381	38.01	
=====	=====	=====	=====	=====	Totalen voor hoofdstuk I.			
					HOOFDSTUK II.			
					Administratie der Douane en Accijnzen. Inkomensoverdrachten van andere sectoren.			
					Indirecte belastingen en heffingen :			
					Invoerrechten . . . . .	361	36.01	
					Accijnzen en verbruikstaks :	362	36.02	
					A. — Accijnzen :			
					a) Benzol (gewijzigde wet van 7 februari 1961).			
					b) Bier (wet van 11 mei 1967).			
					c) Mousserende gegiste dranken (gewijzigde wet van 12 februari 1937 en wet van 11 december 1959).			
					d) Gegiste vruchtdranken (gewijzigde wet van 15 juli 1938 en wet van 11 december 1959).			
					e) Brandewijn (gewijzigde wet van 15 april 1896 en wet van 11 december 1959).			
					f) Alcoholvrije dranken (gewijzigd koninklijk besluit van 28 september 1939).			
					g) Vloeibaar aardgas en andere vloeibare koolwaterstoffgassen (gewijzigde wet van 7 februari 1961).			
					h) Minerale olie (gewijzigde coördinatie 1963).			
					i) Suiker en raffinagestroop (gewijzigde wet van 21 augustus 1903 en wet van 11 december 1959).			
					j) Tabak (gewijzigde wet van 31 december 1947).			
					B. — Verbruikstaks :			
					Alcohol en brandewijn (gewijzigde wet van 7 juni 1926).			
					Totalen van accijnzen en verbruikstaks.			
					Belastingen op de slijterijen van gegiste of van geestrijke dranken (samenordening van 3 april 1953).	369	36.03	
					Diverse en toevallige ontvangsten . . . . .			
					a) Eventueel saldo door België te incasseren op de gemeenschappelijke ontvangsten met het Groothertogdom Luxemburg (wet van 5 maart 1922).	361	36.04	
					(") Niet inbegrepen de ontvangsten bestemd voor het Wegenfonds.			
					(?) Niet inbegrepen de ontvangsten bestemd voor Sociale Voorzorg (R.I.Z.I.V.).			
3 920,0	3 920,0	4 455,0	535,0	—				

**TITRE I. — DEPENSES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			OPBRENGSTEN VERWEZENLIJK GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8
369	b)	Taxe d'expertise des viandes (loi du 5 septembre 1952) ... .. .. .. ..	29,2	33,3	60,8	101,2	80,5
369	c)	Recettes extraordinaires et accidentelles, forçements en recette, etc. (loi du 15 mai 1846, etc.) . .. .. .. ..	9,6	11,3	8,8	10,2	8,3
		Totaux.	61,9	175,5	69,6	111,4	88,8
		<i>Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises :</i>	=====	=====	=====	=====	=====
38.01	381	Produits du contentieux (art. 8, loi du 31 décembre 1947) ... .. .. .. ..	56,6	57,8	72,1	91,7	82,8
		Totaux pour le chapitre II.	58 418,8	62 048,7	64 358,7	71 679,5	75 593,5
CHAPITRE III.							
		<i>Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines.</i>					
		<i>Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.</i>					
		<i>Impôts indirects et prélèvements :</i>					
36.01	363-	Taxe sur la valeur ajoutée, droits de timbre et taxes assimilées au timbre (*) (**) ... ..	149 259,0	176 998,0	198 967,0	236 969,0	237 222,0
36.02	364	Droits d'enregistrement (*) ... .. .. .. ..	12 897,0	16 636,0	20 393,0	24 352,0	25 664,0
36.03	369	Droits de greffe ... .. .. .. ..	259,1	281,0	297,0	312,0	330,0
36.04	369	Droits d'hypothèque ... .. .. .. ..	231,8	352,0	389,0	477,0	517,0
36.05	369	Droits et amendes en matière d'assistance judiciaire et de procédure gratuite ... .. ..	6,0	5,0	5,0	5,0	5,0
		<i>Impôts directs :</i>					
37.01	372	Taxe sur les associations sans but lucratif ...	154,5	179,0	206,0	237,0	269,0
		<i>Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises :</i>					
38.01	381	Amendes en matière d'impôts ... .. .. .. ..	678,8	806,0	806,0	915,0	1 005,0
38.02	381	Amendes de condamnations en matières diverses ... .. .. .. ..	1 014,8	1 226,0	1 325,0	1 379,0	1 391,0
		Totaux pour le chapitre III.	164 501,0	196 483,0	222 388,0	264 646,0	266 403,0
		Totaux pour la section I. (Recettes fiscales.)	559 329,0	632 734,4	719 313,1	850 341,9	905 913,3

(\*) Non compris les recettes affectées :

- Fonds de promotion des transports publics .. .. .. ..
- Service financier de la dette publique .. .. .. ..
- Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale .. .. .. ..
- Fonds des routes .. .. .. ..
- Communautés européennes .. .. .. ..
- I.N.A.M.I. .. .. .. ..

5 200,0	5 407,0	3 690,0	—	—
2 683,0	4 012,0	4 083,0	—	—
6 000,0	7 800,0	4 800,0	—	—
—	—	—	336,0	313,0

(\*\*) Non compris les recettes affectées au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale ... .. .. .. ..

1 116,0	1 473,0	1 690,0	—	—
—	—	—	—	14 000,0

(\*\*) Non compris les ressources propres des Communautés européennes ... .. .. .. ..

**TITEL I. — LOPENDE UITGAVEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Année 1980 Jaar 1980		Année 1981 Jaar 1981		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN		Economische classificatie	Artikelen
Evaluations adoptées Aangenomen ramingen	Recettes probables Vermoedelijke ontvangsten	Evaluations proposées Voorgestelde ramingen	En plus que les recettes probables de l'année 1980 En meer t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten over het jaar 1980	En moins t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten over het jaar 1980	14		
9	10	11	12	13			
108,0	85,0	90,0	5,0	—			
12,0	10,0	10,0	—	—			
<u>120,0</u>	<u>95,0</u>	<u>100,0</u>	<u>5,0</u>	<u>—</u>			
<u>100,0</u>	<u>90,0</u>	<u>95,0</u>	<u>5,0</u>	<u>—</u>			
<u>82 590,0</u>	<u>77 255,0</u>	<u>75 445,0</u>	<u>7 450,0</u>	<u>9 260,0</u>			

- b) Taks voor vleeskeuring (wet van 5 september 1952). 369  
 c) Buitengewone en toevallige ontvangsten, bewaringen in ontvangst, enz. (wet van 15 mei 1846, enz.). 369

Totalen.

*Overige inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven :*

- Opbrengst der contentieuze zaken (art. 8, wet van 31 december 1947). 381 38.01

Totalen voor hoofdstuk II.

**HOOFDSTUK III.****Administratie van de B.T.W.,  
Registratie en Domeinen.****Inkomensoverdrachten  
van andere sectoren.***Indirecte belastingen en heffingen :*

- Belasting over de toegevoegde waarde, zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen (\*) ... 363-36.01  
 Registratierechten (\*) ... 364 36.02  
 Griffierechten . . . . . 369 36.03  
 Hypotheekrechten . . . . . 369 36.04  
 Rechten en boeten inzake gerechtelijke bijstand en kosteloze rechtspleging. 369 36.05

*Directe belastingen :*

- Taks op de verenigingen zonder winstoogmerk. 372 37.01

*Andere inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven :*

- Boeten inzake belastingen ... . . . . . 381 38.01  
 Boeten van veroordelingen in allerhande zaken. 381 38.02

Totalen voor hoofdstuk III.

Totalen voor sectie I. (Fiscale ontvstansten.)

*Vermeerdering.*

- (\*) Niet inbegrepen de toegewezen ontvangsten :  
 — Fonds ter bevordering van het openbaar vervoer;  
 — Financiële dienst van de rijkschuld;  
 — Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie;  
 — Wegenfonds;  
 — Europese Gemeenschappen;  
 — R.I.Z.I.V.

(\*\*) Niet inbegrepen de ontvangst bestemd voor het Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie.

(\*\*\*) Niet inbegrepen de eigen middelen van de Europese Gemeenschappen.

		Augmentation.		73 907,0		
—	—	175,0	3 100,0	3 100,0	—	
—	—	—	—	—	—	
380,0	380,0	435,0	55,0	—	—	
—	—	—	—	—	—	
15 000,0	15 000,0	18 800,0	3 800,0	—	—	

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8

**SECTION II.****RECETTES NON FISCALES.****CHAPITRE I.****Ministère des Finances.****§ 1. Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.**

11.01	Remboursements :						
111	1. a) de traitements, salaires, etc., liquidés indûment ... ... ... ...	1 173,8	1 009,0	1 306,2	1 633,5	1 494,8	
116	b) de pensions liquidées indûment ... ...	196,1	248,9	248,5	238,9	234,2	
111	2. de traitements liquidés par les départements ministériels au profit de fonctionnaires et agents détachés dans des organismes para-stataux, interalliés, etc., ou mis en disponibilité pour mission syndicale et autres ...	57,9	75,5	594,9	519,7	667,5	
12.01 121	Versement au Trésor des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds ... ... ... ...	201,9	229,6	272,9	512,3	478,0	
16.01 161	Frais de perception, remboursés par les Communautés Européennes à charge des recettes effectuées pour leur compte ... ... ...	802,0	1 072,0	1 840,0	1 268,0	1 788,0	
26.01 261	Intérêts dus à l'Etat en provenance des entreprises :						
	1. Intérêts des obligations participantes de la Société Nationale des Chemins de fer Belges remises à l'Etat : 1° en exécution de la convention annexée à la loi du 22 janvier 1932; 2° conformément aux dispositions de la convention du 20 septembre 1935, aux termes de laquelle le Gouvernement avance les fonds nécessaires à la construction de voitures métalliques pour voyageurs ... ... ...	10,0	10,0	9,7	7,2	12,2	
	2. Intérêts compris dans les annuités à payer au Trésor par la Société Nationale du Logement et la Société nationale terrienne du chef des souscriptions de l'Etat aux emprunts émis par ces organismes en vertu de l'arrêté royal du 10 décembre 1970 contenant le Code du logement confirmé par la loi du 2 juillet 1971 ... ... ...	176,5	162,3	182,7	168,3	165,3	
	3. Intérêts dus à l'Etat sur les avances consenties à la Société Nationale des Chemins de fer Belges (conventions des 18 mai et 22 août 1956) ... ... ... ...	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	
	4. Intérêts revenant à l'Etat sur avances ou prêts consentis à la Division « Le Logis militaire » de l'Office central d'Action sociale et culturelle (O.C.A.S.C.) ... ... ...	22,0	23,8	37,3	0,9	35,9	

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

<b>Evaluations — Ramingen</b>		<b>Differences — Verschillen</b>		<b>AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN</b>	<b>Economische classificatie</b>	<b>Artikelen</b>
<b>adoptées pour 1980 — aangenomen voor 1980</b>	<b>proposées pour 1981 — voorgesteld voor 1981</b>	<b>en plus in meer</b>	<b>en moins in minder</b>			
<b>9</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>15</b>

## SECTIE II.

## NIET-FISCALE ONTVANGSTEN.

## HOOFDSTUK I.

## Ministerie van Financiën.

**§ 1. Administratie van Thesaurie  
en Staatsschuld.**

				<b>Terugbetalingen :</b>		<b>11.01</b>
1 470,0	1 507,0	—	—	1. a) van wedden, salarissen, enz., ten onrechte uitgekeerd.	111	
1 507,0(')				b) van pensioenen ten onrechte uitgekeerd.	116	
240,0	246,0	—	—	2. van wedden uitbetaald door de ministeriële departementen ten bate van bij parastatale, intergeallieerde, enz., organismen gedetacheerde of voor syndicale en andere opdrachten ter beschikking gestelde ambtenaren en beambten.	111	
246,0(')				Storting aan de Schatkist van niet aangewende sommen door de rekenplichtigen die hun verrichtingen doen door middel van voor- schotten.	121	12.01
520,0	684,5	151,5	—	Inningskosten terugbetaald door de Europese Gemeenschappen ten laste van de voor hun rekening uitgevoerde ontvangst.	161	16.01
533,0(')				Interesten aan de Staat verschuldigd herkomstig van de bedrijven :	261	26.01
510,0	480,0	—	30,0	1. Interesten van de winstdelende obligaties van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen, afgegeven aan de Staat :		
1 500,0	1 400,0	—	82,0	1° in uitvoering van de overeenkomst gehecht aan de wet van 22 januari 1932; 2° krachtens de bepalingen van de overeenkomst van 20 september 1935, luidens welke de Staat de nodige fondsen voor- schiet voor het bouwen van metalen personenwagens.		
1 482,0(')				2. Interesten begrepen in de annuïteiten aan de Schatkist te betalen door de Nationale Maatschappijen voor Huisvesting en Land uit hoofde van de inschrijvingen van de Staat op de door deze organismen uitgeschreven leningen krachtens het koninklijk besluit van 10 december 1970, houdende de Huisvestingscode, bekrachtigd door de wet van 2 juli 1971.		
9,7	9,7	—	—	3. Interesten verschuldigd aan de Staat op de aan de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen toegestane voorschotten (overeenkomsten van 18 mei en 22 augus- tus 1956).		
162,2	158,9	—	3,3	4. Interesten verschuldigd door de Afdeling « Het Militair Tehuis » van de Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Actie (C.E.D.I.S.C.A.) uit hoofde van de door de Staat verstrekte voorschotten of leningen.		
4,2	4,2	—	—			
35,4	35,1	—	0,3			

(1) *Vermoedelijke ontvangst.*

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8
26.01 261		5. Intérêts compris dans l'annuité à payer au Trésor par la Société nationale terrienne du chef :					
		1° des avances qui lui ont été faites par l'Etat et 2° de l'emprunt qu'elle a été autorisée à contracter sous la garantie de l'Etat (loi du 29 mars 1949) ... ... ... ...	7,0	2,2	10,8	6,0	5,9
		6. Intérêts compris dans l'annuité à payer au Trésor par la Société Nationale du Logement, du chef des avances qui lui ont été faites par l'Etat et des emprunts successifs qu'elle a été autorisée à contracter sous la garantie de l'Etat, antérieurement à la loi du 15 avril 1949 . ... ... ... ...	33,9	33,0	31,0	30,0	29,1
		7. Intérêts dus à l'Etat du chef des avances consenties à la Société Nationale des Chemins de fer Belges jusqu'au 31 décembre 1945 pour un total de F 452 834 083,77 ...	15,9	15,9	15,9	15,9	15,9
		8. Intérêts compris dans l'annuité à payer au Trésor par la Société nationale terrienne du chef des emprunts, au montant de 120 millions de francs, qu'elle a été autorisée à contracter sous la garantie de l'Etat (arrêté royal du 6 janvier 1961) ... ... ... ...	—	1,0	0,9	0,8	0,6
		9. Intérêts revenant à l'Etat du chef des crédits consentis à l'intervention de la Caisse nationale de crédit professionnel aux anciens coloniaux d'Afrique ... ... ... ...	2,8	2,2	2,4	2,1	1,8
		10. Paiement par la Régie des Télégraphes et Téléphones de la part qui lui incombe dans les charges de la Dette publique portées au budget ordinaire (loi du 19 juillet 1930) ...	77,5	77,5	77,5	77,5	—
		11. Somme à verser au Trésor par la Société Nationale des Chemins de fer Belges pour assurer le service financier de la partie des actions de cette société dont le produit d'émission représente le fonds de roulement (loi du 23 juillet 1926) ... ... ... ...	8,5	8,1	7,8	7,4	7,1
		12. Intérêts dus à l'Etat sur l'avance de 200 millions de francs consentie à la Société Nationale du Logement (arrêté ministériel du 26 mars 1968) ... ... ... ...	9,4	11,9	11,2	11,2	11,2
		13. Intérêts du chef d'avances récupérables consenties par l'Etat-garant à l'« Intercommunale Maatschappij van de Linker Schelde-oever » (IMALSO) ... ... ... ...	10,4	5,8	6,5	5,9	3,5
		14. S.N.C.I. Crédits Marshall — 1 <sup>re</sup> tranche ...	6,4	—	—	—	—
26.02 260		1. Intérêts du portefeuille de la Caisse des Dépôts et Consignations (arrêté royal du 18 mars 1935, art. 23) ... ... ... ...	180,7	206,8	259,5	336,0	409,4
		2. Intérêts du portefeuille des anciennes caisses de pensions de survie (loi du 2 août 1955) ... ... ... ...	3,9	3,9	3,6	3,5	3,6
		3. Intérêts du portefeuille de la Caisse d'Assurance de l'ancien personnel d'Afrique ...	189,8	177,8	172,0	168,2	160,6

(1) Recettes probables.

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Evaluations — <i>Ramingen</i>		Differences — <i>Verschillen</i>		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 <u>aangenomen voor 1980</u>	proposées pour 1981 <u>voorgesteld voor 1981</u>	en plus <u>in meer</u>	en moins <u>in minder</u>		14	15
9	10	11	12	13		
5,7	5,6	—	0,1	5. Interesten begrepen in de annuïteit te betalen aan de Schatkist door de Nationale Landmaatschappij uit hoofde:	261	26.01
27,9	27,1	—	0,8	1° van de voorschotten die haar door de Staat werden verstrekt en 2° van de lening die ze gemachtigd werd, onder Staatswaarborg, aan te gaan (wet van 29 maart 1949).		
15,9	15,9	—	—	6. Interesten begrepen in de annuïteit te betalen aan de Schatkist door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, uit hoofde van de voorschotten die haar door de Staat werden verstrekt en van de achtereenvolgende leningen die ze gemachtigd werd onder Staatswaarborg aan te gaan, vóór de wet van 15 april 1949.		
0,5	0,4	—	0,1	7. Renten aan de Staat verschuldigd uit hoofde van voorschotten toegestaan aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen tot 31 december 1945 voor een totaal van F 452 834 083,77.		
2,0 1,7(1)	1,7	—	—	8. Interesten begrepen in de annuïteit aan de Schatkist te betalen door de Nationale Landmaatschappij uit hoofde van de leningen voor een totaal bedrag van 120 miljoen frank, die ze gemachtigd werd onder Staatswaarborg aan te gaan (koninklijk besluit van 6 januari 1961).		
77,5	77,5	—	—	9. Interesten aan de Staat toekomende uit hoofde van de kredieten verleend met tussenkomst van de Nationale Kas voor beroepskrediet aan de oud-kolonialen uit Afrika.		
7,1	6,7	—	0,4	10. Betaling door de Regie van Telegrafie en Telefonie van haar aandeel in de lasten van de Rijksschuld op de gewone begroting gebracht (wet van 19 juli 1930).		
11,2	15,0	3,8	—	11. Som door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen aan de Schatkist te storten, met het oog op de waarneming van de financiële dienst van het deel van de aandelen dezer maatschappij waarvan de uitgifteopbrengst het bedrijfskapitaal vertegenwoordigt (wet van 23 juli 1926).		
1,3	—	—	1,3	12. Interesten verschuldigd aan de Staat op het aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting toegestane voorschot van 200 miljoen frank (ministerieel besluit van 26 maart 1968).		
—	—	—	—	13. Interesten verschuldigd door de Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever (IMALSO) op de nog terug te betalen voorschotten welke door de Staat-garant werden toegekend.		
420,0 450,0(1)	480,0	30,0	—	14. « Marshall »-kredieten — 1 <sup>e</sup> schijf.		
3,3	3,2	—	0,1	1. Interesten van de portefeuille van de Deposito- en Consignatiekas (koninklijk besluit van 18 maart 1935, art. 23).	260	26.02
150,0	120,0	—	30,0	2. Interesten van de portefeuille van de oude kassen voor overlevingspensioenen (wet van 2 augustus 1955).		
				3. Interesten van de portefeuille van de Verzekeringskas van het gewezen personeel van Afrika.		

(1) Vermoedelijke ontvangsten.

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8
26.03	264	Intérêts dus à l'Etat en provenance de l'étranger :					
		1. Intérêts dus à l'Etat sur le montant non amorti de la participation belge dans la formation du capital de la Société Nationale des Chemins de fer Luxembourgeois.	3,1	3,0	2,9	2,9	2,8
		2. Intérêts dus par des Etats étrangers sur des prêts consentis par la Belgique (lois des 28 décembre 1963, 3 juin 1964, 15 juillet 1964 et 18 août 1972) ... ...	103,4	100,1	110,2	102,3	126,3
		3. Intérêts compris dans les annuités à payer par l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) sur les obligations souscrites par la Belgique aux emprunts émis par ladite organisation ... ...	0,7	0,7	0,5	0,4	0,4
		4. Intérêts, commissions et différences de change revenant à l'Etat en exécution des accords monétaires internationaux ... ...	739,9	1 780,3	1 889,6	549,9	692,6
27.01	271	Part de l'Etat dans les bénéfices d'institutions financières :					
		1. Excédent des revenus sur les charges du Fonds monétaire (loi du 12 juin 1930) ...	1 020,5	290,9	561,2	324,9	364,4
		2. Part attribuée à l'Etat dans le bénéfice annuel de la Banque Nationale de Belgique et dans le produit des opérations d'escompte, d'avances et de prêts, ainsi que dans certaines opérations de placement effectuées par la Banque (arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 modifié par les lois des 28 juillet 1948 et 19 juin 1959. Arrangement du 28 mars 1966 entre le Ministère des Finances et la Banque Nationale de Belgique) ... ...	1 052,3	3 144,4	2 563,7	3 930,1	7 245,9
		3. Part attribuée à l'Etat dans les bénéfices annuels de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (loi du 21 août 1948 et arrêté du Régent du 16 février 1949). ... ...	19,3	19,3	19,3	19,3	20,9
		4. Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Banque Nationale de Belgique (arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 modifié par les lois des 28 juillet 1948 et 19 juin 1959) ... ...	198,8	198,8	215,0	225,0	236,3
		5. Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (loi du 21 août 1948 et arrêté du Régent du 16 février 1949). ... ...	29,6	29,6	29,6	29,6	31,2
		6. Part attribuée à l'Etat dans les bénéfices réalisés par la Banque Nationale de Belgique sur ses placements en dollars. ... ...	4 500,0	2 700,0	2 700,0	1 800,0	2 000,0
		7. Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation au capital de la Société Nationale d'Investissement (S.N.I.) ... ...	—	—	—	—	—
27.02	272	Dividendes dus à l'Etat du chef de sa participation dans le capital d'autres entreprises publiques possédant la personnalité juridique :					
		1. Intérêts et dividendes des actions de la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux (loi du 24 juin 1885) ... ...	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
		2. Dividendes revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital des sociétés de logements sociaux agréées par la Société Nationale du Logement. ... ...	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1

(\*) Recettes probables.

**TITEL I. — LOOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

<b>Evaluations — Ramingen</b>		<b>Differences — Verschillen</b>		<b>AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN</b>	<b>Economische classificatie</b>	<b>Artikelen</b>
<b>adoptées pour 1980 aangenomen voor 1980</b>	<b>proposées pour 1981 voorgesteld voor 1981</b>	<b>en plus in meer</b>	<b>en moins in minder</b>			
<b>9</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>15</b>
2,8	2,7	—	0,1	Renten aan de Staat verschuldigd herkomstig uit het buitenland :	264	26.03
105,0	110,0	5,0	—	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Renten aan de Staat verschuldigd op het niet afgeloste bedrag der Belgische deelname in de vorming van het kapitaal van de Nationale Maatschappij der Luxemburgse Spoorwegen.</li> <li>2. Door vreemde Staten verschuldigde interessen op door België toegestane leningen (wetten van 28 december 1963, 3 juni 1964, 15 juli 1964 en 18 augustus 1972).</li> <li>3. Interessen begrepen in de annuiteiten verschuldigd door de Organisatie der Verenigde Naties (O.V.N.) op de obligaties ingeschreven door België op de leningen uitgegeven door voormelde organisatie.</li> <li>4. Aan de Staat verschuldigde interessen, commissies en wisselkoersverschillen in uitvoering van de internationale monetaire akkoorden.</li> </ol>	271	27.01
0,4	0,3	—	0,1	Aandeel van de Staat in de winsten van financiële instellingen :	271	27.01
600,0 139,0(')	—	—	139,0	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Overschat der inkomsten op de lasten van het Munfonds (wet van 12 juni 1930).</li> <li>2. Aandeel van de Staat in de jaarlijkse winst van de Nationale Bank van België, in de opbrengst van de disconto-, voorschot- en beleningsverrichtingen alsmede in bepaalde beleggingsverrichtingen van de Bank (koninklijk besluit n° 29 van 24 augustus 1939 gewijzigd bij de wetten van 28 juli 1948 en 19 juni 1959. Akkoord van 28 maart 1966 tussen het Ministerie van Financiën en de Nationale Bank van België).</li> <li>3. Aandeel aan de Staat voorbehouden in de jaarlijkse winsten van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid (wet van 21 augustus 1948 en besluit van de Regent van 16 februari 1949).</li> <li>4. Dividend aan de Staat toekomend uit hoofde van zijn deelname in het kapitaal van de Nationale Bank van België (koninklijk besluit n° 29 van 24 augustus 1939 gewijzigd bij de wetten van 28 juli 1948 en 19 juni 1959).</li> <li>5. Dividend aan de Staat verschuldigd uit hoofde van zijn deelname in het kapitaal van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid (wet van 21 augustus 1948 en besluit van de Regent van 16 februari 1949).</li> <li>6. Aandeel van de Staat in de winst die de Nationale Bank van België maakt op haar dollarbeleggingen.</li> <li>7. Dividend aan de Staat verschuldigd uit hoofde van zijn deelname in het kapitaal van de Nationale Investeringsmaatschappij.</li> </ol>	272	27.02
2 900,0 10 000,0(')	9 120,0	—	880,0	Dividenden aan de Staat verschuldigd uit hoofde van zijn deelname in het kapitaal van andere rechtspersoonlijkheid bezittende openbare bedrijven :	272	27.02
20,9	22,4	1,5	—	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Interessen en dividenden op de aandelen van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen (wet van 24 juni 1885).</li> <li>2. Dividenden welke aan de Staat toekomen uit hoofde van zijn deelname in het kapitaal van de vennootschappen voor volkswoningen, erkend door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting.</li> </ol>		
236,3 247,5(')	260,0	12,5	—			
31,2	32,6	1,4	—			
2 200,0	2 500,0	300,0	—			
—	50,0	50,0	—			
0,2	0,2	—	—			
0,3	0,3	—	—			

(\*) Vermoedelijke ontvangsten.

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8
27.02	272	3. Dividendes revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital des sociétés de petite propriété terrienne agréées par la Société nationale terrière ... ... ... ...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
		4. Intérêts et dividendes revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (SABENA) ... ...	33,8	33,8	33,8	33,8	33,8
		5. Redevances dues à l'Etat, par les sociétés de transports intercommunaux, du chef de sa participation au capital (lois des 17 juin 1953 et 22 février 1961) (pour mémoire) ...	1,9	4,0	3,3	3,4	—
		6. Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Société nationale terrière . ... ... ... ...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
		7. Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans la formation du capital de la Société Intercommunale des Voies d'Accès à l'aérodrome de Bruxelles (S.I.V.A.) (loi du 30 juillet 1932) (pour mémoire) . ... ... ... ...	20,1	2,3	17,0	—	—
		8. Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Société de distribution du gaz « DISTRIGAZ » S.A. (loi du 22 avril 1965) ... ... ...	43,5	43,5	46,8	46,8	—
		9. Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de l'Association Intercommunale pour le Démergence des communes de la région de Liège (A.I.D.) . ... ... ... ...	0,1	0,1	—	—	—
		10. Ristourne revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Société coopérative liégeoise d'électricité « SOCOLIE », association de communes à Liège . ... ... ... ...	3,4	3,0	2,3	2,3	2,3
		11. Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Société anonyme « UNERG » à Bruxelles ...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
		12. Dividendes et gratifications revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la S.A. « Compagnie des installations maritimes de Bruges » (Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen) ...	41,2	18,8	20,5	29,3	36,7
06.01		Produits divers :					
		1. Recettes à provenir de l'exécution des dispositions légales relatives aux pensions de retraite à charge du Trésor public :					
		Parts de pension de retraite à rembourser au Trésor public par les pouvoirs et organismes visés à l'article 1 <sup>er</sup> , b, c, e, de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public :					
432		a) personnel enseignant . . . . .	6,5	5,4	5,8	6,0	19,3
116		b) autres . . . . .	14,2	11,8	33,6	41,7	190,3
		2. Produit des ristournes de la Société Nationale des Chemins de fer Belges et de la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux sur les sommes payées par les départements ministériels du chef des titres de transport utilisés . . . . .	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1

(\*) Recettes probables.

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Evaluations — Ramingen		Différences — Verschillen		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 — aangenomen voor 1980	proposées pour 1981 — voorgesteld voor 1981	en plus — in meer	en moins — in minder			
9	10	11	12	13	14	15
0,1	0,1	—	—	3. Dividenden welke aan de Staat toekomen uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de maatschappijen voor kleine landeigendom, erkend door de Nationale Landmaatschappij.	272	27.02
33,8	33,8	—	—	4. Interessen en dividenden welke aan de Staat toekomen uit hoofde van zijn aandeel in het kapitaal van de Belgische Naamloze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer (SABENA).		
—	—	—	—	5. Vergoedingen door de maatschappijen voor intercommunaal vervoer verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal (wetten van 17 juni 1953 en 22 februari 1961) ( <i>pro memoria</i> ).		
0,1	0,1	—	—	6. Aan de Staat verschuldigd dividend uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de Nationale Landmaatschappij.		
—	—	—	—	7. Aan de Staat verschuldigd dividend uit hoofde van zijn deelneming in de vorming van het kapitaal van de Intercommunale Maatschappij van de Toegangswegen tot de luchthaven van Brussel (S.I.V.A.) (wet van 30 juli 1932) ( <i>pro memoria</i> ).		
—	39,2	—	—	8. Dividend verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de Maatschappij voor gasvoorziening « DISTRIGAZ » N.V. (wet van 22 april 1965).		
—	39,2(1)	—	—	9. Dividend verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de « Association Intercommunale pour le Démergement des communes de la région de Liège (A.I.D.) ».		
0,1	—	—	0,1	10. Restorno verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de Coöperatieve Electriciteitsmaatschappij van Luik « SOCOLIE », vereniging van gemeenten te Luik.		
2,3 1,5(1)	1,5	—	—	11. Dividend verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de N.V. « UNERG » te Brussel.		
0,1	0,1	—	—	12. Dividenden en vergoedingen verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de N.V. « Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen (M.B.Z.I.) ».		
36,7 34,9(1)	30,0	—	4,9	Diverse opbrengsten :	06.01	
15,0 20,0(1) 150,0 195,0(1)	24,0	4,0	—	1. Ontvangsten voortvloeiend uit de uitvoering der wettelijke bepalingen betreffende de rustpensioenen ten laste van de Openbare Schatkist :		
0,1	0,1	—	—	Pensioengedeelten aan de Openbare Schatkist terug te storten door de machten en organismen bedoeld bij artikel 1, b, c, e, van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector :		
(1) Vermoedelijke ontvangsten.				a) onderwijzend personeel ;	432	
				b) andere.	116	
				2. Opbrengst van de terugvallen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen op de door de ministeriële departementen, wegens de gebruikte reisbiljetten, betaalde sommen.		

(1) Vermoedelijke ontvangsten.

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8
		3. Intérêts revenant à l'Etat du chef de fonds laissés transitoirement à la disposition des institutions publiques de crédit ... ... ...	3,8	—	—	—	—
121		4. Recettes diverses et accidentnelles de la Caisse des Dépôts et Consignations (arrêté royal du 18 mars 1935) .. ... ... ...	8,2	13,8	11,8	11,6	13,1
161		5. Versements des corps de troupe et de la Gendarmerie . ... ... ... ...	7,3	6,2	7,4	7,5	10,8
262		6. Produit du placement des fonds disponibles du Trésor (art. 7 de la loi du 10 mai 1850 organisant le service du Caissier de l'Etat, modifiée par les lois des 20 mai 1872, 26 mars 1900 et l'arrêté royal du 30 octobre 1926, pris en exécution de la loi du 16 juillet 1926 ( <i>pour mémoire</i> ) ... ... ...	13,2	198,6	18,3	—	—
262		7. Intérêts revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Caisse Nationale de Crédit professionnel (arrêté-loi du 23 décembre 1946 et loi du 14 février 1962) .. ... ... ... ...	0,7	6,4	15,9	15,9	19,1
262		8. Intérêts dus par l'Institut national de crédit agricole sur la participation de l'Etat au Fonds de premier établissement ... ...	—	—	—	6,0	6,0
282		9. Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Société Anonyme GEOMINES ( <i>pour mémoire</i> ) ...	0,3	0,2	—	—	—
06.01 382		10. Monnaie. — Frais d'essai des ouvrages et des matières d'or, d'argent et de platine (arrêté du Régent du 13 juillet 1948 et arrêté royal du 12 août 1969). ... ... ...	0,3	0,2	0,2	0,4	0,6
06		11. Recettes diverses et accidentnelles de la Trésorerie ... ... ... ...	699,0	889,7	757,9	787,7	875,3
06		12. Produit de la réserve monétaire constituée auprès de la Banque Nationale de Belgique par les différentes catégories d'intermédiaires financiers ( <i>pour mémoire</i> ) ... ... ...	678,1	197,2	0,5	—	—
		13. Recettes en faveur du Ministre des Affaires bruxelloises ( <i>pour mémoire</i> ). ... ... ...	—	1,4	14,8	—	—
		14. Commission spéciale banques ... ... ...	4,3	—	—	—	—
08.01 08		Recettes en provenance d'autres services :					
		1. Remboursement des dépenses imputées à l'article 03.01 du budget des Pensions en matière de pensions de survie ... ... ...	6,0	4,0	3,9	2,3	5,5
		2. Remboursements effectués en exécution de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et du secteur privé . ... ...	80,8	100,0	100,0	114,3	120,8
		3. Recettes du chef de prescription d'ordonnances, créances, mandats, récépissés et divers ... ... ... ...	7,8	8,5	12,0	16,1	19,6
		4. Recettes du chef de prescription de coupons et d'arrérages des inscriptions nominatives de la dette intérieure belge. ... ...	5,0	5,5	5,2	4,9	3,0
		Totaux pour le § 1 du chapitre I.	12 538,5	13 203,7	14 299,2	13 132,6	17 606,5
		=====	=====	=====	=====	=====	=====

(\*) Recettes probables.

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Evaluations — Ramingen		Différences — Verschillen		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 aangenomen voor 1980	proposées pour 1981 voorgesteld voor 1981	en plus in meer	en moins in minder	13	14	15
9	10	11	12			
—	—	—	—	3. Interesten voor de Staat uit hoofde van fondsen die voorlopig ter beschikking van de openbare kredietinstellingen gelaten worden.		
11,0	12,0	1,0	—	4. Diverse en toevallige ontvangsten van de Deposito- en Consignatiekas (koninklijk besluit van 18 maart 1935).	121	
7,7	8,8	1,1	—	5. Stortingen door de troepenkorpsen en door de Rijkswacht.	161	
—	—	—	—	6. Opbrengst van de belegging van de beschikbare gelden van de Schatkist (art. 7 der wet van 10 mei 1850 tot oprichting van de dienst van de Staatskassier, gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1872, 26 maart 1900 en het koninklijk besluit van 30 oktober 1926, genomen ter uitvoering van de wet van 16 juli 1926) ( <i>pro memoria</i> ).	262	
15,9 19,1(')	19,1	—	—	7. Interesten welke aan de Staat toekomen uit hoofde van zijn deelname in het kapitaal van de Nationale Kas voor Beroepskrediet (besluitwet van 23 december 1946 en wet van 14 februari 1962).	262	
12,0	18,0	6,0	—	8. Interesten door het Nationaal Instituut voor landbouwkrediet verschuldigd op het aandeel van de Staat in het oprichtingsfonds.	262	
—	—	—	—	9. Dividend aan de Staat toekomend uit hoofde van zijn deelname in het kapitaal van de N.V. GEOMINES ( <i>pro memoria</i> ).	282	
0,4 0,6(')	0,5	—	0,1	10. Munt. — Keurloon voor werken en grondstoffen uit goud, zilver en platina (besluit van de Regent van 13 juli 1948 en koninklijk besluit van 12 augustus 1969).	382 06.01	
773,0 831,5(')	831,5	—	—	11. Diverse en toevallige ontvangsten van de Thesaurie.	06	
—	—	—	—	12. Opbrengst van de monetaire reserve bij de Nationale Bank van België samengesteld door de verschillende categorieën van financiële tussenpersonen ( <i>pro memoria</i> ).	06	
—	—	—	—	13. Ontvangsten ten bate van de Minister van Brusselse Aangelegenheden ( <i>pro memoria</i> ).		
—	—	—	—	14. Speciale commissie banken.		
3,5	4,0	0,5	—	Ontvangsten herkomstig uit andere diensten : 1. Terugbetaling van uitgaven aangerekend op artikel 03.01 van de begroting van Pensioenen inzake overlevingspensioenen.	08 08.01	
150,0	150,0	—	—	2. Terugstortingen verricht ter uitvoering van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector.		
14,0	16,0	2,0	—	3. Ontvangsten uit hoofde van de verjaring van ordonnantien, schuldvorderingen, mandaten, ontvangbewijsen en diversen.		
4,1	6,1	2,0	—	4. Ontvangsten uit hoofde van de verjaring van coupons en van rentetermijnen van de Belgische binnenlandse schuld.		
12 900,9 19 835,6(')	19 322,9	660,0	1 172,7	Totalen voor § 1 van hoofdstuk I.		

(\*) Vermoeidelijke ontvangsten.

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8
<b>§ 2. Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines.</b>							
<b>11.01</b>		<b>Remboursements :</b>					
111		— de traitements .....					
112		— d'indemnités .....					
116		— de pensions .....					
		— frais de justice en matière diverses .....	161,9	193,4	204,5	213,6	220,2
16.01	161	1. Produits des domaines .....	330,3	459,9	566,7	812,5	602,8
	163	2. Loyers et fermages ( <i>pour mémoire</i> ) .....	85,1	58,5	—	—	—
26.01	260	a) Intérêts moratoires en matière d'impôts .....	290,0	568,1	837,9	1 085,2	1 334,8
	261	b) Dommages et intérêts et intérêts moratoires en matière diverses .....	13,1	23,5	26,6	17,6	19,9
28.01	281	Redevances pour l'occupation de biens domaniaux .....	71,2	100,1	206,1	235,7	236,0
38.01	381	a) Déficit des comptables .....	27,1	26,3	26,1	26,8	15,0
	381	b) Produits des transactions sur la législation en matière de change .....	0,7	25,1	8,2	22,3	7,8
	381	c) Recettes diverses .....	0,1	0,1	0,1	0,1	—
06.01		Produits divers :					
	270	1. Part dans le produit des installations portuaires .....	1,5	3,1	2,4	2,9	3,4
06		2. Remboursement de créances provenant des divers départements .....	85,6	120,6	41,6	36,3	34,2
Totaux pour le § 2 du chapitre I.			1 066,6	1 578,7	1 920,2	2 453,0	2 474,1
<b>§ 3. Administration des Contributions directes.</b>							
<b>16.01</b>	<b>161</b>	<b>Recettes diverses :</b>					
		1. Taxe de vérification des poids et mesures (lois des 1 <sup>er</sup> octobre 1855 et 1 <sup>er</sup> août 1922).	0,2	0,2	0,3	0,5	0,5
		2. Taxe sur les épreuves d'appareils à vapeur et à air comprimé (loi du 10 août 1925) ( <i>pour mémoire</i> ) .....	0,2	—	—	—	—
		3. Rétribution du chef de la délivrance d'extraits ou autres documents cadastraux (loi du 20 décembre 1867) .....	65,4	1,8	—	—	—
		4. Produit des souscriptions aux publications éditées par l'Administration ( <i>Bulletin des contributions, Codes des instructions administratives, etc.</i> ) .....	12,2	13,4	15,2	15,8	18,6
26.01	260	Intérêts de retard (à charge des entreprises et des ménages) (Code des impôts sur les revenus et autres lois fiscales). .....	652,7	762,8	878,3	1 062,7	1 712,0
38.01	381	Rétributions du chef de poursuites (art. 225 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus) .....	17,5	19,8	18,3	18,0	13,4
48.01	48	Remboursement des frais d'administration afférents à la perception de certaines taxes additionnelles (art. 357 du Code des impôts sur les revenus) .....	310,5	347,9	439,1	471,1	601,2
Totaux pour le § 3 du chapitre I.			1 058,7	1 145,9	1 351,2	1 568,1	2 345,7

(\*) Recettes probables.

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Evaluations — <i>Ramingen</i>		Differences — <i>Verschillen</i>		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 <i>aangenomen voor 1980</i>	proposées pour 1981 <i>voorgesteld voor 1981</i>	en plus <i>in meer</i>	en moins <i>in minder</i>		14	15
9	10	11	12	13		

**§ 2. Administratie van de B.T.W.,  
Registratie en Domeinen.**

Terugbetalingen :

230,0	235,0	5,0	—	— van wedden ... ... ... ... ... ... ... — van vergoedingen ... ... ... ... ... ... — van pensioenen ... ... ... ... ... — gerechtskosten in verscheidene zaken.	111 112 116
700,0	700,0	—	—	1. Opbrengsten van de domeinen ... ... ... 2. Huren en pachtlijnen ( <i>pro memorie</i> ) ...	161 16.01 163
—	—	—	—	a) Nalatigheidsinteressen inzake belastingen. b) Schadevergoedingen en moratoire inter- resten in allerlei zaken.	260 26.01 261
1 100,0	1 380,0	280,0	—	Retributries voor het gebruik van domeingoe- deren.	281 28.01
23,0	20,0	—	3,0	a) Deficit van rekenplichtigen ... ... ... b) Opbrengst van de transacties inzake de wetgeving op de wisselcontrole.	381 38.01 381
235,0	250,0	15,0	—	c) Diverse ontvangsten . ... ... ... ...	381
29,0	15,0	—	14,0	Diverse opbrengsten : 1. Aandeel in de opbrengst van de haven- inrichtingen.	06.01 270
16,0	10,0	—	6,0	2. Terugbetaling van schuldvorderingen voortkomende van verschillende departe- menten.	06
—	—	—	—	Totalen voor § 2 van hoofdstuk I.	
3,0	3,5	0,5	—		
42,0	41,5	—	0,5		
2 378,0	2 655,0	300,5	23,5		
<hr/>					

**§ 3. Administratie der Directe Belastingen.**

Diverse ontvangsten :

0,5	0,5	—	—	1. IJkkloon (wetten van 1 oktober 1855 en van 1 augustus 1922).	161 16.01
—	—	—	—	2. Belasting voor het beproeven van stoom- en persluchttoestellen (wet van 10 augustus 1925) ( <i>pro memorie</i> ).	
—	—	—	—	3. Vergoedingen voor de uitreiking van kada- strale uittreksels of andere kadastrale beschei- den (wet van 20 december 1867).	
16,5 19,0(')	19,0	—	—	4. Opbrengst der inschrijvingen op de publi- katies uitgegeven door de Administratie ( <i>Bulletin der belastingen</i> , <i>Codes van de administratieve onderrichtingen</i> , enz.).	
1 400,0 1 710,0(')	1 800,0	90,0	—	Nalatigheidsinteressen (ten laste van de bedrijf- ven en van de gezinnen) (Wetboek van de inkomstenbelastingen en andere fiscale wet- ten).	260 26.01
20,0 13,0(')	13,0	—	—	Retributiegelden wegens vervolgingen (art. 225 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).	381 38.01
550,0 600,0(')	650,0	50,0	—	Vergelding van de administratiekosten in ver- band met de inning van sommige aanvul- lende belastingen (art. 357 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).	48 48.01
1 987,0 2 342,5(')	2 482,5	140,0	—	Totalen voor § 3 van hoofdstuk I.	
<hr/>					

(\*) Vermoedelijke ontvangsten.

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES					
			OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN					
			1975	1976	1977	1978	1979	
1	2	3	4	5	6	7	8	
<b>§ 4. Administration des Douanes et Accises.</b>								
<b>06.01</b>	Produits divers :							
261	1. Intérêts de retard (art. 5, loi du 28 décembre 1954) ... ... ... ...			1,9	2,9	7,5	9,2	17,4
382	2. Rétributions pour prestations spéciales (art. 1, loi du 30 juin 1951, art. 10, loi du 13 juillet 1930) . ... ... ... ...			111,4	110,8	145,0	160,5	166,0
	Totaux pour le § 4 du chapitre I.			113,3	113,7	152,5	169,7	183,4
				=====	=====	=====	=====	=====
<b>§ 5. Administration du Cadastre.</b>								
<b>16.01</b> 161	Recettes du chef de la délivrance d'extraits ou autres documents cadastraux (loi du 20 décembre 1867) ... ... ... ...			65,4	67,5	71,2	72,4	70,0
	Totaux pour le § 5 du chapitre I.			65,4	67,5	71,2	72,4	70,0
				=====	=====	=====	=====	=====
<b>§ 6. Diverses administrations.</b>								
<b>06.01</b>	Produits divers :							
161	Ventes de publications, imprimés, etc. :							
	a) Produit du droit d'insertion au <i>Bulletin des Oppositions</i> ... ... ... ...			0,3	0,3	0,3	0,7	0,7
	b) Produit des abonnements au <i>Bulletin des Oppositions</i> et de la vente au numéro ..			0,7	0,5	0,6	0,8	0,9
	c) Produit de la vente de documents et imprimés de l'Administration des Douanes et Accises ... ... ... ...			20,0	21,9	26,1	25,7	27,6
	d) Produits divers .. ... ... ...			0,4	0,8	0,7	0,5	1,1
	Totaux pour le § 6 du chapitre I.			21,4	23,5	27,7	27,7	30,3
				=====	=====	=====	=====	=====
	Totaux pour le chapitre I.			14 863,9	16 133,0	17 822,0	17 423,5	22 710,0
				=====	=====	=====	=====	=====
<b>CHAPITRE II.</b>								
<b>Services du Premier Ministre.</b>								
<b>06.01</b>	Produits divers :							
121	1. Intervention de la S.N.C.B., de la R.T.T., de la R.V.A. et de la Régie des Postes dans les dépenses du Comité supérieur de Contrôle . ... ... ... ...			4,8	24,4	18,5	29,2	19,2

(\*) Recettes probables.

(\*\*) L'augmentation résulte de l'adaptation des tarifs qui entrera en vigueur dans le courant de l'année 1980 et qui aura son plein effet en 1981.

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

<b>Evaluations — Ramingen</b>		<b>Differences — Verschillen</b>		<b>AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN</b>	<b>Economische classificatie</b>	<b>Artikelen</b>
<b>adoptées pour 1980 aangenomen voor 1980</b>	<b>proposées pour 1981 voorgesteld voor 1981</b>	<b>en plus in meer</b>	<b>en moins in minder</b>			
<b>9</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>15</b>
10,0	14,0	4,0	—			
170,0	196,0	26,0	—			
180,0	210,0	30,0	—			
100,0	120,0	20,0 <sup>(*)</sup>	—			
100,0	120,0	20,0 <sup>(*)</sup>	—			
0,7	0,7	—	—			
0,7	0,6	—	0,1			
28,0	29,0	1,0	—			
0,7 <i>1,1<sup>(1)</sup></i>	1,2	0,1	—			
30,1 <i>30,5<sup>(1)</sup></i>	31,5	1,1	0,1			
17 576,0 <i>24 686,6<sup>(2)</sup></i>	24 821,9	1 151,6	1 196,3			
31,6	44,2	12,6	—			

**§ 4. Administratie der Douane en Accijnzen.**

Diverse opbrengsten :

06.01

- 1. Nataligheidsinteressen (art. 5, wet van 28 december 1954). 261
- 2. Retributies voor bijzondere dienstprestaties (art. 1, wet van 30 juni 1951, art. 10, wet van 13 juli 1930). 382

Totalen voor § 4 van hoofdstuk I.

**§ 5. Administratie van het Kadaster.**

Ontvangsten voor de uitreiking van kadastrale uittreksels of andere kadastrale bescheiden (wet van 20 december 1867).

161 16.01

Totalen voor § 5 van hoofdstuk I.

**§ 6. Diverse administraties.**

Diverse opbrengsten :

06.01

- Verkoop van publikaties, drukwerken, enz. :
- a) Opbrengst van het recht van inlassing in het *Bulletin der met verzet aangetekende waarden*.
  - b) Opbrengst van de abonnementen op het *Bulletin der met verzet aangetekende waarden* en van de verkoop per nummer.
  - c) Opbrengst van de verkoop van documenten en drukwerken van de Administratie der Douane en Accijnzen.
  - d) Diverse opbrengsten.

Totalen voor § 6 van hoofdstuk I.

Totalen voor hoofdstuk I.

**HOOFDSTUK II.****Diensten van de Eerste Minister.**

Diverse opbrengsten :

06.01

- 1. Tussenkomst van de N.M.B.S., van de R.T.T., van de R.L.W. en van de Regie der Posterijen in de uitgaven van het Hoog Comité van Toezicht. 121

<sup>(1)</sup> Vermoedelijke ontvangsten.<sup>(2)</sup> De vermeerdering spruit voort uit een aanpassing der tarieven die in voege zal treden in de loop van het jaar 1980 en die haarige uitwerking zal hebben in 1981.

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8
	382	2. Droits d'inscription pour la participation aux examens organisés par l'Etat ... ...	7,1	6,8	7,3	5,7	7,8
	161	3. Produit de travaux effectués par le Registry national pour compte de tiers ... ...	2,2	2,4	7,1	9,2	17,2
		Totaux pour le chapitre II.	14,1	33,6	32,9	44,1	44,2
			=====	=====	=====	=====	=====
		<b>CHAPITRE III.</b>					
		Ministère de la Justice.					
16.01	161	Produits de la Régie du <i>Moniteur belge</i> (arrêté royal du 13 décembre 1894) ... ...	262,0	300,8	350,3	266,8	273,1
27.01	273	Bénéfices de la Régie du Travail pénitentiaire (loi du 30 avril 1931 et arrêté royal du 3 novembre 1931) et bénéfices réalisés par les fermes autonomes (arrêté ministériel du 8 mars 1941) ... ... ... ...	10,5	12,4	26,0	8,0	19,9
06.01		Produits divers :					
	121	1. Remboursement par la Régie autonome du Travail pénitentiaire des frais imputés sur le budget du Ministère de la Justice et dont la Régie a bénéficié (loi du 30 avril 1931). — Remboursement par les établissements d'observation et d'éducation de l'Etat du prix des médicaments fournis par la pharmacie centrale de la prison de Forest ...	1,3	1,5	1,7	1,6	1,7
	161	2. Produits des prisons (arrêté ministériel du 15 mai 1906) ... ... ... ...	4,8	3,9	4,2	4,1	4,3
	161	3. Ventes de publications, imprimés, etc. ...	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
	161	4. Produit de la vente des publications de l'Office de la Protection de la Jeunesse ...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	161	5. Recettes diverses des établissements d'observation et d'éducation de l'Etat et recettes diverses de l'Office de la Protection de la Jeunesse ... ... ... ...	18,2	23,6	27,8	23,2	18,4
	161	6. Recettes diverses des prisons ... ...	3,0	3,7	2,3	3,5	3,4
		Totaux pour le chapitre III.	300,1	346,1	412,5	307,4	321,0
			=====	=====	=====	=====	=====
		<b>CHAPITRE IV.</b>					
		Ministère de l'Intérieur.					
06.01		Produits divers :					
	121	1. Remboursement des avances faites, pour le compte des communes, du chef du paiement de certains frais et indemnités des receveurs communaux régionaux (art. 122bis de la loi communale) ... ... ...	3,6	4,1	4,4	3,2	2,0
	161	2. Ventes de publications, imprimés, etc. : Paiement des formulaires de cartes d'identité fournis par l'Etat aux communes . ...	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7
	334	3. Remboursements afférents au paiement de l'indemnité de milice en temps de paix ...	1,2	3,0	3,6	3,3	4,5
		Totaux pour le chapitre IV.	5,3	7,6	8,5	7,0	7,2
			=====	=====	=====	=====	=====

(1) *Recettes probables.*

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Evaluations — <i>Ramingen</i>		Differences — <i>Verschillen</i>		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische Classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 <u>aangenomen voor 1980</u>	proposées pour 1981 <u>voorgesteld voor 1981</u>	en plus <u>in meer</u>	en moins <u>in minder</u>			
9	10	11	12	13	14	15
6,0	8,0	2,0	—	2. Inschrijvingsgeld voor deelname aan de examens ingericht door de Staat.	382	
22,0	20,0	—	2,0	3. Opbrengst van werken uitgevoerd door het Rijksregister voor rekening van derden.	161	
59,6	72,2	14,6	2,0	Totalen voor hoofdstuk II.		
=====						
HOOFDSTUK III.						
Ministerie van Justitie.						
280,0	285,0	5,0	—	Opbrengsten van de Regie van het <i>Belgisch Staatsblad</i> (koninklijk besluit van 13 december 1894).	161	16.01
14,1	12,1	—	2,0	Winsten van de Regie van de gevangenisarbeid (wet van 30 april 1931 en koninklijk besluit van 3 november 1931) en winsten gemaakt door de zelfstandige boerderijen (ministerieel besluit van 8 maart 1941).	273	27.01
2,1	2,4	0,3	—	Diverse opbrengsten :		06.01
4,2	4,3	0,1	—	1. Terugbetaling door de Zelfstandige Regie van de Gevangenisarbeid van de op de begroting van het Ministerie van Justitie uitgetrokken kosten welke de Regie ontvangen heeft (wet van 30 april 1931). — Terugbetaling door de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten van de prijs van de geneesmiddelen, geleverd door de centrale apotheek van de gevangenis te Vorst.	121	
0,1	0,1	—	—	2. Opbrengsten van de gevangenissen (ministerieel besluit van 15 mei 1906).	161	
0,1	0,1	—	—	3. Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.	161	
22,0	25,0	3,0	—	4. Opbrengst van de verkoop van publikaties van de Dienst voor de Jeugdbescherming.	161	
3,4	3,5	0,1	—	5. Diverse ontvangst van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten en diverse ontvangst van de Dienst voor Jeugdbescherming.	161	
326,0	332,5	8,5	2,0	6. Diverse ontvangst der gevangenissen ...	161	
=====						
Totalen voor hoofdstuk III.						
=====						
HOOFDSTUK IV.						
Ministerie van Binnenlandse Zaken.						
Diverse opbrengsten :						
3,0	2,0	—	1,0	1. Terugbetaling van de voorschotten gedaan voor rekening der gemeenten, uit hoofde van de betaling van zekere onkosten en toelagen van de gewestelijke gemeenteontvangers (art. 122bis der gemeentewet).	121	
0,8	0,8	—	—	2. Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.: Betaling van de identiteitskaartformulieren door de Staat aan de gemeenten afgeleverd.	161	
3,0 5,0 <sup>(1)</sup>	5,0	—	—	3. Terugbetaling in verband met de uitkering van de militievergoeding in vredestijd.	334	
6,8 8,8 <sup>(1)</sup>	7,8	—	1,0	Totalen voor hoofdstuk IV.		
=====						

<sup>(1)</sup> Vermoedelijke ontvangst.

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES OPBRENGSTEN VERWEZENLIJK GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8

**CHAPITRE V.**

**Ministère des Affaires étrangères,  
du Commerce extérieur et de la Coopération  
au Développement.**

38.01	382	Produit des droits de chancellerie, taxes consulaires et visa des passeports .. .. .. ..	64,0	67,2	69,7	70,0	85,0
06.01		Produits divers :					
	121	1. Remboursements divers .. .. .. .. ..	4,0	4,3	8,1	4,0	5,4
	121	2. Recettes effectuées à l'intervention du centre médical .. .. .. .. ..	2,3	3,6	5,7	3,3	4,2
	161	3. Ventes de publications, imprimés, etc ..	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	166	4. Locations à l'étranger .. .. .. .. ..	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
		Totaux pour le chapitre V.	70,9	75,7	84,0	77,8	95,1
			=====	=====	=====	=====	=====

**CHAPITRE VI.**

**Ministère de la Défense nationale.**

12.01	121	Remboursements de dépenses :					
	a)	Prestations et cessions faites, contre remboursement, par les services relevant du Département .. .. .. .. ..	18,5	9,4	8,6	24,4	10,1
	b)	Divers .. .. .. .. ..	69,7	145,7	58,9	39,2	28,2
06.01		Produits divers :					
	161	1. Ventes de publications, imprimés, etc. ..	16,3	13,7	0,1	0,1	0,1
		Totaux pour le chapitre VI.	104,5	168,8	67,6	63,7	38,4
			=====	=====	=====	=====	=====

**CHAPITRE VII.**

**Ministère de l'Agriculture.**

06.01		Produits divers :					
161		1. Produits des laboratoires d'analyse de l'Etat.	3,0	2,7	3,1	5,2	5,4
161		2. Produits du Service de la protection des végétaux .. .. .. .. ..	5,1	6,1	5,2	5,5	5,5
161		3. Rétribution versée par la C.E.E. pour l'établissement des fiches d'exploitation dans le cadre du réseau communautaire d'information comptable agricole sur les revenus et l'économie des exploitations .. .. .. ..	—	—	1,1	1,4	1,3
161		4. Intervention du F.E.O.G.A. pour la tenue de comptabilités de gestion .. .. .. ..	0,5	6,3	—	—	0,3
		Totaux pour le chapitre VII.	8,6	15,1	9,4	12,1	12,5
			=====	=====	=====	=====	=====

(In miljoenen frank.)

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

Evaluations — Ramingen		Differences — Verschillen		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 aangenomen voor 1980	proposées pour 1981 voorgesteld voor 1981	en plus <i>in meer</i>	en moins <i>in minder</i>		14	15
9	10	11	12	13		

**HOOFDSTUK V.****Ministerie van Buitenlandse Zaken,  
Buitenlandse Handel en Ontwikkelings-  
samenwerking.**

95,0	100,0	5,0	—	Opbrengst van de kanselarij- en consulaat- rechten en visa der paspoorten.	382	38.01
4,0 5,0(')	5,0	—	—	Diverse opbrengsten :	06.01	
5,0 4,2(')	4,2	—	—	1. Diverse terugbetalingen .. .. .. .. ..	121	
0,2 0,1(')	0,1	—	—	2. Ontvangsten gedaan door tussenkomst van het medisch centrum.	121	
0,4	0,4	—	—	3. Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.	161	
<b>104,6 104,7(')</b>	<b>109,7</b>	<b>5,0</b>	<b>—</b>	4. Verhuringen in het buitenland ... .. ..	166	
<b>=====</b>	<b>=====</b>	<b>=====</b>	<b>=====</b>	Totalen voor hoofdstuk V.		

**HOOFDSTUK VI.****Ministerie van Landsverdediging.**

10,0	10,0	—	—	Terugbetalingen van uitgaven :	121	12.01
58,0	48,0	—	—	a) Verstrekkingen en cessies bemiddeld, tegen terugbetaling, door de diensten die van het Departement afhangen.	82	82.01
0,1	0,1	—	—	b) Diversen.	121	
<b>68,1</b>	<b>58,1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	Diverse opbrengsten :	06.01	
<b>=====</b>	<b>=====</b>	<b>=====</b>	<b>=====</b>	1. Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.	161	
<b>=====</b>	<b>=====</b>	<b>=====</b>	<b>=====</b>	Totalen voor hoofdstuk VI.		

**HOOFDSTUK VII.****Ministerie van Landbouw.**

5,3	6,1	0,8	—	Diverse opbrengsten :	06.01	
5,6	6,1	0,5	—	1. Opbrengsten van de Rijksontledingslabora- toria.	161	
1,7	1,9	0,2	—	2. Opbrengsten van de Dienst voor Planten- bescherming.	161	
4,1	0,6	—	3,5	3. Retributie gestort door de E.E.G. voor het opmaken van exploitatiefiches in het kader van het gemeenschappelijk net voor het inwinnen van landbouwboekhoudkundige informatie over het inkomen en de economie van de exploitaties.	161	
<b>16,7</b>	<b>14,7</b>	<b>1,5</b>	<b>3,5</b>	4. Tussenkomst van het E.O.G.F.L. voor het bijhouden van bedrijfsboekhoudingen.	161	
<b>=====</b>	<b>=====</b>	<b>=====</b>	<b>=====</b>	Totalen voor hoofdstuk VII.		

**TITRE I. -- RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			OPBRENGSTEN VERWEZENLIJK GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8

**CHAPITRE VIII.****Ministère des Affaires économiques.**

<b>36.01</b>	<b>369</b>	Annuités de brevets ... ... ... ...	102,2	97,5	98,9	98,6	139,2
<b>06.01</b>		Produits divers :					
	<b>161</b>	1. Ventes de publications, imprimés, etc. ...	11,5	8,9	16,9	8,5	15,6
	<b>382</b>	2. Remboursement par les entreprises d'assurance-vie, les entreprises pratiquant l'assurance responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, les sociétés de prêts hypothécaires et de capitalisation, des frais résultant de la surveillance et du contrôle de l'Etat ( <i>pour mémoire</i> ) ... ...	23,3	30,4	—	—	—
	<b>161</b>	3. Taxes de vérification des poids et mesures (lois des 1 <sup>er</sup> octobre 1855 et 1 <sup>er</sup> août 1922 et arrêté royal du 22 décembre 1966) ..	21,0	36,7	37,9	35,2	42,3
	<b>01</b>	4. Remboursements effectués par la Communauté Economique Européenne ... ...	25,4	24,3	21,5	25,5	8,0
	<b>161</b>	5. Recettes concernant les demandes d'autorisation relatives à des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ... ...	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
		6. Recettes accidentielles de cliniques dentaires ... ...	0,7	—	—	—	—
		Totaux pour le chapitre VIII.	184,3	198,1	175,5	168,1	205,4
			=====	=====	=====	=====	=====

**CHAPITRE IX.****Ministère des Communications <sup>(1)</sup>.**

<b>36.01</b>	<b>369</b>	Redevances perçues par :					
		1 <sup>e</sup> l'Administration des Transports — Transport de personnes ... ...	8,4	12,0	13,3	14,6	12,4
		2 <sup>e</sup> l'Administration des Transports — Transport de choses . ... ...	84,7	88,8	87,5	99,4	94,9
		3 <sup>e</sup> l'Administration des Transports — Agréation des écoles de conduite ...	0,6	0,4	0,9	0,6	0,7
		4 <sup>e</sup> l'Administration de l'Aéronautique ...	4,6	88,9	66,9	212,2	282,1
		5 <sup>e</sup> le Commissariat général au Tourisme ...	3,2	5,1	4,8	4,5	4,3
<b>38.01</b>	<b>382</b>	1. Droits de pilotage et de remorque ...	495,7	556,1	619,1	675,3	705,4
	<b>382</b>	2. Commissariats maritimes, service d'inspection maritime et service de jaugeage ...	60,7	70,2	106,5	113,7	113,5
<b>06.01</b>		Produits divers :					
	<b>121</b>	1. Remboursement des dépenses effectuées pour le compte de tiers et recettes accidentielles . ...	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
	<b>161</b>	2. Ventes de publications, imprimés, etc. ...	3,8	4,6	8,0	9,3	8,6

<sup>(1)</sup> Y compris les recettes affectées au Fonds de promotion des transports publics . ...

(In miljoenen frank.)

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.  
UITGEWERKTE STAAT.**

Evaluations — <i>Ramingen</i>		Differences — <i>Verschillen</i>		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 <i>aangenomen voor 1980</i>	proposées pour 1981 <i>voorgesteld voor 1981</i>	en plus <i>in meer</i>	en moins <i>in minder</i>	13	14	15
9	10	11	12			

**HOOFDSTUK VIII.****Ministerie van Economische Zaken.**

130,0	150,0	20,0	—	Annuïteiten voor octrooien .. . . . .	369	36.01
13,2	13,6	0,4	—	Diverse opbrengsten :		06.01
—	—	—	—	1. Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.	161	
58,0	60,0	2,0	—	2. Terugbetaling, door de levensverzekerings- ondernemingen, de ondernemingen die zich bezighouden met de burgerlijke verant- woordelijkheid inzake autovoertuigen, de maatschappijen voor hypothecaire leningen en kapitalisatie, van de kosten die voort- vloeien uit het toezicht en nazicht van de Staat ( <i>pro memoria</i> ).	382	
20,0	25,0	5,0	—	3. Ijkloon (wetten van 1 oktober 1855 en van 1 augustus 1922 en koninklijk besluit van 22 december 1966).	161	
0,4	0,4	—	—	4. Terugbetalingen uitgevoerd door de Euro- pese Economische Gemeenschap.	01	
—	—	—	—	5. Ontvangsten aangaande de vergunningsaan- vragen betreffende de gevaarlijk, ongezond of hinderlijk ingedeelde inrichtingen.	161	
221,6	249,0	27,4	—	6. Toevallige ontvangsten van tandheelkundige klinieken.		
=====	=====	=====	=====	Totalen voor hoofdstuk VIII.		

**HOOFDSTUK IX.****Ministerie van Verkeerswezen (¹).**

12,2	12,7	0,5	—	Bijdragen geïnd door :	369	36.01
105,4	95,4	—	10,0	1° het Bestuur van het Vervoer — Vervoer van personen.		
0,7	0,7	—	—	2° het Bestuur van het Vervoer — Vervoer van voorwerpen.		
391,6	459,9	68,3	—	3° het Bestuur van het Vervoer — Erken- ning van rijscholen.		
4,3	4,3	—	—	4° het Bestuur der Luchtvaart.		
664,4	805,6	141,2	—	5° het Commissariaat-Generaal voor Toe- risme.		
110,0	115,0	5,0	—	1. Loods- en sleepgelden .. . . . .	382	38.01
0,1	0,1	—	—	2. Zeevaartpolitie, zeevaartinspectiedienst en metingdienst.	382	
9,0	9,0	—	—	Diverse opbrengsten :		06.01
175,0	—	—	—	1. Terugbetaling van uitgaven gedaan voor rekening van derden en ongerekende ont- vangsten.	121	
				2. Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.	161	

(¹) Met inbegrip van de ontvangsten bestemd  
tot het Fonds ter bevordering van het open-  
baar vervoer.

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
			1	2	3	4	5
161	3. Recettes diverses :						
	1° des Services centraux. . . . .	0,2	0,8	2,3	3,3	1,6	
	2° de la Marine et de la Navigation intérieure . . . . .	8,7	8,5	7,3	13,7	9,8	
162	4. Paiement des frais d'utilisation des avions de service de l'Administration de l'Aéronautique . . . . .	—	2,6	2,9	1,2	2,9	
261	5. Intérêts revenant à l'Etat du chef des avances de crise octroyées aux armateurs belges au cabotage en application de l'arrêté royal du 5 novembre 1959. . . . .	0,1	0,2	—	—	—	
321	6. Intervention forfaitaire de la Régie des Voies Aériennes dans les dépenses du Département .. . . . .	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	
321	7. Intervention forfaitaire de la Régie des Transports maritimes dans les dépenses du Département .. . . . .	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	
321	8. Redevances du chef de la surveillance de la Société Nationale des Chemins de fer Belges et des chemins de fer concédés .. . .	3,6	3,7	3,5	3,6	3,6	
08.01 08	Remboursement d'avances budgétaires par la Marine et la Navigation Intérieure . . . .	2,8	33,5	36,7	34,8	32,8	
	Totaux pour le chapitre IX.	678,3	876,5	960,8	1 187,3	1 273,7	
		=====	=====	=====	=====	=====	

**CHAPITRE X.****Postes, Télégraphes et Téléphones.**

38.01 380	Appareils récepteurs de radio et de télévision privés. — Redevances nettes .. . . .	5 394,8	6 060,7	9 007,7	7 118,6	9 694,3
06.01	Produits divers :					
321	1. Intervention forfaitaire de la Régie des Télégraphes et des Téléphones dans les dépenses du Département (y compris les indemnités aux membres du Comité de Surveillance) .. . . . .	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
321	2. Intervention forfaitaire de la Régie des Postes dans les dépenses du Département .. . . . .	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
	Totaux pour le chapitre X.	5 398,0	6 063,9	9 010,9	7 121,8	9 697,5
		=====	=====	=====	=====	=====

**CHAPITRE XI.****Ministère des Travaux publics.**

36.01 369	Produits des rivières et canaux . . . . .	62,7	114,1	72,6	78,1	76,4
06.01	Produits divers :					
121	1. Remboursement de dépenses faites . . . .	4,4	2,9	6,0	14,5	12,7
161	2. Ventes de publications, imprimés, etc. . .	15,0	11,1	13,6	16,0	14,8
	Totaux pour le chapitre XI.	82,1	128,1	92,2	108,6	103,9
		=====	=====	=====	=====	=====

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

				AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
Evaluations — Ramingen	Differences — Verschillen			13	14	15
adoptées pour 1980 dangenomen voor 1980	proposées pour 1981 voorgesteld voor 1981	en plus in meer	en moins in minder			
9	10	11	12			
6,3	6,1	—	0,2	3. Diverse ontvangst : 1° van de Centrale diensten. 2° van het Zeewezén en van de Binnenvaart.	161	
8,0	10,0	2,0	—	4. Betaling der kosten voor het gebruik van dienstvliegtuigen van het Bestuur der Luchtvaart.	162	
7,0	7,4	0,4	—	5. Interessen aan de Staat toekomende uit hoofde van crisisvoorschotten toegekend aan de Belgische kustvaartreders bij toe- passing van het koninklijk besluit van 5 november 1959.	261	
—	—	—	—	6. Forfaitaire tussenkomst van de Regie der Luchtwegen in de uitgaven van het Departement.	321	
0,5	0,5	—	—	7. Forfaitaire tussenkomst van de Regie voor Maritiem Transport in de uitgaven van het Departement.	321	
0,5	0,5	—	—	8. Kosten van het toezicht op de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en op de geconcessioneerde spoorwegen.	321	
3,6	3,6	—	—	Terugbetaling van begrotingsvoorschotten door het Zeewezén en de Binnenvaart.	08 08.01	
30,0	33,0	3,0	—	Totalen voor hoofdstuk IX.		
1 353,6	1 563,8	220,4	10,2			
=====	=====	=====	=====			
10 152,5	11 430,5	1 278,0	—			
				HOOFDSTUK X.		
				Posterijen, Telegrafie en Telefonie.		
				Private radio- en televisieontvangtoestellen. — Netto-betalingen.	380	38.01
				Diverse opbrengsten :	06.01	
1,6	1,6	—	—	1. Forfaitaire tussenkomst van de Regie van Telegrafie en Telefonie in de uit- gaven van het Departement (inbegrepen de vergoedingen aan de leden van het Toezichtscomité).	321	
1,6	1,6	—	—	2. Forfaitaire tussenkomst van de Regie der Posterijen in de uitgaven van het Departement.	321	
10 155,7	11 433,7	1 278,0	—	Totalen voor hoofdstuk X.		
=====	=====	=====	=====			
74,0	78,0	4,0	—			
				HOOFDSTUK XI.		
				Ministerie van Openbare Werken.		
				Opbrengsten van rivieren en kanalen. ... ...	369	36.01
				Diverse opbrengsten :	06.01	
15,0	15,0	—	—	1. Terugbetaling van gedane uitgaven ... ...	121	
17,0	17,0	—	—	2. Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.	161	
106,0	110,0	4,0	—	Totalen voor hoofdstuk XI.		
=====	=====	=====	=====			

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8

## CHAPITRE XII.

## Ministère de l'Emploi et du Travail.

39.01	39	Intervention de la C.E.C.A. dans le paiement de l'aide de réadaptation accordée aux travailleurs licenciés par suite de la fermeture de certaines entreprises des industries du charbon et de l'acier ( <i>pour mémoire</i> ) ..	38,1	—	—	—	—
06.01		Produits divers :					
161		1. Ventes de publications, imprimés, etc. ...					
	a)	Publications vendues à l'intervention de la bibliothèque du Département (y compris la <i>Revue du Travail</i> et « <i>Arbeidsblad</i> », etc.) ..	5,0	2,6	3,3	3,2	3,7
	b)	Produit de la vente des bijoux et des diplômes de la décoration industrielle (arrêté royal du 7 novembre 1847) ...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	c)	Annuaire de la sécurité (°) ( <i>pour mémoire</i> ) .	—	—	—	—	—
	d)	Vente de documents (fiches d'irradiation, etc.) relatifs au contrôle des radiations ionisantes (règlement général du travail — art. 126 et 135) .	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	e)	Brochures relatives à l'information professionnelle (°) ( <i>pour mémoire</i> ) ...	—	—	—	—	—
	f)	Amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales (loi du 30 juin 1971, <i>Moniteur belge</i> du 13 juillet 1971 et arrêté royal du 3 novembre 1971, <i>Moniteur belge</i> du 17 novembre 1971) ...	2,0	—	4,5	2,1	3,7
	g)	Redevance due pour la délivrance de copies de conventions collectives du travail (arrêté ministériel du 24 novembre 1969, <i>Moniteur belge</i> du 28 novembre 1969) ..	0,2	0,2	—	0,2	0,3
	h)	Produit de la publication par le <i>Moniteur belge</i> du « Recueil des Actes des Unions professionnelles » (loi du 31 mars 1898, <i>Moniteur belge</i> du 8 avril 1898) ...	0,3	—	0,7	0,2	0,3
164	2. a)	Loyers perçus pour les locaux occupés par des institutions parastatales dans les « Maisons du Travail » ..	0,8	18,2	—	2,1	6,8
121	b)	Quote-part de ces institutions dans les frais de gestion et dans les dépenses de personnel supportés par le Département.	20,7	31,4	0,5	36,1	44,3
369	3. a)	Participation des demandeurs et opposants dans les frais d'instruction des demandes en autorisation des établissements classés en vertu du règlement général pour la protection du travail et du règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes ...	12,7	6,5	0,8	5,9	7,2

(°) *Recettes probables.*

(°) Les recettes sont reprises dans l'article 06.01 1a.

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Evaluations — <i>Ramingen</i>		Differences — <i>Verschillen</i>		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 aangenomen voor 1980	proposées pour 1981 voorgesteld voor 1981	en plus <i>in meer</i>	en moins <i>in minder</i>	13	14	15
9	10	11	12			

**HOOFDSTUK XII.****Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.**

				Tussenkomst van de E.G.K.S. in de betaling van de wederaanpassingshulp verleend aan de werknemers die, ten gevolge van de sluiting van sommige ondernemingen in de kolenmijn- en staalindustrie, werden ont- slagen ( <i>pro memoria</i> ).  Diverse opbrengsten :	39	39.01
—	—	—	—	1. Verkoop van publikaties, drukwerken, enz. : a) Publikaties verkocht door toedoen van de bibliotheek van het Departement (met inbe- grip van de « Revue du Travail » en het <i>Arbeidsblad</i> , enz.). b) Opbrengst van de verkoop der juwelen en diploma's van het rijverheidsereteken (kon- inklijk besluit van 7 november 1847). c) Veiligheidsjaarboek (°) ( <i>pro memoria</i> ). d) Opbrengst van de verkoop van de docu- menten (bestralingskaarten, enz.) betreffende de controle van de ioniserende stralingen (algemeen reglement voor de arbeidsbescher- ming — art. 126 en 135). e) Brochures betreffende de beroepsvoorlinc- ting (°) ( <i>pro memoria</i> ). f) Administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wet- ten (wet van 30 juni 1971, <i>Belgisch Staats- blad</i> van 13 juli 1971 en koninklijk besluit van 3 november 1971, <i>Belgisch Staatsblad</i> van 17 november 1971). g) Retributies verschuldigd voor de afgifte van afschriften van collectieve arbeidsovereen- komsten (ministerieel besluit van 24 novem- ber 1969, <i>Belgisch Staatsblad</i> van 28 novem- ber 1969).	161	06.01
3,0	3,0	—	—	b) Opbrengst van de publicatie door het <i>Bel- gisch Staatsblad</i> van de « Verzameling der Akten van de Beroepsverenigingen » (wet van 31 maart 1898, <i>Belgisch Staatsblad</i> van 8 april 1898).	164	
0,1	0,1	—	—	2. a) Huurgelden geïnd voor de door de parastatale instellingen in de « Huizen van de Arbeid » gebruikte lokalen. b) Aandeel van deze instellingen in de door het Departement gedragen beheerskos- ten en in de personeelsuitgaven.	121	
—	—	—	—	3. a) Bijdrage van de aanvragers en van de opposanten in de instructiekosten voor de aanvragen om vergunning voor de inrichtingen die overeenkomstig het alge- meen reglement voor de arbeidsbescher- ming en het algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen ingedeeld zijn.	369	
0,1	0,1	—	—			
—	—	—	—			
2,6 3,0(°)	3,0	—	—			
0,2	0,1	—	0,1			
0,2 0,3(°)	0,3	—	—			
2,4	2,7	0,3	—			
43,8	46,0	2,2	—			
5,9 7,9(°)	7,9	—	—			

(°) *Vermoedelijke ontvangsten.*

(°) De ontvangsten werden opgenomen in artikel 06.01 1a.

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			OPBRENGSTEN VERWEZENLIJK GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8
369		b) Participation des demandeurs dans les frais d'instruction des demandes en homologation des machines, des parties de machines, du matériel, des outils, des appareils ou récipients de nature dangereuse, introduits en application de la loi du 11 juillet 1961 relative aux garanties de sécurité indispensables que doivent présenter les machines, les parties de machines, le matériel, les outils, les appareils et les récipients ... ... ...	—	—	—	—	—
		c) Participation des demandeurs dans les frais de déplacements concernant les épreuves des appareils à vapeur et à air comprimé .. ... ...	—	—	—	—	—
		d) Participation des demandeurs dans les frais d'instruction des : 3 <sup>e</sup> demandes d'autorisation d'acquisition ou d'importation de déchets toxiques lorsqu'il s'agit d'une seule opération (art. 25 de l'arrêté royal du 9 février 1976, <i>Moniteur belge</i> du 14 février 1976) ...	—	—	—	—	—
		e) Exploitation des bureaux de placement payants - versements pour frais d'enquête (arrêté royal du 10 avril 1954) ...	—	—	—	—	0,1
		Totaux pour le chapitre XII.	80,0	59,1	10,0	50,0	66,6

**CHAPITRE XIII.****Ministère de la Prévoyance sociale.**

42.01	Remboursements de dépenses :						
421	1. Remboursement au Trésor des soldes de crédits budgétaires excédant les besoins de financement de la loi du 11 mars 1954 modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 .. ... ...	—	—	0,1	0,1	0,1	0,1
06.01	Produits divers :						
161	1. Ventes de publications, imprimés, etc. :						
	a) <i>Revue belge de sécurité sociale et coordinations officieuses</i> .. ... ...	0,8	1,0	1,1	0,7	0,8	
	b) <i>Tarif pharmaceutique officiel</i> (arrêté royal du 18 juillet 1922) ( <i>pour mémoire</i> ). .	0,9	—	—	—	—	
	c) Recueil des actes des sociétés mutualistes, etc. ( <i>pour mémoire</i> ) ... ...	0,2	—	—	—	—	

(\*) *Recettes probables.*

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Evaluations — <i>Ramingen</i>		Différences — <i>Verschillen</i>		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 <u>aangenomen voor 1980</u>	proposées pour 1981 <u>voorgesteld voor 1981</u>	en plus <u>in meer</u>	en moins <u>in minder</u>	13	14	15
0,1	0,1	—	—	b) Bijdrage van aanvragers in de instructiekosten voor de aanvragen tot homologatie van de gevaarlijke machines, gedeelten van machines, materieel, werktuigen, toestellen en recipiënten, uitgevoerd in toepassing van de wet van 11 juli 1961 betreffende de onontbeerlijke veiligheidswaarborgen welke de machines, de onderdelen van machines, het materieel, de werktuigen, de toestellen en de recipiënten moeten bieden.	369	
1,1	1,1	—	—	c) Bijdrage van de aanvragers in de verplaatsingskosten voor de beproevingen van de stoomtoestellen en de persluchthouders.		
0,1	0,1	—	—	d) Bijdragen van aanvragers in de instructiekosten van de :		
0,1	0,1	—	—	3° aanvragen om vergunning voor verwerving of invoer van giftige afval wanneer het om een enkele bewerking gaat (art. 25 van het koninklijk besluit van 9 februari 1976, <i>Belgisch Staatsblad</i> van 14 februari 1976).		
59,7 62,2(‘)	64,6	2,5	0,1	e) Exploitatie der bureau's voor arbeidsbemiddeling tegen betaling - stortingen voor onderzoekskosten (koninklijk besluit van 10 april 1954).		

Totalen voor hoofdstuk XII.

**HOOFDSTUK XIII.****Ministerie van Sociale Voorzorg.**

Terugbetalingen der uitgaven :

42.01

1. Terugbetaling aan de Schatkist van de saldi van begrotingskredieten die de financieringsbehoeften overtreffen van de wet van 11 maart 1954 houdende wijziging van de wetten op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood gecoördineerd bij het besluit van de Regent van 12 september 1946.

421

Diverse opbrengsten :

06.01

1. Verkoop van publikaties, drukwerken, enz. :
- a) *Belgisch Tijdschrift voor sociale zekerheid* en de officieuze coördinaties.
  - b) *Officieel tarief van de artsenejkundige produkten* (koninklijk besluit van 18 juli 1922) (*pro memorie*).
  - c) Verzameling der handelingen van de mutualiteitsverenigingen, enz. (*pro memorie*).

161

(\*) Vermoedelijke ontvangsten.

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			OPBRENGSTEN VERWEZENLIJK GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8
331	2.	Remboursement d'allocations indûment payées à certains handicapés .. ... ..	1,7	2,6	6,6	3,0	2,2
382	3.	Remboursement par les entreprises d'assurances autorisées (pour l'assurance contre les accidents du travail) des frais occasionnés à l'Etat par la surveillance et le contrôle ainsi que par les travaux nécessaires à l'élaboration de la statistique des accidents du travail (loi du 23 juillet 1932) .. ...	9,0	2,8	14,0	15,0	16,6
08.01 08		Remboursement par les Régies dépendant des Ministères des Communications et des Affaires économiques, des allocations payées, pour leur compte, à l'intervention de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés ( <i>pour mémoire</i> ).	20,2	50,8	—	—	—
		<b>Totaux pour le chapitre XIII.</b>	<b>32,8</b>	<b>57,2</b>	<b>21,8</b>	<b>18,8</b>	<b>19,7</b>
=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====

**CHAPITRES XIV et XV.**

**Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise et Ministère de l'Education nationale et de la Culture française.**

38.01 382	a)	Droits d'entrée à la Bibliothèque royale et dans les musées de l'Etat (arrêté royal du 7 juillet 1924) .. ... ..	(N) (F)	0,6 0,3	(N) (F)	0,6 0,4	(N) (F)	0,1 0,3	(N) (F)	— 0,6	(N) (F)	— 0,6
382	b)	Droits d'inscription et minerval .. ... ..	(N) (F)	4,2 4,4	(N) (F)	4,7 4,5	(N) (F)	5,1 6,7	(N) (F)	3,2 4,5	(N) (F)	2,8 5,5
382	c)	Produits divers des établissements et services .. ... ..	(N) (F)	34,1 16,7	(N) (F)	33,8 22,9	(N) (F)	34,2 29,5	(N) (F)	33,9 36,5	(N) (F)	36,1 39,8
06.01		Produits divers :										
161	1.	Ventes de publications, imprimés, etc. ..	(N) (F)	2,0 4,7	(N) (F)	2,2 5,2	(N) (F)	3,2 6,2	(N) (F)	2,8 6,6	(N) (F)	3,4 7,1
48	2. a)	Quote-part des villes d'Anvers et de Gand dans les frais de fonctionnement respectivement de l'Institut supérieur de Commerce, de l'Ecole industrielle supérieure de l'Etat et des Ecoles techniques de l'Etat .. ..	(N) (F)	— —	(N) (F)	— —	(N) (F)	— —	(N) (F)	— —	(N) (F)	— —
48	b)	Part des provinces et des villes dans les frais de personnel et de matériel du Musée royal des Beaux-Arts d'Anvers ..	(N) (F)	— —	(N) (F)	— —	(N) (F)	— —	(N) (F)	— —	(N) (F)	— —
		<b>Totaux pour les chapitres XIV et XV.</b>	<b>(N) 40,9</b>	<b>(N) 41,3</b>	<b>(N) 42,6</b>	<b>(N) 39,9</b>	<b>(N) 42,3</b>					
			<b>(F) 26,1</b>	<b>(F) 33,0</b>	<b>(F) 42,7</b>	<b>(F) 48,2</b>	<b>(F) 53,0</b>					
=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Evaluations — Ramingen		Differences — Verschillen		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 aangenomen voor 1980	proposées pour 1981 voorgesteld voor 1981	en plus in meer	en moins in minder	13	14	15
9	10	11	12			
3,0	3,0	—	—	2. Terugbetaling van aan sommige mindervaliden ten onrechte uitbetaalde vergoedingen.	331	
17,1	17,6	0,5	—	3. Terugbetaling, door de gemachtigde verzekeringsondernemingen (voor de verzekering tegen arbeidsongevallen), van de kosten voortspruitende, voor het Rijk, uit het toezicht en de controle, alsmede uit de nodige werken tot het opmaken van de statistiek betreffende de arbeidsongevallen (wet van 23 juli 1932).	382	
—	—	—	—	Terugbetaling door de Regies die afhangen van de Ministeries van Verkeerswezen en van Economische Zaken, van de voor hun rekening betaalde bijslag door bemiddeling van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werkneemers ( <i>pro memoria</i> ).	08 08.01	
20,7	21,5	0,8	—	Totalen voor hoofdstuk XIII.		
=====	=====	=====	=====			
(N) — (F) 0,6	(N) — (F) 0,6	(N) — (F) —	(N) — (F) —			
(N) 4,0 (F) 5,5	(N) 3,0 (F) 5,7	(N) — (F) 0,2	(N) 1,0 (F) —			
(N) 34,0 (F) 40,5	(N) 36,0 (F) 41,7	(N) 2,0 (F) 1,2	(N) — (F) —			
(N) 3,0 (F) 3,5 <sup>(1)</sup>	(N) 3,5 (F) 8,0	(N) — (F) 0,4	(N) — (F) —			
(N) 0,6 (F) — <sup>(1)</sup>	(N) — (F) —	(N) — (F) —	(N) — (F) —			
(N) — (F) —	(N) — (F) —	(N) — (F) —	(N) — (F) —			
(N) 41,6 (F) 54,2 <sup>(1)</sup>	(N) 42,5 (F) 56,0	(N) 2,0 (F) 1,8	(N) 1,0 (F) —			
=====	=====	=====	=====			

<sup>(1)</sup> Vermoedelijke ontvangsten

**TITRE I. — RECETTES COURANTES.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8
<b>CHAPITRE XVI.</b>							
Ministère de la Santé publique et de la Famille.							
06.01		Produits divers :					
161		1. Ventes de publications, imprimés, etc. ...					
		a) Ventes de publications ... ... ... ...	2,5	3,8	2,0	3,7	1,4
06.01	382	3. Patentés de santé et droits sanitaires (arrêté royal du 29 octobre 1964 concernant la police de santé du trafic international modifié par les arrêtés royaux du 27 août 1970 et 17 janvier 1979; Règlement sanitaire international du 25 juillet 1969) ... ... ...	4,0	3,8	3,8	4,4	4,7
382		4. Recettes diverses (arrêté du Régent du 11 février 1946, modifié par celui du 6 juillet 1946; arrêté du Régent du 20 juillet 1947; circulaire ministérielle du 1 <sup>er</sup> août 1969) . . . . .	1,1	0,9	0,9	1,3	1,2
48		5. Services de désinfection (arrêté du 15 mai 1923 et circulaire ministérielle du 16 septembre 1946) ... . . . . .	1,0	0,9	0,9	1,2	1,0
382		6. Remboursement des frais des examens médicaux effectués par le Service de Santé du Département (arrêté royal du 11 septembre 1933, arrêté du Régent du 1 <sup>er</sup> juillet 1948 et arrêté ministériel du 7 juillet 1966).	6,9	9,3	12,1	7,5	9,2
46			9,3	2,2	5,7	5,6	8,5
48			1,4	0,9	1,4	1,3	1,7
382		7. Récupérations diverses en matière d'examens médico-légaux, de finances et de frais d'entretien pour aide sociale et de législation sur le minimum socio-vital (décisions ministérielles des 14 décembre 1973 et 18 janvier 1974; loi du 2 avril 1965, modifiée par la loi du 9 juillet 1971; loi du 7 août 1974 et arrêté royal du 30 octobre 1974) ... .	—	—	—	6,3	10,1
Totaux pour le chapitre XVI.			26,2	21,8	26,8	31,3	37,8
Totaux pour la section II. (Recettes non fiscales.)			=====	=====	=====	=====	=====
Totaux pour le Titre I. (Recettes courantes.)			21 916,1	24 258,9	28 820,2	26 709,6	34 728,3
Totaux pour le Titre I. (Recettes courantes.)			=====	=====	=====	=====	=====
			581 245,0	656 993,3	748 133,3	877 051,5	940 641,6

(1) Recettes probables.

**TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

				AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
Evaluations — Ramingen		Differences — Verschillen				
adoptées pour 1980 — aangenomen voor 1980	proposées pour 1981 — voorgesteld voor 1981	en plus — in meer	en moins — in minder			
9	10	11	12	13	14	15
2,5	1,5	—	1,0	Diverse opbrengsten :	06.01	
4,5	4,5	—	—	1. Verkoop van publikaties, drukwerken, enz. :	161	
1,0	1,0	—	—	a) Verkoop van publikaties.		
1,1	1,1	—	—	3. Gezondheidspatenten en gezondheidsrechten (koninklijk besluit van 29 oktober 1964 betreffende de gezondheidspolitie van het internationaal verkeer gewijzigd door de koninklijke besluiten van 27 augustus 1970 en 17 januari 1979; Internationaal gezondheidsreglement van 25 juli 1969).	382	06.01
9,8 12,1(')	24,5	12,4	—	4. Diverse ontvangsten (besluit van de Regent van 11 februari 1946, gewijzigd bij dit van 6 juli 1946; besluit van de Regent van 20 juli 1947; ministerieel rondschrift van 1 augustus 1969).	382	
5,6 11,3(')	22,8	11,5	—	5. Ontsmettingsdiensten (besluit van 15 mei 1923 en ministerieel rondschrift van 16 september 1946).	48	
1,4 2,5(')	5,0	2,5	—	6. Terugbetaling der kosten voor geneeskundige onderzoeken die door de Gezondheidsdienst van het Departement werden gedaan (koninklijk besluit van 11 september 1933, besluit van de Regent van 1 juli 1948 en ministerieel besluit van 7 juli 1966).	382	
6,0 8,0(')	8,0	—	—	7. Diverse terugvorderingen inzake gerechtelijk-geneeskundige onderzoeken, financiën en onderhoudskosten voor maatschappelijk welzijn en wetgeving op het bestaansminimum (ministeriële beslissingen van 14 december 1973 en 18 januari 1974; wet van 2 april 1965, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1971; wet van 7 augustus 1974 en koninklijk besluit van 30 oktober 1974).	46	
31,9 43,0(')	68,4	26,4	1,0	Totalen voor hoofdstuk XVI.	382	
30 202,8 37 509,0(')	39 026,4	2 744,5	1 227,1	Totalen voor sectie II. (Niet-fiscale ontvangsten.)		
Augmentation.		1 517,4		Vermeerdering.		
1 022 162,8 979 239,0(')	1 054 663,4	89 861,6	14 437,2	Totalen voor Titel I. (Lopende ontvangsten.)		
Augmentation.		75 424,4		Vermeerdering.		

(\*) Vermoedelijke ontvangsten.

**TITRE II. — RECETTES EN CAPITAL.  
DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8

**SECTION I.****RECETTES FISCALES.****CHAPITRE I.**

Administration de la T.V.A.,  
de l'Enregistrement et des Domaines.

Transferts de capitaux  
en provenance d'autres secteurs.

*Impôts sur le patrimoine :*

<b>57.01 571</b>	Droits de succession ... ... ... ... ...	6 609,5	7 168,0	7 885,0	9 447,0	11 708,0
<b>57.02 572</b>	Impôt sur le capital ( <i>y compris les recettes d'amendes</i> ) ... ... ... ... ...	4,7	1,0	1,0	1,0	—
	<b>Totaux pour la section I.</b>	<b>6 614,2</b>	<b>7 169,0</b>	<b>7 886,0</b>	<b>9 448,0</b>	<b>11 708,0</b>

(\*) Prévision brute de 1 000 000 de francs; les restitutions sont également évaluées à 1 000 000 de francs.

(In miljoenen frank.)

**TITEL II. — KAPITAALONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

Année 1980 <i>Jaar 1980</i>		Année 1981 <i>Jaar 1981</i>		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
Evaluations adoptées <i>Aangénomen ramingen</i>	Recettes probables <i>Vermoedelijke ontvangsten</i>	Evaluations proposées <i>Voorgestelde ramingen</i>	En plus que les recettes probables de l'année 1980 <i>In meer t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten over het jaar 1980</i>	14	15	16
9	10	11	12	13		

**SECTIE I.****FISCALE ONTVANGSTEN.****HOOFDSTUK I.**

**Administratie van de B.T.W.,  
Registratie en Domeinen.**

**Vermogensoverdrachten  
van andere sectoren.**

**Vermogensheffingen :**

Successierechten	...	571	57.01
------------------	-----	-----	-------

Belasting op het kapitaal ( <i>met inbegrip van de ontvangsten wegens boeten</i> ).	...	572	57.02
---	-----	-----	-------

Totalen voor sectie I.

Vermeerdering.

12 600,0	12 000,0	12 800,0	800,0	—	
—(1)	—	—(1)	—	—	
= 12 600,0	= 12 000,0	= 12 800,0	= 800,0	= —	
		Augmentation.		800,0	

(1) Bruto-raming van 1 000 000 frank; de teruggaven worden eveneens op 1 000 000 frank geraamd.

**TITRE II. — RECETTES EN CAPITAL.  
DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES OPBRENGSTEN VERWEZENLIJK GEDURENDE DE JAREN				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8

**SECTION II.****RECETTES NON FISCALES.****CHAPITRE I.****Ministère des Finances.****§ 1. Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.**

86.01 86 Amortissements par des organismes d'intérêt public d'emprunts émis par eux sous la garantie de l'Etat ou d'avances et de prêts leur consentis par l'Etat :

1. Amortissements compris dans les annuités à payer au Trésor par les Sociétés nationales du Logement et terrienne du chef des souscriptions de l'Etat aux emprunts émis par ces organismes en vertu de l'arrêté royal du 10 décembre 1970, portant le Code du logement, confirmé par la loi du 2 juillet 1971 ... ... ... ... ... ...

58,1      28,4      95,7      66,2      69,2

2. Amortissement compris dans les annuités à payer au Trésor par la Division « Le Logis militaire » de l'Office central d'action sociale et culturelle (O.C.A.S.C.) du chef des avances ou prêts qui lui ont été consentis. ... ... ... ... ...

11,2      12,4      13,9      —      16,7

3. Amortissement compris dans l'annuité à payer au Trésor par la Société nationale terrienne du chef : 1° des avances qui lui ont été faites par l'Etat et 2° de l'emprunt qu'elle a été autorisée à contracter sous la garantie de l'Etat (loi du 29 mars 1949) ...

11,6      3,7      19,3      12,0      12,2

4. Amortissement compris dans l'annuité à payer au Trésor par la Société nationale du Logement du chef des avances qui lui ont été faites par l'Etat et des emprunts successifs qu'elle a été autorisée à contracter sous la garantie de l'Etat antérieurement à la loi du 15 avril 1949 ... ... ... ...

68,1      69,0      70,0      71,0      72,0

5. Amortissements à supporter par la Société nationale terrienne du chef des emprunts au montant total de 120 000 000 de francs, émis par elle, en 1961, sous la garantie de l'Etat, en exécution de l'arrêté royal du 6 janvier 1961 ... ... ... ...

5,2      5,3      5,4      5,6      5,7

6. Remboursement partiel de l'avance consentie à la Société nationale du Logement pour l'achat d'une partie des logements construits à l'intention du SHAPE et garantis par l'Etat (groupe 4 : Domaine d'Epinlieu) (article à supprimer) ... ... ...

20,0      20,0      —      —      —

86.05 86 Remboursement d'avances consenties (autres que celles visées ci-dessus) ... ... ...

90,3      23,9      128,1      84,5      125,3

06.01 817 Recettes patrimoniales :

1. Récupération d'avances faites aux charbonnages ... ... ... ...

10,5      10,5      —      —      4,6

(\*) Recettes probables.

(In miljoenen frank.)

**TITEL II. — KAPITAALONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

Evaluations — Ramingen		Différences — Verschillen		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 <u>aangenomen voor 1980</u>	proposées pour 1981 <u>voorgesteld voor 1981</u>	en plus <u>in meer</u>	en moins <u>in minder</u>	13	14	15
9	10	11	12			
72,3	75,6	3,3	—			
19,0	19,4	0,4	—			
12,3	12,5	0,2	—			
73,0	74,0	1,0	—			
5,8	6,0	0,2	—			
—	—	—	—			
79,0 296,9 <sup>(1)</sup>	314,0	17,1	—	Terugbetaling van toegestane voorschotten (andere dan die welke hierboven bedoeld zijn).	86	86.05
4,6	4,6	—	—	Vermogensontvangsten : 1. Terugvordering van voorschotten toege- staan aan de steenkolenmijnen.	817	06.01

<sup>(1)</sup> Vermoedelijke ontvangsten.

**TITRE II. — RECETTES EN CAPITAL.  
DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN				
			1975 4	1976 5	1977 6	1978 7	1979 8
1	2	3					
06.01	86	2. Amortissement du portefeuille des anciennes caisses de pensions de survie (loi du 2 août 1955) ... ... ... ...	0,9	2,6	0,8	0,9	1,0
512		3. Remboursement sur avances récupérables allouées pour assurer les recherches ou la mise au point de prototypes, produits nouveaux ou procédés nouveaux de fabrication ( <i>pour mémoire</i> ) ... ... ...	110,2	143,4	—	—	—
813		4. Remboursement des crédits exceptionnels qui ont été octroyés à des sociétés agréées de la Société nationale du Logement (lois des 11 octobre 1919, 22 juillet 1927, 5 octobre 1928, 20 avril 1931, 8 novembre 1939 et 29 mars 1949; arrêté-loi du 28 février 1947 et arrêté du Régent du 22 décembre 1949; arrêté royal du 23 avril 1951). ... ...	0,2	0,4	0,1	—	0,1
221		5. Remboursement annuel par l'IMALSO (« Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeover ») des sommes avancées jusqu'en 1963 par l'Etat-garant pour le service financier des emprunts contractés par elle (art. 9 des statuts, loi du 16 mars 1931).	42,9	35,0	11,7	48,2	42,7
772		6. Versements de la Gendarmerie ... ...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
86		7. Somme à verser au Trésor par la Société nationale des Chemins de fer belges pour assurer le service financier de la partie des actions de cette Société dont le produit d'émission représente le fonds de roulement (recettes patrimoniales) (art. 11 de la loi du 23 juillet 1926) ... ...	7,6	7,8	6,3	6,9	7,6
59		8. Part de la Belgique dans les versements à effectuer par le Gouvernement autrichien en exécution du plan de règlement des emprunts extérieurs autrichiens garantis (loi du 12 septembre 1933 et arrêté-loi du 25 octobre 1934) ... ...	1,6	1,6	1,6	1,1	1,1
86		9. Amortissement du portefeuille de la Caisse d'assurance de l'ancien personnel d'Afrique.	164,5	84,1	55,6	111,3	133,0
06		10. Recettes diverses ... ...	13,5	13,5	13,5	6,2	3,8
08		11. Produit des obligations à émettre en paiement des dommages de guerre 1914-1918 ..	—	—	0,4	0,2	1,5
88		13. Quote-part de la Belgique dans l'amortissement du capital de la Société Nationale des Chemins de fer Luxembourgeois ...	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
88		14. Amortissements compris dans les annuités à payer par l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) sur les obligations souscrites par la Belgique aux emprunts émis par ladite organisation .. ...	1,7	1,8	1,7	1,5	1,4

(1) Recettes probables.

(In miljoenen frank.)

**TITEL II. — KAPITAALONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

Evaluations — <i>Ramingen</i>		Différences — <i>Verschillen</i>		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 <i>aangenomen voor 1980</i>	proposées pour 1981 <i>voorgesteld voor 1981</i>	en plus <i>in meer</i>	en moins <i>in minder</i>	13	14	15
0,6	0,6	—	—	2. Delging van de portefeuille van de oude kassen voor de overlevingspensioenen (wet van 2 augustus 1955).	86	06.01
—	—	—	—	3. Terugbetaling op terugvorderbare voor- schotten toegekend om de opzoeken of de oppuntstelling van prototypen, nieuwe produkten of nieuwe fabricageprocédés te verzekeren ( <i>pro memoria</i> ).	512	
0,5	0,5	—	—	4. Terugbetaling van de buitengewone kredieten welke werden toegestaan aan de erkende maatschappijen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting (wetten van 11 oktober 1919, 22 juli 1927, 5 oktober 1928, 20 april 1931, 8 november 1939 en 29 maart 1949; besluitwet van 28 februari 1947 en besluit van de Regent van 22 december 1949; koninklijk besluit van 23 april 1951).	813	
27,0	—	—	27,0	5. Jaarlijkse terugbetaling door de IMALSO (Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever) van bedragen voorgeschooten tot in 1963 door de Staat-garant, voor de financiële dienst van de door haar aangegeven leningen (art. 9 van de statuten, wet van 16 maart 1931).	221	
0,1	0,1	—	—	6. Stortingen door de Rijkswacht ... ... ...	772	
7,7	7,7	—	—	7. Som door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen aan de Schatkist te storten met het oog op de waarneming van de financiële dienst van het deel van de aandelen dezer maatschappij waarvan de uitgifteopbrengst het bedrijfskapitaal ver- tegenwoordigt (vermogensontvangsten) (art. 11 van de wet van 23 juli 1926).	86	
1,1	—	—	1,1	8. Aandeel van België in de stortingen waar- toe de Oostenrijkse Regering gehouden is ter uitvoering van het plan tot regeling van de gewaarborgde Oostenrijkse buitenlandse leningen (wet van 12 september 1933 en besluitwet van 25 oktober 1934).	59	
441,8	302,6	—	139,2	9. Delging van de portefeuille van de Verzeke- ringskas van het gewezen personeel van Afrika.	86	
10,0 <i>5,0<sup>(1)</sup></i>	5,0	—	—	10. Diverse ontvangsten . . . . .	06	
1,5	30,0	28,5	—	11. Opbrengst der obligaties uit te geven in betaling van oorlogsschade 1914-1918.	08	
2,1	2,1	—	—	12. Aandeel van België in de delging van het kapitaal van de Nationale Maatschappij der Luxemburgse Spoorwegen.	88	
1,5	1,5	—	—	14. Delglingen begrepen in de annuïteiten ver- schuldigd door de Organisatie der Vere- nigde Naties (O.V.N.) op de obligaties ingeschreven door België op de leningen uitgegeven door voormalde organisatie.	88	

<sup>(1)</sup> *Vermoedelijke ontvangsten.*

**TITRE II. — RECETTES EN CAPITAL.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN				
1	2	3	4	5	6	7	8
06.01	88	15. Versements effectués par des Etats étrangers en remboursement des prêts consentis par la Belgique ... ... ... ... ...	70,6	75,2	78,0	77,2	112,6
	88	16. Annuité à payer par l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol) sur l'avance récupérable consentie par l'Etat belge en vue du préfinancement de l'expropriation de deux immeubles rue Joseph II à Bruxelles .. ...	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
	86	17. Remboursement au Trésor des avances consenties à la Société nationale des Chemins de Fer belges en vue du financement des travaux de restauration de l'atelier central de Cuesmes ( <i>pour mémoire</i> ) ... ... ...	11,2	11,2	—	—	—
		Totaux pour le § 1 du chapitre I.	702,7	552,6	504,9	495,6	613,3
			=====	=====	=====	=====	=====
		§ 2. Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines.					
58.01	58	Saisies et biens sous séquestre ... ... ... ...	65,9	24,6	10,5	33,6	42,4
76.01	76	Produit de la vente d'immeubles :					
		1. Prix de vente d'immeubles échus à l'Etat à la suite de poursuites sur saisie exercées à sa requête ou à celle des institutions de crédit lorsqu'il s'agit de crédits assortis de sa garantie . ... ... ... ...	—	—	—	—	—
		2. Produit de l'aliénation des autres immeubles .. ... ... ... ...	292,2	272,7	191,5	307,9	277,3
77.01	772	Prix de vente d'objets mobiliers hors d'usage provenant des divers départements ministériels ou organismes d'Etat ... ... ... ...	46,4	63,4	57,7	57,9	58,9
06.01		Recettes diverses patrimoniales :					
	58	1. Autres recettes extraordinaires faites par les receveurs des domaines ( <i>pour mémoire</i> ). .	0,1	0,7	0,4	1,4	0,4
	58	2. Produit des successions en déshérence, des dons et legs et produit de la vente des épaves et des biens sans maître ... ... ...	38,4	58,1	45,5	64,9	75,6
	68	3. Versement à faire par la ville d'Anvers en exécution de l'article 5 de la convention A, conclue le 30 janvier 1939 entre l'Etat et la ville d'Anvers. — Part relative à la reprise des travaux maritimes exécutés par l'Etat au Nord de la ville ... ... ...	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
		Totaux pour le § 2 du chapitre I.	443,9	420,4	306,5	466,6	455,5
			=====	=====	=====	=====	=====
		Totaux pour le chapitre I.	1 146,6	973,0	811,4	962,2	1 068,8
			=====	=====	=====	=====	=====

<sup>(1)</sup> Recettes probables.

**TITEL II. — KAPITAALONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Evaluations — Ramingen adoptées pour 1980 aangenomen voor 1980 9	Differences — Verschillen proposées pour 1981 voorgesteld voor 1981 10	en plus in meer 11	en moins in minder 12	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN 13	Economische classificatie 14	Artikelen 15
125,0	145,0	20,0	—	15. Door vreemde Staten verrichte stortingen tot terugbetaling van de door België toegestane leningen.	88	06.01
0,6	0,6	—	—	16. Annuïteit verschuldigd door de Europese Organisatie voor de veiligheid van de luchtvaart (Eurocontrol) op het terugvorderbaar voorschot toegestaan door de Belgische Staat met het oog op de prefinciering van de onteigening van twee gebouwen Jozef II-straat te Brussel.	88	
—	—	—	—	17. Terugbetaling aan de Schatkist van de voorschotten toegekend aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen met het oog op de financiering van de restauratiewerken van de hoofdwerkplaats van Cuesmes ( <i>pro memoria</i> ).	86	
<u>885,5</u> <u>1 098,4<sup>(1)</sup></u>	<u>1 001,8</u>	<u>70,7</u>	<u>167,3</u>	Totalen voor § 1 van hoofdstuk I.		
30,0	35,0	5,0	—	§ 2. Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen.		
50,0	50,0	—	—	Verbeurdverklaringen en gesekwestreerde goederen.	58	58.01
300,0	350,0	50,0	—	Verkoopprijzen van onroerende goederen :	76	76.01
70,0	70,0	—	—	1. Verkoopprijs van onroerende goederen de Staat ten deel gevallen ingevolge vervolgingen op inbeslagneming uitgeoefend op zijn verzoek, of wanneer het kredieten met Staatswaarborg betreft, op verzoek van de kredietinstellingen	772	77.01
—	—	—	—	2. Opbrengst van de vervreemding van de andere onroerende goederen.		
60,0	60,0	—	—	Verkoopprijzen van buiten gebruik gestelde roerende voorwerpen voortkomende van de verscheidene ministeriële departementen of Staatsinstellingen.		
0,9	0,9	—	—	Diverse vermogensontvangsten :		06.01
<u>510,9</u> <u>1 396,4</u> <u>1 609,3<sup>(1)</sup></u>	<u>565,9</u> <u>1 567,7</u>	<u>55,0</u> <u>125,7</u>	<u>—</u> <u>167,3</u>	1. Andere buitengewone ontvangsten gedaan door de ontvangers der domeinen ( <i>pro memoria</i> ).	58	
				2. Opbrengst van de erfloze nalatenschappen, van de giften en legaten en opbrengst van de verkoop van vondsten en van heerloze goederen.	58	
				3. Storting door de stad Antwerpen, in uitvoering van artikel 5 der overeenkomst A, op 30 januari 1939 afgesloten tussen de Staat en de stad Antwerpen. — Aandeel betreffende de overname der zeevaartwerken uitgevoerd door de Staat ten Noorden van de stad.	68	
				Totalen voor § 2 van hoofdstuk I.		
				Totalen voor hoofdstuk I.		

<sup>(1)</sup> Vermoedelijke ontvangsten.

**TITRE II. — RECETTES EN CAPITAL.**  
**DEVELOPPEMENTS.**

(En millions de francs.)

Articles	Classification économique	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES				
			1975	1976	1977	1978	1979
1	2	3	4	5	6	7	8

**CHAPITRE II.****Services du Premier Ministre.**

86.01 86	Remboursement d'un prêt consenti à l'Agence Belga	... ... ... ...	—	2,0	—	—	—
----------	---	-----------------	---	-----	---	---	---

**CHAPITRE III.****Ministère des Affaires économiques.**

87.01 87	Versements du Fonds commun de garantie	... ...	2,6	1,5	1,9	2,5	19,0
----------	--	---------	-----	-----	-----	-----	------

**CHAPITRE IV.****Ministère de la Justice.**

86.05 86	Remboursement d'une avance consentie à la Régie du Travail pénitentiaire	... ...	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
----------	--	---------	-----	-----	-----	-----	-----

Totaux pour la Section II.	1 151,7	979,0	815,8	967,2	1 090,3
----------------------------	---------	-------	-------	-------	---------

**Totaux pour le Titre II.**  
 (Recettes en capital.)

7 765,9	8 148,0	8 701,8	10 415,2	12 798,3
---------	---------	---------	----------	----------

(\*) Recettes probables.

**TITEL II. — KAPITAALONTVANGSTEN.**  
**UITGEWERKTE STAAT.**

(In miljoenen frank.)

Evaluations — Ramingen		Différences — Verschillen		AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Economische classificatie	Artikelen
adoptées pour 1980 <i>aangenomen voor 1980</i>	proposées pour 1981 <i>voorgesteld voor 1981</i>	en plus <i>in meer</i>	en moins <i>in minder</i>	13	14	15
9	10	11	12			

**HOOFDSTUK II.****Diensten van de Eerste Minister.**

—	2,0	2,0	—	—	86 86.01
---	-----	-----	---	---	----------

Terugbetaling van een lening toegekend aan  
het Agentschap Belga.

2,5	2,5	—	—	87 87.01
-----	-----	---	---	----------

**HOOFDSTUK III.****Ministerie van Economische Zaken.**

Stortingen van het Gemeenschappelijk Waar-	borgfonds.	87 87.01
--	------------	----------

2,5	2,5	—	—	86.05 86
-----	-----	---	---	----------

<u>1 401,4</u>	<u>1 574,7</u>	<u>127,7</u>	<u>167,3</u>	
<u><u>1 614,3(')</u></u>	<u><u>= = = = =</u></u>	<u><u>= = = = =</u></u>	<u><u>= = = = =</u></u>	

Diminution.

39,6

Totalen voor Sectie II.

Vermindering.

86.05 86

<u>14 001,4</u>	<u>14 374,7</u>	<u>927,7</u>	<u>167,3</u>	
<u><u>13 614,3(')</u></u>	<u><u>= = = = =</u></u>	<u><u>= = = = =</u></u>	<u><u>= = = = =</u></u>	

Augmentation.

760,4Totalen voor Titel II.  
(Kapitaalontvangsten).

Vermeerdering.

(\*) Vermoedelijke ontvangsten.

## RECAPITULATION DU TABLEAU COMPARATIF.

(En millions de francs.)

DESIGNATION DES PRODUITS  1	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN				
	1975 2	1976 3	1977 4	1978 5	1979 6
<b>TITRE I.</b>					
<b>RECETTES COURANTES.</b>					
Section I. — Recettes fiscales.					
Chapitre I. — Contributions directes ... ...	336 409,2	374 202,7	432 566,4	514 016,4	563 916,8
Chapitre II. — Douanes et Accises . . . . .	58 418,8	62 048,7	64 338,7	71 679,5	75 593,5
Chapitre III. — T.V.A., Enregistrement et Domaines.	164 501,0	196 483,0	222 388,0	264 646,0	266 403,0
Totaux pour la Section I. — Recettes fiscales.	559 329,0	632 734,4	719 313,1	850 341,9	905 913,3
 Section II. — Recettes non fiscales.					
Chapitre I. — Finances :					
§ 1. Trésorerie et Dette publique . . . . .	12 538,5	13 203,7	14 299,2	13 132,6	17 606,5
§ 2. T.V.A., Enregistrement et Domaines ...	1 066,6	1 578,7	1 920,2	2 453,0	2 474,1
§ 3. Contributions directes ... . . . . .	1 058,7	1 145,9	1 351,2	1 568,1	2 345,7
§ 4. Douanes et Accises . . . . .	113,3	113,7	152,5	169,7	183,4
§ 5. Cadastre . . . . .	65,4	67,5	71,2	72,4	70,0
§ 6. Diverses administrations . . . . .	21,4	23,5	27,7	27,7	30,3
Totaux pour le chapitre I.	14 863,9	16 133,0	17 822,0	17 423,5	22 710,0
Chapitre II. — Premier Ministre ... . . . . .	14,1	33,6	32,9	44,1	44,2
Chapitre III. — Justice . . . . .	300,1	346,1	412,5	307,4	321,0
Chapitre IV. — Intérieur . . . . .	5,3	7,6	8,5	7,0	7,2
Chapitre V. — Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.	70,9	75,7	84,0	77,8	95,1
Chapitre VI. — Défense nationale ... . . . . .	104,5	168,8	67,6	63,7	38,4
Chapitre VII. — Agriculture ... . . . . .	8,6	15,1	9,4	12,1	12,5
Chapitre VIII. — Affaires économiques ... . . . . .	184,3	198,1	175,5	168,1	205,4
Chapitre IX. — Communications ... . . . . .	678,3	876,5	960,8	1 187,3	1 273,7
Chapitre X. — Postes, Télégraphes et Téléphones.	5 398,0	6 063,9	9 010,9	7 121,8	9 697,5
Chapitre XI. — Travaux publics ... . . . . .	82,1	128,1	92,2	108,6	103,9
Chapitre XII. — Emploi et Travail . . . . .	80,0	59,1	10,0	50,0	66,6
Chapitre XIII. — Prévoyance sociale . . . . .	32,8	57,2	21,8	18,8	19,7
Chapitre XIV. — Education nationale et Culture néerlandaise.	40,9	41,3	42,6	39,9	42,3
Chapitre XV. — Education nationale et Culture française.	26,1	33,0	42,7	48,2	53,0
Chapitre XVI. — Santé publique et Famille ...	26,2	21,8	26,8	31,3	37,8
Totaux pour la Section II. — Recettes non fiscales.	21 916,1	24 258,9	28 820,2	26 709,6	34 728,3
Totaux pour le Titre I. — Recettes courantes.	581 245,1	656 993,3	748 133,3	877 051,5	940 641,6

(In miljoenen frank.)

## VERZAMELING VAN DE VERGELIJKENDE TABEL.

Année 1980 — Jaar 1980		Année 1981 — Jaar 1981			AANWIJZING DER OPPRENGSTEN 12
Evaluations adoptées — Aangenomen ramingen	Recettes probables — Vermoedelijke ontvangsten	Evaluations proposées — Voorgestelde ramingen	En plus que les recettes probables de l'année 1980 In meer t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten over het jaar 1980	En moins que les recettes probables de l'année 1980 In minder t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten over het jaar 1980	
7	8	9	10	11	

## TITEL I.

LOPENDE ONTVANGSTEN.  
Sectie I. — Fiscale ontvangsten.

617 810,0	585 180,0	637 790,0	56 560,1	3 950,1	Hoofdstuk I. — Directe belastingen.
82 590,0	77 255,0	75 445,0	7 450,0	9 260,0	Hoofdstuk II. — Douane en Accijnzen.
291 560,0	279 295,0	302 402,0	23 107,0	—	Hoofdstuk III. — B.T.W., Registratie en Domeinen.
991 960,0	941 730,0	1 015 637,0	87 117,1	13 210,1	Totalen voor Sectie I. — Fiscale ontvangsten.
		Augmentation.	73 907,0	=====	Vermeerdering.

## Sectie II. — Niet-fiscale ontvangsten.

12 900,9	19 835,6	19 322,9	660,0	1 172,7	Hoofdstuk I. — Financiën :
2 378,0	2 378,0	2 655,0	300,5	23,5	§ 1. Thesaurie en Staatsschuld.
1 987,0	2 342,5	2 482,5	140,0	—	§ 2. B.T.W., Registratie en Domeinen.
180,0	180,0	210,0	30,0	—	§ 3. Directe belastingen.
100,0	100,0	120,0	20,0	—	§ 4. Douane en Accijnzen.
30,1	30,5	31,5	1,1	0,1	§ 5. Kadaster.
17 576,0	24 866,6	24 821,9	1 151,6	1 196,3	§ 6. Diverse administraties.
59,6	59,6	72,2	14,6	2,0	Totalen voor hoofdstuk I.
326,0	326,0	332,5	8,5	2,0	Hoofdstuk II. — Eerste Minister.
6,8	8,8	7,8	—	1,0	Hoofdstuk III. — Justitie.
104,6	104,7	109,7	5,0	—	Hoofdstuk IV. — Binnenlandse Zaken.
68,1	68,1	58,1	—	10,0	Hoofdstuk V. — Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.
16,7	16,7	14,7	1,5	3,5	Hoofdstuk VI. — Landsverdediging.
221,6	221,6	249,0	27,4	—	Hoofdstuk VII. — Landbouw.
1 353,6	1 353,6	1 563,8	220,4	10,2	Hoofdstuk VIII. — Economische Zaken.
10 155,7	10 155,7	11 433,7	1 278,0	—	Hoofdstuk IX. — Verkeerswezen.
106,0	106,0	110,0	4,0	—	Hoofdstuk X. — Posterijen, Telegrafie en Telefoon.
59,7	62,2	64,6	2,5	0,1	Hoofdstuk XI. — Openbare Werken.
20,7	20,7	21,5	0,8	—	Hoofdstuk XII. — Tewerkstelling en Arbeid.
41,6	41,5	42,5	2,0	1,0	Hoofdstuk XIII. — Sociale Voorzorg.
54,2	54,2	56,0	1,8	—	Hoofdstuk XIV. — Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur.
31,9	43,0	68,4	26,4	1,0	Hoofdstuk XV. — Nationale Opvoeding en Franse Cultuur.
30 202,8	37 509,0	39 026,4	2 744,5	1 227,1	Hoofdstuk XVI. — Volksgezondheid en Gezin.
		Augmentation.	1 517,4		Totalen voor Sectie II. — Niet-fiscale ontvangsten.
1 022 162,8	979 239,0	1 054 663,4	89 861,6	14 437,2	Vermeerdering.
=====	=====	Augmentation.	75 424,4		Totalen voor Titel I. — Lopende ontvangsten.

## RECAPITULATION DU TABLEAU COMPARATIF.

(En millions de francs.)

DESIGNATION DES PRODUITS	PRODUITS REALISES PENDANT LES ANNEES OPBRENGSTEN VERWEZENLIJKT GEDURENDE DE JAREN				
	1975	1976	1977	1978	1979
	1	2	3	4	5

## TITRE II.

## RECETTES EN CAPITAL.

## Section I. — Recettes fiscales.

Chapitre I. — Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines.

6 614,2	7 169,0	7 886,0	9 448,0	11 708,0
---------	---------	---------	---------	----------

Totaux pour la Section I. — Recettes fiscales.

6 614,2	7 169,0	7 886,0	9 448,0	11 708,0
---------	---------	---------	---------	----------

## Section II. — Recettes non fiscales.

Chapitre I. — Finances :

§ 1. Trésorerie et Dette publique . . . . .	702,7	552,6	504,9	495,6	613,3
§ 2. T.V.A., Enregistrement et Domaines ...	443,9	420,4	306,5	466,6	455,5

Totaux pour le chapitre I.	1 146,6	973,0	811,4	962,2	1 068,8
----------------------------	---------	-------	-------	-------	---------

Chapitre II. — Services du Premier Ministre ...

—	2,0	—	—	—
---	-----	---	---	---

Chapitre III. — Affaires économiques ... ...

2,6	1,5	1,9	2,5	19,0
-----	-----	-----	-----	------

Chapitre IV. — Justice . . . . .

2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
-----	-----	-----	-----	-----

Totaux pour la Section II. — Recettes non fiscales.

1 151,7	979,0	815,8	967,2	1 090,3
---------	-------	-------	-------	---------

Totaux pour le Titre II. — Recettes en capital.

7 765,9	8 148,0	8 701,8	10 415,2	12 798,3
---------	---------	---------	----------	----------

(In miljoenen frank.)

## VERZAMELING VAN DE VERGELIJKENDE TABEL.

Année 1980 — Jaar 1980		Année 1981 — Jaar 1981			AANWIJZING DER OPBRENGSTEN
Evaluations adoptées Aangenomen ramingen	Recettes probables Vermoedelijke ontvangsten	Evaluations proposées Voorgestelde ramingen	En plus que les recettes probables de l'année 1980 <i>In meer t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten over het jaar 1980</i>	En moins que les recettes probables de l'année 1980 <i>In minder t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten over het jaar 1980</i>	
7	8	9	10	11	12

## TITEL II.

## KAPITAALONTVANGSTEN.

## Sectie I. — Fiscale ontvangsten.

Hoofdstuk I. — Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen.

Totalen voor Sectie I. — Fiscale ontvangsten.

Vermeerdering.

## Sectie II. — Niet-fiscale ontvangsten.

Hoofdstuk I. — Financiën :

§ 1. Thesaurie en Staatsschuld.

§ 2. B.T.W., Registratie en Domeinen.

Totalen voor hoofdstuk I.

Hoofdstuk II. — Diensten van de Eerste Minister.

Hoofdstuk III. — Economische Zaken.

Hoofdstuk IV. — Justitie.

Totalen voor Sectie II. — Niet-fiscale ontvangsten.

Vermindering.

Totalen voor Titel II. — Kapitaalontvangsten.

Vermeerdering.

12 600,0	12 000,0	12 800,0	800,0		
12 600,0	12 000,0	12 800,0	800,0		
		Augmentation.	800,0	=====	
885,5	1 098,4	1 001,8	70,7	167,3	
510,9	510,9	565,9	55,0	—	
1 396,4	1 609,3	1 567,7	125,7	167,3	
—	—	2,0	2,0	—	
2,5	2,5	2,5	—	—	
2,5	2,5	2,5	—	—	
1 401,4	1 614,3	1 574,7	127,7	167,3	
		Diminution.	39,6		
14 001,4	13 614,3	14 374,7	927,7	167,3	
=====	=====	=====	=====	=====	
		Augmentation.	760,4	=====	



## TROISIÈME PARTIE

---

### NOTES JUSTIFICATIVES

à l'appui du projet de loi  
contenant le budget des Voies et Moyens  
pour l'année budgétaire 1981.

---

#### Articles 1 et 2.

Dans l'Exposé général du budget des recettes et des dépenses pour l'année budgétaire 1981, les recettes fiscales pour l'année budgétaire 1981 ont été estimées à 1 065,2 milliards. Cette estimation est basée sur un calcul macro-économique qui a pris comme base de départ la réestimation des recettes fiscales de 1980 faite en juillet dernier.

En raison notamment d'une dégradation sensible de la situation économique, les prévisions relatives aux recettes fiscales pour 1980 sont, depuis, devenues sensiblement plus défavorables. Ainsi, la moins-value fiscale pour 1980 (y compris l'affection de 4,3 milliards à l'assurance maladie-invalidité) dépasserait de 30,5 milliards celle qui a été prise en compte en juillet dernier lors du calcul des recettes fiscales de 1981 sur base d'une moins-value pour 1980 estimée à 19,7 milliards.

Compte tenu de cette plus importante moins-value ainsi que d'une provision nette de 16 milliards pour perte de rendement en 1981 résultant des mesures du plan de redressement social et économique, le Gouvernement a décidé de ramener le montant des recettes fiscales courantes retenues à l'Exposé général de 1981 de 1 065,2 milliards à 1 015,6 milliards.

Les notes justificatives établies à l'appui du tableau annexé aux articles 1 et 2 du projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1981 figurent dans la quatrième partie ci-après.

#### Art. 3.

Conformément aux dispositions de l'article 111 de la Constitution, l'article 3 doit être voté avant le 1<sup>er</sup> janvier 1981 afin de permettre la perception des impôts à partir de cette date, d'après les lois, arrêtés et tarifs qui régissent le recouvrement des impôts directs et indirects existant au 31 décembre 1980.

#### Art. 4.

L'article 4 du présent budget a pour but d'affecter 6 milliards de recettes fiscales au service financier de la dette publique.

## DERDE DEEL

---

### TOELICHTENDE NOTA

tot staving van het wetsontwerp  
houdende de Rijksmiddelenbegroting  
voor het begrotingsjaar 1981.

---

#### Artikelen 1 en 2.

In de Algemene Toelichting bij de begroting van ontvangsten en uitgaven voor het begrotingsjaar 1981 worden de fiscale ontvangsten voor het begrotingsjaar 1981 geraamd op 1 065,2 miljard. Deze raming steunt op een macro-economische berekening welke als vertrekbasis heeft genomen de in juli jl. herraamde fiscale ontvangsten van 1980.

Inzonderheid ingevolge een aanzienlijke verslechtering van de economische toestand zijn echter sindsdien de vooruitzichten inzake de opbrengst van de fiscale ontvangsten voor 1980 merkelijk ongunstiger geworden, zodat de fiscale minwaarde voor 1980 30,5 miljard (met inbegrip van de affectatie van 4,3 miljard aan de ziekteverzekering) meer zou bedragen dan die welke werd in aanmerking genomen in juli jl. bij het vaststellen van de fiscale ontvangsten voor 1981 op basis van een voor 1980 geraamde minwaarde van 19,7 miljard.

Rekening houdend met deze grotere minwaarde, alsmede met een netto-provisie van 16 miljard voor de mindere belastingopbrengst in 1981 voortvloeiend uit de maatregelen van het sociaal-economische herstelplan, heeft de Regering beslist het in de Algemene Toelichting 1981 aangegeven bedrag van de lopende fiscale ontvangsten van 1 065,2 miljard te verminderen tot 1 015,6 miljard.

De toelichtende nota's opgesteld tot staving van de tabel gevoegd bij de artikelen 1 en 2 van het ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor 1981 komen hierna in het vierde gedeelte voor.

#### Art. 3.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 111 van de Grondwet, moet artikel 3 vóór 1 januari 1981 worden goedgekeurd, om de inning der belastingen met ingang van die datum mogelijk te maken, volgens de wetten, besluiten en tarieven die de invordering regelen van de op 31 december 1980 bestaande directe en indirecte belastingen.

#### Art. 4.

Artikel 4 van deze begroting beoogt 6 miljard fiscale ontvangsten te bestemmen tot het financieren van de rijksschuld.

## Art. 5 et 6.

Les articles 5 et 6 du présent projet de loi tendent à reconduire, pour l'année budgétaire 1981, les affectations de recettes inscrites dans les articles 220 et 221 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980.

## Art. 7.

Les dispositions des articles 3 et 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 décembre 1954 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1955, ont dû être prises pour permettre à l'Administration des contributions directes d'établir après l'expiration du délai d'imposition (31 décembre 1954) :

1<sup>er</sup> les cotisations nouvelles ou complémentaires à l'impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre (loi du 16 octobre 1945) qui deviennent exigibles en cas de remise totale ou partielle de l'impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures ou de prestations à l'ennemi (loi du 15 octobre 1945);

2<sup>nd</sup> les cotisations aux impôts ordinaires qui résultent de la révision de l'impôt spécial ou extraordinaire (voir Chambre des Représentants, session 1954-1955, Doc. 4-I, n° 1, pp. 58, 59 et 60).

L'application des articles 3 et 4, § 1<sup>er</sup>, précités a été prolongée d'année en année par la loi contenant le budget des Voies et Moyens et, la dernière fois, jusqu'au 31 décembre 1980, par l'article 4 de la loi du 24 décembre 1979 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1980.

Etant donné qu'il subsistera encore, après le 31 décembre 1980, des litiges non définitivement tranchés en matière d'impôt spécial ou d'impôt extraordinaire, une nouvelle prolongation de ces dispositions s'impose.

## Art. 8.

Eu égard à l'économie générale de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus, et notamment aux articles 43, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et 48, § 4, de cette loi (devenus les articles 170 et 193 du Code des impôts sur les revenus), le précompte mobilier s'applique aux revenus des emprunts émis à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1962, notamment par l'Etat, les provinces, les agglomérations, les communes et les établissements ou organismes publics.

Pour assurer le placement de ses emprunts à l'étranger, le Gouvernement a toujours été amené, dans le système fiscal antérieur, à assortir l'émission de ces emprunts d'une exonération fiscale. Rien ne permet d'affirmer que cette condition ne sera pas exigée pour les emprunts que l'Etat devrait à l'avenir émettre sur les marchés étrangers.

Il s'indique donc de prévoir, comme on l'a fait pour l'année 1980 (voir article 5 de la loi du 24 décembre 1979 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1980), la possibilité de faire bénéficier ces emprunts d'une exonération fiscale dans les limites et aux conditions que le Roi déterminera.

Pour les mêmes motifs et en vue d'éviter une discrimination dans le domaine du placement des emprunts, entre les différents composants du secteur public, il y a lieu de prévoir également la possibilité pour le Roi d'attacher une exonération fiscale aux emprunts qui seraient émis à l'étranger en 1981 par les provinces, les agglomérations, les communes et les établissements ou organismes publics.

## Art. 5 en 6.

Artikelen 5 en 6 van dit wetsontwerp strekken ertoe de toewijzing van ontvangsten voorzien in de artikelen 220 en 221 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, te verlengen voor het begrotingsjaar 1981.

## Art. 7.

De bepalingen van de artikelen 3 en 4, § 1, van de wet van 28 december 1954 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1955, moesten worden ingevoerd om de Administratie der directe belastingen toe te laten na het verstrijken van de aanslagtermijn (31 december 1954) over te gaan tot het vestigen :

1<sup>er</sup> van nieuwe of aanvullende aanslagen in de extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptionele inkomsten, winsten en baten (wet van 16 oktober 1945), die eisbaar worden in gehele of gedeeltelijke terrugave van de speciale belasting op de winsten voortvloeiend uit leveringen en prestaties aan de vijand (wet van 15 oktober 1945);

2<sup>nd</sup> van aanslagen in de gewone belastingen die het gevolg zijn van de herziening van de speciale of extra-belasting (zie Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1954-1955, Stuk 4-I, n° 1, blz. 58, 59 en 60).

De toepassing van voormelde artikelen 3 en 4, § 1, werd van jaar tot jaar verlengd door de wet houdende de Rijksmiddelenbegroting en de laatste maal, tot 31 december 1980, bij artikel 4 van de wet van 24 december 1979 houdende de Rijksmiddelenbegroting van het begrotingsjaar 1980.

Aangezien er na 31 december 1980 nog betwistingen inzake speciale of extra-belasting zullen bestaan die nog niet definitief zullen opgelost zijn, dringt een nieuwe verlenging van deze bepaling zich op.

## Art. 8.

Ingevolge de algemene strekking van de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen en inzonderheid ingevolge de artikelen 43, § 2, lid 1, en 48, § 4, van die wet (die de artikelen 170 en 193 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen zijn geworden), is de roerende voorheffing van toepassing op inkomsten van leningen uitgegeven, vanaf 1 december 1962, in het bijzonder door de Staat, de provinciën, de agglomeraties, de gemeenten en de openbare instellingen of organismen.

Om haar leningen in het buitenland met succes te kunnen plaatsen, werd de Regering onder het vorig belastingsstelsel steeds ertoe genoopt de uitgifte van die leningen te laten gebeuren onder vrijstelling van belasting. Er bestaat geen reden om te veronderstellen dat die voorwaarde niet zal geëist worden voor de leningen welke de Staat in de toekomst op de buitenlandse markten zal uitgeven.

Zoals voor het jaar 1980 (zie artikel 5 van de wet van 24 december 1979 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1980) past het te voorzien in de mogelijkheid die leningen te laten genieten van een fiscale vrijstelling, binnen de grenzen en onder de voorwaarden die door de Koning zullen worden bepaald.

Om dezelfde redenen en teneinde op het gebied van de plaatsing van leningen elke discriminatie te vermijden tussen de verschillende elementen van de openbare sector, moet aan de Koning eveneens de mogelijkheid gelaten worden een fiscale vrijstelling te hechten aan leningen die in 1981 in het buitenland zouden worden uitgegeven door de provinciën, de agglomeraties, de gemeenten en de openbare instellingen of lichamen.

**Art. 9.**

Conformément à leurs modalités d'émission, divers emprunts d'Etat peuvent, à l'initiative des porteurs, être présentés en 1981 à l'encaissement anticipé.

Les montants nécessaires à ces remboursements éventuels seront prélevés sur le produit de nouveaux emprunts à émettre en 1981.

**Art. 10.**

Il convient d'autoriser le Ministre des Finances à adapter les taux alloués par la Caisse de Dépôts et Consignations aux modifications qui pourraient intervenir en ce qui concerne la rémunération des dépôts d'épargne ordinaires.

**Art. 11.**

Cette disposition a pour but de permettre l'alimentation du Fonds agricole et, en ce qui concerne l'enseignement post-scolaire agricole, de fonds spéciaux ouverts aux budgets communautaires, par une part des remboursements effectués par les Communautés européennes, au titre de frais de perception, sur les prélèvements agricoles et les droits de douane et de définir l'importance de cette part.

Le troisième alinéa précise que les montants destinés aux Fonds visés sont déterminés en tenant compte des versements effectués par le F.E.O.G.A.

**Art. 12.**

Les intervention du F.E.D.R. sont complémentaires à celles accordées par l'Etat belge; afin de ne pas retarder la mise en œuvres des programmes approuvés, la totalité de l'intervention est mise à charge du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale concerné.

Les recettes en provenance du F.E.D.R. sont virées aux Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale à charge desquels l'intervention totale a été imputée. Ces recettes sont destinées à couvrir de nouvelles interventions de l'Etat pour des programmes similaires.

**Art. 13.**

Suite à la remise au Service des Domaines de terrains militaires situés à Evere et destinés à la création d'un zoning industriel dont la gestion a été confiée à la Société de Développement régional de Bruxelles, le Ministre de la Défense nationale a été autorisé à prélever un montant de 902 millions à charge de l'article 63.04.A du Titre IV du budget de son département (cession d'immeubles militaires à charge de réemploi).

Le remboursement de l'avance consentie sera effectué par la voie du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale du budget de la Région bruxelloise, au profit de l'article 63.04.A précité. Ce remboursement se fera en dix versements annuels.

**Art. 9.**

Overeenkomstig hun uitgiftemodaliteiten, kunnen verschillende Staatsleningen in 1981 vervroegd geïncasseerd worden op initiatief van de houders.

De bedragen nodig voor de eventuele terugbetalingen zullen worden afgenoem van de opbrengst van in 1981 uit te geven nieuwe leningen.

**Art. 10.**

Het komt erop aan de Minister van Financiën te machtigen de door de Deposito- en Consignatiekas verleende rentevoten aan te passen aan de wijzigingen die zich op het gebied van het rendement van de gewone spaardeposito's zouden kunnen voordoen.

**Art. 11.**

Die bepaling heeft tot doel het Landbouwfonds en, wat het naschools landbouwonderwijs betreft, bijzondere fondsen geopend in de gemeenschapsbegrotingen, te laten stijven door een aandeel in de door de Europese Gemeenschappen, voor inningskosten, verrichte terugbetalingen op de landbouwheffingen en de douanerechten en de omvang van dit aandeel te omschrijven.

Het derde lid preciseert dat de bedragen bestemd voor bedoelde fondsen bepaald worden rekening houdende met de stortingen van het E.O.G.F.L.

**Art. 12.**

De tussenkomsten van het E.F.R.O. zijn complementair aan deze toegewezen door de Belgische Staat; teneinde de verwezenlijking van de goedgekeurde programma's niet te vertragen wordt de totaliteit van de tussenkomst ten laste gelegd van het betrokken Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie.

De ontvangsten voortkomend van het E.F.R.O. worden overgeschreven op de Fondsen voor de economische expansie en de regionale reconversie ten laste waarvan de totale tussenkomst werd aangerekend. Deze ontvangsten zijn bestemd om nieuwe Staatstussenkomsten voor gelijkaardige programma's te dekken.

**Art. 13.**

Als gevolg van de overdracht aan de Dienst der Domeinen van te Evere gelegen militaire terreinen bestemd tot de oprichting van een industriële zone, waarvan het beheer werd toevertrouwd aan de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel, werd de Minister van Landsverdediging gemachtigd een bedrag van 902 miljoen af te nemen ten laste van artikel 63.04.A van Titel IV van de begroting van zijn departement (afstand van militaire onroerende goederen onder beding van wedergebruik).

De terugbetaling van het toegestane voorschot zal gebeuren langs het Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie van de begroting van het Brusselse Gewest, ten voordele van voornoemd artikel 63.04.A. Deze terugbetaling zal in tien jaarlijkse stortingen gebeuren.



## QUATRIÈME PARTIE

### NOTES JUSTIFICATIVES

à l'appui du projet de loi  
contenant le budget des Voies et Moyens  
et le budget des Recettes de capital  
pour l'année budgétaire 1981.

#### TITRE I.

#### RECETTES COURANTES.

##### Section I. — Recettes fiscales (1).

###### CHAPITRE I.

###### ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES

Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.

###### Impôts indirects et prélèvements.

Art. 36.01. — *Taxe de circulation  
sur les véhicules automobiles.*

Evaluation des recettes pour 1981 ... ... ... F	9 860 000 000
Recettes probables pour 1980 ... ... ...	9 480 000 000

Augmentation ... ... ... ... F	380 000 000
--------------------------------	-------------

Les recettes pour 1981 s'entendent après prélèvement d'une somme globale de 3 724 millions (3 500 millions pour 1980) à affecter au Fonds des routes et au Fonds de promotion des transports publics, et représentant le produit de l'augmentation de la taxe prévue par les articles 55 et 56 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980.

Justification de l'augmentation de 380 000 000 de francs par rapport aux recettes probables de l'année budgétaire 1980 : expansion modérée du parc des véhicules automobiles et liaison de la taxe aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation; par contre, marché orienté vers les petites cylindrées.

Art. 36.02. — *Taxe sur les jeux et paris.*

Evaluation des recettes pour 1981 ... ... ... F	2 450 000 000
Recettes probables pour 1980 ... ... ...	2 050 000 000

Augmentation ... ... ... ... F	400 000 000
--------------------------------	-------------

Justification de l'augmentation de 400 000 000 de francs : expansion de l'assiette de la taxe et incidence complémentaire de l'arrêté royal du 22 août 1980.

Art. 36.03. — *Taxe sur les appareils automatiques de divertissement.*

Evaluation des recettes pour 1981 ... ... ... F	1 150 000 000
Recettes probables pour 1980 ... ... ...	850 000 000

Augmentation ... ... ... ... F	300 000 000
--------------------------------	-------------

(1) Les prévisions de recettes se limitent au montant net des recettes, c'est-à-dire à la différence entre le montant des droits recouvrés ou apurés (= montant brut des recettes) et celui des non-valeurs et restitutions (= dégrèvements), diminuée de la partie des recettes ayant reçu une affectation particulière.

## VIERDE DEEL

### TOELICHTENDE STAAT

tot staving van het wetsontwerp  
houdende de Rijksmiddelenbegroting  
en de begroting van de Kapitaalontvangsten  
voor het begrotingsjaar 1981.

#### TITEL I.

#### LOPENDE ONTVÄNGSTEN.

##### Sectie I. — *Fiscale ontvangsten (1).*

###### HOOFDSTUK I.

###### ADMINISTRATIE DER DIRECTE BELASTINGEN.

Inkomensoverdrachten van andere sectoren.

###### Indirecte belastingen en heffingen.

Art. 36.01. — *Verkeersbelasting op de autovoertuigen.*

Raming van de ontvangsten voor 1981 ... ... F	9 860 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ... ...	9 480 000 000

Vermeerdering ... ... ... ... F	380 000 000
---------------------------------	-------------

De ontvangsten voor 1981 dienen verstaan te worden na voorafneming van een globale som van 3 724 miljoen (3 500 miljoen voor 1980) bestemd voor het Wegenfonds en het Fonds ter bevordering van het openbaar vervoer en die de opbrengst vertegenwoordigt van de verhoging van de belasting bepaald in de artikelen 55 en 56 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980.

Verantwoording van de vermeerdering van 380 000 000 frank ten opzichte van de vermoedelijke ontvangsten voor het begrotingsjaar 1980 : gematigde uitbreiding van het voertuigenpark en koppeling van de belasting aan de schommelingen van het algemene indexcijfer der consumptieprijsen; daarentegen, verkoop gericht naar de wagens met kleine cilinderinhoud.

Art. 36.02. — *Belasting op de spelen en de weddenschappen.*

Raming van de ontvangsten voor 1981 ... ... F	2 450 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ... ...	2 050 000 000

Vermeerdering ... ... ... ... F	400 000 000
---------------------------------	-------------

Verantwoording van de vermeerdering van 400 000 000 frank : uitbreiding van de belabte grondslag van de belasting en aanvullende weerslag van het koninklijk besluit van 22 augustus 1980.

Art. 36.03. — *Belasting op de automatische ontspanningstoestellen.*

Raming van de ontvangsten voor 1981 ... ... F	1 150 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ... ...	850 000 000

Vermeerdering ... ... ... ... F	300 000 000
---------------------------------	-------------

(1) De ramingen van ontvangsten zijn beperkt tot het nettobedrag, d.i. tot het verschil tussen het bedrag der ingevorderde of aangezuivere rechten (= brutobedrag der ontvangsten) en dat der kwade posten en terugbetaalingen (= onlastingen) verminderd met het gedeelte van de ontvangsten die een bijzondere bestemming hebben gekregen.

Justification de l'augmentation de 300 000 000 de francs : majoration des tarifs de la taxe (arrêté royal du 22 août 1980).

<b>Impôts directs.</b>	
<i>Art. 37.01. — Impôt non ventilé perçu sous forme de précompte.</i>	
Evaluation des recettes pour 1981 ...	F 70 060 000 000
Recettes probables pour 1980 ...	<u>59 340 000 000</u>
<b>Augmentation</b> ...	<b>F 10 720 000 000</b>
<i>1. Précompte immobilier.</i>	
Evaluation des recettes pour 1981 ...	F 1 730 000 000
Recettes probables pour 1980 ...	<u>1 540 000 000</u>
<b>Augmentation</b> ...	<b>F 190 000 000</b>
Montant présumé pour l'exercice d'imposition 1981, du revenu cadastral imposable de l'ensemble des propriétés immobilières : 158 300 000 000 de francs.	
Précompte immobilier y afférent, au profit de l'Etat : 1 900 000 000 de francs, suivant les calculs ci-après :	
Enrôlements théoriques de précompte immobilier	F 1 980 000 000
A déduire (réductions diverses : invalidité, habitations modestes, personnes à charge) ...	<u>80 000 000</u>
Montant à enrôler pour l'exercice d'imposition 1981 ...	<u>F 1 900 000 000</u>
1 <sup>er</sup> Montant présumé des droits constatés à rattacher à l'année budgétaire 1981 :	
Cotisations enrôlées le 31 décembre 1980 au plus tard et non recouvrées à cette date ...	F 200 000 000
Enrôlement, en 1981, de droits de l'exercice d'imposition 1980 ...	<u>260 000 000</u>
Enrôlement de droits de l'exercice d'imposition 1981 ...	<u>1 600 000 000</u>
<b>Total</b> ...	<b>F 2 060 000 000</b>
2 <sup>nd</sup> Montant brut présumé des perceptions en 1981 : 2 060 000 000 × 90 % = ...	F 1 854 000 000
3 <sup>rd</sup> Degrèvements probables ...	<u>- 124 000 000</u>
4 <sup>th</sup> Recettes nettes probables au profit de l'Etat	F 1 730 000 000

Justification de l'augmentation de 190 000 000 de francs par rapport aux recettes probables de l'année budgétaire 1980 : expansion de l'assiette imposable et incidence complémentaire de la péréquation des revenus cadastraux.

<i>2. Précompte mobilier.</i>	
Evaluation des recettes pour 1981 ...	F 68 330 000 000
Recettes probables pour 1980 ...	<u>57 800 000 000</u>
<b>Augmentation</b> ...	<b>F 10 530 000 000</b>
Les prévisions de recettes se décomposent comme suit :	
— sur revenus d'actions, de parts et de capitaux investis (source) ...	F 14 150 000 000
— sur autres revenus mobiliers soumis au précompte (source) ...	<u>54 130 000 000</u>
— perceptions par rôles ...	<u>450 000 000</u>
<b>Total des perceptions brutes</b> ...	<b>F 68 730 000 000</b>
Degrèvements probables ...	<u>400 000 000</u>
Perceptions nettes probables ...	F 68 330 000 000

Justification de l'augmentation de 10 530 000 000 de francs par rapport aux recettes probables de l'année budgétaire 1980 : expansion de l'assiette imposable, relèvement du taux du précompte applicable aux revenus distribués par certaines associations intercommunales (art. 32 et 33 de la loi du 8 août 1980) et lutte contre la fraude fiscale.

Verantwoording van de vermeerdering van 300 000 000 frank : verhoging van de tarieven van de belasting (koninklijk besluit van 22 augustus 1980).

<b>Directe belastingen.</b>	
<i>Art. 37.01. — Niet verdeelde belasting geïnd als voorheffing.</i>	
Raming van de ontvangsten voor 1981 ...	F 70 060 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ...	<u>59 340 000 000</u>
<b>Vermeerdering</b> ...	<b>F 10 720 000 000</b>
<i>1. Onroerende voorheffing.</i>	
Raming van de ontvangsten voor 1981 ...	F 1 730 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ...	<u>1 540 000 000</u>
<b>Vermeerdering</b> ...	<b>F 190 000 000</b>
Vermoedelijk bedrag, voor het aanslagjaar 1981 van het belastbaar kadastraal inkomen voor het geheel van de onroerende goederen : 158 300 000 000 frank.	
Erop betrekking hebbende onroerende voorheffing, ten bate van de Staat : 1 900 000 000 frank, volgens de onderstaande berekeningen :	
Theoretische inkohieringen inzake onroerende voorheffing ...	F 1 980 000 000
Af te trekken (verscheidene verminderingen : invaliditeit, bescheiden woning, personen ten laste) ...	<u>80 000 000</u>
In te kohieren bedrag voor het aanslagjaar 1981	F 1 900 000 000
1 <sup>er</sup> Vermoedelijk bedrag der vastgeselde rechten te hechten aan het begrotingsjaar 1981 :	
Aanslagen ingekohiert uiterlijk 31 december 1980 en niet ingevorderd op deze datum ...	F 200 000 000
Inkohiering, in 1981 van rechten over het aanslagjaar 1980 ...	<u>260 000 000</u>
Inkohiering van rechten over het aanslagjaar 1981	<u>1 600 000 000</u>
Totaal ...	F 2 060 000 000
2 <sup>nd</sup> Vermoedelijk brutobedrag der inningen in 1981 : 2 060 000 000 × 90 % = ...	F 1 854 000 000
3 <sup>rd</sup> Waarschijnlijke ontlastingen ...	<u>- 124 000 000</u>
4 <sup>th</sup> Waarschijnlijke netto-ontvangsten ten bate van de Staat ...	F 1 730 000 000
Verantwoording van de vermeerdering van 190 000 000 frank ten opzichte van de vermoedelijke ontvangsten voor het begrotingsjaar 1980 : uitbreiding van de belastinggrondslag en aanvullende weerslag van de perekwatie van de kadastrale inkomens.	
<i>2. Roerende voorheffing.</i>	
Raming van de ontvangsten voor 1981 ...	F 68 330 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ...	<u>57 800 000 000</u>
<b>Vermeerdering</b> ...	<b>F 10 530 000 000</b>
De ramingen van de ontvangsten worden onderverdeeld als volgt :	
— op inkomsten van aandelen, delen en belegde kapitalen (bron) ...	F 14 150 000 000
— op andere roerende inkomsten onderworpen aan de voorheffing (bron) ...	<u>54 130 000 000</u>
— inningen door middel van kohieren ...	<u>450 000 000</u>
Totaal der bruto-ontvangsten ...	F 68 730 000 000
Waarschijnlijke ontlastingen ...	<u>400 000 000</u>
Waarschijnlijke netto-ontvangsten ...	F 68 330 000 000

Verantwoording van de vermeerdering van 10 530 000 000 frank ten opzichte van de vermoedelijke ontvangsten voor het begrotingsjaar 1980 : uitbreiding van de belastbare grondslag, verhoging van het tarief van de voorheffing van toepassing op de inkomsten uitgekeerd door bepaalde intercommunale verenigingen (art. 32 en 33 de la wct van 8 augustus 1980) en bestrijding van de belastingontduiking.

*Art. 37.02. — Impôt non ventilé versé par anticipation par les non-salariés (personnes physiques et sociétés).*

Evaluation des recettes pour 1981 ...	...	...	F	128 400 000 000
Recettes probables de 1980 ...	...	...		123 000 000 000
Augmentation ...	...	...	F	5 400 000 000

Justification de l'augmentation de 5 400 000 000 de francs : majoration du montant moyen des versements compte tenu d'une légère expansion des revenus imposables; mesures visant une plus exacte perception de l'impôt; par contre, détaxation des revenus professionnels des ménages (loi du 8 août 1980) et incidence du plan de redressement social et économique.

*Art. 37.03. — Impôt global non ventilé perçu par rôles à charge des non-résidents (personnes physiques et sociétés).*

Evaluation des recettes pour 1981 ...	...	...	F	200 000 000
Recettes probables pour 1980 ...	...	...		-350 000 000
Augmentation ...	...	...	F	550 000 000

1<sup>o</sup> Montant présumé des droits constatés à rattacher à l'année budgétaire 1981 :

Cotisations contrôlées le 31 décembre 1980 au plus tard et non recouvrées à cette date ... F 1 330 000 000

Enrôlement, en 1981, de droits des exercices d'imposition 1980 et antérieurs ... 925 000 000

Enrôlement de droits de l'exercice d'imposition 1981 ... 455 000 000

Total ... F 2 710 000 000

2<sup>o</sup> Montant brut présumé des perceptions : 2 710 000 000 × 59 % = F 1 600 000 000

3<sup>o</sup> Degrèvements et restitutions probables (principalement : précomptes et versements anticipés) ... 1 400 000 000

4<sup>o</sup> Recettes nettes ... F 200 000 000

Justification de l'augmentation de 550 000 000 de francs par rapport aux recettes probables de l'année budgétaire 1980 : diminution des dégrèvements et restitutions.

*Art. 37.04. — Impôts sur le revenu global perçu par rôles à charge des sociétés.*

Evaluation des recettes pour 1981 ...	...	...	F	3 100 000 000
Recettes probables pour 1980 ...	...	...		2 200 000 000
Augmentation ...	...	...	F	900 000 000

1<sup>o</sup> Montant présumé des droits constatés à rattacher à l'année budgétaire 1981 :

Cotisations enrôlées le 31 décembre 1980 au plus tard et non recouvrées à cette date ... F 13 900 000 000

Enrôlement, en 1981, de droits des exercices d'imposition 1980 et antérieurs ... 9 750 000 000

Enrôlement de droits de l'exercice d'imposition 1981 ... 12 500 000 000

Total ... F 36 150 000 000

2<sup>o</sup> Montant brut présumé des perceptions : 36 150 000 000 × 60 % = F 21 690 000 000

3<sup>o</sup> Degrèvements et restitutions probables (principalement : versements anticipés et précomptes) ... F -14 790 000 000

4<sup>o</sup> Recettes nettes ... F 6 900 000 000

5<sup>o</sup> Recettes affectées ... F 2 900 000 000

6<sup>o</sup> Recettes nettes « Voies et Moyens » ... F 3 100 000 000

Justification de l'augmentation de 900 000 000 de francs par rapport aux recettes probables de l'année budgétaire 1980 : incidence complémentaire de la majoration du taux de la participation exceptionnelle et temporaire de solidarité (art. 48 de la loi du 8 août 1980) et perception plus exacte de l'impôt; par contre, prélèvement de 2 900 millions à affecter au service financier de la dette publique.

*Art. 37.02. — Niet verdeelde belasting vooraf gestort door de niet-loontrekkers (natuurlijke personen en vennootschappen).*

Raming van de ontvangsten voor 1981 ...	...	...	F	128 400 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ...	...	...		123 000 000 000
Vermeerdering ...	...	...	F	5 400 000 000

Verantwoording van de vermeerdering van 5 400 000 000 frank : verhoging van het gemiddelde bedrag van de stortingen gelet op een lichte uitbreiding van de belastbare inkomsten; maatregelen die een juistere inning van de belasting beogen; daarentegen, vermindering van de belasting op de bedrijfsinkomsten van de gezinnen (wet van 8 augustus 1980) en weerslag van het sociaal en economisch herstelplan.

*Art. 37.03. — Niet verdeelde globale belasting geïnd door middel van kohieren ten laste van de niet-verblifhouwers (natuurlijke personen en vennootschappen).*

Raming van de ontvangsten voor 1981 ...	...	...	F	200 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ...	...	...		-350 000 000
Vermeerdering ...	...	...	F	200 000 000

1<sup>o</sup> Vermoedelijk bedrag der vastgestelde rechten te hechten aan het begrotingsjaar 1981 :

Aanslagen uiterlijk 31 december 1980 ingekohierd en op deze datum niet ingevorderd ... F 1 330 000 000

Inkohierung, in 1981 van rechten over de aanslagjaren 1980 en vorige ... 925 000 000

Inkohierung van rechten over het aanslagjaar 1981 455 000 000

Totaal ... F 2 710 000 000

2<sup>o</sup> Vermoedelijk brutobedrag der inningen : 2 710 000 000 × 59 % = F 1 600 000 000

3<sup>o</sup> Waarschijnlijke ontlastingen en teruggaven (vooral : voorheffingen en voorafbetalingen) ... 1 400 000 000

4<sup>o</sup> Netto-ontvangsten ... F 200 000 000

Verantwoording van de vermeerdering van 550 000 000 frank ten opzichte van de vermoedelijke ontvangsten voor het begrotingsjaar 1980 : vermindering van de ontlastingen en teruggaven.

*Art. 37.04. — Belasting op het globaal inkomen geïnd door middel van kohieren ten laste van de vennootschappen.*

Raming van de ontvangsten voor 1981 ...	...	...	F	3 100 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ...	...	...		2 200 000 000
Vermeerdering ...	...	...	F	900 000 000

1<sup>o</sup> Vermoedelijk bedrag der vastgestelde rechten te hechten aan het begrotingsjaar 1981 :

Aanslagen uiterlijk 31 december 1980 ingekohierd en op deze datum niet ingevorderd ... F 13 900 000 000

Inkohierung, in 1981 van rechten over de aanslagjaren 1980 en vorige ... 9 750 000 000

Inkohierung van rechten over het aanslagjaar 1981 12 500 000 000

Totaal ... F 36 150 000 000

2<sup>o</sup> Vermoedelijk brutobedrag der inningen : 36 150 000 000 × 60 % = F 21 690 000 000

3<sup>o</sup> Waarschijnlijke ontlastingen en teruggaven (vooral : voorafbetalingen en voorheffingen) ... F -14 790 000 000

4<sup>o</sup> Netto-ontvangsten ... F 6 900 000 000

5<sup>o</sup> Ontvangsten met speciale bestemming ... F 2 900 000 000

6<sup>o</sup> Netto-ontvangsten « Rijksmiddelen » ... F 3 100 000 000

Verantwoording van de vermeerdering van 900 000 000 frank ten opzichte van de vermoedelijke ontvangsten voor het begrotingsjaar 1980 : aanvullende weerslag van de verhoging van het tarief van de uitzonderlijke en tijdelijke solidariteitsbijdrage (art. 48 van de wet van 8 augustus 1980) en juistere inning van de belasting; daarentegen, voorafneming van 2 900 miljoen bestemd voor de financiële dienst van de Rijksschuld.

**Art. 37.05. — Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge des personnes physiques.**

Evaluation des recettes pour 1981 ... ... ... F	20 050 000 000
Recettes probables pour 1980 ... ... ... F	24 000 000 000

Diminution . . . . . F	3 950 000 000
------------------------	---------------

1<sup>e</sup> Montant présumé des droits constatés à rattacher à l'année budgétaire 1981 :

Cotisations enrôlées le 31 décembre 1980 au plus tard et non recouvrées à cette date ... ... F	32 043 000 000
--	----------------

Enrôlement, en 1981, de droits des exercices d'imposition 1980 et antérieurs ... ... ... ... F	43 400 000 000
--	----------------

Enrôlement de droits de l'exercice d'imposition 1981	25 000 000 000
--	----------------

Total ... F	100 443 000 000
-------------	-----------------

2<sup>e</sup> Montant brut présumé des perceptions :

100 443 000 000 × 66 % = ... ... F	66 290 000 000
------------------------------------	----------------

3 <sup>e</sup> Dégrèvements et restitutions probables (principalement précomptes et versements anticipés) ... F	46 240 000 000
---	----------------

4 <sup>e</sup> Recettes nettes ... ... ... ... F	20 050 000 000
--	----------------

Justification de la diminution de 3 950 000 000 de francs par rapport aux recettes probables de l'année budgétaire 1980 : élargissement pour l'exercice d'imposition 1981 des mesures favorables en matière de taxation des revenus professionnels des ménages (loi du 8 août 1980) et incidence du plan de redressement social et économique; par contre, expansion des revenus imposables et notamment des revenus immobiliers par suite de la péréquation des revenus cadastraux (loi du 19 juillet 1979); plus exacte perception de l'impôt.

**Art. 37.06. — Impôt des personnes physiques perçu sous forme de précompte professionnel.**

Evaluation des recettes pour 1981 ... ... ... F	402 260 000 000
Recettes probables pour 1980 ... ... ... F	364 350 000 000

Augmentation . . . . . F	37 910 000 000
--------------------------	----------------

Justification de l'augmentation de 37 910 000 000 de francs : expansion de la masse salariale et intensification de la lutte contre la fraude fiscale; par contre, incidence du plan de redressement social et économique.

**Art. 37.08. — Autres produits divers et recettes accidentelles.**

Evaluation des recettes pour 1981 . . . . . F	70 000 000
Recettes probables pour 1980 ... ... ... F	70 000 000
Statu quo.	

**1. Taxe sur le revenu cadastral des immeubles appartenant aux unions professionnelles.**

Produits réalisés :

— année 1978 ... ... ... ... F	131 000
--------------------------------	---------

— année 1979 . . . . . F	116 000
--------------------------	---------

Recettes probables pour 1980 ... ... ... F	50 000
--	--------

Evaluation pour 1981 . . . . . F	0
----------------------------------	---

Diminution . . . . . F	50 000
------------------------	--------

La taxe annuelle de 4 % à recouvrir conformément à l'article 13 de la loi du 31 mars 1898 est supprimée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1980 par l'article 49 de la loi du 19 juillet 1979 modifiant le Code des impôts sur les revenus et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en matière de fiscalité immobilière. Il n'existe plus de reliquats de droits à recouvrir en la matière.

**2. Excédents de caisse; forcements en recettes; impôts recouvrés après avoir été admis en décharge; sommes, revenant à des contribuables, qui à défaut de renseignements suffisants et malgré les recherches adéquates, n'ont pu être remboursées aux intéressés :**

Recettes réalisées :

— année 1978 ... ... ... ... F	59 025 000
--------------------------------	------------

— année 1979 . . . . . F	54 905 000
--------------------------	------------

Recettes probables pour 1980 ... ... ... F	69 950 000
--	------------

Evaluation des recettes pour 1981 . . . . . F	70 000 000
---	------------

Augmentation . . . . . F	50 000
--------------------------	--------

**Art. 37.05. — Belasting op het globaal inkomen geïnd door middel van kohieren ten laste van de natuurlijke personen.**

Raming van de ontvangsten voor 1981 ... ... F	20 050 000 000
---	----------------

Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ... ... F	24 000 000 000
---	----------------

Vermindering . . . . . F	3 950 000 000
--------------------------	---------------

1<sup>e</sup> Vermoedelijk bedrag der vastgestelde rechten te hechten aan het begrotingsjaar 1981 :

Aanslagen uiterlijk 31 december 1980 ingekohierd en op deze datum niet ingevorderd ... ... F	32 043 000 000
--	----------------

Inkohiering, in 1981, van rechten over de aanslagjaren 1980 en vorige ... ... ... ... F	43 400 000 000
---	----------------

Inkohiering van rechten over het aanslagjaar 1981	25 000 000 000
---	----------------

Totaal ... F	100 443 000 000
--------------	-----------------

2<sup>e</sup> Vermoedelijk brutobedrag der inningen :

100 443 000 000 × 66 % = ... ... F	66 290 000 000
------------------------------------	----------------

3 <sup>e</sup> Waarschijnlijke ontlastingen en teruggaven (vooral voorheffingen en voorafbetalingen) ... F	46 240 000 000
--	----------------

4 <sup>e</sup> Netto-ontvangsten ... ... ... ... F	20 050 000 000
--	----------------

Verantwoording van de vermindering van 3 950 000 000 frank ten opzichte van de vermoedelijke ontvangsten voor het begrotingsjaar 1980 : uitbreiding, voor het aanslagjaar 1981, van de gunstige bepalingen inzake aanslag van de bedrijfsinkomsten van de gezinnen (wet van 8 augustus 1980), en weerslag van het sociale en economische herstelplan; daarentegen: aangroei van de belastbare inkomsten en vooral van de onroerende inkomsten ingevolge de perekwatie van de kadastrale inkomens (wet van 19 juli 1979); juistere inning van de belasting.

**Art. 37.06. — Personenbelasting geïnd als bedrijfsvoorbijfelling.**

Raming van de ontvangsten voor 1981 ... ... F	402 260 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ... ... F	364 350 000 000

Vermeerdering . . . . . F	37 910 000 000
---------------------------	----------------

Verantwoording van de vermeerdering van 37 910 000 000 frank : uitbreiding van de loonmassa; intensiveren van de bestrijding van de belastingontduiking; daarentegen, weerslag van het sociale en economische herstelplan.

**Art. 37.08. — Andere diverse opbrengsten en toevallige ontvangsten.**

Raming van de ontvangsten voor 1981 ... ... F	70 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ... ... F	70 000 000
Status-quo.	

**1. Belasting op de kadastrale opbrengst van de aan beroepsverenigingen toebehorende onroerende goederen.**

Verwezenlijkte opbrengsten :

— jaar 1978 . . . . . F	131 000
-------------------------	---------

— jaar 1979 . . . . . F	116 000
-------------------------	---------

Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ... ... F	50 000
---	--------

Raming voor 1981 . . . . . F	0
------------------------------	---

Vermindering . . . . . F	50 000
--------------------------	--------

De jaarlijkse belasting van 4 % in te vorderen overeenkomstig artikel 13 van de wet van 31 maart 1898 wordt vanaf 1 januari 1980 afgeschaft bij artikel 49 van de wet van 19 juli 1979 houdende wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en van het Wetboek der registratie-, hypothec- en griffierechten op het stuk van onroerende fiscaliteit. Er zijn ter zake geen overschotten van in te vorderen rechten.

**2. Kasexcedenten; bezwaren in ontvangst; belastingen geïnd nadat ze in ontlasting werden aangenomen; sommen, toekomende aan belastingplichtigen, die bij gebrek aan voldoende inlichtingen en niet tegenstaande de gepaste opzoeken aan de belanghebbenden niet konden terugbetaald worden :**

Verwezenlijkte ontvangsten :

— jaar 1978 . . . . . F	59 025 000
-------------------------	------------

— jaar 1979 . . . . . F	54 905 000
-------------------------	------------

Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ... ... F	69 950 000
---	------------

Raming van de ontvangsten voor 1981 . . . . . F	70 000 000
---	------------

Vermeerdering . . . . . F	50 000
---------------------------	--------

**Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises.**

**Art. 38.01. — Amendes en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées.**

Evaluation des recettes pour 1981 ...	... ... ... F	190 000 000
Recettes probables pour 1980 ...	... ... ...	190 000 000

Status quo.

**CHAPITRE II.****ADMINISTRATION DES DOUANES ET ACCISES.****Transfert de revenus en provenance d'autres secteurs.****Impôts indirects et prélèvements.****Art. 36.01. — Droits d'entrée.**

*Evaluation des recettes pour 1981 : 125 000 000 de francs, comme pour 1980.*

Pour 1981, il est indiqué de prendre comme base de calcul le même montant qu'en 1980, soit 14 700 millions. Compte tenu d'une part, de l'accroissement en valeur des importations de l'ordre de 10 % et d'autre part d'une diminution du volume desdites importations entraînant une perte de recettes de 250 millions, on escompte une rentrée fiscale supplémentaire de 1 250 millions.

Du nouveau montant de 15 950 millions, il y a lieu de déduire :

a) une somme de 250 millions représentant l'incidence des mesures prises en faveur des pays en voie de développement dans le cadre des préférences tarifaires généralisées;

b) une somme de 200 millions représentant l'incidence des réductions de droits d'entrée résultant des négociations commerciales multilatérales (Tokyo-round).

Dès lors les prévisions de recettes en ce qui concerne les droits d'entrée peuvent être évaluées à 15 950 millions - 450 millions = 15 500 millions pour 1981. Ces recettes seront transférées intégralement au profit du Marché commun au titre de ressources propres.

Par ailleurs, les droits C.E.C.A. peuvent être estimés à 125 millions pour l'année 1981.

**Art. 36.02. — Droits d'accise et taxe de consommation.**

Evaluation des recettes pour 1981 ...	... ... ... F	74 455 000 000
Recettes probables pour 1980 ...	... ... ...	76 525 000 000

Diminution .	... ... ... ... F	2 070 000 000
--------------	-------------------	---------------

Les prévisions de recettes globales pour 1981 s'établissent à 74 455 millions (non compris 4 455 millions affectés à l'I.N.A.M.I.).

Les prévisions des recettes en matière d'accise sont établies sur base des éléments d'imposition (volumes et valeurs) relatifs à l'année budgétaire en cours et compte tenu des données connues, susceptibles de modifier ces éléments au cours de l'année budgétaire 1981.

Compte tenu de ces éléments, le rendement des recettes en matière d'accise est estimé en 1981 à 74 455 millions contre un montant réévalué à 76 525 millions en 1980, soit une diminution de 2 070 millions.

La diminution du rendement à concurrence de 2 070 millions se décompose, par produit soumis à l'accise, comme indiqué ci-après :

— Bière ...	... ... ... ... F	+ 100 000 000
— Boissons fermentées mousseuses	... ... ...	+ 150 000 000
— Boissons fermentées de fruits	... ... ...	+ 50 000 000
— Alcools	... ... ...	+ 1 795 000 000
— Gaz liquéfiés	... ... ...	- 130 000 000
— Huiles minérales	... ... ...	- 4 150 000 000
— Tabacs fabriqués	... ... ...	+ 115 000 000

F — 2 070 000 000

La diminution du produit de l'accise sur les huiles minérales résulte de l'incidence d'une modification de la fiscalité.

**Overige inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven.****Art. 38.01. — Boeten inzake directe belastingen en ermoeidige gelijkgestelde belastingen.**

Raming van de ontvangsten voor 1981 ...	... ... F	190 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ...	... ...	190 000 000

Status-quo.

**HOOFDSTUK II.****ADMINISTRATIE DER DOUANE EN ACCIJNZEN.****Inkommensoverdrachten van andere sectoren.****Indirecte belastingen en heffingen.****Art. 36.01. — Invoerrechten.**

*Raming van de ontvangsten voor 1981 : 125 000 000 frank, zoals voor 1980.*

Voor 1981 lijkt het aangewezen als berekeningsbasis hetzelfde bedrag te nemen als in 1980, hetzij 14 700 miljoen. Rekening houdend enerzijds met een groei van 10 % van de ingevoerde waarde en anderzijds met een volumevermindering van de invoer overeenkomend met een minderopbrengst van 250 miljoen, mag op een bijkomende fiscale ontvangst van 1 250 miljoen worden gerekend.

Het nieuwe bedrag van 15 950 miljoen moet worden verminderd met :

a) een som van 250 miljoen als gevolg van de weerslag van de maatregelen in het kader van de Algemene Tariefpreferenties ten voordele van de ontwikkelingslanden;

b) een som van 200 miljoen zijnde de minderopbrengst aan invoerrechten als gevolg van de multilaterale handelsonderhandelingen (Tokyo-round).

Derhalve kunnen de vooruitzichten inzake ontvangsten aan invoerrechten voor 1981 worden geraamd op 15 950 miljoen - 450 miljoen = 15 500 miljoen. Deze ontvangsten zullen integraal als eigen ontvangst aan de E.E.G. worden afgedragen.

Bovendien kunnen voor het jaar 1981 de E.G.K.S.-invoerrechten worden geschat op 125 miljoen.

**Art. 36.02. — Accijnzen en verbruikstaks.**

Raming van de ontvangsten voor 1981 ...	... ... F	74 455 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ...	... ...	76 525 000 000

Vermindering ...	... ... ... ... F	2 070 000 000
------------------	-------------------	---------------

De totale ontvangsten voor 1981 worden geraamd op 74 455 miljoen (niet inbegrepen 4 455 miljoen aan het R.I.Z.I.V. geaffecteerd).

De raming van de accijnzontvangsten wordt opgemaakt aan de hand van de belastingsgegevens (volume en waarde) betreffende het lopend begrotingsjaar, en rekening houdende met de reeds gekende gegevens die deze elementen in de loop van het begrotingsjaar 1981 kunnen wijzigen.

Steunend op deze gegevens, mag voor 1981, een opbrengst van de accijnzontvangsten worden verwacht van 74 455 miljoen, hetzij een vermindering van 2 070 miljoen ten overstaan van het voor 1980 herschatte bedrag van 76 525 miljoen.

De vermindering van de opbrengst van 2 070 miljoen is per accijnsproduct, als volgt samengesteld :

— Bier ...	... ... ... ... F	+ 100 000 000
— Mousserende gegiste dranken	... ... ...	+ 150 000 000
— Gegiste vruchtdranken	... ... ...	+ 50 000 000
— Alcohol	... ... ...	+ 1 795 000 000
— Vloeibaar gas	... ... ...	- 130 000 000
— Minerale olie	... ... ...	- 4 150 000 000
— Gefabriceerde tabak	... ... ...	+ 115 000 000

F — 2 070 000 000

De minderopbrengst van de accijns op minerale olie is toe te schrijven aan de wijziging van de fiscaliteit.

**Art. 36.03. — Taxe d'ouverture sur les débits de boissons fermentées ou spiritueuses.**

Evaluation des recettes pour 1981	...	...	F	670 000 000
Recettes probables pour 1980	...	...	...	420 000 000

Augmentation	...	...	...	F	250 000 000
--------------	-----	-----	-----	---	-------------

La prévision du rendement de l'impôt est établie à 670 millions pour 1981.

La majoration de 250 millions par rapport au montant réévalué pour 1980 représente le rendement probable du droit de licence autorisant le débit de boissons alcoolisées de plus de 22 pour cent de titre alcoométrique.

**Art. 36.04. — Recettes diverses et accidentnelles.**

Evaluation des recettes pour 1981	...	...	F	100 000 000
Recettes probables pour 1980	...	...	...	95 000 000

Augmentation	...	...	...	F	5 000 000
--------------	-----	-----	-----	---	-----------

a) Solde éventuel à encaisser par la Belgique sur les recettes communes avec le Grand-Duché de Luxembourg (*pour mémoire*).

Néant, en raison du fait que le décompte des recettes communes avec le Grand-Duché de Luxembourg présentera un solde défavorable à la Belgique.

b) Solde éventuel à encaisser par la Belgique sur les recettes communes avec le Grand-Duché de Luxembourg en ce qui concerne les droits d'accise sur les alcools (*pour mémoire*).

Néant.

c) Solde éventuel à encaisser par la Belgique et résultant de l'unification des droits d'accise dans le cadre de Benelux (*pour mémoire*).

Néant, en raison du fait que le décompte des droits d'accise afférents à des produits pour lesquels ces droits ont été unifiés dans le cadre de Benelux présentera vraisemblablement un solde positif pour la Hollande.

**d) Droit d'expertise.**

Il s'agit de droits perçus lors du contrôle des produits de la pêche, des viandes, graisses et issues. Compte tenu des recettes en 1979 les recettes atteindront vraisemblablement 90 millions en 1981.

**e) Recettes extraordinaires et accidentnelles, forcements en recettes, etc.**

Cette rubrique est alimentée principalement par le produit de la vente de marchandises abandonnées. Estimation : 10 000 000 de francs.

**Art. 38.01. — Produits du contentieux.**

Evaluation des recettes pour 1981	...	...	F	95 000 000
Recettes probables pour 1980	...	...	...	90 000 000

Augmentation	...	...	...	F	5 000 000
--------------	-----	-----	-----	---	-----------

Sur la base des éléments connus, il est à prévoir que les recettes de 1981 atteindront quelque 95 millions.

### CHAPITRE III.

#### ADMINISTRATION DE LA T.V.A. DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.

##### Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs.

###### Impôts indirects et prélèvements.

###### Taxe sur la valeur ajoutée, droits de timbre et taxes assimilées au timbre (36.01).

Evaluation des recettes pour 1981	...	...	F	273 702 000 000
Recettes probables pour 1980	...	...	...	253 015 000 000

Augmentation	...	...	...	F	20 687 000 000
--------------	-----	-----	-----	---	----------------

Compte tenu de l'évolution de la masse imposable, des recettes acquises au terme des neuf premiers mois de 1980 et de l'incidence des mesures fiscales contenues dans la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, dans les arrêtés royaux modifiant les taux de perception de la T.V.A. et des mesures résultant de l'adaptation de la fiscalité sur certains produits énergétiques, le rendement global pour l'année 1980 a été réestimé à 253 015 millions de francs.

**Art. 36.03. — Openingsbelasting op de slijterijen van gegiste of van geestrike dranken.**

Raming der ontvangsten voor het jaar 1981	...	...	F	670 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980	...	...	...	420 000 000

Vermeerdering	...	...	...	F	250 000 000
---------------	-----	-----	-----	---	-------------

De belastingopbrengst voor 1981 is vastgesteld op 670 miljoen.

De vermeerdering van 250 miljoen ten overstaan van het voor 1980 herschatte bedrag vertegenwoordigt het vermoedelijk rendement van het vergunningsrecht voor het slijten van alcoholhoudende dranken van meer dan 22 percenten alcoholgehalte.

**Art. 36.04. — Diverse en toevallige ontvangsten.**

Raming der ontvangsten voor 1981	...	...	F	100 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980	...	...	...	95 000 000

Vermeerdering	...	...	...	F	5 000 000
---------------	-----	-----	-----	---	-----------

a) Eventueel saldo door België te incasseren op de gemeenschappelijke ontvangsten met het Groothertogdom Luxemburg (*pro memoria*).

Nihil daar verwacht wordt dat de afrekening van de gemeenschappelijke ontvangsten met het Groothertogdom Luxemburg een nadelig saldo voor België zal vertonen.

b) Eventueel saldo door België te incasseren op de gemeenschappelijke ontvangsten met het Groothertogdom Luxemburg wat betreft de alcoholaccijns (*pro memoria*).

Nihil.

c) Eventueel saldo door België te incasseren ingevolge de unificatie der accijnen in het kader van Benelux (*pro memoria*).

Nihil daar verwacht wordt dat de verrekening van de accijns in verband met produkten waarvoor een gemeenschappelijke accijns bestaat in het kader van Benelux een batig saldo zal vertonen voor Nederland.

**d) Keuringsrechten.**

Het betreft hier rechten geïnd voor controle op visserijprodukten, vlees, vet en afval. Rekening houdend met de inningen over 1979 zullen ontvangsten in 1981 waarschijnlijk 90 miljoen bereiken.

e) Buitengewone en toevallige ontvangsten, bezwaringen in ontvangst, enz.

Deze rubriek slaat bijzonder op de opbrengst van achtergelaten goederen. Raming : 10 000 000 frank.

**Art. 38.01. — Opbrengst der contentieuze zaken.**

Raming der ontvangsten voor 1981	...	...	F	95 000 000
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980	...	...	...	90 000 000

Vermeerdering	...	...	...	F	5 000 000
---------------	-----	-----	-----	---	-----------

Op basis van de reeds beschikbare gegevens mag worden aangenomen dat de ontvangsten in 1981 nagenoeg 95 miljoen zullen bereiken.

### HOOFDSTUK III.

#### ADMINISTRATIE VAN DE B.T.W. REGISTRATIE EN DOMEINEN.

##### Inkomensoverdrachten van andere sectoren.

###### Indirecte belastingen en heffingen.

###### Belasting over de toegevoegde waarde, zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen (36.01).

Raming ontvangsten voor 1981	...	...	F	273 702 000 000
Voorziene ontvangsten voor 1980	...	...	...	253 015 000 000

Verhoging	...	...	...	...	F	20 687 000 000
-----------	-----	-----	-----	-----	---	----------------

Rekening houdend met de evolutie van de belastbare massa en de ontvangsten op het einde van de eerste negen maanden van 1980 en de weerslag van de fiscale maatregelen begrepen in de wet van 8 augustus 1980 met betrekking tot de begrotingsvoorstellingen 1979-1980 en in de koninklijke besluiten inzake de verhoging van de B.T.W.-tarieven, alsmede de aanpassing van de fiscaliteit op bepaalde energieprodukten, is de globale opbrengst voor het jaar 1980 herschat geworden op 253 015 miljoen frank.

L'estimation du rendement de la T.V.A., des droits de timbre et des taxes y assimilées pour 1981 a été calculée au départ des réalisations probables de 1980 et en fonction des prévisions de croissance économique retenues par le Gouvernement.

Compte tenu de ces prévisions et sur la base de la législation appliquée en 1980, le rendement en régime de croisière de la T.V.A. y compris l'incidence budgétaire des efforts poursuivis en vue d'une meilleure perception de l'impôt peut être estimé pour 1981 à ... ... ... ... ... F 275 952 000 000

Le rendement des droits de timbre et des taxes y assimilées a été évalué à ... ... ... ... ... F 14 191 000 000

F 290 143 000 000

Par ailleurs, l'incidence complémentaire en 1981 des mesures fiscales contenues dans la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 en ce compris la détaxation des investissements et les arrêtés royaux modifiant les taux de perception de la T.V.A. est estimée à ... ... ... ... ... F - 2 221 000 000

Quant à l'incidence complémentaire en 1981 de l'adaptation de la fiscalité sur certains produits énergétiques elle est estimée à ... ... ... ... ... F 12 490 000 000

La recette totale s'élève dès lors à ... ... ... ... F 300 412 000 000

Après déduction des ressources propres versées aux Communautés Européennes (18 800 millions) et des recettes affectées au service financier de la Dette publique, au Fonds de promotion des transports publics, à l'Institut national d'assurance maladie et invalidité et compte tenu de l'incidence du programme de redressement économique et social du gouvernement, la recette au titre des Voies et Moyens est estimée à 273 702 millions de francs.

#### *Droits d'enregistrement (art. 36.02).*

Evaluation des recettes pour 1981 ... ... ... ... F 24 500 000 000  
Recettes probables pour 1980 ... ... ... ... 22 500 000 000

Augmentation ... ... ... ... F 2 000 000 000

En 1979, le produit des droits d'enregistrement a atteint un montant de 25 664 millions de francs. Les résultats de la fin de l'année, principalement celui du mois de décembre, ont toutefois été influencés par un certain nombre de recettes exceptionnelles.

Pour les neuf premiers mois de 1980 les recettes de droits d'enregistrement déjà acquises accusent par rapport à celles de la période correspondante de 1979 une diminution de 5%. Il y a toutefois lieu d'observer notamment qu'une grande partie des recettes exceptionnelles de fin 1979 auraient normalement été effectuées au cours du premier semestre 1980 mais aussi que de telles recettes ont encore été faites tout au début de 1980.

D'autre part, la majoration — avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1980 — du maximum du revenu cadastral autorisé pour l'obtention du droit réduit d'enregistrement en matière de ventes d'habitations modestes entraîne pour 1980 une diminution assez sensible de la recette nette.

Compte tenu de ce qui précède, et de l'ensemble des éléments, actuellement assez défavorables, déterminant l'évolution du marché immobilier dont provient la majeure partie des recettes du droit d'enregistrement, il semble que le montant total des recettes de 1980 sera nettement inférieur au montant de la prévision initiale pour cette année, et que ce dernier montant doit être ramené à 22 500 millions de francs.

Pour 1981, il est permis de supposer, en escomptant une amélioration du marché immobilier et compte tenu, notamment, par ailleurs, des restitutions qui ne seraient opérées qu'en 1981 à la suite de l'application avec effet rétroactif de la mesure susvisée en matière d'habitations modestes que l'accroissement par rapport à 1980 sera de l'ordre de 8,9 %, ce qui correspond à une prévision de 24 500 millions de francs.

#### *Autres recettes (articles 36.03, 36.04, 36.05, 37.01, 38.01 et 38.02).*

Evaluation des recettes pour l'année 1981 ... ... F 4 200 000 000

Recettes probables pour l'année 1980 ... ... 3 780 000 000

Augmentation ... ... ... ... F 420 000 000

De geraamde opbrengst aan B.T.W., zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taken voor 1981, werd berekend op basis van de waarschijnlijke ontvangsten voor 1980 en met inachtneming van de voorzieningen van de door de Regering weerhouden economische groei.

Rekening houdend met deze voorzieningen en op basis van de in 1980 toegepaste wetgeving, kan de normale opbrengst aan B.T.W., met inbegrip van de budgettaire weerslag als gevolg van de inspanning met het oog op een betere heffing van de belasting, voor het jaar 1981 geraamd worden op ... ... F 275 952 000 000

De opbrengst van de zegelrechten en de met het zegel gelijkgestelde taken werd geraamd op ... ... 14 191 000 000

F 290 143 000 000

Anderzijds, zal de bijkomende weerslag in 1981 van de fiscale maatregelen begrepen in de wet van 8 augustus 1980 betreffende de begrotingsvoorstellen 1979-1980, hierin vervat de afschaffing van de belasting op de investeringen en de koninklijke besluiten inzake de verhoging van de B.T.W.-tarieven een budgettaire minderontvangst tot gevolg hebben, geraamd op F - 2 221 000 000

De bijkomende weerslag van de aanpassing van de fiscaliteit op bepaalde energieproducten zal daarengegaamd op ... ... ... ... ... 12 490 000 000

De globale ontvangst wordt bijgevolg geraamd op ... ... ... ... ... F 300 412 000 000

Na aftrek van de eigen middelen, afgedragen aan de Europese Gemeenschappen (18 800 miljoen) en van de geaffecteerde ontvangsten aan de financiële dienst van de Rijksschuld, aan het Fonds ter bevordering van het openbaar vervoer, aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering en rekening houdend met de weerslag van het economisch en sociaal herstelprogramma van de regering, wordt de ontvangst van de Rijksmiddelen geraamd op 273 702 miljoen frank.

#### *Registratierechten (art. 36.02).*

Raming der ontvangsten voor 1981 ... ... ... F 24 500 000 000  
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ... ... ... 22 500 000 000

Vermeerdering ... ... ... ... F 2 000 000 000

In 1979 heeft de opbrengst van de registratierechten een bedrag van 25 664 miljoen frank bereikt. De resultaten van het einde van het jaar, en voornamelijk van de maand december, werden echter beïnvloed door een zeker aantal uitzonderlijke ontvangsten.

Voor de eerste negen maanden van 1980 vertonen de reeds verworven ontvangsten uit hoofde van registratierechten, in vergelijking met deze van de overeenkomstige periode van 1979, een vermindering van 5 %. Er dient echter opgemerkt dat een groot gedeelte van de uitzonderlijke ontvangsten van het einde van 1979 normaal zouden gedaan zijn geweest in de loop van het eerste semester van 1980, maar dat dergelijke ontvangsten ook nog plaats hadden in het begin van 1980.

Anderzijds zal de verhoging — met terugwerkende kracht op 1 januari 1980 — van het toegelaten maximum kadastral inkomen voor de verkrijging van het verminderd registratierecht inzake de verkopen van bescheiden woningen, voor 1980 reeds een aanzienlijke vermindering van de netto-opbrengst met zich meebrengen.

Rekening houdend met hetgeen voorafgaat en met het geheel van de thans nogal ongunstige elementen die de evolutie bepalen van de onroerende markt, die het grootste deel van de ontvangsten der registratierechten oplevert, blijkt dat het totaal bedrag van de ontvangsten voor 1980 gevoelig lager zal liggen dan het bedrag van de oorspronkelijke vooruitzichten voor dit jaar, en dat dit laatste bedrag moet worden teruggebracht tot 22 500 miljoen frank.

Voor 1981 mag men veronderstellen dat, in de hoop van een verbetering in de toestand van de onroerende markt en rekening houdende, anderzijds, onder meer, met de terugval ingevolge de toepassing met terugwerkende kracht van de voormelde maatregel inzake bescheiden woningen, die in 1981 zouden plaatshebben, de groei in vergelijking met 1980 ongeveer 8,9 % zal bedragen, dat overeenstemt met een raming van 24 500 miljoen frank.

#### *Andere ontvangsten (artikelen 36.03, 36.04, 36.05, 37.01, 38.01 en 38.02).*

Raming der ontvangsten voor het jaar 1981 ... F 4 200 000 000

Vermoedelijke ontvangsten voor het jaar 1980 ... 3 780 000 000

Vermeerdering ... ... ... ... F 420 000 000

Ces montants se décomposent comme suit :  
(En millions de francs.)

Deze bedragen worden onderverdeeld als volgt :  
(In miljoenen frank.)

Art.	Nature de l'impôt — <i>Aard van de belasting</i>	Prévision pour 1981 <i>Raming voor 1981</i>	Recouvrement des six premiers mois de 1980 (chiffres ronds)	Recettes probables pour 1980 <i>Vermoedelijke ontvangsten voor 1980</i>
			<i>Invoordering van eerste zes maanden van 1980 (afgeronde cijfers)</i>	
36.03	369 Droits de greffe. — <i>Grijferechten</i> ... ... ... ...	420	233	355
36.04	369 Droits d'hypothèque. — <i>Hypotheekrechten</i> ... ... ...	570	339	482
36.05	369 Droits et amendes en matière d'assistance judiciaire et de procédure gratuite. — <i>Rechten en boeten inzake gerechtelijke bijstand en kosteloze rechtspleging</i> ... ...	8	6	8
37.01	372 Taxe sur les associations sans but lucratif ('). — <i>Taks op de verenigingen zonder winstoogmerken</i> ('') ... ...	342	289	290
38.01	381 Amendes en matière d'impôts. — <i>Boeten inzake belastingen</i> ... ... ... ... ... ...	1 220	756	1 120
38.02	381 Amendes de condamnations en matières diverses. — <i>Boeten van veroordelingen in allerhande zaken</i> ... ...	1 640	1 129	1 525
<b>Totaux. — Totalen ... ...</b>		<b>4 200</b>	<b>2 752</b>	<b>3 780</b>

(<sup>1</sup>) Le recouvrement de cette taxe a lieu normalement au début de l'année (taxe exigible le 31 mars).

(<sup>1</sup>) De invordering van deze taks geschiedt normaal in het begin van het jaar (taks invorderbaar op 31 maart).

## Section II. — Recettes non fiscales.

### CHAPITRE I. MINISTÈRE DES FINANCES.

#### § 1. Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

**Art. 11.01/1 a).** — *Remboursement de traitements, salaires liquidés indûment.*

Evaluation pour 1981	... ... ...	1 507 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980	... ...	1 507 000 000 de francs.
Mouvement	... ... ...	néant.

Malgré une augmentation de 1978 à 1979 du montant total des salaires versés (coefficent d'augmentation de 1,06), les remboursements ont accusé une diminution de 1978 à 1979 (coefficent de diminution de 0,9150). Les évaluations de recettes pour 1980 ayant été basées sur les recettes probables de 1979 augmentées de 2,5 %, il semble raisonnable de maintenir en 1981 le montant retenu pour 1980.

**Art. 11.01/1.b).** — *Remboursements de pensions liquidées indûment.*

Evaluation pour 1981	... ... ...	246 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980	... ...	246 000 000 de francs.
Mouvement	... ... ...	néant.

Malgré une augmentation de 1978 à 1979 du montant total des pensions versées (coefficent d'augmentation de 1,087), les remboursements ont accusé une diminution de 1978 à 1979 (coefficent de diminution de 0,98). Les évaluations de recettes pour 1980 ayant été basées sur les recettes probables de 1979 augmentées de 2,5 %, il apparaît raisonnable de maintenir en 1981 le montant retenu pour 1980.

**Art. 11.01/2. — Remboursements de traitements liquidés par les départements ministériels au profit de fonctionnaires et agents détachés dans les organismes parastataux, interalliés, etc., ou mis en disponibilité pour mission syndicale et autres.**

Evaluation pour 1981	... ... ...	684 500 000 francs.
Recettes probables pour 1980	... ...	533 000 000 de francs.
Augmentation	... ... ...	151 500 000 francs.

Les recettes ayant enregistré une augmentation de 1978 à 1979 (coefficent d'augmentation de 1,2843) et les évaluations de recettes pour 1980 ayant été basées sur les recettes probables de 1979 augmentées de 2,5 %, il apparaît raisonnable d'affecter le montant retenu pour 1980, soit 533 millions du coefficient d'augmentation repris ci-dessus, ce qui donne 684,5 millions.

**Art. 12.01. — Versement au Trésor des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds.**

Evaluation pour 1981	... ... ...	480 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980	... ...	510 000 000 de francs.
Diminution	... ... ...	30 000 000 de francs.

Faute de justification suffisante, les prévisions ont été basées sur les recettes de l'année 1979.

**Art. 16.01. — Frais de perception remboursés par les Communautés européennes à charge des recettes effectuées pour leur compte.**

Evaluation pour 1981	... ... ...	1 400 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980	... ...	1 482 000 000 de francs.
Diminution	... ... ...	82 000 000 de francs.

La prévision pour l'année budgétaire de 1981 a été basée sur le montant des ressources propres qui sont évaluées à 24 000 millions de

## Sectie II. — Niet-fiscale ontvangsten.

### HOOFDSTUK I. MINISTERIE VAN FINANCIEN.

#### § 1. Administratie van Thesaurie en Staatsschuld.

**Art. 11.01/1 a).** — *Terugbetaling van wedden, salarissen, ten onrechte uitgekeerd.*

Raming voor 1981	... ... ...	1 507 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980	... ...	1 507 000 000 frank.
Beweging	... ... ...	nihil.

Niettegenstaande een verhoging van 1978 tot 1979 van het globaal bedrag van de gestorte wedden (verhogingscoëfficiënt 1,06) werd door de terugstortingen een vermindering vastgesteld van 1978 tot 1979 (verminderingcoëfficiënt van 0,9150). Daar de ontvangstenraming voor 1980 gebaseerd werd op de globale ontvangsten van 1979 verhoogd met 2,5 %, lijkt het redelijk in 1981 het bedrag weghouden voor 1980 te handhaven.

**Art. 11.01/1 b).** — *Terugbetaling van pensioenen ten onrechte uitgekeerd.*

Raming voor 1981	... ... ...	246 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980	... ...	246 000 000 frank.
Beweging	... ... ...	nihil.

Niettegenstaande de verhoging van 1978 tot 1979 van het totaal bedrag van de gestorte pensioenen (verhogingscoëfficiënt 1,087) hebben de terugbetalingen van 1978 tot 1979 een vermindering ondergaan (verminderingcoëfficiënt van 0,98). Daar de ontvangstenraming voor 1980 gebaseerd werd op de globale ontvangst van 1979, verhoogd met 2,5 % lijkt het redelijk het bedrag voorzien voor 1980, voor 1981 te handhaven.

**Art. 11.01/2. — Terugbetalingen van wedden uitbetaald door de ministériële departementen, ten bate van bij parastatale, intergeallieerde, enz., organismen gedetacheerde of voor syndicale en andere opdrachten ter beschikking gestelde ambtenaren en beambten.**

Raming voor 1981	... ... ...	684 500 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980	... ...	533 000 000 frank.
Vermeerdering	... ... ...	151 500 000 frank.

Voor de ontvangsten van 1978 tot 1979 werd een verhoging vastgesteld (zijnde verhogingscoëfficiënt van 1,2843). Daar de ontvangstenraming voor 1980 gebaseerd werd op de globale ontvangsten van 1979 verhoogd met 2,5 %, lijkt het redelijk in 1981 het voorgestelde bedrag van 533 miljoen voor 1980 bij te voegen bij de verhogingscoëfficiënt hierboven vermeld, zijnde 684,5 miljoen.

**Art. 12.01. — Storting aan de Schatkist van niet aangewende sommen door de rekenplichtigen die hun verrichtingen doen door middel van fondsenvoorschotten.**

Raming voor 1981	... ... ...	480 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980	... ...	510 000 000 frank.
Vermindering	... ... ...	30 000 000 frank.

Bij ontstentenis van voldoende gegevens werden de vooruitzichten opgemaakt volgens de ontvangsten voor het jaar 1979.

**Art. 16.01. — Inningskosten terugbetaald door de Europese Gemeenschappen ten laste van de voor hun rekening uitgevoerde ontvangsten.**

Raming voor 1981	... ... ...	1 400 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980	... ...	1 482 000 000 frank.
Vermindering	... ... ...	82 000 000 frank.

De raming voor het begrotingsjaar 1981 werd gebaseerd op het bedrag der eigen middelen die geraamd worden op 24 000 miljoen

francs belges en tenant compte d'une affectation partielle des sommes remboursées au profit du Fonds agricole.

**Art. 26.01. — Intérêts dus à l'Etat en provenance des entreprises.**

Evaluation des recettes ... ... ...	357 704 000 francs.
Recettes probables pour 1980 ... ...	363 764 000 francs.
Diminution ... ... ...	6 060 000 francs.

**Art. 26.01/1. — Intérêts des obligations participantes de la Société Nationale des Chemins de fer belges remises à l'Etat :**

**1<sup>e</sup> en exécution de la convention annexée à la loi du 22 janvier 1932;**

**2<sup>e</sup> conformément aux dispositions de la convention du 20 septembre 1935, aux termes de laquelle le Gouvernement avance les fonds nécessaires à la construction de voitures métalliques pour voyageurs.**

Evaluation des recettes : 9 700 000 francs,  
comme pour les recettes probables de 1980.

**1<sup>e</sup>** La convention du 22 janvier 1932 prévoit que la dépense totale de 665 millions de francs pour le renouvellement de voitures pour voyageurs, sera supportée à concurrence de 412 millions de francs par l'Etat et, pour le surplus, par le Fonds de renouvellement de la Société Nationale.

La part d'intervention de l'Etat sera couverte au moyen d'emprunts à émettre par la Société Nationale. L'Etat recevra, au fur et à mesure des émissions, un capital nominal en obligations participantes de la Société Nationale, donnant droit à un intérêt fixe de 2 % l'an et à un intérêt variable égal au dividende variable distribué pour l'année en cours aux actions privilégiées de la Société Nationale.

C'est ainsi que sur un capital nominal de 358 305 187 francs, des intérêts pour un montant de 7 166 104 francs sont prévus.

**2<sup>e</sup>** En exécution de l'article 4 de la convention du 20 septembre 1935 entre l'Etat et la Société Nationale des Chemins de fer belges, relative à la construction de voitures métalliques pour voyageurs, une avance de 280 millions de francs a été mise à la disposition de la Société Nationale au taux d'intérêt de 1 % l'an, soit 2 800 000 francs – 280 000 francs (précompte mobilier 10 %) = 2 520 000 francs.

**Art. 26.01/2. — Intérêts compris dans les annuités à payer au Trésor par la Société Nationale du Logement et la Société nationale terrienne du chef des souscriptions de l'Etat aux emprunts émis par ces organismes en vertu de l'arrêté royal du 10 décembre 1970 contenant le Code du logement, confirmé par la loi du 2 juillet 1971.**

Evaluation des recettes ...	158 900 000 francs,
contre ... ... ...	162 200 000 francs pour 1980;
diminution ... ... ...	3 300 000 francs.

Les souscriptions en question s'élèvent au total à 4 005 160 000 francs pour la Société Nationale du Logement et à 713 850 000 francs pour la Société nationale terrienne.

Les capitaux souscrits sont remboursables en 66 ans par la première de ces sociétés, en 30 ans par la seconde, suivant annuités calculées au taux d'intérêt de 4,50 % l'an. A ce taux, les intérêts simples compris dans les annuités s'élèveront en 1981 à 158 907 285 francs (tableaux d'amortissement).

**Art. 26.01/3. — Intérêts dus à l'Etat sur les avances consenties à la Société Nationale des Chemins de fer belges :**

**1<sup>e</sup> conformément aux dispositions de la convention du 18 mai 1956;**  
**2<sup>e</sup> conformément aux dispositions de la convention du 22 août 1956.**

Evaluation des recettes : 4 200 000 francs, comme pour 1980.

En exécution de l'article 4 des conventions des 18 mai et 22 août 1956 entre l'Etat et la Société Nationale des Chemins de fer belges, relatives à l'exécution des travaux et l'acquisition du matériel en vue de la résorption du chômage, des avances de 383 000 000 et de 34 300 000 francs ont été mises à la disposition de la Société Nationale, au taux d'intérêt de 1 % l'an, respectivement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1958 et du 1<sup>er</sup> janvier 1959.

Belgische frank en rekening houdend met een gedeelteleke affectatie van deze terugbetaalde sommen aan het Landbouwfonds.

**Art. 26.01. — Interesten aan de Staat verschuldigd, herkomstig van de bedrijven.**

Raming der ontvangsten ... ... ...	357 704 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980	363 764 000 frank.
Vermindering ... ... ...	6 060 000 frank.

**Art. 26.01/1. — Interesten op de winstdelende obligaties van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen, aangegeven aan de Staat :**

**1<sup>e</sup> in uitvoering van de overeenkomst gehecht aan de wet van 22 januari 1932;**

**2<sup>e</sup> krachtens de bepalingen van de overeenkomst van 20 september 1935 luidens welke de Staat de nodige fondsen voorschiet voor het bouwen van metalen personenwagens.**

Raming der ontvangsten : 9 700 000 frank,  
zoals voor de vermoedelijke ontvangsten van 1980.

**1<sup>e</sup>** De overeenkomst van 22 januari 1932 bepaalt dat de totale uitgave van 665 miljoen frank, voor het vernieuwen van reizigersrijtuigen, tot beloop van 412 miljoen frank zal gedragen worden door de Staat en voor het overschat, door het vernieuwingsfonds van de Nationale Maatschappij.

Het deel van de Staatstussenkomst zal gedekt worden door middel van leningen door de Nationale Maatschappij uit te geven. De Staat zal, naargelang van de uitgiften, een nominale kapitaal ontvangen in winstdelende obligatien van de Nationale Maatschappij, rechtgevende op een vaste rente van 2 % 's jaars en op een veranderlijke interest gelijk aan het veranderlijk dividend dat voor het lopend jaar aan de preferente aandelen van de Nationale Maatschappij toegekend wordt.

Aldus worden op een nominale kapitaal van 358 305 187 frank voor een bedrag van 7 166 104 frank aan interesten in het vooruitzicht gesteld.

**2<sup>e</sup>** In uitvoering van artikel 4 der overeenkomst van 20 september 1935 tussen de Staat en de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen, betreffende het bouwen van metalen reizigersrijtuigen, werd een voorschot van 280 miljoen frank ter beschikking van de Nationale Maatschappij gesteld tegen een interest van 1 % 's jaars, zegge 2 800 000 frank – 280 000 frank (10% voorheffing) = 2 520 000 frank.

**Art. 26.01/2. — Interesten begrepen in de annuiteten aan de Schatkist verschuldigd door de Nationale Maatschappij voor de huisvesting en door de Nationale Landmaatschappij uit hoofde van de inschrijvingen van de Staat op de door deze maatschappijen uitgegeven leningen, krachtens het koninklijk besluit van 10 december 1970, houdende de Huisvestingscode, bekrachtigd door de wet van 2 juli 1971.**

Raming der ontvangsten ...	158 900 000 frank,
tegen ... ... ...	162 200 000 frank voor 1980;
vermindering ...	3 300 000 frank.

De inschrijvingen waarvan sprake bedragen in totaal 4 005 160 000 frank voor de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en 713 850 000 frank voor de Nationale Landmaatschappij.

De ingeschreven kapitalen zijn terugbetaalbaar in 66 jaar voor de eerste maatschappij en voor de tweede in 30 jaar, volgens annuiteten berekend tegen de interestvoet van 4,50 % 's jaars. Op basis van deze interestvoet, zullen de enkelvoudige interesten begrepen in de annuiteten voor het jaar 1981, 158 907 285 frank bedragen (aflossingstabellen).

**Art. 26.01/3. — Interesten verschuldigd aan de Staat op de aan de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen toegestane voorbeschotten :**

**1<sup>e</sup> krachtens de bepalingen van de overeenkomst van 18 mei 1956;**  
**2<sup>e</sup> krachtens de bepalingen van de overeenkomst van 22 augustus 1956.**

Raming der ontvangsten : 4 200 000 frank, zoals voor 1980.

In uitvoering van artikel 4 van de overeenkomsten van 18 mei en 22 augustus 1956 tussen de Staat en de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen betrekkelijk de uitvoering van werken en de aanschaffing van materieel met het oog op de opslorping van de werkloosheid, werden aan de Nationale Maatschappij voorschotten ten bedrage van 383 000 000 en 34 300 000 frank toegekend, tegen een interest van 1 % 's jaars, respectievelijk verschuldigd sedert 1 januari 1958 en 1 januari 1959.

**Art. 26.01/4. — Intérêts revenant à l'Etat sur avances ou prêts consentis à la Division « Le Logis militaire » de l'Office Central d'action sociale et culturelle (O.C.A.S.C.).**

Evaluation des recettes ...	35 100 000 francs,
contre ...	35 400 000 francs pour 1980;
diminution ...	300 000 francs.

Conformément à l'article 7 de la loi du 3 juillet 1953, le Gouvernement est autorisé à consentir à la Division « Le Logis militaire » de l'O.C.A.S.C., des avances récupérables et en vertu de l'article 2 de l'arrêté royal du 7 septembre 1953 les conditions en sont fixées de commun accord entre le Ministre de la Défense nationale et le Ministre des Finances.

Au 31 décembre 1979, des crédits pour un montant total de 2 316 665 956 francs lui ont été accordés sur les budgets du Ministère de la Défense nationale de 1953 à 1977.

Tenant compte des intérêts dus, d'après les tableaux d'amortissement, sur les avances accordées durant les années 1953 à 1977, on peut évaluer à 35 092 722 francs le montant total des intérêts dus au Trésor au 31 décembre 1981.

**Art. 26.01/5. — Intérêts compris dans l'annuité à payer au Trésor par la Société nationale terrienne du chef :**

- 1<sup>e</sup> des avances qui lui ont été faites par l'Etat et
- 2<sup>e</sup> de l'emprunt qu'elle a été autorisée à contracter sous la garantie de l'Etat (loi du 29 mars 1949).

Evaluation des recettes ...	5 600 000 francs,
contre ...	5 700 000 francs pour 1980;
diminution ...	100 000 francs.

Les capitaux mis par l'Etat à la disposition de la Société nationale terrienne en vue de ses opérations se sont élevés à 800 250 000 francs.

En outre, un emprunt de 20 000 000 de francs a été émis sous la garantie de l'Etat (loi du 29 mars 1949).

Tous ces capitaux sont remboursables à l'Etat par des annuités (amortissement et intérêt) calculées aux taux d'intérêt de base de 1 % et 1,25 %.

Au 31 décembre 1981, ces intérêts s'élèveront à 5 590 256 francs.

**Art. 26.01/6. — Intérêts compris dans l'annuité à payer au Trésor par la Société Nationale du Logement, du chef des avances qui lui ont été faites par l'Etat et des emprunts successifs qu'elle a été autorisée à contracter sous la garantie de l'Etat, antérieurement à la loi du 15 avril 1949.**

Evaluation des recettes ...	27 100 000 francs,
contre ...	27 900 000 francs pour 1980;
diminution ...	800 000 francs.

Les capitaux mis par l'Etat à la disposition de la Société Nationale du Logement, se sont élevés à 2 330 641 000 francs (avances directes du Trésor).

Antérieurement à la loi du 15 avril 1949, des emprunts, au total de 2 096 332 000 francs, ont été émis par la Société Nationale sous la garantie de l'Etat.

Avances et emprunts donnent lieu, au profit de l'Etat, à une recette d'intérêts qui, pour 1981, s'élèvera à 27 063 380 francs (suivant les tableaux d'amortissement).

**Art. 26.01/7. — Intérêts dus à l'Etat du chef des avances consenties à la Société Nationale des Chemins de fer Belges jusqu'au 31 décembre 1945 pour un total de F 452 834 083,77.**

Evaluation des recettes : 15 849 000 francs, comme pour 1980.  
Intérêts à 3,5 % à encaisser.

**Art. 26.01/8. — Intérêts compris dans l'annuité à payer au Trésor par la Société nationale terrienne du chef des emprunts, au montant de 120 millions de francs, qu'elle a été autorisée à contracter sous la garantie de l'Etat (arrêté royal du 6 janvier 1961).**

Evaluation des recettes ...	355 000 francs,
contre ...	485 000 francs pour 1980;
diminution ...	130 000 francs.

**Art. 26.01/4. — Interesten verschuldigd door de Afdeling « Het Militair Tehuis » van de Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Actie (C.D.I.S.C.A.) uit hoofde van de door de Staat verstrekte voorschotten of leningen.**

Raming der ontvangsten ...	35 100 000 frank,
tegen ...	35 400 000 frank voor 1980;
vermindering ...	300 000 frank.

Krachtens artikel 7 van de wet van 3 juli 1953 is de Regering gemachtigd aan de Afdeling « Het Militair Tehuis » van de C.D.I.S.C.A. terugvorderbare voorschotten toe te staan en krachtens artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 september 1953 dienen de voorwaarden ervan bepaald in gemeen overleg tussen de Minister van Landsverdediging en de Minister van Financiën.

Op 31 december 1979 werden kredieten voor een totaal bedrag van 2 316 665 956 frank achtereenvolgens toegestaan op de begrotingen van her Ministerie van Landsverdediging van 1953 tot 1977.

Rekening houdend met de interesten verschuldigd volgens de aflossingstabellen op de voorschoten toegestaan tijdens de jaren 1953 tot en met 1977, kan het totaal bedrag der interesten aan de Schatkist verschuldigd op 31 december 1981 op 35 092 722 frank geraamd worden.

**Art. 26.01/5. — Interesten begrepen in de annuiteit verschuldigd aan de Schatkist door de Nationale Landmaatschappij uit hoofde :**

- 1<sup>e</sup> van de voorschotten die haar door de Staat werden verstrekt en
- 2<sup>e</sup> van de lening die ze gemachtigd werd, onder Staatswaarborg aan te gaan (wet van 29 maart 1949).

Raming der ontvangsten ...	5 600 000 frank,
tegen ...	5 700 000 frank voor 1980;
vermindering ...	100 000 frank.

De kapitalen door de Staat ter beschikking gesteld van de Nationale Landmaatschappij, met het oog op haar verrichtingen, bedroegen 800 250 000 frank.

Daarenboven werd onder Staatswaarborg een lening uitgegeven van 20 000 000 frank (wet van 29 maart 1949).

Al deze kapitalen zijn terugbetaalbaar aan de Staat door annuïteiten (delging en interest) berekend tegen de basis-interesten van 1% en 1,25 %.

Op 31 december 1981 zullen deze interesten 5 590 256 frank bedragen.

**Art. 26.01/6. — Interesten begrepen in de annuiteit aan de Schatkist verschuldigd door de Nationale Maatschappij voor de huisvesting, uit hoofde van de voorschotten die haar door de Staat werden verstrekt en van de achtereenvolgende leningen die ze gemachtigd werd onder Staatswaarborg aan te gaan, vóór de wet van 15 april 1949.**

Raming der ontvangsten ...	27 100 000 frank,
tegen ...	27 900 000 frank voor 1980;
vermindering ...	800 000 frank.

De kapitalen door de Staat ter beschikking gesteld van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting bedroegen 2 330 641 000 frank (rechtstreekse voorschotten van de Schatkist).

Vóór de wet van 15 april 1949 werden onder 's Rijks waarborg, door de Nationale Maatschappij leningen uitgegeven voor een totaal bedrag van 2 096 332 000 frank.

Voorschotten en leningen geven aanleiding, ten voordele van de Staat tot een ontvangst van interesten, welke 27 063 380 frank zullen bedragen voor 1981 (volgens aflossingstabellen).

**Art. 26.01/7. — Renten aan de Staat verschuldigd uit hoofde van voorschotten toegestaan aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen tot 31 december 1945 voor een totaal van F 452 834 083,77.**

Raming der ontvangsten : 15 849 000 frank, zoals voor 1980.

Interesten aan 3,5 % te innen.

**Art. 26.01/8. — Interesten begrepen in de annuiteit aan de Schatkist te betalen door de Nationale Landmaatschappij uit hoofde van de leningen, voor een totaal bedrag van 120 miljoen frank, die ze gemachtigd werd onder Staatswaarborg aan te gaan (koninklijk besluit van 6 januari 1961).**

Raming der ontvangsten ...	355 000 frank,
tegen ...	485 000 frank voor 1980;
vermindering ...	130 000 frank.

Les emprunts en question ont été remboursés, le 6 juin 1966, au moyen des crédits inscrits à l'article 81.50 du budget extraordinaire du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1966.

D'après les tableaux d'amortissement de ces emprunts, les intérêts à supporter par la Société nationale terrienne s'élèvent pour 1981, à :

— sur la tranche de 40 000 000 de francs ... ... ... F	229 000
— sur la tranche de 80 000 000 de francs ... ... ... F	126 000

soit au total ... ... F	355 000
-------------------------	---------

Art. 26.01/9. — Intérêts revenant à l'Etat du chef des crédits consentis à l'intervention de la Caisse nationale de Crédit professionnel aux anciens coloniaux d'Afrique.

Evaluation des recettes : 1 700 000 francs, comme pour les recettes probables de 1980.

Dans le cadre des dispositions de l'article 11 de la loi du 14 avril 1965, organisant une intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République du Zaïre à l'indépendance, l'octroi de crédits dans certaines conditions aux anciens coloniaux d'Afrique a été prévu contre remise en nantissement des obligations de l'emprunt à émettre par le Fonds belgo-congolais de Gestion et d'Amortissement.

L'article 26.01/9 enregistre donc les recettes constituées par les intérêts réglés, d'une part, par les anciens indépendants d'Afrique du chef des crédits de reclassement qui leur sont consentis et, d'autre part, par cette nouvelle catégorie de bénéficiaires.

Art. 26.01/10. — Paiement par la Régie des Télégraphes et des Téléphones de la part qui lui incombe dans les charges de la Dette publique portées au budget ordinaire.

Evaluation des recettes : 77 500 000 francs, comme pour 1980.

Montant des intérêts à 4,50 % l'an :

a) sur F 1 121 398 685,41 représentant les capitaux investis à l'origine par l'Etat dans la Régie des Télégraphes et des Téléphones ... ... ... ... F	50 462 941
b) sur le « Fonds spécial de 600 millions de francs » (art. 15 de la loi du 19 juillet 1930) ... ... ... ...	27 000 000
	<hr/> F 77 462 941

Art. 26.01/11. — Somme à verser au Trésor par la Société Nationale des Chemins de fer belges pour assurer le service financier de la partie des actions de cette Société dont le produit d'émission représente le fonds de roulement.

Evaluation des recettes ...	6 700 000 francs,
contre ...	7 100 000 francs pour 1980;
diminution ...	<hr/> 400 000 francs.

Le fonds de roulement de la Société Nationale des Chemins de fer belges a été constitué au moyen de 10 % du produit du placement des actions privilégiées.

Cette Société doit assurer, vis-à-vis du Trésor, le service financier des titres représentant ce fonds. Les titres non amortis au 1<sup>er</sup> septembre 1981 s'établissent comme suit :

Actions converties : 146 822 000 francs.

Actions non converties : 14 334 000 francs.

La somme nécessaire en 1981 pour assurer le service des intérêts est de 6 732 986 francs.

Art. 26.01/12. — Intérêts dus à l'Etat sur l'avance de 200 millions de francs consentie à la Société Nationale du Logement (arrêté royal du 26 mars 1968).

Evaluation des recettes ... ... ...	15 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . .	11 200 000 francs.

Augmentation ... ... ...	3 800 000 francs.
--------------------------	-------------------

En exécution de la décision n° 1860 du Conseil des Ministres du 22 mars 1968 et de l'arrêté royal du 26 mars 1968, une avance récupérable de 200 millions de francs, portant intérêt à 4,50 % l'an, a été consentie à la Société nationale du Logement en vue d'alimenter son fonds « Promesse d'acquisition ».

De bovenbedoelde leningen werden op 6 juni 1966 terugbetaald bij middel van kredieten ingeschreven op artikel 81.50 van de buiten gewone begroting van het Ministerie van Landbouw voor het dienst jaar 1966.

Volgens de aflossingstabellen van deze leningen, bedragen de intérêts ten laste van de Nationale Landmaatschappij voor 1981 :

— op de schijf van 40 000 000 frank ... ... ... F	229 000
— op de schijf van 80 000 000 frank ... ... ... F	126 000

hetzij in totaal ... ... F	355 000
----------------------------	---------

Art. 26.01/9. — Interesten aan de Staat toekomende uit hoofde van kredieten verleend, met tussenkomst van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, aan oud-kolonialen uit Afrika.

Raming der ontvangsten : 1 700 000 frank, zoals voor de vermoedelijke ontvangsten van 1980.

In het kader van de bepalingen van artikel 11 van de wet van 14 april 1965, houdende een financiële Staatsussenkomst wegens schade aan private goederen, veroorzaakt in verband met de overgang van de Republiek Zaïre tot de onafhankelijkheid, werd voorzien dat kredieten konden worden toegestaan, onder bepaalde voorwaarden, aan de oud-kolonialen van Afrika tegen verpanding van de obligaties van de lening die door het Belgisch-Kongoëns Fonds voor Delging en Beheer zou worden uitgegeven.

Op artikel 26.01/9 worden de ontvangsten ingeschreven die voortkomen uit interesten die worden betaald enerzijds door de oud-selfstandigen van Afrika wegens verleende herklasseringskredieten en anderzijds door in voorgaand lid bedoelde categorie van begünstigden.

Art. 26.01/10. — Betaling door de Regie van Telegrafie en Telefonie van haar aandeel in de lasten van de Rijksschuld op de gewone begroting gebracht.

Raming der ontvangsten : 77 500 000 frank, zoals voor 1980.

Bedrag der interesten tegen 4,50 % 's jaars :

a) op F 1 121 398 685,41 zegge de door de Staat, bij de Regie van Telegrafie en Telefonie oorspronkelijk belegde kapitalen ... ... ... ... F	50 462 941
b) op het « Speciaal fonds van 600 miljoen frank » (art. 15 van de wet van 19 juli 1930) . . . . .	27 000 000
	<hr/> F 77 462 941

Art. 26.01/11. — Som door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen aan de Schatkist te storten met het oog op de waarneming van de financiële dienst van het deel van de aandelen dezer Maatschappij waarvan de uitgifteopbrengst het bedrijfskapitaal vertegenwoordigt.

Raming der ontvangsten ...	6 700 000 frank,
tegen ...	7 100 000 frank voor 1980;
vermindering . . . . .	<hr/> 400 000 frank.

Het bedrijfskapitaal der Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen werd opgericht door middel van 10 % der opbrengst van de verkoopprijs der preferente aandelen.

Tegenover de Schatkist moet deze Maatschappij de financiële dienst waarnemen der effecten welke dat bedrijfskapitaal vertegenwoordigen. Deze op 1 september 1981 niet gedelde effecten bedragen :

Geconverteerde aandelen : 146 822 000 frank.

Niet geconverteerde aandelen : 14 334 000 frank.

De som nodig om in 1981 de dienst der interesten waar te nemen beloopt 6 732 986 frank.

Art. 26.01/12. — Interesten verschuldigd aan de Staat op het aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting toegestane voorschot van 200 miljoen frank (koninklijk besluit van 26 maart 1968).

Raming der ontvangsten . . . . .	15 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	11 200 000 frank.

Vermeerdering . . . . .	<hr/> 3 800 000 frank.
-------------------------	------------------------

In uitvoering van de beslissing n° 1860 van de Ministerraad van 22 maart 1968 en van het koninklijk besluit van 26 maart 1968, werd aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting een terugvorderbaar voorschot van 200 miljoen frank toegekend tot stijving van haar fonds « Belofte van aankoop » tegen een interest van 4,50 % 's jaars.

Cette avance dont l'échéance se situe en 1980, sera vraisemblablement prorogée pour une période de 5 ans et rapportera un intérêt dont le montant est estimé à 15 millions de francs.

*Art. 26.01/14. — Intérêts du chef d'avances récupérables consenties par l'Etat-garant à l'Intercommunale « Maatschappij van de Linker Scheldeoever (IMALSO) ».*

Evaluation des recettes ... ... ...	(pour mémoire)
Recettes probables pour 1980 . . . . .	1 300 000 francs.
Diminution . . . . .	1 300 000 francs.

Après déduction du résultat bénéficiaire de l'année écoulée, d'une tranche de 53 967 804 francs à rembourser aux garants, l'IMALSO préleve sur le solde, au profit des mêmes garants, un intérêt égal à 5 % du montant des avances restant à leur rembourser.

La part qui revient à l'Etat-garant au titre de cet intérêt est estimée à 1 349 195 francs (26 983 903 à 5 %).

Selon les prévisions actuelles, les avances seront, au 31 décembre 1980, entièrement remboursées. Aucune recette d'intérêt n'est donc à prévoir pour 1981. L'article reste ouvert *pour mémoire*.

*Art. 26.02/1. — Intérêts du portefeuille de la Caisse des Dépôts et Consignations (arrêté royal du 18 mars 1935, art. 23).*

Evaluation des recettes ... ... ...	480 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . . . .	450 000 000 de francs.
Augmentation . . . . .	30 000 000 de francs.

L'évaluation pour 1981 est basée sur la composition actuelle du portefeuille.

*Art. 26.02/2. — Intérêts du portefeuille des anciennes caisses de pensions de survie.*

Evaluation des recettes ... ... ...	3 200 000 francs.
Recettes probables pour 1980 . . . . .	3 300 000 francs.
Diminution . . . . .	100 000 francs.

Evaluation basée sur la composition du portefeuille et les amortissements prévus.

*Art. 26.02/3. — Intérêts du portefeuille de la Caisse d'assurance de l'ancien personnel d'Afrique.*

Evaluation des recettes ... ... ...	120 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . . . .	150 000 000 de francs.
Diminution . . . . .	30 000 000 de francs.

Evaluation basée sur la composition du portefeuille et les amortissements prévus.

*Art. 26.03. — Intérêts dus à l'Etat en provenance de l'étranger.*

Evaluation des recettes ... ... ...	113 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . . . .	247 200 000 francs.
Diminution . . . . .	134 200 000 francs.

*Art. 26.03/1. — Intérêts dus à l'Etat sur le montant non amorti de la participation belge dans la formation du capital de la Société Nationale des Chemins de fer Luxembourgeois.*

Evaluation des recettes ...	2 700 000 francs,
contre ... . . . . .	2 800 000 francs pour 1980;
diminution . . . . .	100 000 francs.

Intérêts à percevoir par le Trésor sur la participation belge (montant non amorti) dans la constitution du capital de la Société Nationale des Chemins de fer Luxembourgeois (Convention du 17 avril 1946, approuvée par la loi du 3 avril 1948).

Dit voorschot, waarvan de vervaldag in 1980 ligt, zal naar alle waarschijnlijkheid voor een termijn van 5 jaar verlengd worden en een intrest opbrengen, waarvan het bedrag op 15 miljoen frank geraamd wordt.

*Art. 26.01/14. — Interesten verschuldigd door de Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever (IMALSO) op de nog terug te betalen voorschotten welke door de Staat-garant werden toegekend.*

Raming der ontvangsten . . . . .	(pro memoria)
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	1 300 000 frank.
Vermindering . . . . .	1 300 000 frank.

Na aftrekking van de winst van het verlopen boekjaar, van een tranche van 53 967 804 frank, welke aan de garanten dient terugbetaald, wordt door de IMALSO met het overblijvende saldo een interest van 5 % toegekend op het aan deze garanten nog terug te betalen bedrag der voorschotten.

Het aandeel van deze interest ten voordele van de Staat-garant wordt op 1 349 195 frank geraamd (26 983 903 tegen 5 %).

Volgens de huidige vooruitzichten zullen de voorschotten op 31 december 1980 volledig terugbetaald zijn. Voor 1981 wordt bijgevolg geen enkele ontvangst als intrest in het vooruitzicht gesteld. Het artikel wordt *pro memoria* opengelaten.

*Art. 26.02/1. — Interesten van de portefeuille van de Deposito- en Consignatiekas (koninklijk besluit van 18 maart 1935, art. 23).*

Raming der ontvangsten . . . . .	480 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	450 000 000 frank.
Vermeerdering . . . . .	30 000 000 frank.

De raming voor 1981 is gegrond op de huidige samenstelling van de portefeuille.

*Art. 26.02/2. — Interesten van de portefeuille van de oude kassen voor overlevingspensioenen.*

Raming der ontvangsten . . . . .	3 200 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	3 300 000 frank.
Vermindering . . . . .	100 000 frank.

Raming gegeerd op de samenstelling van de portefeuille en de voorziene aflossingen.

*Art. 26.02/3. — Interesten van de portefeuille van de Verzekeringskas van het gewezen personeel van Afrika.*

Raming der ontvangsten . . . . .	120 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	150 000 000 frank.
Vermindering . . . . .	30 000 000 frank.

Raming gegeerd op de samenstelling van de portefeuille en de voorziene aflossingen.

*Art. 26.03. — Aan de Staat verschuldigde interesten herkomstig uit het buitenland.*

Raming der ontvangsten . . . . .	113 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	247 200 000 frank.
Vermindering . . . . .	134 200 000 frank.

*Art. 26.03/1. — Aan de Staat verschuldigde renten op het niet afgeloste bedrag der Belgische deelneming in de vorming van het kapitaal van de Nationale Maatschappij der Luxemburgse Spoorwegen.*

Raming der ontvangsten . . . . .	2 700 000 frank,
tegen . . . . .	2 800 000 frank voor 1980;
vermindering . . . . .	100 000 frank.

Interesten door de Schatkist te innen op het niet afgelost bedrag der Belgische deelneming in de vorming van het kapitaal van de Nationale Maatschappij der Luxemburgse Spoorwegen (Overeenkomst van 17 april 1946, goedgekeurd bij de wet van 3 april 1948).

**Art. 26.03/2. — Intérêts dus par des Etats étrangers sur des prêts consentis par la Belgique.**

Evaluation des recettes ... ... ...	110 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . . .	105 000 000 de francs.
Augmentation ... ... ... ...	5 000 000 de francs.

Les intérêts sur prêts d'Etat et sur prêts accordés dans le cadre de la C.E.E. à la Turquie sont en légère augmentation d'une année à l'autre actuellement.

**Art. 26.03/3. — Intérêts compris dans les annuités à payer par l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) sur les obligations souscrites par la Belgique aux emprunts émis par ladite organisation.**

Evaluation des recettes ... ... ...	300 000 francs.
Recettes probables pour 1980 . . . .	400 000 francs.
Diminution ... ... ... ...	100 000 francs.

La Belgique a acquis des bons de l'emprunt de l'O.N.U. à concurrence de \$ 1 200 000. Ces obligations portent un intérêt de 2 % l'an, payable le 15 janvier de chaque année et sont remboursables en 25 annuités.

L'intérêt de 361 200 francs prévu pour 1981 a été calculé sur base du capital de \$ 552 000 restant en circulation au 15 janvier 1980 (1 \$ = ± 30 FB).

**Art. 26.03/4. — Intérêts, commissions et différences de change revenant à l'Etat en exécution des accords monétaires internationaux.**

Evaluation des recettes ... ... ...	néant.
Recettes probables pour 1980 . . . .	139 000 000 de francs.
Diminution ... ... ... ...	139 000 000 de francs.

En vertu des dispositions légales et des applications qui en sont faites, l'Etat est amené à percevoir des recettes et à effectuer des dépenses, d'une part, lors de ses interventions en matière de coopération monétaire internationale (Fonds Monétaire International, mécanisme des Droits de Tirages Spéciaux, concours financier C.E.E.) et, d'autre part, par l'octroi de sa garantie à certaines transactions en devises étrangères effectuées par la Banque Nationale de Belgique.

Tenant compte de l'évolution actuelle sur le marché des changes et des charges importantes qui pourraient en résulter pour le Trésor, il est à craindre que celles-ci épouseront les revenus qui sont attribués à l'Etat dans le cadre des accords internationaux existants.

Il est dès lors proposé de ne pas prévoir de recettes, celles-ci dépendant trop des développements incertains de la situation monétaire internationale. L'article peut toutefois rester ouvert.

**Art. 27.01. — Part de l'Etat dans les bénéfices d'institutions financières.**

Evaluation des recettes ... ... ...	3 372 120 000 francs.
Recettes probables pour 1980 . . . .	2 976 900 000 francs.
Augmentation ... ... ... ...	395 220 000 francs.

**Art. 27.01/1. — Excédent des revenus sur les charges du Fonds monétaire (loi du 12 juin 1930).**

Evaluation des recettes ... ... ...	500 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . . .	468 300 000 francs.
Augmentation ... ... ... ...	31 700 000 francs.

Les revenus annuels ordinaires du Fonds monétaire sont constitués par le rendement de son portefeuille-titres.

L'excédent des revenus annuels sur les charges du Fonds monétaire est attribué au Trésor.

Pour 1981, la recette à prévoir au budget des Voies et Moyens a été évaluée sur base des éléments suivants :

— Revenus du portefeuille ... ... ... ... F 800 000 000

A déduire : charges à prévoir pour les fabrications monétaires et l'entretien des billets émis par le Trésor F 300 000 000

Solde ... ... F 500 000 000

**Art. 26.03/2. — Door vreemde Staten verschuldigde interessen op door België toegestane leningen.**

Raming der ontvangsten . . . . .	110 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	105 000 000 frank.
Vermeerdering ... ... ... ...	5 000 000 frank.

De interessen op door de Staat toegestane leningen en op in het kader van de E.E.G. aan Turkije toegestane leningen vertonen van het ene tot het andere jaar een lichte verhoging.

**Art. 26.03/3. — Interesten begrepen in de annuiteiten verschuldigd door de Organisatie der Verenigde Naties (O.V.N.) op de obligaties ingeschreven door België op de leningen uitgegeven door voormelde organisatie.**

Raming der ontvangsten . . . . .	300 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	400 000 frank.
Vermindering ... ... ... ...	100 000 frank.

België heeft bons van de lening, uitgegeven door de O.V.N. aangekocht voor een bedrag van \$ 1 200 000. Deze obligaties brengen interest op van 2 % 's jaars betaalbaar op 15 januari van ieder jaar en zijn terugbetaalbaar in 25 annuiteten.

De interest van 361 200 frank bepaald voor 1981 is berekend op het kapitaal van \$ 552 000 dat in omloop bleef op 15 januari 1980 (1 \$ = ± 30 BF).

**Art. 26.03/4. — Aan de Staat verschuldigde interesten, commissies en wisselkoersverschillen in uitvoering van de internationale monetaire akkoorden.**

Raming der ontvangsten . . . . .	nihil.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	139 000 000 frank.
Vermindering ... ... ... ...	139 000 000 frank.

Krachtens de wettelijke bepalingen en hun toepassingen, is de Staat ertoe gehouden ontvangsten en uitgaven te doen, enerzijds, door zijn tussenkomst inzake internationale monetaire samenwerking (Internationaal Monetair Fonds, mechanisme van de Speciale Trekingsrechten, financiële tegemoetkoming E.E.G.) en anderzijds, door het verlenen van zijn waarborg aan bepaalde verrichtingen in vreemde valuta uitgevoerd door de Nationale Bank van België.

Rekening houdend met de huidige evolutie op de wisselmarkten en met de belangrijke lasten die eruit zouden kunnen voortvloeien voor de Schatkist dient ervoor gevreesd dat de bedoelde lasten de inkomsten zullen oplopen die aan de Staat worden toegekend in het kader van de bestaande internationale overeenkomsten.

Derhalve wordt voorgesteld, geen ontvangsten te voorzien aangezien deze te veel afhangen van de onzekere ontwikkeling van de internationale monetaire toestand. Het artikel mag evenwel behouden blijven.

**Art. 27.01. — Aandeel van de Staat in de winsten van financiële instellingen.**

Raming der ontvangsten . . . . .	3 372 120 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	2 976 900 000 frank.
Vermeerdering ... ... ... ...	395 220 000 frank.

**Art. 27.01/1. — Overschot der inkomsten op de lasten van het Muntfonds (wet van 12 juni 1930).**

Raming der ontvangsten . . . . .	500 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	468 300 000 frank.
Vermeerdering ... ... ... ...	31 700 000 frank.

De gewone jaarlijkse inkomsten van het Muntfonds bestaan uit de opbrengst van zijn effectenportefeuille.

Het overschot der jaarlijkse inkomsten op de lasten van het Muntfonds wordt in de Schatkist gestort.

De ontvangst op de Rijksmiddelenbegroting te voorzien voor 1981 wordt geraamd op grond van de volgende elementen :

— Inkomsten van de portefeuille ... ... ... ... F 800 000 000

Af te trekken : lasten te voorzien voor de aanmunting en voor het onderhoud der door de Schatkist uitgegeven biljetten ... ... ... ... ... ... ... ... F 300 000 000

Saldo ... ... F 500 000 000

**Art. 27.01/2.** — Part attribuée à l'Etat dans le bénéfice annuel de la Banque Nationale de Belgique et dans le produit des opérations d'escompte, d'avances et de prêts, ainsi que dans certaines opérations de placement effectuées par la Banque (arrêté royal n° 29 du 24 août 1939, modifié par les lois des 28 juillet 1948 et 19 juin 1959. Arrangement du 28 mars 1966 entre le Ministère des Finances et la Banque Nationale de Belgique).

Evaluation des recettes ... ... ...	9 120 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . .	10 000 000 000 de francs.
Diminution . . . . .	880 000 000 de francs.

A. — Suivant les dispositions de l'article 38 des statuts de la Banque Nationale de Belgique, approuvés par l'arrêté du Régent du 13 septembre 1948, le bénéfice annuel net constaté au bilan est partagé de la manière suivante :

1<sup>e</sup> Aux actionnaires, un premier dividende de 6 % du capital nominal.

2<sup>e</sup> De l'excédent :

- a) 10 % à la réserve;
- b) 8 % au personnel ou à des institutions en sa faveur.

3<sup>e</sup> Du surplus sont attribués :

- a) à l'Etat, un cinquième;
- b) aux actionnaires, un montant permettant de leur attribuer un second dividende fixé par le Conseil de Régence;
- c) le solde à la réserve.

Le cinquième du surplus (3<sup>e</sup>, a) à verser à l'Etat est évalué à 120 millions de francs.

Le dividende revenant à l'Etat au titre d'actionnaire de la Banque Nationale est porté à un article distinct du budget des Voies et Moyens.

B. — Conformément à l'article 20 de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 organique de la Banque Nationale de Belgique, modifié par la loi du 19 juin 1959, l'article 37 des statuts de celle-ci attribue, en outre, à l'Etat le bénéfice résultant pour la Banque de la différence d'intérêt de 3 % et le taux de l'intérêt perçu sur les opérations d'escompte, d'avances et de prêts.

La part revenant à l'Etat dans ce bénéfice est versée trimestriellement.

Pour l'année 1980, compte tenu de l'évolution du taux d'escompte au cours des premiers mois, une recette globale de ± 10 milliards peut être prévue. L'élévation actuelle du taux d'escompte présente un caractère exceptionnel et il y a lieu d'en tenir compte pour l'établissement de la prévision pour l'année 1981, laquelle a été évaluée à 9 milliards de francs.

**Art. 27.01/3.** — Part attribuée à l'Etat dans les bénéfices annuels de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (loi du 21 août 1948 et arrêté du Régent du 16 février 1949).

Evaluation des recettes ... ... ...	22 400 000 francs.
Recettes probables pour 1980 . . .	20 900 000 francs.

Augmentation . . . . .	1 500 000 francs.
------------------------	-------------------

La part de l'Etat dans les bénéfices de la S.N.C.I. est déterminée par l'article 35, 3<sup>e</sup>, des statuts :

« Dans le cas où le conseil d'administration déciderait la répartition d'un second dividende, il sera attribué à l'Etat une part de bénéfice égale à la moitié de la somme allouée de ce chef aux actions ».

Sur la base des résultats du dernier exercice, le produit à rattacher au budget des Voies et Moyens de 1981, au titre de part réservée à l'Etat dans les bénéfices de la S.N.C.I., est évalué à 22 345 000 francs.

Le dividende revenant à l'Etat au titre d'actionnaire de la S.N.C.I. est porté à un article distinct du budget des Voies et Moyens.

**Art. 27.01/4.** — Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Banque Nationale de Belgique (arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 modifié par les lois des 28 juillet 1948 et 19 juin 1959).

Evaluation des recettes ... ... ...	260 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . .	247 500 000 francs.
Augmentation . . . . .	12 500 000 francs.

**Art. 27.01/2.** — Aandeel van de Staat in de jaarlijkse winst van de Nationale Bank van België, in de opbrengst van de discontovoorschot- en beleningsverrichtingen, alsook in bepaalde beleggingsverrichtingen van de Bank (koninklijk besluit n° 29 van 24 augustus 1939 gewijzigd bij de wetten van 28 juli 1948 en 19 juni 1959. Akkoord van 28 maart 1966 tussen het Ministerie van Financiën en de Nationale Bank van België).

Raming der ontvangsten . . . . .	9 120 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . .	10 000 000 000 frank.

Vermindering . . . . .	880 000 000 frank.
------------------------	--------------------

A. — Overeenkomstig de bepalingen van artikel 38 van de statuten van de Nationale Bank van België, goedgekeurd bij besluit van de Regent van 13 september 1948, dient de jaarlijkse nettowinst, vastgesteld in de balans, verdeeld te worden als volgt :

1<sup>e</sup> Aan de aandeelhouders, een eerste dividend van 6 % van het nominale kapitaal.

2<sup>e</sup> Van het overschot :

- a) 10 % aan de reserve;
- b) 8 % aan het personeel of aan instellingen te zijnen voordele.

3<sup>e</sup> Van het laatste overschot :

- a) aan de Staat, een vijfde;
- b) aan de aandeelhouders, een bedrag waardoor een tweede dividend, door de Regentraad vastgesteld, mogelijk wordt;
- c) het saldo aan de reserve.

Het vijfde van het laatste overschot (3<sup>e</sup>, a), bij de Staat te storten, wordt geraamd op 120 miljoen frank.

Het dividend dat de Staat als aandeelhouder van de Nationale Bank toekomt, wordt op een afzonderlijk artikel van de Rijksmiddelenbegroting geboekt.

B. — Overeenkomstig artikel 20 van het koninklijk besluit n° 29 van 24 augustus 1939, betreffende de bedrijvigheid van de Nationale Bank van België, gewijzigd bij de wet van 19 juni 1959, wordt bovendien bij artikel 37 van de statuten van de Bank, aan de Staat de winst toegekend die voor de Bank voortkomt uit het verschil tussen 3 % en de rentevoet van haar disconto-, voorschot- en beleningsverrichtingen.

Het aandeel van de Staat in deze winst wordt driemaandelijks gestort.

Voor het jaar 1980 mag, rekening houdend met de evolutie van de discontovoet gedurende de eerste maanden, een globale ontvangst van ± 10 miljard worden voorzien. De huidige verhoging van de discontovoet is van uitzonderlijke aard en hiermede dient dan ook rekening te worden gehouden bij het opmaken van de raming voor 1981. De ontvangsten voor dat jaar worden geraamd op 9 miljard frank.

**Art. 27.01/3.** — Aandeel van de Staat in de jaarlijkse winsten van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid (wet van 21 augustus 1948 en besluit van de Regent van 16 februari 1949).

Raming der ontvangsten . . . . .	22 400 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . .	20 900 000 frank.

Vermeerdering . . . . .	1 500 000 frank.
-------------------------	------------------

Het aandeel van de Staat in de winsten van de N.M.K.N. wordt bij artikel 35, 3<sup>e</sup>, van de statuten vastgesteld :

« In geval de raad van beheer besluit een tweede dividend uit te keren, wordt aan de Staat een deel van de winsten toegewezen, gelijk aan de helft van de som uit dien hoofde aan de aandeelhouders toegekend ».

Op grond van de uitslagen van het laatste dienstjaar, wordt het op de Rijksmiddelenbegroting voor 1981, aan te rekenen provenu, als aandeel van de Staat in de winsten van de N.M.K.N., op 22 345 000 frank geraamd.

Het dividend dat aan de Staat, als aandeelhouder van de N.M.K.N. toekomt, is onder een ander artikel van de Rijksmiddelenbegroting ingeschreven.

**Art. 27.01/4.** — Dividend aan de Staat toekomende uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de Nationale Bank van België (koninklijk besluit n° 29 van 24 augustus 1939 gewijzigd bij de wetten van 28 juli 1948 en 19 juni 1959).

Raming der ontvangsten . . . . .	260 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten van 1980 . .	247 500 000 frank.

Vermeerdering . . . . .	12 500 000 frank.
-------------------------	-------------------

En application de la loi du 28 juillet 1948 modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique, l'Etat détient deux cent mille actions de la Banque.

Le dividende qui revient de ce chef à l'Etat pour l'année budgétaire 1981 est évalué à 260 000 000 de francs.

*Art. 27.01/5. — Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (loi du 21 août 1948 et arrêté du Régent du 16 février 1949).*

Evaluation des recettes ... ... ...	32 600 000 francs.
Recettes probables pour 1980 . . . . .	31 200 000 francs.
Augmentation ... ... ... ...	1 400 000 francs.

En exécution de l'article 2 de la loi du 21 août 1948 modifiant le statut de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Etat possède 410 000 actions nominatives de la S.N.C.I. de 500 francs chacune. Ces actions sont libérées à 100 % depuis décembre 1960.

En tablant sur l'attribution d'une dividende de 15,90 %, la recette envisagée pour l'année budgétaire 1981 s'élèverait à 32 595 000 francs.

*Art. 27.01/6 — Part attribuée à l'Etat dans les bénéfices réalisés par la Banque Nationale de Belgique sur ses placements en dollars.*

Evaluation des recettes ... ... ...	2 500 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . . . .	2 200 000 000 de francs.
Augmentation ... ... ... ...	300 000 000 de francs.

Suite à ses interventions sur le marché des devises, la Banque Nationale de Belgique acquiert des avoirs en dollars dépassant ses besoins courants.

En vertu de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1<sup>er</sup> mai 1944, la Banque Nationale est couverte par une garantie de l'Etat contre le risque de change sur ces avoirs.

Sur base de cette disposition, il a été convenu entre l'Etat et la Banque Nationale qu'une partie du produit des placements de dollars, effectués par la Banque, sera versée au profit d'un fonds de réserve pour risques de change.

La partie du produit non employée à constituer ce fonds de réserve, peut définitivement être prise en recette aux Voies et Moyens.

*Art. 27.01/7. — Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation au capital de la Société nationale d'investissement (S.N.I.).*

Evaluation des recettes ... ... ...	50 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . . . .	néant.
Augmentation ... ... ... ...	50 000 000 de francs.

En exécution des dispositions légales ci-dessus, la participation de l'Etat au capital de la S.N.I. (9 milliards) s'élevait à 6 671 millions au 31 décembre 1979.

D'après les prévisions actuelles, une recette de 50 millions de francs peut être prévue en 1981 au titre de dividende.

*Art. 27.02. — Dividendes dus à l'Etat du chef de sa participation dans le capital d'autres entreprises publiques possédant la personnalité juridique.*

Evaluation des recettes ... ... ...	105 300 000 francs.
Recettes probables pour 1980 . . . . .	110 300 000 francs.
Diminution . . . . .	5 000 000 de francs.

*Art. 27.02/1. — Intérêts et dividendes des actions de la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.*

Evaluation des recettes : 200 000 francs, comme pour 1980.

L'article 9 de la loi du 24 juin 1885 stipule que l'intervention de l'Etat, comme souscripteur d'actions de la Société Nationale, ne peut dépasser la moitié du capital nominal de chaque ligne, à moins qu'une loi n'en ait autrement disposé.

Suivant l'article 28 des statuts, il est prélevé sur le bénéfice de chaque ligne, au profit des actionnaires de cette ligne, un premier dividende fixé, pour les pouvoirs publics, au montant de l'annuité qui serait nécessaire pour acquitter en 90 ans le capital souscrit.

Bij toepassing van de wet van 28 juli 1948, houdende wijziging van de organische wet van de Nationale Bank van België, bezit de Staat tweehonderdduizend aandelen van de Bank.

Het dividend dat uit dien hoofde aan de Staat toekomt voor het begrotingsjaar 1981 wordt op 260 000 000 frank geraamd.

*Art. 27.01/5. — Dividend aan de Staat toekomende uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid (wet van 21 augustus 1948 en besluit van de Regering van 16 februari 1949).*

Raming der ontvangsten . . . . .	32 600 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	31 200 000 frank.
Vermeerdering . . . . .	1 400 000 frank.

Ter uitvoering van artikel 2 van de wet van 21 augustus 1948 houdende wijziging van het statuut van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid bezit de Staat 410 000 aandelen op naam van de N.M.K.N., van 500 frank elk. Deze aandelen zijn volgestort sedert december 1960.

Rekenend op de toekenning van een dividend van 15,90 % zou de ontvangst 32 595 000 frank bedragen voor het begrotingsjaar 1981.

*Art. 27.01/6. — Aandeel van de Staat in de winst die de Nationale Bank van België maakt op haar dollarbeleggingen.*

Raming der ontvangsten . . . . .	2 500 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	2 200 000 000 frank.
Vermeerdering . . . . .	300 000 000 frank.

Als gevolg van haar interventies op de deviezenmarkt, verwierft de Nationale Bank van België dollartegoeden die haar lopende behoeften overtreffen.

Ingevolge artikel 6 van het wetsbesluit n° 5 van 1 mei 1944 wordt de Nationale Bank tegen wisselverlies op die tegoeden gedeckt door een Staatsgarantie.

Op grond van deze bepaling werd tussen de Staat en de Nationale Bank overeengekomen dat een deel van de opbrengst van de door de Bank geplaatste dollars op een reservefonds voor wisselkoersrisico's gestort zou worden.

Het gedeelte van de opbrengst dat niet wordt aangewend tot het vormen van dit reservefonds, kan definitief als ontvangst op de Rijksmiddelen worden geboekt.

*Art. 27.01/7. — Dividend aan de Staat verschuldigd uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de Nationale Investeringsmaatschappij.*

Raming der ontvangsten . . . . .	50 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 .. . . . .	nihil.
Vermeerdering . . . . .	50 000 000 frank.

In uitvoering van bovenvermelde wettelijke bepalingen bedroeg de deelneming aan de Staat in het kapitaal van de N.I.M. (9 miljard) op 31 december 1979, 6 671 miljoen.

Volgens de huidige vooruitzichten kan voor 1981 een ontvangst van 50 miljoen frank uit hoofde van dividend voorzien worden.

*Art. 27.02. — Dividend aan de Staat verschuldigd, uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van andere rechtspersoonlijkheid bezittende openbare bedrijven.*

Raming der ontvangsten . . . . .	105 300 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	110 300 000 frank.
Vermindering . . . . .	5 000 000 frank.

*Art. 27.02/1. — Interesten en dividenden op de aandelen van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen.*

Raming der ontvangsten : 200 000 frank, zoals voor 1980.

Artikel 9 van de wet van 24 juni 1885 bepaalt dat de tussenkomst van de Staat, als inschrijver op aandelen der Nationale Maatschappij, voor elke lijn, de helft van het nominale kapitaal niet mag te boven gaan, tenzij een wet daarover anders beschikt heeft.

Volgens artikel 28 van de statuten, wordt op de winst van elke lijn ten voordele der aandeelhouders van deze lijn, een eerste dividend uitgekeerd, dat voor de openbare besturen gelijk is aan het bedrag van de annuité welke nodig zou zijn om het ingeschreven kapitaal in 90 jaar te delgen.

S'il existe un excédent, il sera, sous déduction des tantièmes des administrateurs et du directeur général, distribué un second dividende égal aux trois huitièmes du restant.

Suivant les prévisions, des dividendes d'un montant total de ± 170 000 francs seront alloués en 1981.

**Art. 27.02/2. — Dividendes revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital des sociétés de logements sociaux agréées par la Société Nationale du Logement.**

Evaluation des recettes : 300 000 francs, comme pour 1980.

L'article 28 de l'arrêté royal du 10 décembre 1970 portant le Code du logement, confirmé par la loi du 2 juillet 1971, prévoit que, à la demande des fondateurs d'une société immobilière de service public en formation, l'Etat est autorisé à souscrire un quart du capital au plus.

Au 31 décembre 1979, le total des souscriptions de l'Etat atteignait 92 553 700 francs, libérées à concurrence de 19 840 463 francs.

Pour chaque société, le taux du dividende est fixé par l'assemblée générale; les dividendes à encaisser effectivement en 1981 sont évalués à 250 000 francs, suivant prévisions basées sur la situation financière actuelle des sociétés.

**Art. 27.02/3. — Dividendes revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital des sociétés de petite propriété terrière agréées par la Société nationale terrière.**

Evaluation des recettes : 100 000 francs, comme pour 1980.

L'article 28 de l'arrêté royal du 10 décembre 1970 portant le Code du logement, confirmé par la loi du 2 juillet 1971, prévoit que, à la demande des fondateurs d'une société immobilière de service public en formation, l'Etat est autorisé à souscrire un quart du capital au plus.

Au 31 décembre 1979, le total des souscriptions de l'Etat atteignait 1 112 500 francs, libérées à concurrence de 368 279 francs.

Pour chaque société, le taux du dividende est fixé par l'assemblée générale, qui peut d'ailleurs décider également d'affecter le dividende à une libération complémentaire de la souscription.

Les dividendes à encaisser effectivement en 1981 sont évalués à 11 125 francs, suivant les prévisions basées sur la situation financière actuelle des sociétés.

**Art. 27.02/4. — Intérêts et dividendes revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (SABENA).**

Evaluation des recettes : 33 800 000 francs, comme pour 1980.

La participation de l'Etat au capital de la société s'élève à 1 350 000 actions privilégiées de 500 francs chacune, entièrement libérées, soit : 975 800 actions constituant la participation primitive de l'Etat belge et 374 200 actions privilégiées, ayant appartenu à l'ex-colonie du Congo Belge, délaissées par la République du Zaïre et rachetées par l'Etat belge.

L'article 34 des statuts de la société, modifié par la loi du 23 juin 1960, prévoit un intérêt fixe de 5 % l'an, attribué aux actions privilégiées entièrement libérées et, en cas de bénéfice, des dividendes.

Une recette de 33 750 000 francs est prévue à titre d'intérêts; rien à titre de dividendes.

**Art. 27.02/5. — Redevances dues à l'Etat par les sociétés des transports intercommunaux, du chef de sa participation au capital (pour mémoire).**

Evaluation des recettes : néant, comme pour les recettes probables de 1980.

La Société des transports intercommunaux de Bruxelles créée en exécution de la loi du 17 juin 1953 et les sociétés de transport urbains en commun créées en exécution de la loi du 22 février 1961, étaient tenues, en vertu de leurs statuts, de verser des redevances à l'Etat du chef de sa participation au capital par apport de biens.

L'Etat a procédé au rachat des parts détenues par le secteur privé dans le capital de ces sociétés (loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, art. 172 et arrêtés royaux du 20 juillet 1978).

Is er een overschat dan zal, na aftrek van de aan de beheerders en van de directeur-generaal toekomende tantièmes, een tweede dividend gelijk aan de drie achtste van dit overschat, toegekend worden.

Volgens de vooruitzichten zal een bedrag van ± 170 000 frank aan dividenden uitgekeerd worden in 1981.

**Art. 27.02/2. — Dividenden welke aan de Staat verschuldigd zijn uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de vennootschappen voor volkswooningen erkend door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting.**

Raming der ontvangsten : 300 000 frank, zoals voor 1980.

Artikel 28 van het koninklijk besluit van 10 december 1970, houdende de Huisvestingscode, bekrachtigd door de wet van 2 juli 1971, bepaalt dat, op verzoek van de oprichters van een in wording zijnde bouwmaatschappij tot algemeen nut de Staat gemachtigd is om ten hoogste een vierde van het kapitaal in te schrijven.

Op 31 december 1979 bedroeg het totaal van de inschrijvingen van de Staat 92 553 700 frank, afbetaald tot een bedrag van 19 840 463 frank.

Voor elke vennootschap wordt de rentevoet van het dividend vastgesteld door de algemene vergadering; de werkelijke in 1980 te innen dividenden worden op 250 000 frank geraamd, volgens vooruitzichten gebaseerd op de huidige financiële toestand der vennootschappen.

**Art. 27.02/3. — Dividenden welke aan de Staat toekomen uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de vennootschappen voor kleine landeigendom, erkend door de Nationale Landmaatschappij.**

Raming der ontvangsten : 100 000 frank, zoals voor 1980.

Artikel 28 van het koninklijk besluit van 10 december 1970, houdende de Huisvestingscode, bekrachtigd door de wet van 2 juli 1971, bepaalt dat, op verzoek van de oprichters van een in wording zijnde bouwmaatschappij tot algemeen nut, de Staat gemachtigd is om ten hoogste op een vierde van het kapitaal in te schrijven.

Op 31 december 1979 bedroeg het totaal van de inschrijvingen van de Staat 1 112 500 frank, afbetaald tot een bedrag van 368 279 frank.

Voor elke vennootschap wordt de rentevoet van het dividend vastgesteld door de algemene vergadering, die ten andere eveneens mag beslissen dat het dividend zal aangewend worden voor een bijkomende storting op de inschrijving.

De werkelijk in 1981 te innen dividenden worden op 11 125 frank geraamd volgens de vooruitzichten gebaseerd op de huidige financiële toestand der vennootschappen.

**Art. 27.02/4. — interesten en dividenden verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn aandeel in het kapitaal van de Belgische Naamloze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer (SABENA).**

Raming der ontvangsten : 33 800 000 frank, zoals voor 1980.

De deelneming van de Staat in het huidige kapitaal van de maatschappij bedraagt 1 350 000 volgestorte preferente aandelen van 500 frank elk, hetzij 975 800 aandelen van de aanvankelijke deelneming alsmede 374 200 aandelen welke aan de ex-kolonie « Belgisch Congo » toebehoorden en door de Belgische Staat van de Republiek Zaïre werden ingekocht.

Artikel 34 van de statuten van de vennootschap, gewijzigd door de wet van 23 juni 1960, kent een vaste jaarlijkse interest toe van 5 % aan de volgestorte preferente aandelen, en dividenden ingeval van winst.

Uit hoofde van interesten zal de ontvangst 33 750 000 frank bedragen en zal geen dividend uitgekeerd worden.

**Art. 27.02/5. — Vergoedingen door maatschappijen voor intercommunauw vervoer verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal (pro memoriæ).**

Raming der ontvangsten : nihil, zoals voor de vermoedelijke ontvangst van 1980.

De Maatschappij voor intercommunauw vervoer te Brussel, opgericht in uitvoering van de wet van 17 juni 1953 en de Maatschappijen voor stedelijk gemeenschappelijk vervoer, opgericht overeenkomstig de wet van 22 februari 1961, hadden de verplichting krachtens hun statuten vergoedingen te betalen aan de Staat uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal door inbreng van goederen.

De Staat is overgegaan tot het terugkopen van de aandelen die de privé-sector bezat in het kapitaal van die maatschappijen (wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire vooruitzichten 1977-1978, art. 172 en koninklijke besluiten van 20 juli 1978).

Vu l'importance du soutien financier que l'Etat doit accorder à ces sociétés, l'octroi par celles-ci d'une redevance à l'Etat ne se justifie plus et n'a plus été prévu dans les nouveaux statuts.

L'article peut donc être supprimé.

**Art. 27.02/6. — Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation au capital de la Société nationale terrienne.**

Evaluation des recettes : 100 000 francs, comme pour 1980.

La participation de l'Etat au capital social de la Société nationale s'élève à 1 000 000 de francs; elle est libérée à concurrence de 20 %, soit 200 000 francs.

Au taux de 5 %, fixé conformément à l'article 45 des statuts, le dividende à toucher en 1981 par l'Etat sur la partie libérée de sa souscription, s'élèvera à 10 000 francs.

**Art. 27.02/7. — Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans la formation du capital de la Société Intercommunale des Voies d'accès à l'Aérodrome de Bruxelles (pour mémoire).**

Evaluation pour 1981 : *pour mémoire*.  
Evaluation pour 1980 : *pour mémoire*.

Du chef de sa participation dans la formation du capital de la société, 80 actions de 5 000 francs chacune, libérées à concurrence de 50 %, ont été attribuées à l'Etat.

Suivant l'article 52, 2<sup>e</sup>, des statuts, il est prélevé sur les bénéfices nets, après déduction des frais généraux, des charges sociales et des amortissements, la somme nécessaire pour attribuer à chaque action un premier dividende récupérable de 6 % *prorata temporis* sur le montant libéré. Le solde éventuel est réparti d'après le nombre de parts.

Il n'est pas possible de prévoir l'attribution d'un dividende pour l'exercice social de 1980. L'article pour l'année budgétaire 1981 reste donc ouvert « pour mémoire ».

**Art. 27.02/8. — Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Société de distribution du gaz « Distrigaz » S.A.**

Evaluation des recettes ... ... ... ...	39 200 000 francs.
Recettes probables pour 1980 . . . . .	39 200 000 francs.
Statu quo.	

En exécution de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 avril 1965, l'Etat a souscrit 72 578 parts sociales entièrement libérées sans désignation de valeur nominale dans le capital de ladite société « Distrigaz »; en outre, 18 000 parts sociales sans désignation de valeur nominale, identiques aux précédentes, lui ont été attribuées en rémunération de son apport à cette société de la concession exclusive du transport en Belgique de gaz naturel néerlandais.

Conformément à l'article 3 de ladite loi, le Roi a autorisé, par arrêté royal du 11 mars 1966, la cession par l'Etat à la Société Nationale d'Investissement de 24 192 parts sociales ainsi que 6 000 parts entièrement libérées.

L'Etat détient donc 60 386 parts sociales.

Le dividende attribué pour un exercice social est rattaché au budget des Voies et Moyens de l'année suivante.

Selon les prévisions, un dividende de 39,2 millions de francs pourra être attribué à l'Etat en 1980, au titre de l'exercice social 1979.

Un dividende de même montant peut être prévu pour l'année 1981.

**Art. 27.02/9. — Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de l'Association Intercommunale pour le Démergement des communes de la région de Liège (A.I.D.).**

Evaluation des recettes ... ... ... ...	( <i>pour mémoire</i> )
Recettes probables pour 1980 . . . . .	100 000 francs.
Diminution . . . . .	100 000 francs.

En exécution de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1922 et conformément à l'article 4 des statuts, l'Etat a souscrit 500 parts de 1 000 francs chacune au capital de ladite Association « A.I.D. ».

Gelet op de financiële steun die de Staat aan deze maatschappijen moet verlenen is een vergoeding van deze laatsten aan de Staat niet langer gerechtvaardigd en werd ze derhalve niet meer in de nieuwe statuten voorzien.

Het artikel kan bijgevolg worden geschrapt.

**Art. 27.02/6. — Aan de Staat verschuldigd dividend uit hoofde van zijn deelname in het kapitaal van de Nationale Landmaatschappij.**

Raming der ontvangsten : 100 000 frank, zoals voor 1980.

De deelname van de Staat in het kapitaal van de Nationale Maatschappij bedraagt 1 000 000 frank en is afbetaald ten belope van 20 %, zegge 200 000 frank.

Tegen de interestvoet van 5 % vastgesteld bij artikel 45 van de statuten van de Maatschappij, zal het in 1981 door de Staat te innen dividend op het gestorte gedeelte van zijn inschrijving 10 000 frank bedragen.

**Art. 27.02/7. — Aan de Staat verschuldigd dividend uit hoofde van zijn deelname in de vorming van het kapitaal van de Intercommunale Maatschappij van de toegangswegen tot de Luchthaven van Brussel (S.I.V.A.) (pro memoria).**

Raming voor 1981 : *pro memoria*.

Raming voor 1980 : *pro memoria*.

Uit hoofde van zijn deelname in de vorming van het kapitaal van de maatschappij werden aan de Staat 80 aandelen van 5 000 frank elk toegekend, waarvan 50 % gestort was.

Krachtens artikel 52, 2<sup>e</sup>, van de statuten wordt op de nettowinsten na aftrek van de algemene kosten, de maatschappelijke lasten en de afschrijving, de nodige som voorafgenomen om aan elk aandeel een verhaalbaar eerste dividend van 6 % *prorata temporis* toe te kennen op de gestorte som. Het eventueel saldo wordt verdeeld volgens het aantal aandelen.

Het is niet mogelijk de uitbetaling van een dividende voor het boekjaar 1980 in het vooruitzicht te stellen. Het artikel voor 1981 wordt dus « *pro memoria* » behouden.

**Art. 27.02/8. — Dividend verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelname in het kapitaal van de Maatschappij voor gasvoorziening « Distrigaz » N.V.**

Raming der ontvangsten . . . . .	39 200 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . .	39 200 000 frank.
Status quo.	

In uitvoering van artikel 1 van de wet van 22 april 1965, heeft de Staat voor 72 578 volgestorte aandelen zonder aanduiding van nominale waarde ingeschreven op het kapitaal van de voormalde vennootschap « Distrigaz », terwijl 18 000 volgestorte aandelen (zelfde als voorgaande) zonder aanduiding van nominale waarde hem worden toegekend, als vergoeding voor zijn inbreng bij deze vennootschap van de exclusieve concessie voor het transport van Nederlands aardgas in België.

Overeenkomstig artikel 3 van voormalde wet, heeft de Koning bij koninklijk besluit van 11 maart 1966, de afstand toegestaan door de Staat aan de Nationale Investeringsmaatschappij van 24 192 aandelen alsmede 6 000 volgestorte aandelen.

De Staat bezit dus 60 386 aandelen.

Het dividende toegekend voor een boekjaar wordt op de Rijksmiddelenbegroting van het volgende jaar ingeschreven.

Naargelang de vooruitzichten zal in 1980, voor het boekjaar 1979, een dividende van 39,2 miljoen frank aan de Staat kunnen worden toegekend.

Een dividende van gelijke waarde mag voor het jaar 1981 in het vooruitzicht worden gesteld.

**Art. 27.02/9. — Dividend verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelname in het kapitaal van de « Association Intercommunale pour le Démergement des communes de la région de Liège (A.I.D.) ».**

Raming der ontvangsten . . . . .	( <i>pro memoria</i> )
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . .	100 000 frank.
Vermindering . . . . .	100 000 frank.

In uitvoering van artikel 1 van de wet van 1 maart 1922 en overeenkomstig artikel 4 van de statuten, heeft de Staat 500 aandelen van 1 000 frank elk, ingeschreven op het kapitaal van voormalde maatschappij « A.I.D. ».

Ces parts sont entièrement libérées.

Il n'est pas possible de prévoir l'attribution d'un dividende pour l'exercice social de 1980. L'article pour l'exercice 1981 reste donc ouvert pour mémoire.

**Art. 27.02/10. — Ristourne revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Société coopérative liégeoise d'électricité "Socolie", association de communes à Liège.**

Evaluation des recettes : 1 500 000 francs, comme pour 1980.

L'Etat a fait apport en jouissance à ladite société notamment des installations de génie civil réalisées ou à réaliser; la valeur de la participation de l'Etat ainsi définie a été convertie en 2 500 parts sociales de 10 000 francs chacune.

En application de l'article 15 de ses statuts, lors de la répartition de l'excédent des recettes sur les charges, il peut être attribué une ristourne aux associés, laquelle peut être évaluée pour 1981 à 1 500 000 francs en faveur de l'Etat-associé.

**Art. 27.02/11. — Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la S.A. «UNERG» à Bruxelles.**

Evaluation des recettes : 100 000 francs, comme pour 1980.

Du chef de sa participation dans le capital de la société, l'Etat détient 375 parts sociales, sans désignation de valeur nominale.

En exécution des dispositions statutaires et lorsque les résultats le permettent, un dividende est attribué à toutes les parts sociales.

Un dividende analogue à celui des exercices précédents est prévu pour 1981.

**Art. 27.02/12. — Dividendes et gratifications revenant à l'Etat du chef de sa participation au capital de la S.A. « Compagnie des Installations maritimes de Bruges » (Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen M.B.Z.).**

Evaluation des recettes ... ... ...	30 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . .	34 900 000 francs.

Diminution . . . . .	4 900 000 francs.
----------------------	-------------------

Aucun dividende n'est à prévoir en 1981 étant donné que la Société a été autorisée à réserver ses bénéfices pour financer le parachèvement des investissements entrepris par l'Etat dans l'avant-port.

La recette prévue de 30,0 millions représente la part fixée par convention qui sera attribuée à l'Etat dans certains revenus d'exploitation de la M.B.Z.

#### Art. 06.01. — Produits divers.

Evaluation des recettes ... ... ...	1 164 905 000 francs.
Recettes probables pour 1980. . . .	1 096 910 000 francs.

Augmentation . . . . .	67 995 000 francs.
------------------------	--------------------

**Art. 06.01/1. — Recettes à provenir de l'exécution des dispositions légales relatives aux pensions de retraite à charge du Trésor public.**

Parts de pensions de retraite à rembourser au Trésor public par les pouvoirs et organismes visés par l'article 1<sup>e</sup>, b, cbis et e, de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public.

Evaluation des recettes	275 000 000 de francs,
contre . . . . .	215 000 000 de francs pour 1980;

augmentation . . . .	60 000 000 de francs.
----------------------	-----------------------

Cette différence provient :

1<sup>e</sup> de l'augmentation du nombre de parts à rembourser;

2<sup>e</sup> de la hausse de l'index.

**Art. 06.01/2. — Produit des ristournes de la Société Nationale des Chemins de fer Belges et de la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux, sur les sommes payées par les départements ministériels du chef des titres de transport utilisés.**

Evaluation des recettes ...	5 000 francs,
contre . . . . .	10 000 francs pour 1980;

diminution . . . . .	5 000 francs.
----------------------	---------------

Deze aandelen zijn volledig afbetaald.

Het is niet mogelijk de uitbetaling van een dividend voor het boekjaar 1980 in het vooruitzicht te stellen. Het artikel voor 1981 wordt dus *pro memoriæ* behouden.

**Art. 27.02/10. — Restorno verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de Coöperatieve Electriciteitsmaatschappij van Luik « Socolie », vereniging van gemeenten te Luik.**

Raming der ontvangsten : 1 500 000 frank, zoals voor 1980.

De Staat heeft inbreng gedaan ten voordele van de voormelde maatschappij van het vruchtgebruik o.m. van bestaande of nog te verwachten installaties van burgerlijke bouwkunde; de aldus bepaalde waarde van de Staatsdeelneming werd omgezet in 2 500 maatschappelijke aandelen van 10 000 frank elk.

In toepassing van artikel 15 van haar statuten, kan bij de verdeling van het overschot van de ontvangsten op de lasten een restorno toegekend worden aan de aandeelhouders dat voor 1981 op 1 500 000 frank mag geraamd worden ten voordele van de Staat-aandeelhouder.

**Art. 27.02/11. — Dividend verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de N.V. «UNERG» te Brussel.**

Raming der ontvangsten : 100 000 frank, zoals voor 1980.

Uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de vennootschap, bezit de Staat 375 maatschappelijke aandelen, zonder aanduiding van waarde.

Volgens de statutaire beschikkingen en wanneer de resultaten: het toelaten, wordt aan alle aandelen een dividend toegekend.

Hetzelfde dividend als voor de voorgaande boekjaren wordt voor 1981 voorzien.

**Art. 27.02/12. — Dividenden en vergoedingen verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de N.V. Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen (M.B.Z.).**

Raming der ontvangsten . . . . .	30 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . .	34 900 000 frank.

Vermindering . . . . .	4 900 000 frank.
------------------------	------------------

In 1981 wordt geen dividende in het vooruitzicht gesteld daar de maatschappij gemachtigd is om de winst te besteden aan de financiering van afwerking van de investeringen in de voor-haven welke door de Staat worden uitgevoerd.

De geraamde ontvangst van 30,0 miljoen vertegenwoordigt het aandeel van de Staat volgens de overeenkomsten, in sommige exploitatie-opbrengsten van de M.B.Z.

#### Art. 06.01. — Diverse opbrengsten.

Raming der ontvangsten . . . . .	1 164 905 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . .	1 096 910 000 frank.

Vermeerdering . . . . .	67 995 000 frank.
-------------------------	-------------------

**Art. 06.01/1. — Ontvangsten voortvloeiend uit de uitvoering der wettelijke bepalingen betreffende de rustpensioenen ten laste van de Openbare Schatkist.**

Pensioengedeelten aan de Openbare Schatkist terug te storten door de machten en organismen bedoeld bij artikel 1, b, cbis en e, van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector.

Raming der ontvangsten . . . .	275 000 000 frank,
tegen . . . . .	215 000 000 frank voor 1980;

vermeerdering . . . . .	60 000 000 frank.
-------------------------	-------------------

Dit verschil is te wijten :

1<sup>e</sup> aan de vermeerdering van het aantal terug te betalen pensioen- gedeelten;

2<sup>e</sup> aan de stijging van de index.

**Art. 06.01/2. — Opbrengst van de teruggaven van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen en van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen, op de betaalde sommen door de ministeriële departementen, wegens de gebruikte reisbiljetten.**

Raming der ontvangsten . . . .	5 000 frank,
tegen . . . . .	10 000 frank voor 1980;

vermindering . . . . .	5 000 frank.
------------------------	--------------

L'évaluation se subdivise comme suit :

Affaires économiques ... ... ... ... ...	F	<u>—</u>
Emploi et Travail ... ... ... ... ...	F	<u>5 000</u>
Total ... ... F	<u>5 000</u>	

Montant présumé de la différence entre le coût des titres de transport utilisés en 1981 par le personnel du Département et celui d'un abonnement.

Art. 06.01/3. — *Recettes diverses et accidentielles de la Caisse des Dépôts et Consignations.*

Evaluation des recettes ... ... ...	12 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . . . .	<u>11 000 000 de francs.</u>
Augmentation ... ... ... ...	1 000 000 de francs.

La prévision pour 1981 a été calculée en se basant sur le résultat des exercices précédents.

Art. 06.01/4. — *Versements des corps de troupe et de la Gendarmerie :*

a) *Versements par la Gendarmerie.*

Evaluation des recettes ...	800 000 francs,
contre ... ... ...	700 000 francs pour 1980;
augmentation ... ...	<u>100 000 francs.</u>

Il s'agit de recettes diverses, notamment celles provenant de la vente de vieux fers, de fumier, de vieilles archives, de l'utilisation de véhicules de la Gendarmerie par le Département de la Justice pour le transport de détenus, du remboursement par des tiers de communications téléphoniques, d'escortes de fonds et de la participation de la musique à des fêtes et concerts.

b) *Versements par les corps de troupe.*

Evaluation des recettes ...	8 000 000 de francs,
contre ... ... . .	7 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . . .	<u>1 000 000 de francs.</u>

Ces recettes proviennent de la participation des musiques militaires à des fêtes et concerts, de réunions sportives, du remboursement de titres de transport utilisés indûment, de retenues opérées pour usage non autorisé de véhicules, ou pour perte ou détérioration de matériel et d'équipements, etc.

L'évaluation pour 1981 a été établie en tenant compte des recettes effectives de 1979 et des recettes probables de 1980.

Art. 06.01/5. — *Produit du placement des fonds disponibles du Trésor (art. 7 de la loi du 10 mai 1850, organisant le service du Caissier de l'Etat, modifiée par les lois des 20 mai 1872, 26 mars 1900 et l'arrêté royal du 30 octobre 1926 pris en exécution de la loi du 16 juillet 1926) (pour mémoire).*

Evaluation des recettes : néant, comme pour 1980.

Aucun placement ne sera probablement effectué en 1981.

Art. 06.01/6. — *Intérêts revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la Caisse Nationale de Crédit professionnel.*

Evaluation des recettes : 19 100 000 francs, comme pour les recettes probables de 1980.

A. — L'arrêté-loi du 23 décembre 1946 portant transformation de la Caisse centrale du Petit Crédit professionnel en une Caisse Nationale de Crédit professionnel stipule en son titre II (art. 6) que le Fonds social est constitué entre autres :

1° par transfert du prêt sans intérêt de 50 millions de francs consenti par l'Etat à la Caisse centrale du Petit Crédit professionnel;

2° par transfert de la souscription de l'Etat de 35 000 000 de francs au capital de la Caisse Nationale de Crédit aux Classes moyennes;

3° par prélèvement de 15 millions de francs sur les réserves de la Caisse centrale du Petit Crédit professionnel et la Caisse Nationale de Crédit aux Classes moyennes;

De raming wordt als volgt onderverdeeld :

Economische Zaken ... ... ... ...	F	<u>—</u>
Tewerkstelling en Arbeid ... ... ...	F	<u>—</u>
Totaal ... ... F	<u>5 000</u>	

Vermoedelijk bedrag van het verschil tussen de kosten van de reisbewijzen gebruikt in 1981 door het personeel van het Departement en deze van een abonnement.

Art. 06.01/3. — *Diverse en toevallige ontvangsten van de Deposito-en Consignatiekas.*

Raming der ontvangsten . . . . .	12 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	<u>11 000 000 frank.</u>
Vermeerdering . . . . .	<u>1 000 000 frank.</u>

De raming voor 1981 werd berekend op basis van de uitslagen van de vorige dienstjaren.

Art. 06.01/4. — *Stortingen door de troepenkorpsets en door de Rijkswacht :*

a) *Stortingen door de Rijkswacht.*

Raming der ontvangsten ...	800 000 frank,
tegen . . . . .	<u>700 000 frank voor 1980;</u>
vermeerdering . . . . .	<u>100 000 frank.</u>

Het betreft hier diverse ontvangsten, namelijk deze voortvloeiend uit de verkoop van oude hoefijzers, van mest, van oud archief, uit het gebruik van voertuigen van de Rijkswacht door het Departement van Justitie voor het vervoer van gevangenen, uit de terugbetaling door derden van telefoongesprekken, van fondsenbegeleidingen en uit de deelneming van de muziekkapel aan feesten en concerten.

b) *Stortingen door de troepenkorpsets.*

Raming der ontvangsten ...	8 000 000 frank,
tegen . . . . .	<u>7 000 000 frank voor 1980;</u>
vermeerdering . . . . .	<u>1 000 000 frank.</u>

Deze ontvangsten spruiten voort uit de deelneming van militaire muziekkorpsen aan feesten en concerten, uit sportvergaderingen, uit de terugbetaling van ten onrechte gebruikte transportbewijzen, uit inhoudingen toegepast wegens ongeoorloofd gebruik van voertuigen of wegens verlies of beschadiging van materieel of toerustingsvoorwerpen, enz.

De raming voor 1981 steunt op de werkelijke ontvangsten van 1979 en op de vermoedelijke ontvangsten van 1980.

Art. 06.01/5. — *Opbrengst van de belegging van de beschikbare gelden van de Schatkist (art. 7 van de wet van 10 mei 1850 tot oprichting van de dienst van de Staatskassier, gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1872, 26 maart 1900 en het koninklijk besluit van 30 oktober 1926 genomen ter uitvoering van de wet van 16 juli 1926) (pro memorie).*

Raming der ontvangsten : nihil, zoals voor 1980.  
Vermoedelijk worden geen beleggingen verricht in 1981.

Art. 06.01/6. — *Interesten verschuldigd aan de Staat uit hoofde van zijn deelneming in het kapitaal van de Nationale Kas voor Beroepskrediet.*

Raming der ontvangsten : 19 100 000 frank,  
zoals voor de vermoedelijke ontvangsten van 1980.

A. — De besluitwet van 23 december 1946 houdende omvorming van de Hoofdkas voor het Klein Beroepskrediet in een Nationale Kas voor Beroepskrediet bepaalt in zijn titel II (art. 6) dat het Maatschappelijk Fonds onder meer gevormd is :

1° door overdracht van de lening van 50 miljoen frank zonder interest, door de Staat toegestaan aan de Hoofdkas voor het Klein Beroepskrediet;

2° door overdracht aan de inschrijving van de Staat van 35 000 000 frank op het kapitaal van de Nationale Kas voor Krediet aan de Middenstand;

3° door afneming van 15 miljoen frank op de reserves van de Hoofdkas voor Klein Beroepskrediet en de Nationale Kas voor Krediet aan de Middenstand;

4<sup>e</sup> par la souscription par l'Etat d'une somme de 100 000 000 de francs mise à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit professionnel.

B. — En outre, les lois des 14 février 1962 et 4 février 1971 ont porté cette dernière souscription de 100 millions de francs respectivement à 300 puis à 600 millions de francs. Cette dernière augmentation de 300 millions a été mise à la disposition de la C.N.C.P. le 15 septembre 1972.

L'intérêt dû pour un exercice social est rattaché au budget des Voies et Moyens de l'année suivante. Le taux d'intérêt est fixé par les ministres de tutelle après expiration de l'exercice social et n'est donc pas connu au moment de l'élaboration des propositions budgétaires.

Un taux d'intérêt de 3 % peut être espéré pour chacun des exercices budgétaires 1980 et 1981.

**Art. 06.01/7. — Intérêts dus par l'Institut National de Crédit Agricole sur la participation de l'Etat au fonds de premier établissement.**

Evaluation des recettes ... ... ...	18 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 : ...	12 000 000 de francs.
Augmentation ... ... ... ...	6 000 000 de francs.

Suivant les dispositions légales ci-dessus, l'Etat et la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite mettront à la disposition de l'Institut National de Crédit Agricole un fonds de premier établissement d'un montant de 465 millions, destiné à lui permettre d'organiser ses services et de faire face à ses opérations.

La participation de l'Etat s'élève à 600 millions de francs, libérés entièrement (loi du 6 décembre 1974).

Suivant les dispositions de l'article 17 de l'arrêté royal du 30 septembre 1937, l'Institut National est tenu de payer sur la part de l'Etat un intérêt dont le taux est fixé annuellement par le Ministre des Finances en accord avec le Ministre de l'Agriculture.

L'intérêt dû pour un exercice social est rattaché au budget des Voies et Moyens de l'année suivante. Le taux d'intérêt est fixé par le ministre de tutelle après expiration de l'exercice social et n'est donc pas connu au moment de l'élaboration des propositions budgétaires.

Pour l'année 1979, c'est-à-dire pour l'année budgétaire 1980, ce taux d'intérêt a été fixé à 2 %. On prévoit qu'il pourrait être porté à 3 % pour l'année budgétaire 1981.

**Art. 06.01/8. — Dividende revenant à l'Etat du chef de sa participation dans le capital de la S.A. « Géomines ».**

Evaluation des recettes : néant, comme pour 1980.

L'Etat belge détenait 69 546 actions sans désignation de valeur de la Société « Géoruanda ».

Le 28 décembre 1973 la Société « Géomines » a été absorbée par la S.A. « Géomines » par l'apport de l'universalité de son patrimoine social, donnant lieu à l'émission de 33 000 actions « Géomines », celles-ci étant attribuées à raison de 11 actions « Géomines » pour 100 actions « Géoruanda ».

Le 15 mai 1974 une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Géomines a décidé d'échanger les actions à raison de 3 actions anciennes contre une action nouvelle.

A la suite de ces opérations l'Etat belge possède actuellement 2 548 actions de la S.A. Géomines. Les résultats d'exploitation de l'exercice social en cours ne permettront vraisemblablement pas la distribution d'un dividende en 1981.

**Art. 06.01/9. — Monnaie. — Frais d'essai des ouvrages et des matières d'or, d'argent et de platine.**

Evaluation des recettes ... ... ...	500 000 francs.
Recettes probables pour 1980 : ...	600 000 francs.
Diminution ... ... ... ...	100 000 francs.

Les recettes du bureau de la garantie sont constituées par le produit des frais d'essai des lingots, matières et ouvrages en métaux précieux présentés à l'essayeur des monnaies.

4<sup>e</sup> door inschrijving van de Staat van een bedrag van 100 000 000 frank ter beschikking gesteld van de Nationale Kas voor Beroeps-krediet.

B. — Daarenboven is in uitvoering van de wetten van 14 februari 1962 en 4 februari 1971 deze inschrijving van 100 miljoen frank respectievelijk op 300 en vervolgens op 600 miljoen frank gebracht. Deze laatste verhoging van 300 miljoen werd op 15 september 1972 ter beschikking van de N.K.B.K. gesteld.

De voor het boekjaar verschuldigde interest wordt ingeschreven op de Rijksmiddelenbegroting van het volgende jaar. De interestvoet wordt door de voogdijministers vastgesteld na afsluiting van het boekjaar en is dus niet gekend op het ogenblik van het opmaken van de begrotingsvoorstel.

Een interestvoet van 3 % mag verwacht worden voor elk der begrotingsjaren 1980 en 1981.

**Art. 06.01/7. — Interesten door het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet verschuldigd op het aandeel van de Staat in het oprichtingsfonds.**

Raming der ontvangsten . . . . .	18 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 : . . .	12 000 000 frank.
Vermeerdering . . . . .	6 000 000 frank.

Volgens de hierboven vermelde wettelijke bepalingen, zullen de Staat en de Algemene Spaar- en Lijfsrentekas een oprichtingsfonds voor een bedrag van 465 miljoen frank, ter beschikking stellen van het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet, om de inrichting van zijn diensten mogelijk te maken en de vereiste middelen verschaffen voor zijn verrichtingen.

Het aandeel van de Staat bedraagt 600 miljoen frank en is afbetaald (wet van 6 december 1974).

Volgens de bepalingen van artikel 17 van het koninklijk besluit van 30 september 1937 dient het Nationaal Instituut op het aandeel van de Staat een interest te betalen waarvan de voet jaarlijks wordt vastgesteld door de Minister van Financiën in overleg met de Minister van Landbouw.

De voor een boekjaar verschuldigde interest wordt ingeschreven op de Rijksmiddelenbegroting van het volgend jaar. De interestvoet wordt door de voogdijminister vastgesteld na afsluiting van het boekjaar van het Instituut en is dus niet gekend op het ogenblik van het opmaken van de begrotingsvoorstel.

Voor het jaar 1979, t.t.z. voor het begrotingsjaar 1980 werd deze rentevoet vastgesteld op 2 %. Volgens de ramingen zou hij voor het begrotingsjaar 1981 tot 3 % kunnen verhoogd worden.

**Art. 06.01/8. — Dividend aan de Staat toekomende uit hoofde van zijn deelname in het kapitaal van de N.V. « Géomines ».**

Raming der ontvangsten : nihil, zoals voor 1980.

De Belgische Staat bezat 69 546 aandelen zonder nominale waarde van de Vennootschap « Géoruanda ».

Op 28 december 1973 werd de Vennootschap « Géoruanda » opgesloten door inbreng in de N.V. « Géomines » van haar totale maatschappelijk vermogen tegen uitgifte van 33 000 aandelen « Géomines », in de verhouding van 11 aandelen « Géomines » voor 100 aandelen « Géoruanda ».

Op 15 mei 1974 heeft een buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders van Géomines beslist de aandelen om te ruilen naar verhouding van 1 nieuw aandeel voor elke 3 oude.

Door deze verrichting bezit de Belgische Staat thans 2 548 aandelen van de N.V. Géomines. De bedrijfsinkomsten van het lopende vennootschappelijk dienstjaar maken het uitbetalen van een dividend in 1980 onwaarschijnlijk.

**Art. 06.01/9. — Munt. — Keurloon voor werken en grondstoffen uit goud, zilver en platina.**

Raming der ontvangsten . . . . .	500 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 : . . .	600 000 frank.
Vermindering . . . . .	100 000 frank.

De ontvangsten van het waarborgkantoor bestaan uit de opbrengst van het keurloon voor de staven, grondstoffen en werken uit edelmetaal welke aan de beproever van de munt worden voorgelegd.

**Art. 06.01/10. — Recettes diverses et accidentielles de la Trésorerie.**

Evaluation des recettes : 831 500 000 francs, comme pour 1980.

La prévision pour l'année budgétaire 1981 a été basée sur les recettes moyennes des années 1978 et 1979.

**Art. 06.01/11. — Produit de la réserve monétaire constituée auprès de la Banque Nationale de Belgique par les différentes catégories d'intermédiaires financiers.**

Evaluation des recettes : nihil, comme pour 1980.

Dans les périodes de circonstances monétaires exceptionnelles la Banque Nationale de Belgique peut imposer aux différentes catégories d'intermédiaires financiers de constituer temporairement une réserve monétaire.

Cette réserve, étant déposée auprès de la Banque, trouve sa contre-partie dans les actifs détenus par celle-ci. Dès lors, la Banque verse à l'Etat une part proportionnelle des revenus nets produits par ses actifs correspondant à ses engagements en francs belges envers les tiers.

**Art. 08.01. — Recettes en provenance d'autres services.**

Evaluation des recettes ...	176 100 000 francs.
Recettes probables pour 1980 .	171 600 000 francs.
Augmentation .	4 500 000 francs.

**Art. 08.01/1. — Remboursements des dépenses imputées à l'article 03.01 du budget des Pensions en matière de pensions de survie.**

Evaluation des recettes ...	4 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 .	3 500 000 francs.
Augmentation .	500 000 francs.

Les recettes inscrites au présent article correspondent aux dépenses imputées en 1980 à l'article 03.01 du budget des Pensions.

**Art. 08.01/2. — Remboursements effectués en exécution de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé.**

Evaluation des recettes : 150 000 000 de francs, comme pour 1980.

Les recettes inscrites au présent article correspondent à la moitié des crédits disponibles pour 1980 à l'article 03.01 du budget des Pensions.

**Art. 08.01/4. — Recettes du chef de prescription d'ordonnances, créances, mandats, récépissés et divers.**

Evaluation des recettes	16 000 000 de francs,
contre .	14 000 000 de francs pour 1980;
augmentation .	2 000 000 de francs.

La prévision est basée sur les soldes disponibles chez les comptables intéressés.

**Art. 08.01/5. — Recettes du chef de prescriptions : coupons et arrérages des inscriptions nominatives de la dette belge.**

Evaluation des recettes ...	6 100 000 francs,
contre .	4 100 000 francs pour 1980;
augmentation .	2 000 000 de francs.

Conformément aux dispositions de l'article 54 de l'arrêté royal du 6 août 1951, réglant le Service de la Dette publique, les intérêts des obligations au porteur ainsi que les arrérages des inscriptions nominatives des dettes de l'Etat se prescrivent par cinq ans à compter de la date de l'échéance.

La prévision des recettes à prévoir de ce chef est basée sur les paiements effectués jusqu'au 31 décembre 1979 ainsi que sur les prescriptions acquises antérieurement.

**Art. 06.01/10. — Diverse en toevallige ontvangsten van de Thesaurie.**

Raming der ontvangsten : 831 500 000 frank, zoals voor 1980.

De raming voor het begrotingsjaar 1981 werd gebaseerd op de gemiddelde ontvangsten van 1978 en 1979.

**Art. 06.01/11. — Opbrengst van de monetaire reserve die de onderscheiden financiële tussenpersonen bij de Nationale Bank van België hebben gevormd.**

Raming der ontvangsten : nihil, zoals voor 1980.

In periodes van uitzonderlijke monetaire omstandigheden kan de Nationale Bank van België de onderscheiden financiële tussenpersonen ertoe verplichten tijdelijk een monetaire reserve aan te leggen.

Aangezien deze reserve bij de Bank berust, vindt zij een tegenwaarde in de activa van de Bank. De Bank stort daarom bij de Staat een evenredig deel van de netto-inkomsten uit haar activa die overeenstemmen met haar verbintenissen in Belgische frank tegenover derden.

**Art. 08.01. — Ontvangsten herkomstig uit andere diensten.**

Raming der ontvangsten .	176 100 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 .	171 600 000 frank.
Vermeerdering .	4 500 000 frank.

**Art. 08.01/1. — Terugbetaling van de uitgaven aangerekend op artikel 03.01 van de begroting van Pensioenen inzake overlevingspensioenen.**

Raming der ontvangsten .	4 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 .	3 500 000 frank.
Vermeerdering .	500 000 frank.

De ontvangsten ingeschreven op het onderhavig artikel, stemmen overeen met de uitgaven die in 1980 onder artikel 03.01 van de begroting van Pensioenen werden ingeschreven.

**Art. 08.01/2. — Terugstortingen verricht ter uitvoering van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector.**

Raming der ontvangsten : 150 000 000 frank, zoals voor 1980.

De ontvangsten ingeschreven op het onderhavig artikel stemmen overeen met de helft van de kredieten die voor 1980 beschikbaar zijn op artikel 03.01 van de begroting van Pensioenen.

**Art. 08.01/4. — Ontvangsten uit hoofde van de verjaring van ordonnantiën, schuldborderingen, mandaten, ontvangstbewijzen en diversen.**

Raming der ontvangsten ...	16 000 000 frank,
tegen .	14 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering .	2 000 000 frank

De raming is berekend op de beschikbare saldi bij de betrokken rekenplichtigen.

**Art. 08.01/5. — Ontvangsten uit hoofde van verjaringen : coupons en rentetermijnen van de Belgische schuld.**

Raming der ontvangsten ...	6 100 000 frank,
tegen .	4 100 000 frank voor 1980;
vermeerdering .	2 000 000 frank

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 54 van het koninklijk besluit van 6 augustus 1951, tot regeling van de Dienst der Staatschuld, verjaren de interessen der toonderobligaties alsmede de rentetermijnen der inschrijvingen op naam van de Staatsschuld na verloop van vijf jaar met ingang van de vervaldag.

De uit dien hoofde te voorziene ontvangsten steunen op de tot 31 december 1979 gedane uitbetalingen en op de vroeger verworven verjaringen.

**§ 2. Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines.**

**Art. 11.01. — Remboursement de traitements, d'indemnités et de pensions. — Frais de justice en matière diverses.**

Evaluation des recettes	235 000 000 de francs,
contre ...	230 000 000 de francs pour 1980;
augmentation .	5 000 000 de francs.

**Art. 16.01. — Produits des domaines.**

Evaluation des recettes : 700 000 000 de francs, comme pour 1980.

**Art. 16.01/1. — Produits des domaines.**

Evaluation des recettes : 700 000 000 de francs, comme pour 1980.

Pour établir l'évaluation, il a été tenu compte de l'avis de l'Administration des eaux et forêts, en ce qui concerne les coupes de bois dans les forêts domaniales.

**Art. 16.01/2. — Loyers et fermages.**

Evaluation des recettes : néant,  
comme pour les recettes probables de 1980.

Le produit des loyers et fermages est repris désormais à l'article 28.01.

**Art. 26.01 a). — Intérêts moratoires en matière d'impôts.**

Evaluation des recettes	1 380 000 000 de francs,
contre ...	1 100 000 000 de francs pour 1980;
augmentation .	280 000 000 de francs.

**Art. 26.01 b). — Dommages et intérêts et intérêts moratoires en matière diverses.**

Evaluation des recettes	20 000 000 de francs,
contre ...	23 000 000 de francs pour 1980;
diminution .	3 000 000 de francs.

Il s'agit de produits accidentels.

**Art. 28.01. — Redevances pour l'occupation de biens domaniaux.**

Evaluation des recettes	250 000 000 de francs,
contre ...	235 000 000 de francs pour 1980;
augmentation .	15 000 000 de francs.

**Art. 38.01. — Déficits des comptables. — Produits des transactions sur la législation en matière de changes. — Recettes diverses.**

Evaluation des recettes	25 000 000 de francs,
contre ...	45 000 000 de francs pour 1980;
diminution .	20 000 000 de francs.

**Art. 06.01. — Produits divers.**

Evaluation des recettes : 45 000 000 de francs, comme pour 1980.

**Art. 06.01/1. — Part dans le produit des installations portuaires.**

Evaluation des recettes	3 500 000 francs,
contre ...	3 000 000 de francs pour 1980;
augmentation .	500 000 francs.

**Art. 06.01/2. — Remboursement de créances provenant des divers départements.**

Evaluation des recettes	41 500 000 francs,
contre ...	42 000 000 de francs pour 1980;
diminution .	500 000 francs.

**§ 2. Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen.****Art. 11.01. — Terugbetalingen van wedden, vergoedingen en pensioenen. — Gerechtskosten in verscheidene zaken.**

Raming der ontvangsten ...	235 000 000 frank,
tegen ...	230 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering .	5 000 000 frank.

**Art. 16.01. — Opbrengsten van de domeinen.**

Raming der ontvangsten : 700 000 000 frank, zoals voor 1980.

**Art. 16.01/1. — Opbrengsten van de domeinen.**

Raming der ontvangsten : 700 000 000 frank, zoals voor 1980.

Om de raming te bepalen werd rekening gehouden met het advies van het Bestuur van waters en bossen, voor wat de houtkapping in de domaniale bossen betreft.

**Art. 16.01/2. — Huren en pachtprijzen.**

Raming der ontvangst : nihil,  
zoals voor de vermoedelijke ontvangst van 1980.

De opbrengst van huren en pachtprijzen is thans vermeld onder het artikel 28.01.

**Art. 26.01 a). — Moratoire interesten inzake belastingen.**

Raming der ontvangsten ...	1 380 000 000 frank,
tegen ...	1 100 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering .	280 000 000 frank.

**Art. 26.01 b). — Schadevergoedingen en moratoire interesten in allerlei zaken.**

Raming der ontvangsten ...	20 000 000 frank,
tegen ...	23 000 000 frank voor 1980;
vermindering .	3 000 000 frank.

Het gaat hier om toevallige opbrengsten.

**Art. 28.01. — Retributies voor het gebruik van domeingoederen.**

Raming der ontvangsten ...	250 000 000 frank,
tegen ...	235 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering .	15 000 000 frank.

**Art. 38.01. — Deficit van rekenplichtigen. — Opbrengst van transacties inzake de wetgeving op de wisselcontrole. — Diverse opbrengsten.**

Raming der ontvangsten ...	25 000 000 frank,
tegen ...	45 000 000 frank voor 1980;
vermindering .	20 000 000 frank.

**Art. 06.01. — Diverse opbrengsten.**

Raming der ontvangst : 45 000 000 frank, zoals voor 1980.

**Art. 06.01/1. — Aandeel in de opbrengst van de haveninrichtingen.**

Raming der ontvangsten ...	3 500 000 frank,
tegen ...	3 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering .	500 000 frank.

**Art. 06.01/2. — Terugbetaling van schuldvorderingen voortkomende van verschillende departementen.**

Raming der ontvangsten ...	41 500 000 frank,
tegen ...	42 000 000 frank voor 1980;
vermindering .	500 000 frank.

### § 3. Administration des Contributions directes.

#### Art. 16.01. — Recettes diverses.

Evaluation des recettes : 19 500 000 de francs, comme pour les recettes probables de 1980.

#### Art. 16.01/1. — Taxe de vérification des poids et mesures.

a) Recette probable pour 1980	... ... ... ...	F 500 000
b) Prévision pour 1981	... ... ... ...	F 500 000

L'Administration des Contributions directes n'intervient plus en la matière qu'accidentellement, pour le recouvrement de droits non payés directement au service compétent du Ministère des Affaires économiques.

#### Art. 16.01/2. — Taxe sur les épreuves d'appareils à vapeur et à air comprimé (pour mémoire).

Taxe supprimée à partir de l'exercice d'imposition 1975 (art. 10 de l'arrêté royal du 22 avril 1974).

#### Art. 16.01/3. — Rétributions du chef de la délivrance d'extraits ou autres documents cadastraux (sommes payables aux directions du cadastre, qui les écrivent mensuellement au compte postal d'un receveur des contributions) (pour mémoire).

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1976, l'administration des contributions directes n'intervient plus en la matière.

#### Art. 16.01/4. — Produit des souscriptions aux publications éditées par l'Administration :

a) Recette probable pour 1980	... ... ... ...	F 19 000 000
b) Prévisions probables pour 1981	... ... ... ...	F 19 000 000

#### Art. 26.01. — Intérêts de retard (à charge des entreprises et des ménages).

Evaluation des recettes ... ... ... ... 1 800 000 000 de francs.  
Recettes probables pour 1980 . . . . . 1 710 000 000 de francs.

Augmentation ... ... ... ... 90 000 000 de francs.

#### Recette nette probable pour 1980 :

1 <sup>er</sup> Recette brute	... ... ... ...	F 2 200 000 000
2 <sup>e</sup> Degrèvements	... ... ... ...	F 490 000 000

3 <sup>e</sup> Recette nette	... ... ... ...	F 1 710 000 000
------------------------------	-----------------	-----------------

Prévision de recette nette pour 1981 :

1 <sup>er</sup> Recette brute	... ... ... ...	F 2 300 000 000
2 <sup>e</sup> Degrèvements	... ... ... ...	F 500 000 000

3 <sup>e</sup> Recette nette	... ... ... ...	F 1 800 000 000
------------------------------	-----------------	-----------------

Justification de l'augmentation par rapport à la recette probable de 1980 : accroissement du volume des droits à recouvrer.

#### Art. 38.01. — Rétributions du chef de poursuites.

Evaluation des recettes ... ... ... ... 13 000 000 de francs.  
Recettes probables pour 1980 . . . . . 13 000 000 de francs.

Status quo.

Aux termes de l'article 225 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus (4 mars 1965), les frais de poursuites sont versés intégralement aux huissiers instrumentants ayant la qualité d'huissier de justice; ils reviennent au Trésor s'ils sont relatifs à des poursuites effectuées par les huissiers des Contributions directes sous déduction de la quotité que le Ministre des Finances est autorisé à allouer à ces huissiers.

#### Recette nette probable au profit du Trésor pour 1980 :

1 <sup>er</sup> Recette brute	... ... ... ...	F 24 000 000
2 <sup>e</sup> Degrèvements	... ... ... ...	F - 11 000 000
3 <sup>e</sup> Recette nette	... ... ... ...	F 13 000 000

### § 3. Administratie der Directe Belastingen.

#### Art. 16.01. — Diverse ontvangsten.

Raming der ontvangsten : 19 500 000 frank, zoals voor de vermoedelijke ontvangsten van 1980.

#### Art. 16.01/1. — Ijkloon.

a) Vermoedelijke ontvangst voor 1980	... ... ... ...	F 500 000
b) Raming voor 1981	... ... ... ...	F 500 000

De Administratie der Directe Belastingen treedt ter zake slechts toevallig op voor de invordering van rechten die niet rechtstreeks betaald worden bij de bevoegde dienst van het Ministerie van Economische Zaken.

#### Art. 16.01/2. — Belasting voor het beproeven van stoom- en perslucht-toestellen (pro memorie).

Belasting afgeschaft met ingang van het aanslagjaar 1975 (art. 10 van het koninklijk besluit van 22 april 1974).

#### Art. 16.01/3. — Vergeldingen voor de uitreiking van kadastrale uittrek-sels of andere kadastrale bescheiden (sommen betaald bij de directies van het kadaster en maandelijks overgeschreven op de postrekening van een ontvanger der belastingen) (pro memorie).

Vanaf 1 januari 1976 komt de administratie der directe belastingen ter zake niet meer tussenbeide.

#### Art. 16.01/4. — Opbrengst der inschrijvingen op de publicaties uitgegeven door de Administratie :

a) Vermoedelijke ontvangst voor 1980	... ... ... ...	F 19 000 000
b) Raming voor 1981	... ... ... ...	F 19 000 000

#### Art. 26.01. — Nalatigheidsinteresten (ten laste van de bedrijven en van de gezinnen).

Raming der ontvangsten . . . . . 1 800 000 000 frank.  
Vermoedelijke ontvangst voor 1980 . . . . . 1 710 000 000 frank.

Vermeerdering . . . . . 90 000 000 frank.

#### Vermoedelijke netto -ontvangst voor 1980 :

1 <sup>er</sup> Bruto-ontvangst	... ... ... ...	F 2 200 000 000
2 <sup>e</sup> Ontlastingen	... ... ... ...	F 490 000 000

3 <sup>e</sup> Netto-ontvangst	... ... ... ...	F 1 710 000 000
--------------------------------	-----------------	-----------------

Raming van de netto-ontvangst voor 1981 :

1 <sup>er</sup> Bruto-ontvangst	... ... ... ...	F 2 300 000 000
2 <sup>e</sup> Ontlastingen	... ... ... ...	F 500 000 000

3 <sup>e</sup> Netto-ontvangst	... ... ... ...	F 1 800 000 000
--------------------------------	-----------------	-----------------

Verantwoording van de vermeerdering ten opzichte van de vermoedelijke ontvangst voor 1980 : vermeerdering van het volume van de in te vorderen rechten.

#### Art. 38.01. — Retributiegelden wegens vervolgingen.

Raming der ontvangsten . . . . . 13 000 000 frank.  
Vermoedelijke ontvangst voor 1980 . . . . . 13 000 000 frank.

Status-quo.

Naar luid van artikel 225 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (4 maart 1965) komen de vervolgingskosten volledig toe aan de instrumenterende deurwaarders die de hoedanigheid hebben van gerechtsdeurwaarder; ze komen aan de Schatkist toe, indien ze vervolgingen betreffen, die door de deurwaarders der Directe Belastingen werden gedaan, onder aftrek van het gedeelte dat de Minister van Financiën gemachtigd is aan deze deurwaarders toe te kennen.

#### Vermoedelijke netto-ontvangst ten bate van de Schatkist voor 1980 :

1 <sup>er</sup> Bruto-ontvangst	... ... ... ...	F 24 000 000
2 <sup>e</sup> Ontlastingen	... ... ... ...	F - 11 000 000

3 <sup>e</sup> Netto-ontvangst	... ... ... ...	F 13 000 000
--------------------------------	-----------------	--------------

## Prévision pour 1980 :

1 <sup>e</sup> Recette brute . . . . .	F 24 000 000
2 <sup>e</sup> Degrèvements . . . . .	F -11 000 000
3 <sup>e</sup> Recette nette . . . . .	F 13 000 000

Diminution du nombre des huissiers des contributions et, corrélativement, du volume des poursuites effectuées à leur intervention mais, par contre, indexation du tarif des actes.

Art. 48.01. — Remboursement des frais d'administration afférents à la perception de certaines taxes (art. 357 du Code des impôts sur les revenus).

Evaluation des recettes . . . . .	650 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . .	600 000 000 de francs.
Augmentation . . . . .	50 000 000 de francs.

Justification de l'augmentation par rapport à la recette probable de 1980 : rendement croissant des taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques, dont la perception donne lieu au prélèvement d'une remise de 3 % pour remboursement au Trésor des frais d'administration.

## § 4. Administration des Douanes et Accises.

## Art. 06.01. — Produits divers.

Evaluation des recettes contre . . . . .	210 000 000 de francs, 180 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . . . . .	30 000 000 de francs.

## Art. 06.01/1. — Intérêts de retard.

Evaluation des recettes contre . . . . .	14 000 000 de francs, 10 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . . . . .	4 000 000 de francs.

La recette probable de 14 000 000 de francs inscrite pour 1981 a été fixée sur la base des perceptions effectuées au cours des deux années précédentes.

## Art. 06.01/2. — Rétributions pour prestations de service spéciales.

Evaluation des recettes contre . . . . .	196 000 000 de francs, 170 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . . . . .	26 000 000 de francs.

Eu égard aux perceptions effectuées en 1979, le montant prévu pour 1981 est évalué à 196 millions de francs.

## § 5. Administration du Cadastre.

## Art. 16.01. — Recettes du chef de la délivrance d'extraits ou autres documents cadastraux.

Evaluation des recettes Recettes probables pour 1980 . . .	120 000 000 de francs. 100 000 000 de francs.
Augmentation . . . . .	20 000 000 de francs.

L'augmentation résulte de l'adaptation des tarifs qui entrera en vigueur en 1980 et qui aura son plein effet en 1981.

## § 6. Diverses administrations.

## Art. 06.01. — Produits divers.

Evaluation des recettes Recettes probables pour 1980 . . .	31 500 000 francs. 30 500 000 francs.
Augmentation . . . . .	1 000 000 de francs.

## Raming voor 1980 :

1 <sup>e</sup> Bruto-ontvangst . . . . .	F 24 000 000
2 <sup>e</sup> Ontlastingen . . . . .	F -11 000 000
3 <sup>e</sup> Netto-ontvangst . . . . .	F 13 000 000

Vermindering van het aantal deurwaarders der belastingen en, corrélatif, van het aantal van de vervolgingen gedaan door hun tussenkomst maar, daarentegen, indexering van het tarief van de akten.

Art. 48.01. — Vergelding van de administratiekosten in verband met de inning van sommige aanvullende belastingen (art. 357 van het Wetboek van de inkomenbelasting).

Raming der ontvangsten . . . . .	650 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . .	600 000 000 frank.
Vermeerdering . . . . .	50 000 000 frank.

Verantwoording van de vermeerdering ten opzichte van de vermoedelijke ontvangst van 1980 : toenemend rendement van de aanvullende belastingen op de personenbelasting, waarvan de inning aanleiding geeft tot de inhouding van een korting van 3 % voor terugbetaling van de administratiekosten aan de Schatkist.

## § 4. Administratie der Douane en Accijnzen.

## Art. 06.01. — Diverse opbrengsten.

Raming der ontvangsten tegen . . . . .	210 000 000 frank, 180 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	30 000 000 frank.

## Art. 06.01/1. — Nalatigheidsinteressen.

Raming der ontvangsten tegen . . . . .	14 000 000 frank, 10 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	4 000 000 frank.

Bij het vaststellen der vermoedelijke ontvangst van 14 000 000 frank voor 1981 werd rekening gehouden met de ontvangst over de vorige twee jaren.

## Art. 06.01/2. — Retributies voor bijzondere dienstprestaties.

Raming der ontvangsten tegen . . . . .	196 000 000 frank, 170 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	26 000 000 frank.

Ten overstaan van de inningen over 1979, wordt het voor 1981 voorziene bedrag geschat op 196 miljoen frank.

## § 5. Administratie van het Kadaster.

## Art. 16.01. — Ontvangsten voor de uitreiking van kadastrale uittreksels of andere kadastrale bescheiden.

Raming der ontvangsten voor 1980 . . . . .	120 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	100 000 000 frank.
Vermeerdering . . . . .	20 000 000 frank.

De vermeerdering spruit voort uit een aanpassing der tarieven die in 1980 in voege zal treden en die haar volledige uitwerking zal hebben in 1981.

## § 6. Diverse administraties.

## Art. 06.01. — Diverse opbrengsten.

Raming der ontvangsten voor 1980 . . . . .	31 500 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . . . .	30 500 000 frank.
Vermeerdering . . . . .	1 000 000 frank.

Art. 06.01/1. — *Ventes de publications, imprimés, etc.*a) *Produit du droit d'insertion au Bulletin des Oppositions.*

Evaluation des recettes : 700 000 francs,  
comme pour les recettes probables de 1980.

L'évaluation est basée sur la situation actuelle en ce domaine.

b) *Produits des abonnements au Bulletin des Oppositions et de la vente au numéro.*

Evaluation des recettes ...	600 000 francs,
contre ...	700 000 francs pour 1980;
diminution	100 000 francs.

L'évaluation est basée sur la situation actuelle en ce domaine.  
Evaluation globale pour 1980 : 1 400 000 francs.

c) *Produit de la vente de documents et imprimés de l'Administration des Douanes et Accises.*

Evaluation des recettes ...	29 000 000 de francs,
contre ...	28 000 000 de francs pour 1980;
augmentation	1 000 000 de francs.

Il s'agit principalement du produit de la vente d'imprimés administratifs dans les bureaux de perception.

d) *Produits divers.*

Evaluation des recettes ...	1 200 000 francs,
contre ...	1 100 000 francs pour 1980;
augmentation	100 000 francs.

## CHAPITRE II.

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

Art. 06.01. — *Produits divers.*

Evaluation des recettes ...	72 164 000 francs,
contre ...	59 564 000 francs pour 1980;
augmentation	12 600 000 francs.

Art. 06.01/1. — *Intervention de la S.N.C.B., de la Régie des T.T., de la R.V.A. et de la Régie des Postes dans les dépenses du Comité supérieur de Contrôle.*

Evaluation des recettes ...	44 164 000 francs;
contre ...	31 546 000 francs pour 1980;
augmentation	12 618 000 francs.

Montant de la part d'intervention dans les dépenses du Comité supérieur de Contrôle de :

la S.N.C.B. ...	F 12 627 000
la R.T.T. ...	718 000
la R.V.A. ...	281 000
la Régie des Postes ...	30 538 000
	F 44 164 000

Art. 06.01/2. — *Droits d'inscription pour la participation aux examens organisés par l'Etat.*

Evaluation des recettes ...	8 000 000 de francs,
contre ...	6 000 000 de francs pour 1980;
augmentation	2 000 000 de francs.

Cette prévision est basée sur les premiers résultats de l'année 1980.

Art. 06.01/3. — *Produit de travaux effectués par le Registre national pour compte de tiers.*

Evaluation des recettes ...	20 000 000 de francs;
contre ...	22 000 000 de francs pour 1980;
diminution	2 000 000 de francs.

Art. 06.01/1. — *Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.*a) *Opbrengst van het recht van inassing in het Bulletin der met verzet aangetekende waarden.*

Raming der ontvangsten : 700 000 frank,  
zoals voor de vermoedelijke ontvangsten van 1980.

De raming steunt op de huidige toestand op dit gebied.

b) *Opbrengst van de abonnementen op het Bulletin der met verzet aangetekende waarden en van de verkoop per nummer.*

Raming der ontvangsten ...	600 000 frank,
tegen ...	700 000 frank voor 1980;
vermindering	100 000 frank.

De raming is gebaseerd op de huidige toestand op dit gebied.  
Globale raming voor 1980 : 1 400 000 frank.

c) *Opbrengst van de verkoop van documenten en drukwerken van de Administratie der Douane en Accijnzen.*

Raming der ontvangsten ...	29 000 000 frank,
tegen ...	28 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering	1 000 000 frank.

Het betreft hier in hoofdzaak de opbrengst van de verkoop in de ontvangstkantoren van administratieve drukwerken.

d) *Diverse opbrengsten.*

Raming der ontvangsten ...	1 200 000 frank,
tegen ...	1 100 000 frank voor 1980;
vermeerdering	100 000 frank.

## HOOFDSTUK II.

## DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER.

Art. 06.01. — *Diverse opbrengsten.*

Raming der ontvangsten ...	72 164 000 frank,
tegen ...	59 564 000 frank voor 1980;
vermeerdering	12 600 000 frank.

Art. 06.01/1. — *Tussenkomst van de N.M.B.S., van de Regie van T.T., van de R.L.W. en van de Regie der Posterijen in de uitgaven van het Hoog Comité van Toezicht.*

Raming der ontvangsten ...	44 164 000 frank,
tegen ...	31 546 000 frank voor 1980;
vermeerdering	12 618 000 frank.

Bedrag van het aandeel in de uitgaven van het Hoog Comité van Toezicht :

van de N.M.B.S. . . . .	F 12 627 000
van de R.T.T. . . . .	718 000
van de R.L.W. . . . .	281 000
van de Regie der Posterijen . . . . .	30 538 000
	F 44 164 000

Art. 06.01/2. — *Inschrijvingsgeld voor deelname aan de examens ingericht door de Staat.*

Raming der ontvangsten ...	8 000 000 frank,
tegen ...	6 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering	2 000 000 frank.

Deze vooruitzichten zijn gebaseerd op de eerste resultaten van het jaar 1980.

Art. 06.01/3. — *Opbrengst van werken uitgevoerd door het Rijksregister voor rekening van derden.*

Raming der ontvangsten ...	20 000 000 frank,
tegen ...	22 000 000 frank voor 1980;
vermindering	2 000 000 frank.

**CHAPITRE III.**  
**MINISTÈRE DE LA JUSTICE.**

**Art. 16.01. — Produits de la Régie du Moniteur belge.**

L'évaluation des produits pour l'année 1981 a été calculée sur base des recettes de l'année 1979.

Evaluation des recettes	285 000 000 de francs,
contre	280 000 000 de francs pour 1980;
augmentation	5 000 000 de francs.

**Art. 27.01. — Bénéfices de la Régie du Travail pénitentiaire et bénéfices réalisés par les fermes autonomes.**

Evaluation des recettes	12 100 000 francs,
contre	14 100 000 francs pour 1980;
diminution	2 000 000 de francs.

Les versements suivants sont à prévoir :

Régie du Travail pénitentiaire	... ... ... ... F	12 000 000
Exploitations agricoles	... ... ... ... F	100 000

La Régie du Travail pénitentiaire évalue le bénéfice à 14 500 000 francs; mais une somme de 2 500 000 francs servira au remboursement partiel des avances récupérables accordées à cet organisme par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 décembre 1971 (Budget du Ministère de la Justice de 1971. — Titre II. — Dépenses extraordinaires. — Chapitre II. — Art. 81.01). Le montant du bénéfice est ainsi ramené à 12 000 000 de francs. Les exploitations agricoles estiment leur bénéfice à 100 000 francs pour 1981.

**Art. 06.01. — Produits divers.**

Evaluation des recettes	32 285 000 francs,
contre	31 827 000 francs pour 1980;
augmentation	458 000 francs.

**Art. 06.01/1. — Remboursement par la Régie autonome du Travail pénitentiaire des frais imputés sur le budget du Ministère de la Justice et dont la Régie a bénéficié et remboursement par les établissements d'observation et d'éducation de l'Etat du prix des médicaments fournis par la pharmacie centrale de la prison de Forest.**

Evaluation des recettes	2 350 000 francs,
contre	2 075 000 francs pour 1980;
augmentation	275 000 francs.

La prévision des recettes est basée sur les résultats de l'année 1979.

**Art. 06.01/2. — Produit des prisons.**

Evaluation des recettes	4 300 000 francs,
contre	4 200 000 francs pour 1980;
diminution	100 000 francs.

La prévision des recettes est basée sur les résultats de l'année 1979.

**Art. 06.01/3. — Ventes de publications, imprimés, etc.**

Evaluation des recettes	105 000 francs,
contre	122 000 francs pour 1980;
diminution	17 000 francs.

Les prévisions des recettes adaptées pour 1980 étant probablement surestimées, l'évaluation des recettes pour 1981 s'élève à 105 000 francs.

**Art. 06.01/4. — Produit de la vente des publications de l'Office de la Protection de la Jeunesse.**

Evaluation des recettes : 30 000 francs, comme pour 1980.

**HOOFDSTUK III.****MINISTERIE VAN JUSTITIE.****Art. 16.01. — Opbrengsten van de Régie van het Belgisch Staatsblad.**

De raming der produkten voor 1981 is gedaan op basis van de ontvangsten voor het jaar 1979.

Raming der ontvangst	285 000 000 frank,
tegen	280 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering	5 000 000 frank.

**Art. 27.01. — Winsten van de Régie van de Gevangenisarbeid en winsten gemaakt door de zelfstandige boerderijen.**

Raming der ontvangst	12 100 000 frank,
tegen	14 100 000 frank voor 1980;
vermindering	2 000 000 frank.

De volgende stortingen dienen te worden voorzien :

Regie van de Gevangenisarbeid	... ... ... ... F	12 000 000
Landbouwexploitaties	... ... ... ... F	100 000

De Régie van de Gevangenisarbeid schat de winst op 14 500 000 frank; doch een som van 2 500 000 frank zal dienen om aan dit organisme gedeeltelijk de toegekende terugvorderbare voorschotten bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 december 1971 terug te betalen (Begroting van het Ministerie van Justitie van 1971. — Titel II. — Buitengewone uitgaven. — Hoofdstuk II. — Art. 81.01). Het bedrag van de winst is aldus herleid tot 12 000 000 frank. De landbouwexploitaties ramen hun winst voor 1981 op 100 000 frank.

**Art. 06.01. — Diverse opbrengsten.**

Raming der ontvangst	32 285 000 frank,
tegen	31 827 000 frank voor 1980;
vermeerdering	458 000 frank.

**Art. 06.01/1. — Terugbetaling door de Zelfstandige Régie van de Gevangenisarbeid van de op de begroting van het Ministerie van Justitie uitgetrokken kosten welke de Régie ontvangen heeft en terugbetaling door de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichtingen van de prijs van de geneesmiddelen, geleverd door de centrale apotheek van de gevangenis te Vorst.**

Raming der ontvangst	2 350 000 frank,
tegen	2 075 000 frank voor 1980;
vermeerdering	275 000 frank.

De raming der ontvangst is gebaseerd op de resultaten van het jaar 1979.

**Art. 06.01/2. — Opbrengst der gevangenissen.**

Raming der ontvangst	4 300 000 frank,
tegen	4 200 000 frank voor 1980;
vermindering	100 000 frank.

De raming der ontvangst is gebaseerd op de resultaten van het jaar 1979.

**Art. 06.01/3. — Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.**

Raming der ontvangst	105 000 frank,
tegen	122 000 frank voor 1980;
vermindering	17 000 frank.

De ramingen der ontvangst van het jaar 1980 zijn waarschijnlijk overschat, deze van 1981 bedragen 105 000 frank.

**Art. 06.01/4. — Opbrengst van de verkoop van de publikaties van de Dienst voor de Jeugdbescherming.**

Raming der ontvangst : 30 000 frank, zoals voor 1980.

**Art. 06.01/5. — Recettes diverses des établissements d'observation et d'éducation de l'Etat et recettes diverses de l'Office de la Protection de la Jeunesse.**

Evaluation des recettes ...	25 000 000 de francs,
contre ... ... ...	22 000 000 de francs pour 1980;
augmentation ... .....	3 000 000 de francs.

Suppression de la rubrique « Récupération d'allocations familiales payées par des Caisses de compensation » suite à la création d'un article 60.02.A à la Section particulière du Budget du Ministère de la Justice.

**Art. 06.01/6. — Recettes diverses des prisons.**

Evaluation des recettes ...	3 500 000 francs,
contre ... ... ...	3 400 000 francs pour 1980;
augmentation ... .....	100 000 francs.

La prévision des recettes est basée sur les résultats de l'année 1979.

**Art. 06.01/5. — Diverse ontvangsten van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten en diverse ontvangsten van de Dienst voor de Jeugdbescherming.**

Raming der ontvangsten ...	25 000 000 frank,
tegen ... ... ...	22 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering ... .....	3 000 000 frank.

Schraping van de rubriek « Terugverkrijging van kinderbijslagen betaald door de Vereffeninginstellingen » ingevolge de oprichting van een artikel 60.02.A op de Afzonderlijke Sectie van de Begroting van het Ministerie van Justitie.

**Art. 06.01/6. — Diverse ontvangsten der gevangenissen.**

Raming der ontvangsten ...	3 500 000 frank,
tegen ... ... ...	3 400 000 frank voor 1980;
vermeerdering ... .....	100 000 frank.

De raming der ontvangsten is gedaan op basis van de resultaten van het jaar 1979.

#### CHAPITRE IV.

##### MINISTERE DE L'INTERIEUR.

**Art. 06.01. — Produits divers.**

Evaluation des recettes ...	7 750 000 francs,
contre ... ... ...	8 750 000 francs pour 1980;
diminution ... .....	1 000 000 de francs.

**Art. 06.01/1. — Remboursement des avances faites pour le compte des communes, du chef du paiement de certains frais et indemnités des receveurs communaux régionaux (art. 122bis de la loi communale).**

Evaluation des recettes ...	2 000 000 de francs,
contre ... ... ...	3 000 000 de francs pour 1980;
diminution ... .....	1 000 000 de francs.

Les recettes prévues sont constituées par les remboursements effectués par les communes, des avances consenties pour couvrir les frais de bureau des receveurs installés au siège des commissariats d'arrondissement et certaines allocations payées par le Trésor.

**Art. 06.01/2. — Ventes de publications, imprimés, etc.; paiement des formulaires de cartes d'identité par l'Etat aux communes.**

Evaluation des recettes : 750 000 francs, comme pour 1980.

Le renouvellement des stocks de cartes d'identité dans les communes continue au même rythme que les années précédentes.

L'augmentation des recettes résulte de la hausse du prix des cartes d'identité, remboursé par les communes.

**Art. 06.01/3. — Remboursements afférents au paiement de l'indemnité de milice en temps de paix:**

Evaluation des recettes : 5 000 000 de francs, comme pour 1980.

Les recettes sont influencées par les fluctuations annuelles du nombre de rappels et de la durée du service militaire.

Elles résultent principalement du fait que des assignations postales émises doivent être à nouveau portées en compte à cause de la mention erronée ou incomplète d'adresses à la suite de la fusion des communes.

#### HOOFDSTUK IV.

##### MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.

**Art. 06.01. — Diverse opbrengsten.**

Raming der ontvangsten ...	7 750 000 frank,
tegen ... ... ...	8 750 000 frank voor 1980;
vermindering ... .....	1 000 000 frank.

**Art. 06.01/1. — Terugbetaling van de voorschotten, gedaan voor rekening der gemeenten, uit hoofde van de betaling van zekere ontkosten en toelagen van de gewestelijke gemeenteontvangers (art. 122bis der gemeentewet).**

Raming der ontvangsten ...	2 000 000 frank,
tegen ... ... ...	3 000 000 frank voor 1980;
vermindering ... .....	1 000 000 frank.

De voorziene ontvangsten worden gevormd door de terugbetalingen door de gemeenten van de voorschotten toegestaan tot dekking van de bureukosten van de op de zetel van de arrondissementscommissariaten geïnstalleerde ontvangers en van sommige door de Schatkist betaalde toelagen.

**Art. 06.01/2. — Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.; betaling van de identiteitskaartformulieren door de Staat aan de gemeenten aangeleverd.**

Raming der ontvangsten : 750 000 frank, zoals voor 1980.

De vernieuwing van de voorraad identiteitskaarten in de gemeenten gaat verder met hetzelfde ritme als dat van de vorige jaren.

De verhoging van de ontvangsten vloeit voort uit de stijging van de prijs der identiteitskaarten, terugbetaald door de gemeenten.

**Art. 06.01/3. — Terugbetaling in verband met de uitkering van de militievergoeding in vredestijd.**

Raming der ontvangsten : 5 000 000 frank, zoals voor 1980.

De ontvangsten zijn vooral onderhevig aan de jaarlijkse schommelingen van het aantal wederoproepingen en van de duur van de diensttijd.

Ze vloeien in de eerste plaats voort uit de uitgegeven postassignaties die opnieuw in rekening moeten gebracht worden wegens onjuiste of onvolledige vermelding van adressen ingevolge de fusies van de gemeenten.

## CHAPITRE V.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DÉVELOPPEMENT.

Art. 38.01. — *Produit des droits de chancellerie, taxes consulaires et visa des passeports.*

Evaluation des recettes ...	100 000 000 de francs,
contre ... ... ...	95 000 000 de francs pour 1980;
augmentation ... ...	5 000 000 de francs.

Ce montant se répartit comme suit :

a) Sommes perçues par les postes distributeurs de passeports et de visas à l'intérieur du Royaume ... ... ... F	75 000 000
b) Recettes effectuées par les postes diplomatiques et consulaires de carrière à l'étranger ... ... ... F	25 000 000

Art. 06.01. — *Produits divers*

Evaluation des recettes ...	9 700 000 francs,
contre ... ... ...	9 600 000 francs pour 1980;
augmentation ... ...	100 000 francs.

Art. 06.01/1. — *Remboursements divers.*

Evaluation des recettes ...	5 000 000 de francs,
contre ... ... ...	4 000 000 de francs pour 1980;
augmentation ... ...	1 000 000 de francs.

Art. 06.01/2. — *Recettes effectuées à l'intervention du centre médical.*

Evaluation des recettes ...	4 200 000 francs,
contre ... ... ...	5 000 000 de francs pour 1980;
diminution ... ...	800 000 francs.

Art. 06.01/3. — *Ventes de publications, imprimés, etc.*

Evaluation des recettes ...	100 000 francs,
contre ... ... ...	200 000 francs pour 1980;
diminution ... ...	100 000 francs.

Art. 06.01/4. — *Locations à l'étranger.*

Evaluation des recettes : 400 000 francs, comme pour 1980.

## CHAPITRE VI.

## MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE.

Art. 12.01. — *Remboursements de dépenses.*

Evaluation des recettes ...	58 000 000 de francs,
contre ... ... ...	68 000 000 de francs pour 1980;
diminution ... ...	10 000 000 de francs.

Art. 12.01 a). — *Prestations et cessions faites, contre remboursement, par les services relevant du Département.*

Evaluation des recettes : 10 000 000 de francs, comme pour les recettes probables de 1980.

La prévision de recettes est basée sur les résultats des années écoulées et les recettes probables de 1980.

Art. 12.01 b.) — *Divers.*

Evaluation des recettes ...	48 000 000 de francs,
contre ... ... ...	58 000 000 de francs pour 1980;
diminution ... ...	10 000 000 de francs.

L'évaluation pour 1981 est basée sur les recettes effectives des années écoulées et les recettes probables de 1980.

## HOOFDSTUK V.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING.Art. 38.01. — *Opbrengst van de kanselarij- en consulaatsrechten en visa der paspoorten.*

Raming der ontvangsten ...	100 000 000 frank,
tegen ... ... ...	95 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering ... ...	5 000 000 frank.

Dit bedrag wordt als volgt verdeeld :

a) Sommen geïnd door de posten binnen het Rijk die paspoorten en visa afleveren ... ... ... ... F	75 000 000
b) Ontvangsten gedaan door de diplomatieke posten en beroepsconsulaten in het buitenland ... ... ... F	25 000 000

Art. 06.01. — *Diverse opbrengsten.*

Raming der ontvangsten ...	9 700 000 frank,
tegen ... ... ...	9 600 000 frank voor 1980;
vermeerdering ... ...	100 000 frank.

Art. 06.01/1. — *Diverse terugbetalingen.*

Raming der ontvangsten ...	5 000 000 frank,
tegen ... ... ...	4 000 000 frank voor 1980;
vermindering ... ...	1 000 000 frank.

Art. 06.01/2. — *Ontvangsten gedaan door tussenkomst van het medisch centrum.*

Raming der ontvangsten ...	4 200 000 frank,
tegen ... ... ...	5 000 000 frank voor 1980;
vermindering ... ...	800 000 frank.

Art. 06.01/3. — *Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.*

Raming der ontvangsten ...	100 000 frank,
tegen ... ... ...	200 000 frank voor 1980;
vermindering ... ...	100 000 frank.

Art. 06.01/4. — *Verburingen in het buitenland.*

Raming der ontvangsten : 400 000 frank, zoals voor 1980.

## HOOFDSTUK VI.

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.

Art. 12.01. — *Terugbetalingen van uitgaven.*

Raming der ontvangsten ...	58 000 000 frank,
tegen ... ... ...	68 000 000 frank voor 1980;
vermindering ... ...	10 000 000 frank.

Art. 12.01 a). — *Verstrekkingen en cessies bemiddeld, tegen terugbetaling, door de diensten die van het Departement afhangen.*

Raming der ontvangsten : 10 000 000 frank, zoals voor de vermoedelijke ontvangst van 1980.

De ontvangstvoorzieningen steunen op de resultaten van de voorstaande jaren en op de vermoedelijke ontvangst van 1980.

Art. 12.01 b.) — *Diversen.*

Raming der ontvangsten ...	48 000 000 frank,
tegen ... ... ...	58 000 000 frank voor 1980;
vermindering ... ...	10 000 000 frank.

De raming voor 1981 steunt op de werkelijke ontvangst van de voorstaande jaren en op de vermoedelijke ontvangst van 1980.

Art. 06.01. — *Produits divers.*Art. 06.01/1. — *Ventes de publications, imprimés, etc.*

Evaluation des recettes : 100 000 francs,  
comme pour les recettes probables de 1980.

L'évaluation pour 1981 a été établie en tenant compte des recettes effectives de 1979 et des recettes probables de 1980.

## CHAPITRE VII.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Art. 06.01. — *Produits divers.*

Evaluation des recettes ...	14 700 000 francs,
contre ...	16 700 000 francs pour 1980;
diminution . . . . .	2 000 000 de francs.

Art. 06.01/1. — *Produits des laboratoires d'analyses de l'Etat.*

Evaluation des recettes ...	6 100 000 francs,
contre ...	5 300 000 francs pour 1980;
augmentation . . . . .	800 000 francs.

Paiement des analyses faites pour des particuliers par les laboratoires d'analyses de l'Etat (Anvers, Gand, Liège).

Base légale de la recette : arrêtés des 21 février 1899, 18 août 1927, 1<sup>er</sup> mai 1945, 14 septembre 1949, 30 juin 1951, 15 juin 1965, 18 juillet 1973 et 16 février 1977 et 26 mars 1980.

Art. 06.01/2. — *Produits du Service de la protection des végétaux.*

Evaluation des recettes ...	6 100 000 francs,
contre ...	5 600 000 francs pour 1980;
augmentation . . . . .	500 000 francs.

Rétributions pour des contrôles phytosanitaires et la délivrance de certificats phytosanitaires.

Base légale de la recette : loi du 2 avril 1971, arrêté royal du 25 août 1971, arrêté ministériel du 26 août 1971.

Art. 06.01/3. — *Rétribution versée par la C.E.E. pour l'établissement des fiches d'exploitation dans le cadre du réseau communautaire d'information comptable agricole sur les revenus et l'économie des exploitations.*

Evaluation des recettes ...	1 900 000 francs,
contre ...	1 700 000 francs pour 1980;
augmentation . . . . .	200 000 francs.

± 900 fiches à ± 2 150 francs.

Base légale de la recette : Règlements n° 79/65-C.E.E. et 1958/79-C.E.E. des 15 juin 1965 et 26 juillet 1979.

Art. 06.01/4. — *Intervention du F.E.O.G.A. pour la tenue de comptabilités de gestion.*

Evaluation des recettes ...	600 000 francs,
contre ...	4 100 000 francs pour 1980;
diminution . . . . .	3 500 000 francs.

± 386 comptabilités × 6 079 francs × 25 %.

Base légale de la recette : Directive C.E.E. n° 72/159 du 17 avril 1972 et directive du Conseil du 25 octobre 1976.

## CHAPITRE VIII.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

Art. 36.01. — *Annuités de brevets.*

Evaluation des recettes	150 000 000 de francs,
contre ...	130 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . . . . .	20 000 000 de francs.

Art. 06.01. — *Diverse opbrengsten.*Art. 06.01/1. — *Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.*

Raming der ontvangst : 100 000 frank,  
zoals voor de vermoedelijke ontvangst van 1980.

De raming voor 1981 steunt op de werkelijke ontvangst van 1979 en op de vermoedelijke ontvangst van 1980.

## HOOFDSTUK VII.

## MINISTERIE VAN LANDBOUW.

Art. 06.01. — *Diverse opbrengsten.*

Raming der ontvangst ...	14 700 000 frank,
tegen ...	16 700 000 frank voor 1980;
vermindering . . . . .	2 000 000 frank.

Art. 06.01/1. — *Opbrengsten van de Rijksontledingslaboratoria.*

Raming der ontvangst ...	6 100 000 frank,
tegen ...	5 300 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	800 000 frank.

Betaling van de ontledingen uitgevoerd voor particulieren door de Rijksontledingslaboratoria (Antwerpen, Gent, Luik).

Wettelijke grondslag van de ontvangst : besluiten van 21 februari 1899, 18 augustus 1927, 1 mei 1945, 14 september 1949, 30 juni 1951, 15 juni 1965, 18 juli 1973 en 16 februari 1977 en 26 maart 1980.

Art. 06.01/2. — *Opbrengsten van de Dienst voor Plantenbescherming.*

Raming der ontvangst ...	6 100 000 frank,
tegen ...	5 600 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	500 000 frank.

Retributies voor fytonsanitaire controles en het afleveren van fytonsanitaire getuigschriften.

Wettelijke grondslag van de ontvangst : wet van 2 april 1971, koninklijk besluit van 25 augustus 1971, ministerieel besluit van 26 augustus 1971.

Art. 06.01/3. — *Retributie gestort door de E.E.G. voor het opmaken van exploitatiefiches in het raam van het gemeenschappelijk net voor het inwinnen van landbouwboekhoudkundige informatie voor het inkomen en de economie van de exploitations.*

Raming der ontvangst ...	1 900 000 frank,
tegen ...	1 700 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	200 000 frank.

± 900 fiches aan ± 2 150 frank.

Wettelijke grondslag van de ontvangst : Reglementen n° 79/65-E.E.G. en 1958/79 E.E.G. van 15 juni 1965 en 26 juli 1979.

Art. 06.01/4. — *Tussenkomst van het E.O.G.F.L. voor het bijhouden van bedrijfsboekhoudingen.*

Raming der ontvangst ...	600 000 frank,
tegen ...	4 100 000 frank voor 1980;
vermindering . . . . .	3 500 000 frank.

± 386 boekhoudingen × 6 079 frank × 25 %.

Wettelijke grondslag van de ontvangst : Richtlijn E.E.G. n° 72/159 van 17 april 1972 en richtlijn van de Raad van 25 oktober 1976.

## HOOFDSTUK VIII.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN.

Art. 36.01. — *Annuïteiten voor octrooien.*

Raming der ontvangst ...	150 000 000 frank,
tegen ...	130 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	20 000 000 frank.

Montant des annuités perçues à charge des titulaires de brevets, en application de l'article 3 de la loi du 24 mai 1854 et de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 30 juin 1933.

**Art. 06.01. — Produits divers.**

Evaluation des recettes ...	99 000 000 de francs,
contre ...	91 593 000 francs pour 1980;
augmentation ...	7 407 000 francs.

**Art. 06.01/1. — Ventes de publications, imprimés, etc.**

Evaluation des recettes ...	13 600 000 francs,
contre ...	13 243 000 francs pour 1980;
augmentation ...	357 000 francs.

La prévision de recette se subdivise comme suit :

Pour les abonnements au *Recueil des brevets d'invention* et au *Recueil des marques de fabrique ou de commerce* F

200 000	F	200 000
---------	---	---------

Pour les publications de l'Institut national de Statistique ... F  
soit :

- a) Bulletin de statistique ... F 750 000
- b) Bulletin du Commerce extérieur ... F 1 300 000
- c) Autres publications ... F 1 500 000
- d) Renseignements statistiques ... F 3 750 000

Pour les brochures éditées par le Service de la Métrologie ... F

35 000	F	35 000
--------	---	--------

Pour la délivrance des certificats d'origine ... F

400 000	F	400 000
---------	---	---------

Pour la vente du « Livre Blanc » sur la situation économique du pays ... F

700 000	F	700 000
---------	---	---------

Pour la vente des publications du Service Géologique et celle des cartes des concessions des mines de houille ainsi que celle du règlement sur les explosifs ... F

400 000	F	400 000
---------	---	---------

Montant des redevances perçues en application de l'arrêté ministériel du 23 février 1940, relatif à la délivrance de copies ou d'extraits conformes de brevets ... F

3 000 000	F	3 000 000
-----------	---	-----------

Vente d'imprimés par l'Office central des Contingents et Licences ... F

250 000	F	250 000
---------	---	---------

Vente du « Vade Mecum » par l'Inspection générale économique ... F

15 000	F	15 000
--------	---	--------

Quote-part de la Belgique dans le montant des taxes perçues par le Bureau Benelux des Marques à l'occasion d'opérations effectuées par l'intermédiaire du Service de la Propriété Industrielle et Commerciale ... F

1 300 000	F	1 300 000
-----------	---	-----------

**Art. 06.01/3. — Remboursement par les entreprises d'assurance-vie, les entreprises pratiquant l'assurance responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, les sociétés de prêts hypothécaires et de capitalisation, des frais résultant de la surveillance et du contrôle de l'Etat (pour mémoire).**

Evaluation des recettes : néant, comme pour 1980.

**Art. 06.01/4. — Taxes de vérification des poids et mesures.**

Evaluation des recettes	60 000 000 de francs,
contre ...	58 000 000 de francs pour 1980;
augmentation ...	2 000 000 de francs.

Le produit de la recette résulte des taxes appliquées aux assujettis de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1855, modifiée par la loi du 1<sup>er</sup> août 1922 et par l'arrêté royal n° 79 du 28 novembre 1939 et arrêtés subséquents.

**Art. 06.01/5. — Remboursements effectués par la Communauté Economique Européenne.**

Evaluation des recettes	25 000 000 de francs,
contre ...	20 000 000 de francs pour 1980;
augmentation ...	5 000 000 de francs.

Bedrag der annuiteiten voorzien ten laste van de octrooihouders, in toepassing van artikel 3 van de wet van 24 mei 1854 en van artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 juni 1933.

**Art. 06.01. — Diverse opbrengsten.**

Raming der ontvangst ...	99 000 000 frank,
tegen ...	91 593 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	7 407 000 frank.

**Art. 06.01/1. — Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.**

Raming der ontvangst ...	13 600 000 frank,
tegen ...	13 243 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	357 000 frank.

De voorziening van de ontvangst is onderverdeeld als volgt :

Voor de abonnementen op de *Verzameling der uitvindingsbrevetten* en op de *Verzameling der fabrieks- of handelsmerken* ... F 200 000

Voor de publikaties uitgevoerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek ... F 7 300 000 te weten :

- a) Statistisch Bulletin ... F 750 000
- b) Bulletin van de Buitenlandse Handel ... 1 300 000
- c) Andere publikaties ... F 1 500 000
- d) Statistische inlichtingen ... F 3 750 000

Voor de brochures uitgegeven door de Dienst van het Ijkwezen ... F 35 000

Voor de aflevering van de oorsprongsetuigschriften F 400 000

Voor de verkoop van het « Witboek » over de economische toestand van het land ... F 700 000

Voor de verkoop van publikaties van de Geologische Dienst en van concessiekaarten van de steenkolenmijnen, alsmede deze van het reglement op de springstoffen F 400 000

Bedrag van gelden ontvangen in toepassing van het ministerieel besluit van 23 februari 1940, betreffende het afleveren van afschriften of eensluidende uittreksels van octrooien ... F 3 000 000

Verkoop van drukwerken door de Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen ... F 250 000

Verkoop van het « Vade Mecum » door de Economische Algemene Inspectie ... F 15 000

Aandeel van België in het bedrag der taksen ontvangen door het Benelux Merkenbureau ter gelegenheid van bewerkingen uitgevoerd door tussenkomst van de Dienst voor Handels- en Nijverheidseigendom ... F 1 300 000

**Art. 06.01/3. — Terugbetaling, door de levensverzekeringsondernemingen, de ondernemingen die zich bezighouden met de burgerlijke verantwoordelijkheid inzake autovoertuigen, de maatschappijen voor hypothecaire leningen en kapitalisatie, van de kosten die voortvloeien uit het toezicht en nazicht van de Staat (pro memoria).**

Raming der ontvangst : nihil, zoals voor 1980.

**Art. 06.01/4. — Ijkloon.**

Raming der ontvangst ...	60 000 000 frank,
tegen ...	58 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	2 000 000 frank.

Het globaal bedrag van deze ontvangst bestaat uit de lonen verschuldigd door de ijkplichtigen in toepassing van de wet van 1 oktober 1855, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1922 en bij het koninklijk besluit n° 79 van 28 november 1939 en de daarop volgende besluiten.

**Art. 06.01/5. — Terugbetalingen uitgevoerd door de Europese Economische Gemeenschap.**

Raming der ontvangst ...	25 000 000 frank,
tegen ...	20 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	5 000 000 frank.

Coût des travaux statistiques effectués par l'Institut national de Statistique pour le compte de la Communauté Economique Européenne.

Art. 06.01/6. — *Recettes concernant les demandes d'autorisation, relatives à des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes.*

Evaluation des recettes ...	400 000 francs,
contre ...	350 000 francs pour 1980;
augmentation ...	50 000 francs.

#### CHAPITRE IX.

#### MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS.

Art. 36.01. — *Redevances perçues par les Administrations des Transports et de l'Aéronautique et par le Commissariat général au Tourisme.*

Evaluation des recettes ...	573 000 000 de francs,
contre ...	514 200 000 francs pour 1980;
augmentation ...	58 800 000 francs

Art. 36.01/1. — *Administration des Transports : Transport de personnes.*

Evaluation des recettes ...	12 700 000 francs,
contre ...	12 200 000 francs pour 1980;
augmentation ...	500 000 francs.

Redevances exigibles par application de la réglementation sur les services de transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles (arrêtés du Régent des 15 mars, 22 mai et 10 juin 1947 et arrêtés royaux des 23 octobre 1957, 15 mars 1968 et 12 décembre 1975).

Art. 36.01/2. — *Administration des Transports : Transport de choses.*

Evaluation des recettes ...	95 400 000 francs,
contre ...	105 400 000 francs pour 1980;
diminution ...	10 000 000 de francs.

Cette évaluation s'établit comme suit :

— Redevances prévues aux articles 16, 33 et 48 de l'arrêté royal du 9 septembre 1967 réglementant les transports de choses par véhicules automobiles ...	F	92 400 000
— Frais d'agrément des prototypes de véhicules automobiles y compris les agréments internationaux ...		3 000 000
		—————
	F	95 400 000

L'évaluation est établie en fonction des résultats de 1979.

Art. 36.01/3. — *Administration des Transports. — Agréation des écoles de conduite.*

Evaluation des recettes : 700 000 francs, comme pour 1980.

Redevances à acquitter par les exploitants des écoles de conduite agréées conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté royal du 17 avril 1968.

Art. 36.01/4. — *Administration de l'Aéronautique.*

Evaluation des recettes ...	459 900 000 francs,
contre ...	391 600 000 francs pour 1980;
augmentation ...	68 300 000 francs.

a) Recettes provenant des redevances dues pour l'autorisation d'établir des aérodromes, des redevances relatives aux licences et qualifications du personnel navigant, ainsi que des redevances pour les opérations de contrôle de l'Etat de navigabilité des aéronefs et des essais de moteurs (arrêté royal du 6 avril 1959).

Kosten van de statistische werken uitgevoerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek voor rekening van de Europese Economische Gemeenschap.

Art. 06.01/6. — *Ontvangsten aangaande de vergunningsaanvragen betreffende als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk ingedeelde inrichtingen.*

Raming der ontvangsten ...	400 000 frank,
tegen ...	350 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	50 000 frank.

#### HOOFDSTUK IX.

#### MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN.

Art. 36.01. — *Bijdragen geïnd door het Bestuur van het Vervoer, het Bestuur der Luchtvaart en door het Commissariaat-Generaal voor Toerisme.*

Raming der ontvangsten ...	573 000 000 frank,
tegen ...	514 200 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	58 800 000 frank.

Art. 36.01/1. — *Bestuur van het Vervoer : Vervoer van personen.*

Raming der ontvangsten ...	12 700 000 frank,
tegen ...	12 200 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	500 000 frank.

Vergoedingen opeisbaar bij toepassing van de reglementering op het bezoldigd vervoer van personen door middel van motorvoertuigen (besluiten van de Regent van 15 maart, 22 mei en 10 juni 1947 en koninklijke besluiten van 23 oktober 1957, 15 maart 1968 en 12 december 1975).

Art. 36.01/2. — *Bestuur van het Vervoer : Vervoer van voorwerpen.*

Raming der ontvangsten ...	95 400 000 frank,
tegen ...	105 400 000 frank voor 1980;
vermindering ...	10 000 000 frank.

Deze raming wordt berekend als volgt :

— Taksen voorzien bij de artikelen 16, 33 en 48 van het koninklijk besluit van 9 september 1967, houdende reglementering van het goederenvervoer met auto-voertuigen ...	F	92 400 000
— Vergoeding voor de aanneming van prototypes van autovoertuigen inbegrepen de internationale aannemingen ...		3 000 000
		—————
	F	95 400 000

De raming werd gemaakt op grond van de resultaten van 1979.

Art. 36.01/3. — *Bestuur van het Vervoer. — Erkenning van rijscholen.*

Raming der ontvangsten : 700 000 frank, zoals voor 1980.

Heffing van vergoedingen te betalen door de exploitanten van de rijscholen overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van het koninklijk besluit van 17 april 1968.

Art. 36.01/4. — *Bestuur der Luchtvaart.*

Raming der ontvangsten ...	459 900 000 frank,
tegen ...	391 600 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	68 300 000 frank.

a) Ontvangsten voortkomende van de vergoedingen verschuldigd voor het bekomen van de machtiging tot het aanleggen van vliegvelden, taksen betrekking hebbend op de vergunningen en kwalificaties van het vliegend personeel, alsmede de vergoedingen in verband met de verrichtingen voor controle, proeven en toezicht van vliegtuigen (koninklijk besluit van 6 april 1959).

Evaluation des recettes contre ...	6 500 000 francs, 5 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . . . . .	1 500 000 francs.
· Chiffre porté au niveau de la recette escomptée.	

**b) Redevances pour l'utilisation de l'espace aérien.**

Redevances de route à charge des exploitants d'aéronefs instaurées par l'arrêté royal du 22 octobre 1971 modifiée entre autres par celui du 21 mars 1980 (adaptation des tarifs) et par la loi du 24 mars 1972 portant approbation d'accords entre les Etats parties à la Convention internationale de Coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol ».

Recettes perçues par l'Organisation Eurocontrol qui est chargée de la répartition entre les divers Etats bénéficiaires.

Evaluation des recettes ...	453 400 000 francs,
contre ... . . . . .	386 600 000 francs pour 1980;
augmentation . . . . .	66 800 000 francs.

Chiffre fixé compte tenu du fait qu'une partie (680,1 millions de francs sur 1 133,5 millions) des redevances versées par l'agence Eurocontrol doit être remboursée à la Régie des Voies Aériennes (voir budget des Communications — Titre IV — Section particulière — article 66.02/c) en contrepartie de la mise à disposition par cette Régie de ses installations et services de navigation aérienne de route.

**Art. 36.01/5. — Commissariat général au Tourisme.**

Evaluation des recettes : 4 300 000 francs, comme pour 1980.

Cette évaluation s'établit comme suit :

— Exécution du statut de l'hôtellerie (loi du 19 février 1963) . . . . .	F 2 700 000
— Exécution du statut des agences de voyage (loi du 21 avril 1965) . . . . .	F 600 000
— Redevances dues par les titulaires de permis de camping (arrêté royal du 29 octobre 1971) . . . . .	F 1 000 000
	<hr/>
	F 4 300 000

**Art. 38.01. — Droits de pilotage et de remorque, commissariats maritimes, service d'inspection maritime et service de jaugeage.**

Evaluation des recettes ...	920 600 000 francs,
contre ... . . . . .	774 400 000 francs pour 1980;
augmentation . . . . .	146 200 000 francs.

**Art. 38.01/1. — Droits de pilotage et de remorque.**

Evaluation des recettes ...	805 600 000 francs,
contre ... . . . . .	664 400 000 francs pour 1980;
augmentation . . . . .	141 200 000 francs.

Evaluation basée sur les tarifs en vigueur approuvés par des arrêtés royaux, et compte tenu d'une part des résultats enregistrés pendant l'année 1979 et, d'autre part, d'une majoration de ± 5 % des droits de pilotage pour 1981.

Ce chiffre est obtenu après déduction d'un montant de 61 000 000 de francs à encaisser pour compte des Pays-Bas, ce montant étant repris à la section particulière (Titre IV — Section I — Chapitre III) du Ministère des Communications.

**Art. 38.01/2. — Commissariats maritimes, service d'inspection maritime et service de jaugeage.**

Evaluation des recettes ...	115 000 000 de francs,
contre ... . . . . .	110 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . . . . .	5 000 000 de francs.

Chiffre établi en fonction des recettes escomptées sur base des tarifs en vigueur, compte tenu des résultats de 1979 (113,5 millions de francs).

**Art. 06.01. — Produits divers.**

Evaluation des recettes ...	37 200 000 francs,
contre ... . . . . .	35 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . . . . .	2 200 000 francs.

Raming der ontvangsten ...	6 500 000 frank,
tegen ... . . . . .	5 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	1 500 000 frank.

Cijfers aangepast aan de voorziene ontvangst.

**b) Vergoeding voor het gebruik van het luchtruim.**

« En route » — heffingen ten laste van de ondernemers van luchtvaartuigen, ingesteld bij koninklijk besluit van 22 oktober 1971, gewijzigd onder andere bij koninklijk besluit van 21 maart 1980 (tariefaanpassingen), en bij de wet van 24 maart 1972, houdende goedkeuring van overeenkomsten tussen de Staten die partij zijn bij het Internationaal Verdrag tot samenwerking in het belang van de veiligheid van de luchtvaart « Eurocontrol ».

Ontvangsten geïnd door de organisatie Eurocontrol die belast is met de verdeling tussen de verschillende begunstigde Staten.

Raming der ontvangsten ...	453 400 000 frank,
tegen ... . . . . .	386 600 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	66 800 000 frank.

Cijfer vastgesteld rekening gehouden met het feit dat een gedeelte (680,1 miljoen frank op 1 133,5 miljoen) van de door het Agentschap Eurocontrol gestorte heffingen toekomt aan de Regie der Luchtwegen (zie begroting van Verkeerswezen, Titel IV — Afzonderlijke Sectie — artikel 66.02/c) wegens de terbeschikkingstelling door deze Regie, van haar installaties en diensten voor het route-luchtverkeer.

**Art. 36.01/5. — Commissariaat-Generaal voor Toerisme.**

Raming der ontvangsten : 4 300 000 frank, zoals voor 1980.

Deze raming is opgemaakt als volgt :

— Uitvoering van het statuut van het hotelwezen (wet van 19 februari 1963) . . . . .	F 2 700 000
— Uitvoering van het statuut der reisagentschappen (wet van 21 april 1965) . . . . .	F 600 000
— Door de houders van een kampeervergunning te betalen bijdrage (koninklijk besluit van 29 oktober 1971) F	1 000 000
	<hr/>
	F 4 300 000

**Art. 38.01. — Loods- en sleepgelden, zeevaartpolitie, zeevaartinspectiedienst en metingsdienst.**

Raming der ontvangsten ...	920 600 000 frank,
tegen ... . . . . .	774 400 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	146 200 000 frank.

**Art. 38.01/1. — Loods- en sleepgelden.**

Raming der ontvangsten ...	805 600 000 frank,
tegen ... . . . . .	664 400 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	141 200 000 frank.

Raming, gebaseerd op de in voege zijnde tarieven, goedgekeurd bij koninklijke besluiten en rekening gehouden enerzijds met de resultaten vastgesteld tijdens het jaar 1979, en anderzijds met een verhoging van ± 5 % van de loodsgelden voor 1981.

Dit cijfer werd bekomen na aftrek van een som van 61 000 000 frank, zijnde het bedrag geïnd voor rekening van Nederland en opgenomen onder de Afzonderlijke Sectie (Titel IV — Sectie I — Hoofdstuk III) van het Ministerie van Verkeerswezen.

**Art. 38.01/2. — Zeevaartpolitie, zeevaartinspectie en metingsdienst.**

Raming der ontvangsten ...	115 000 000 frank,
tegen ... . . . . .	110 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	5 000 000 frank.

Cijfer vastgesteld in functie van de ontvangsten voorzien op basis van de in voege zijnde tarieven, rekening gehouden met de resultaten van 1979 (113,5 miljoen frank).

**Art. 06.01. — Diverse opbrengsten.**

Raming der ontvangsten ...	37 200 000 frank,
tegen ... . . . . .	35 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	2 200 000 frank.

**Art. 06.01/1. — Remboursement des dépenses effectuées pour le compte de tiers et recettes accidentelles.**

Evaluation des recettes : 100 000 francs comme pour 1980.

Chiffre établi compte tenu des recettes enregistrées durant les années précédentes..

**Art. 06.01/2. — Ventes de publications**

Evaluation des recettes : 9 000 000 de francs, comme pour 1980.

Prévision établie d'après les résultats des exercices précédents.

**Art. 06.01/3. — Recettes diverses :****1<sup>e</sup> des Services centraux :**

Evaluation des recettes ...	6 100 000 francs,
contre ... ... ... ...	6 300 000 francs pour 1980;
diminution ... ... ...	200 000 francs.

Chiffre ramené au niveau des recettes escomptées qui proviennent essentiellement des redevances versées pour l'obtention des licences de commissionnaire de transport, de courtier de transport et de commissionnaire expéditeur.

**2<sup>e</sup> de la Marine et de la Navigation intérieure.**

Evaluation des recettes ...	10 000 000 de francs,
contre ... ... ... ...	8 000 000 de francs pour 1980;
augmentation ... ...	2 000 000 de francs.

Evaluation basée sur les résultats des années précédentes.

**Art. 06.01/4. — Paiement des frais d'utilisation des avions de service de l'Administration de l'Aéronautique.**

Evaluation des recettes ...	7 400 000 francs,
contre ... ... ... ...	7 000 000 de francs pour 1980;
augmentation ... ...	400 000 francs.

Recette provenant de la location d'un appareil à la Régie des Voies aériennes — 300 heures de vol à 24 600 francs l'heure.

**Art. 06.01/5. — Intérêts revenant à l'Etat du chef des avances de crise octroyées aux armateurs belges au cabotage en application de l'arrêté royal du 5 novembre 1959.**

Evaluation des recettes : néant, comme pour 1980.

L'Administration de la Marine ne prévoit aucune recette pour 1980 et 1981.

**Art. 06.01/6. — Intervention forfaitaire de la Régie des Voies aériennes dans les dépenses du Département.**

Evaluation des recettes : 3 600 000 francs, comme pour 1980.

Redevance forfaitaire fixée par décision ministérielle du 12 janvier 1949.

**Art. 06.01/7. — Intervention forfaitaire de la Régie des Transports maritimes dans les dépenses du Département.**

Evaluation des recettes : 500 000 francs, comme pour 1980.

Redevance forfaitaire fixée par décision ministérielle.

**Art. 06.01/8. — Redevances du chef de la surveillance de la S.N.C.B et des chemins de fer concédés.**

Evaluation des recettes : 3 600 000 francs, comme pour 1980.

Evaluation basée sur les résultats des exercices précédents.

**Art. 08.01. — Remboursement d'avances budgétaires par la Marine et la Navigation intérieure.**

Evaluation des recettes ...	33 000 000 de francs,
contre ... ... ... ...	30 000 000 de francs pour 1980;
augmentation ... ...	3 000 000 de francs.

Evaluation basée sur les résultats de 1979 (32,84 millions).

**Art. 06.01/1. — Terugbetaling van uitgaven gedaan voor rekening van derden en toevallige ontvangsten.**

Raming der ontvangsten : 100 000 frank, zoals voor 1980.

Cijfer vastgesteld rekening gehouden met de geboekte ontvangst van de vorige jaren.

**Art. 06.01/2. — Verkoop van publikaties.**

Raming der ontvangsten : 9 000 000 frank, zoals voor 1980.

Raming gemaakt op grond van de resultaten der vorige dienstjaren.

**Art. 06.01/3. — Diverse ontvangsten :****1<sup>e</sup> van de Centrale Diensten :**

Raming der ontvangsten ...	6 100 000 frank,
tegen ... ... ... ...	6 300 000 frank voor 1980;
vermindering ... ... ...	200 000 frank.

Cijfer teruggebracht op het niveau van de voorziene ontvangst die hoofdzakelijk voortvloeiend uit bijdragen gestort voor het bekomen van vergunningen van vervoercommissionair, vervoermakelaar en van commissionair expediteur.

**2<sup>e</sup> van het Zeewezen en van de Binnenvaart.**

Raming der ontvangsten ...	10 000 000 frank,
tegen ... ... ... ...	8 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering ... ...	2 000 000 frank.

Raming op grond van de resultaten van de vorige jaren.

**Art. 06.01/4. — Betaling der kosten voor het gebruik van dienstvliegtuigen van het Bestuur der Luchtvaart.**

Raming der ontvangsten ...	7 400 000 frank,
tegen ... ... ... ...	7 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering ... ...	400 000 frank.

Ontvangst voortvloeiend uit het verhuren van een toestel aan de Régie der Luchtwegen — 300 uren vlucht aan 24 600 frank per uur.

**Art. 06.01/5. — Interesten aan de Staat toekomende uit hoofde van crisisvoorschotten toegekend aan de Belgische kustvaartreders, bij toepassing van het koninklijk besluit van 5 november 1959.**

Raming der ontvangsten : nihil, zoals voor 1980.

Het Bestuur van het Zeewezen voorziet geen enkele ontvangst voor 1980 en 1981.

**Art. 06.01/6. — Forfaitaire tussenkomst van de Régie der Luchtwegen in de uitgaven van het Département.**

Raming der ontvangsten : 500 000 frank, zoals voor 1980.

Forfaitaire tussenkomst vastgesteld bij ministeriële beslissing van 12 januari 1949.

**Art. 06.01/7. — Forfaitaire tussenkomst van de Régie voor Maritiem Transport in de uitgaven van het Département.**

Raming der ontvangsten : 500 000 frank, zoals voor 1980.

Forfaitaire tussenkomst vastgesteld bij ministeriële beslissing.

**Art. 06.01/8. — Kosten van het toezicht op de N.M.B.S. en op de geconcessioneerde spoorwegen.**

Raming der ontvangsten : 3 600 000 frank, zoals voor 1980.

Raming gesteund op de resultaten van de vorige dienstjaren.

**Art. 08.01. — Terugbetaling van de begrotingsvoorschotten door het Zeewezen en de Binnenvaart.**

Raming der ontvangsten ...	33 000 000 frank,
tegen ... ... ... ...	30 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering ... ...	3 000 000 frank.

Raming gebaseerd op de resultaten van 1979 (32,84 miljoen).

## CHAPITRE X.

## POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES.

Art. 38.01. — Appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision privés. — Redevances nettes.

Evaluation des recettes ... ... ... 11 430 500 000 francs.  
Recettes probables pour 1980 ... 10 152 500 000 francs.

Augmentation ... ... ... ... 1 278 000 000 de francs.

## a) Licences « radio » — Redevances brutes.

## I. — Déclarations à prendre en considération :

Evaluation du nombre de licences au 31 décembre 1981 :  
Nombre de licences au 1<sup>er</sup> janvier 1980 ... ... ... 4 288 841  
Augmentation probable du nombre de licences en 1980 ... ... ... ... 200 000

Total au 31 décembre 1980 ... ... ... 4 488 841

Augmentation probable du nombre de licences en 1981 ... ... ... ... 150 000

Total au 31 décembre 1981 ... ... ... 4 638 841

## II. — Calcul des recettes probables :

A. — 4 488 841 inscriptions donnant lieu au paiement de la redevance complète de 612 francs (1) ... F 2 747 170 692

B. — 150 000 déclarations donnant lieu au paiement d'une redevance moyenne de  $\frac{612 \times 2}{3} = 408$  francs ... 61 200 000

Total « radio » ... ... F 2 808 370 692

## b) Licences « télévision » — Redevances brutes.

## I. — Déclarations à prendre en considération :

A. — Evaluation du nombre de licences « noir et blanc » au 31 décembre 1981 :

Nombre de licences au 1<sup>er</sup> janvier 1980 ... ... ... 1 234 216  
Diminution probable du nombre de licences en 1980 ... ... ... -200 000  
Inscriptions nouvelles en 1980 ... ... ... ... 30 000

Total au 31 décembre 1980 ... ... ... 1 064 216

Augmentation probable du nombre de licences en 1981 ... ... ... ... 20 000

Total au 31 décembre 1981 ... ... ... 1 084 216

B. — Evaluation du nombre de licences « couleur » au 31 décembre 1981 :

Nombre de licences au 1<sup>er</sup> janvier 1980 ... ... ... 1 530 085  
Augmentation probable du nombre de licences en 1980 ... ... ... 250 000  
Renonciations en 1980 ... ... ... ... -20 000

Total au 31 décembre 1980 ... ... ... 1 760 085

Augmentation probable du nombre de licences en 1981 ... ... ... ... 200 000

Total au 31 décembre 1981 ... ... ... 1 960 085

## II. — Calcul des recettes probables :

A. — Télévision « noir et blanc » :

— 1 064 216 redevances à 2 292 francs (1) ... F 2 439 183 072  
 $2 292 \times 6$

— 20 000 redevances à  $\frac{2 292 \times 6}{10} = 1 375$  francs

en moyenne ... ... ... ... ... 27 500 000

Total ... ... F 2 466 683 072

B. — Télévision « couleurs » :

— 1 760 085 redevances à 3 588 francs (1) ... F 6 315 184 980  
 $3 588 \times 6$

— 200 000 redevances à  $\frac{3 588 \times 6}{10} = 2 153$  francs

en moyenne ... ... ... ... ... 430 600 000

Total ... ... F 6 745 784 980

Total télévision ... ... F 9 212 468 052

(1) Montant approximatif pour 1981 calculé en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation du Royaume.

## HOOFDSTUK X.

## POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE.

Art. 38.01. — Private radio- en televisieontvangtoestellen. — Netto-betalingen.

Raming der ontvangsten ... ... ... 11 430 500 000 frank.  
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ... 10 152 500 000 frank.

Vermeerdering ... ... ... ... ... 1 278 000 000 frank.

## a) Radiovergunningen — Bruto-betalingen.

## I. — In aanmerking te nemen vergunningen :

Raming van het aantal vergunningen op 31 december 1981 :  
Aantal vergunningen op 1 januari 1980 ... ... ... 4 288 841  
Vermoedelijke aangroei van het aantal vergunningen in 1980 ... ... ... ... ... ... ... 200 000

Totaal op 31 december 1980 ... ... ... 4 488 841

Vermoedelijke aangroei van het aantal vergunningen in 1981 ... ... ... ... ... ... ... 150 000

Totaal op 31 december 1981 ... ... ... 4 638 841

## II. — Berekening van de vermoedelijke ontvangsten :

A. — 4 488 841 vergunningen die aanleiding geven tot het betalen van de volledige taks van 612 frank (1) ... ... ... ... ... ... ... F 2 747 170 692

B. — 150 000 aangiften die aanleiding geven tot het betalen van een gemiddelde taks van  $\frac{612 \times 2}{3} =$

408 frank ... ... ... ... ... ... ... 61 200 000

Totaal radio ... ... F 2 808 370 692

## b) Televisievergunningen — Bruto-betalingen.

## I. — In aanmerking te nemen vergunningen :

A. — Raming van het aantal zwart-wit vergunningen op 31 december 1981 :  
Aantal vergunningen op 1 januari 1980 ... ... ... 1 234 216  
Vermoedelijke vermindering van het aantal vergunningen in 1980 ... ... ... ... ... ... ... -200 000  
Nieuwe aangiften in 1980 ... ... ... ... ... ... ... 30 000

Totaal op 31 december 1980 ... ... ... 1 064 216

Vermoedelijke aangroei van het aantal vergunningen in 1981 ... ... ... ... ... ... ... 20 000

Totaal op 31 december 1981 ... ... ... 1 084 216

B. — Raming van het aantal kleurvergunningen op 31 december 1981 :

Aantal vergunningen op 1 januari 1980 ... ... ... 1 530 085  
Vermoedelijke aangroei van het aantal vergunningen in 1980 ... ... ... ... ... ... ... 250 000  
Schrappingen in 1980 ... ... ... ... ... ... ... -20 000

Totaal op 31 december 1980 ... ... ... 1 760 085

Vermoedelijke aangroei van het aantal vergunningen in 1981 ... ... ... ... ... ... ... 200 000

Totaal op 31 december 1980 ... ... ... 1 960 085

## II. — Berekening van de vermoedelijke ontvangsten :

A. — Zwart-wit-tv :  
— 1 064 216 vergunningen van 2 292 frank (1) ... F 2 439 183 072  
 $2 292 \times 6$   
— 20 000 vergunningen van  $\frac{2 292 \times 6}{10} = 1 375$

frank gemiddeld ... ... ... ... ... ... ... 27 500 000

Totaal ... ... F 2 466 683 072

B. — Kleurentv :  
— 1 760 085 vergunningen van 3 588 frank (1) ... F 6 315 184 980  
 $3 588 \times 6$

— 200 000 vergunningen van  $\frac{3 588 \times 6}{10} = 2 153$  frank

gemiddeld ... ... ... ... ... ... ... 430 600 000

Totaal ... ... F 6 734 784 980

Totaal televisie ... ... F 9 212 468 052

(1) Vermoedelijk bedrag voor 1981 berekend in functie van de wijzigingen van het indexcijfer der consumptieprijsen van het Koninkrijk.

c) Mesures tendant à une meilleure perception des redevances :

Amendes : 500 francs pour paiement tardif ... F	80 000 000
---	------------

*Récapitulation.*

a) « Radio » ... ... ... ... ... F	2 808 370 692
b) « Télévision » ... ... ... ... ...	9 212 468 052
c) « Amendes » ... ... ... ... ...	80 000 000

Total ... ... F	12 100 838 744
-----------------	----------------

Remboursement à la Régie des Télégraphes et des Téléphones des frais que lui occasionne le recouvrement des redevances ... ... ... ... F	- 670 335 100
--	---------------

F	11 430 503 644
---	----------------

Arrondi à ... ... F	11 430 500 000
---------------------	----------------

Art. 06.01/1. — *Intervention forfaitaire de la Régie des Télégraphes et des Téléphones dans les dépenses du Département* (y compris les indemnités aux membres du Comité de Surveillance).

Evaluation des recettes : 1 640 000 francs, comme pour 1980.

Art. 06.01/2. — *Intervention forfaitaire de la Régie des Postes dans les Dépenses du Département.*

Evaluation des recettes : 1 640 000 francs, comme pour 1980.

## CHAPITRE XI.

### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Art. 36.01. — *Produits des rivières et canaux.*

Evaluation des recettes contre ... ... ... ...	78 000 000 de francs, 74 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . . . . .	4 000 000 de francs.

La recette moyenne des cinq dernières années atteint le montant de 80 780 000 francs.

Art. 06.01. — *Produits divers.*

Evaluation des recettes : 32 000 000 de francs, comme pour 1980.

Art. 06.01/1. — *Remboursement de dépenses faites par les divers départements ministériels.*

Evaluation des recettes : 15 000 000 de francs, comme pour 1980.

Il s'agit, en règle générale, de remboursements du coût d'énergie électrique par des particuliers ou des organismes publics ou privés.

Art. 06.01/2. — *Produit de la vente de cahiers des charges et de plans, photos, publications, annales et documents divers par certains services du Ministère des Travaux publics.*

Evaluation des recettes : 17 000 000 de francs, comme pour 1980.

Il s'agit de la vente de documents établis par l'atelier de photographie et le Service de Topographie et de Photogrammétrie, l'Office Central des Fournitures, les Services maritimes d'Anvers et le Service de la Côte.

## CHAPITRE XII.

### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.

Art. 06.01. — *Produits divers.*

Evaluation des recettes ... ... ... ...	64 256 194 francs.
Recettes probables pour 1980 . . . . .	61 887 550 francs.

Augmentation . . . . .	2 368 644 francs.
------------------------	-------------------

c) *Maatregelen voor een betere invordering van de taksen :*

Boete : 500 frank voor laattijdige betaling ... F	80 000 000
---	------------

*Samenvatting.*

a) « Radio » ... ... ... ... F	2 808 370 692
b) « Televisie » . . . . .	9 212 468 052
c) « Boeten » . . . . .	80 000 000

Totaal ... ... F	12 100 838 744
------------------	----------------

Terugbetaling aan de Regie van Telegrafie en Telefonie van de kosten die berokkend worden door het invorderen der taksen ... . . . . . F	- 670 335 100
--	---------------

F	11 430 503 644
---	----------------

Afgerond op ... . . . . . F	11 430 500 000
-----------------------------	----------------

Art. 06.01/1. — *Forfaitaire tussenkomst van de Regie van Telegrafie en Telefonie in de uitgaven van het Departement* (inbegrepen de vergoedingen aan de leden van het Toezichtscomité).

Raming der ontvangsten : 1 640 000 frank, zoals voor 1980.

Art. 06.01/2. — *Forfaitaire tussenkomst van de Regie der Posterijen in de uitgaven van het Departement.*

Raming der ontvangsten : 1 640 000 frank, zoals voor 1980.

## HOOFDSTUK XI.

### MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN.

Art. 36.01. — *Opbrengsten van rivieren en kanalen.*

Raming der ontvangsten ... tegen ... . . . . .	78 000 000 frank, 74 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	4 000 000 frank.

De gemiddelde ontvangst der laatste vijf jaren bedraagt 80 780 000 frank.

Art. 06.01. — *Diverse opbrengsten.*

Raming der ontvangsten : 32 000 000 frank, zoals voor 1980.

Art. 06.01/1. — *Terugbetaling van gedane uitgaven door verschillende ministeriële departementen.*

Raming der ontvangsten : 15 000 000 frank, zoals voor 1980.

Het betreft hier over het algemeen, terugbetalingen door particulieren of openbare of private instellingen van de kosten van verbruik van elektrische energie.

Art. 06.01/2. — *Opbrengst van de verkoop van bestekken, plans, foto's, publikaties, annalen en allerhande documenten door zekere diensten van het Ministerie van Openbare Werken.*

Raming der ontvangsten : 17 000 000 frank, zoals voor 1980.

Het gaat hier om de verkoop van documenten verwezenlijkt door de fotografiewerkplaats en door de Dienst der Topografie en Fotogrammetrie, het Centraal Bureau voor Benodigdheden, de Antwerpse Zee-diensten en de Dienst der Kust.

## HOOFDSTUK XII.

### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID.

Art. 06.01. — *Diverse opbrengsten.*

Raming der ontvangsten . . . . .	64 256 194 frank.
Vermoedelijke ontvangst voor 1980 . . . . .	61 887 550 frank.

Vermeerdering . . . . .	2 368 644 frank.
-------------------------	------------------

**Art. 06.01/1. — Ventes de publications, imprimés, etc. :****a) Produit de la vente des publications du Ministère de l'Emploi et du Travail.**

Evaluation des recettes : 3 000 000 de francs, comme pour 1980.

En se basant sur les publications en cours, la recette à provenir de la vente, à l'intervention du service de la bibliothèque, des publications éditées par le département (y compris la *Revue du Travail* et l'*«Arbeidsblad»*) peut être estimée, pour l'année 1981, à 3 000 000 de francs.

**b) Produit de la vente des bijoux et des diplômes de la décoration industrielle.**

Evaluation des recettes ...	45 000 francs,
contre ... ... ...	40 000 francs pour 1980;
augmentation ... ... ...	5 000 francs.

Montant présumé du produit de la vente des insignes de décosations du travail (ordres nationaux). Il a été tenu compte des recettes des années précédentes.

**c) Annuaire de sécurité (pour mémoire).**

A partir de 1973, la recette est comprise dans l'article 06.01.1a.

**d) Vente des documents relatifs au contrôle des radiations ionisantes.**

Evaluation des recettes : 25 000 francs, comme pour 1980.

Les articles 126 et 135 du Règlement général pour la protection du travail prévoient notamment que l'Administration fournira aux employeurs intéressés et à leurs frais :

1° des fiches d'irradiations à établir au nom de chaque personne professionnellement exposée;

2° des tableaux d'irradiations à établir pour les travailleurs précités.

La recette relative à la vente de ces documents est supposée à 25 000 francs.

**e) Brochures relatives à l'information professionnelle (pour mémoire). A partir de 1973, la recette est comprise dans l'article 06.01.1a.****f) Amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales.**

Evaluation des recettes : 3 000 000 de francs, comme pour 1980.

Dans les conditions fixées par la loi du 30 juin 1971 des amendes administratives de 500 à 10 000 francs peuvent être imposées en cas d'infraction à certaines lois sociales. Les recettes relatives à ces amendes pour 1981 sont estimées à 3 000 000 de francs.

**g) Redevances dues pour la délivrance de copies de conventions collectives de travail.**

Evaluation des recettes ...	100 000 francs,
contre ... ... ...	200 000 francs pour 1980;
diminution ... ... ...	100 000 francs.

En vertu des dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires (art. 18) et de l'arrêté royal du 7 novembre 1969 fixant les modalités de dépôt des conventions collectives de travail (art. 9), les copies de convention des actes d'adhésion ou des actes de dénonciation sont délivrées par le service moyennant paiement d'une redevance.

Les recettes relatives à ces redevances sont estimées à 100 000 francs.

**h) Produit de la publication par le Moniteur belge du « Recueil des Actes des Unions professionnelles ».**

Evaluation des recettes : 300 000 francs, comme pour 1980.

En application de l'article 6 de la loi du 31 mars 1898, les statuts entérinés doivent être publiés au *Moniteur belge*. Les recettes proviennent de ces publications.

**Art. 06.01/2a et b. — Loyers perçus pour les locaux occupés par des institutions parastatales dans les « Maisons du Travail » et quote-part de ces institutions dans les dépenses locatives supportés par le Département.**

Evaluation des recettes ...	48 696 194 francs,
contre ... ... ...	46 232 550 francs pour 1980;
augmentation ... ... ...	2 463 644 francs.

**Art. 06.01/1. — Verkoop van publikaties, drukwerken, enz. :****a) Opbrengst van de verkoop van door het Ministerie van Trewwerstellung en Arbeid uitgegeven publikaties.**

Raming der ontvangsten : 3 000 000 frank, zoals voor 1980.

Op grond van de huidige publikaties, mag de ontvangst voortkomende van de verkoop door toedoen van de bibliotheek, van de door het departement uitgegeven publikaties (met inbegrip van de *«Revue du Travail»* en het *«Arbeidsblad»*) voor het jaar 1981 op 3 000 000 frank geraamd worden.

**b) Opbrengst van de verkoop der juwelen en diploma's van het nijverheidsereteken.**

Raming der ontvangsten ...	45 000 frank,
tegen ... ... ...	40 000 frank voor 1980;
vermeerdering ... ... ...	5 000 frank.

Vermoedelijk bedrag van de opbrengst van de verkoop van insignes van eretekens van de arbeid (nationale orden), waarbij rekening werd gehouden met de ontvangsten van de vorige jaren.

**c) Veiligheidsjaarboek (pro memorie).**

Vanaf 1973 is deze ontvangst begrepen in artikel 06.01.1a.

**d) Opbrengst van de verkoop van de documenten betreffende de controle der ioniserende stralingen.**

Raming der ontvangsten : 25 000 frank, zoals voor 1980.

De artikelen 126 en 135 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming voorzien onder meer dat de Administratie aan de werkgevers en op hun kosten zal leveren :

1° bestralingskaarten die op naam van elke beroepshalve blootgestelde persoon, dienen opgemaakt;

2° bestralingstabellen die voor voornoemde werknemers dienen te worden opgemaakt.

De ontvangst van de verkoop van deze documenten wordt op 25 000 frank geraamd.

**e) Brochures betreffende de beroepsvoorlichting (pro memorie). Vanaf 1973 is deze ontvangst begrepen in artikel 06.01.1a.****f) Administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten.**

Raming der ontvangsten : 3 000 000 frank, zoals voor 1980.

Bij inbreuk op sommige sociale wetten kunnen onder de in de wet van 30 juni 1971 bepaalde voorwaarden, administratieve geldboeten van 500 tot 10 000 frank worden opgelegd. De ontvangsten hiervan worden voor 1981 geraamd op 3 000 000 frank.

**g) Retributies verschuldigd voor de afgifte van afschriften van collectieve arbeidsovereenkomsten.**

Raming der ontvangsten ...	100 000 frank,
tegen ... ... ...	200 000 frank voor 1980;
vermindering ... ... ...	100 000 frank.

In toepassing van de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités (art. 18) en van het koninklijk besluit van 7 november 1969 tot vaststelling van de modaliteiten van neerlegging van de collectieve arbeidsovereenkomsten (art. 9), worden de afschriften van de overeenkomsten van de akten van toetreding of van de akten van opzegging afgeleverd door de dienst tegen betaling van een retributie.

De ontvangsten van deze retributies worden geraamd op 100 000 frank.

**h) Opbrengst van de publikatie door het Belgisch Staatsblad van de «Verzameling der Akten van de Beroepsverenigingen».**

Raming der ontvangsten : 300 000 frank, zoals voor 1980.

In toepassing van artikel 6 van de wet van 31 maart 1898, moeten de bekrachtigde statuten gepubliceerd worden in het *Belgisch Staatsblad*. De ontvangsten komen voort van de verkoop van deze publikaties.

**Art. 06.01/2a en b. — Huurgelden geïnd voor de door de parastatale instellingen in de «Huizen van de Arbeid» gebruikte lokalen en aandeel van deze instellingen in de door het Departement gedragen beheerskosten en in de personeelsuitgaven.**

Raming der ontvangsten ...	48 696 194 frank,
tegen ... ... ...	46 232 550 frank voor 1980;
vermeerdering ... ... ...	2 463 644 frank.

La recette est supposée comme suit :

a) Quote-part dans la valeur locative ou dans les loyers réels ... ... ... ... F	2 665 740
b) Quote-part dans les frais de gestion et dans les dépenses de personnel ... ... ... ... F	46 030 454
Total ... ... F	48 696 194

L'estimation est basée en ordre principal sur le montant probable des dépenses de fonctionnement prises en charge par le Département en 1979.

#### Art. 06.01/3.

- a) *Participation des demandeurs et opposants dans les frais d'instruction des demandes en autorisation des établissements classés en vertu du règlement général pour la protection du travail et du règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes.*

Evaluation des recettes : 7 900 000 francs, comme pour 1980.

Les recettes relatives à ces participations peuvent être évaluées pour 1981 à 7 900 000 francs.

- b) *Participation des demandeurs dans les frais d'instruction des demandes en homologation des machines, des parties de machines, du matériel, des outils, des appareils ou récipients de nature dangereuse, introduites en application de la loi du 11 juillet 1961 relative aux garanties de sécurité indispensables que doivent présenter les machines, les parties de machines, le matériel, les outils, les appareils et les récipients.*

Evaluation des recettes : 20 000 francs, comme pour 1980.

Il est escompté que plus ou moins 20 demandes d'homologation pourraient être introduites au cours de l'année 1981, ce qui, à raison de 1 000 francs par demande, représente une recette probable de 20 000 francs.

- c) *Participation des demandeurs dans les frais de déplacement concernant les épreuves des appareils à vapeur et à air comprimé.*

Evaluation des recettes : 1 125 000 francs, comme pour 1980.

On prévoit que l'on procédera à quelque 500 épreuves et réépreuves d'appareils à vapeur. Le nombre de demandes d'autorisation est évalué à 250. A raison de 1 500 francs par épreuve ou demande, on peut s'attendre pour 1981 à une recette de 1 125 000 francs.

- d) *Participation des demandeurs dans les frais d'instruction des :*

*3<sup>e</sup> demandes d'autorisation d'acquisition ou d'importation de déchets toxiques lorsqu'il s'agit d'une seule opération (art. 25 de l'arrêté royal du 9 février 1976 — Moniteur belge du 14 février 1976).*

Evaluation des recettes : 40 000 francs, comme pour 1980.

Il est escompté que plus ou moins 4 demandes d'agrément de centre de destruction, etc. et/ou d'autorisation d'acquisition ou d'importation de déchets toxiques (activité professionnelle) pourraient être introduites au cours de l'année 1981, à 10 000 francs par demande ce qui représente une recette probable de 40 000 francs.

- e) *Exploitation des bureaux de placement payants, versements pour frais d'enquête.*

Evaluation des recettes : 5 000 francs, comme pour 1980.

Prévision basée sur le nombre probable de demandes ou de renouvellement de demandes de licences qui n'ont qu'une durée de validité d'un an. Chaque demande doit, en application des articles 2 et 3 de l'arrêté ministériel du 23 avril 1955, pris en exécution de l'arrêté royal du 10 avril 1954 relatif à l'exploitation des bureaux de placement payants, être accompagnée de la preuve du versement d'une somme de 1 000 francs pour frais d'enquête.

On prévoit que quinze bureaux de placement payants solliciteront le renouvellement de leur licence en 1981, ce qui représente une recette pour frais d'enquête de 1 000 francs × 5 = 5 000 francs.

De ontvangst werd geraamd als volgt :

a) Aandeel in de huurwaarde of in de werkelijke huurprijsen ... ... ... ... F	2 665 740
b) Aandeel in de beheerskosten en in de personeelsuitgaven ... ... ... ... F	46 030 454
Totaal ... ... F	48 696 194

De raming steunt in hoofdzaak op het vermoedelijk bedrag der beheerskosten ten laste genomen van het Departement tijdens het jaar 1979.

#### Art. 06.01/3.

- a) *Bijdragen van de aanvragers en van de opposanten in de instructiekosten voor de aanvragen om vergunning voor de inrichtingen die overeenkomstig het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming en het algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen ingedeeld zijn.*

Raming der ontvangsten : 7 900 000 frank, zoals voor 1980.

De ontvangsten van deze bijdragen worden voor 1981 geraamd op 7 900 000 frank.

- b) *Bijdrage van de aanvragers in de instructiekosten voor de aanvragen tot homologatie van de gevaarlijke machines, gedeelten van machines, materieel, werktuigen, toestellen en recipiënten, uitgevoerd in toepassing van de wet van 11 juli 1961 betreffende de onontbeerlijke veiligheidswaarborgen welke de machines, de onderdelen van machines, het materieel, de werktuigen, de toestellen en de recipiënten moeten bieden.*

Raming der ontvangsten : 20 000 frank, zoals voor 1980.

Er wordt voorzien dat min of meer 20 aanvragen tot homologatie zouden kunnen ingediend worden gedurende het jaar 1981, hetgeen tegen 1 000 frank per aanvraag een waarschijnlijke ontvangst van 20 000 frank vertegenwoordigt.

- c) *Bijdrage van de aanvragers in de verplaatsingskosten voor de beproevingen van de stoomtoestellen en de persluchthouders.*

Raming der ontvangsten : 1 125 000 frank, zoals voor 1980.

Er wordt verwacht dat ongeveer 500 beproevingen en herbeproevingen van stoomtoestellen zullen worden uitgevoerd. Het aantal vergunningsaanvragen wordt op 250 geraamd. Tegen 1 500 frank per beproeving of aanvraag kan voor 1981 een ontvangst voorzien worden van 1 125 000 frank.

- d) *Bijdragen van aanvragers in de instructiekosten van de :*

*3<sup>e</sup> aanvragen om vergunning voor verwerving of invoer van giftige afval wanneer het om een enkele bewerking gaat (art. 25 van het koninklijk besluit van 9 februari 1976 — Belgisch Staatsblad van 14 februari 1976).*

Raming der ontvangsten : 40 000 frank, zoals voor 1980.

Er wordt verwacht dat ongeveer 4 aanvragen tot erkennung van centra voor vernietiging, neutralisering, enz. en/of om vergunning voor verwerving of invoer van giftige afval wanneer het om een hervopsbedrijvigheid gaat ingediend zouden kunnen worden tijdens het jaar 1981, hetgeen gerekend aan 10 000 frank per aanvraag een waarschijnlijke ontvangst van 40 000 frank vertegenwoordigt.

- e) *Exploitatie der bureau's voor arbeidsbemiddeling tegen betaling, stortingen voor onderzoeks kosten.*

Raming der ontvangsten : 5 000 frank, zoals voor 1980.

Raming gesteund op het vermoedelijk aantal aanvragen of aanvragen om hernieuwing van vergunningen. Bij elke aanvraag moet, bij toepassing van de artikelen 2 en 3 van het ministerieel besluit van 23 april 1955, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 10 april 1954 betreffende de exploitatie van de bureau's voor arbeidsbemiddeling tegen betaling, het bewijs van de storting van een som van 1 000 frank voor onderzoeks kosten worden gevoegd.

Verwacht wordt dat vijftien bureau's voor arbeidsbemiddeling tegen betaling om hernieuwing van hun vergunning zullen verzoeken in 1981, wat neerkomt op een ontvangst wegens kosten van onderzoek van 1 000 frank × 5 = 5 000 frank.

## CHAPITRE XIII.

## MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE.

## Art. 42.01. — Remboursements de dépenses.

Art. 42.01/1. — Remboursement au Trésor des soldes de crédits budgétaires excédant les besoins de financement de la loi du 11 mars 1954, modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946.

Evaluation des recettes : 10 000 francs, comme pour 1980.

Le produit de la cotisation à charge des assujettis à la loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux non-salariés, perçu par les caisses et sections mutuelles d'allocations familiales et transféré en 1977, à la Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie (article 61, § 4, 8<sup>e</sup>, des lois coordonnées qui a été abrogé mais maintenu en vigueur par l'article 40 de la loi du 12 février 1963) peut être évalué à 15 000 francs.

En déduction de cette somme il convient d'évaluer le montant des cotisations perçues indûment, lequel doit être remboursé aux intéressés.

Ce montant peut être évalué à 5 000 francs. La différence entre ces deux sommes, c'est-à-dire 15 000 francs - 5 000 francs = 10 000 francs, est remboursée au Trésor.

C'est cette recette qui fait l'objet du présent article.

## Art. 06.01. — Produits divers.

Evaluation des recettes ...	21 400 000 francs,
contre ... ... ...	20 500 000 francs pour 1980;
augmentation ... ...	900 000 francs.

Ces produits divers se décomposent comme suit :

## Art. 06.01/1. — Ventes de publications, imprimés, etc.

Evaluation des recettes ...	800 000 francs,
contre ... ... ...	500 000 francs pour 1980;
augmentation ... ...	300 000 francs.

## Détail de la recette :

a) Produit de la vente de la Revue belge de sécurité sociale et des coordinations officieuses à publier éventuellement par le département ...	F	800 000
---	---	---------

b) Produit de la vente du Tarif pharmaceutique officiel à l'usage des associations mutualistes reconnues (pour mémoire) ...	F	—
---	---	---

Erant donné que le Tarif sera désormais imprimé et publié par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, il n'y a plus lieu de prévoir des recettes.

c) Recueil des actes des sociétés mutualistes, etc. (pour mémoire) ...	F	—
--	---	---

Erant donné que le Recueil est imprimé et édité par le Moniteur belge il n'y a plus lieu de prévoir des recettes.

## Art. 06.01/2. — Remboursement d'allocations indûment payées à certains handicapés.

Evaluation des recettes : 3 000 000 de francs, comme pour 1980.

Le montant présumé de la recette à effectuer en 1981 a été établi en tenant compte des remboursements effectués en 1979.

Art. 06.01/3. — Remboursement par les entreprises d'assurances agréées contre les accidents du travail, des frais occasionnés à l'Etat par la surveillance et le contrôle, ainsi que les travaux nécessaires à l'élaboration de la statistique des accidents du travail (loi du 23 juillet 1932, Moniteur belge du 31 juillet 1932).

Evaluation des recettes ...	17 600 000 francs,
contre ... ... ...	17 000 000 de francs pour 1980;
augmentation ... ...	600 000 francs.

Cette prévision est établie en fonction des frais résultant du contrôle.

## HOOFDSTUK XIII.

## MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG.

## Art. 42.01. — Terugbetalingen van uitgaven.

Art. 42.01/1. — Terugbetaling aan de Schatkist van de saldi van begrotingskredieten die de financieringsbehoeften overtreffen van de wet van 11 maart 1954 houdende wijziging van de wetten op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood gecoördineerd bij besluit van de Régent van 12 september 1946.

Raming der ontvangsten : 10 000 frank, zoals voor 1980.

De opbrengst der bijdragen ten laste van de personen onderworpen aan de wet waarbij het stelsel der gezinsvergoedingen wordt uitgebreid tot de werkgevers en niet-loontrekenden, ontvangen en overgemaakt in 1977 aan de Rijkskas voor Rust- en Overlevingspensioenen door de onderlinge kassen en secréties voor gezinsvergoedingen (artikel 61, § 4, 8<sup>e</sup>, van de samengevoerde wetten dat werd ingetrokken doch weder van kracht werd door artikel 40 van de wet van 12 februari 1963) mag geschat worden op 15 000 frank.

In mindering op deze som dient het bedrag aan ten onrechte ontvangen bijdragen geraamd te worden, dat aan de belanghebbenden moet worden terugbetaald.

Dit bedrag mag op 5 000 frank worden geraamd. Het verschil tussen deze beide sommen d.w.z. 15 000 frank - 5 000 frank = 10 000 frank wordt aan de Schatkist terugbetaald.

Het is deze ontvangst die in dit artikel wordt bedoeld.

## Art. 06.01. — Diverse opbrengsten.

Raming der ontvangsten ...	21 400 000 frank,
tegen ... ... ...	20 500 000 frank voor 1980;
vermeerdering ... ...	900 000 frank.

Deze diverse opbrengsten worden als volgt onderverdeeld :

## Art. 06.01/1. — Verkoop van publicaties, drukwerken, enz.

Raming der ontvangsten ...	800 000 frank,
tegen ... ... ...	500 000 frank voor 1980;
vermeerdering ... ...	300 000 frank.

## Specificatie van de ontvangst :

a) Opbrengst van de verkoop van het Belgisch Tijdschrift voor sociale zekerheid en van de officieuze coördinaties eventueel te publiceren door het departement ... F 800 000

b) Opbrengst van de verkoop van het Officieel Pharmaceutisch Tarief ten gebruik van de erkende mutualiteitsverenigingen (pro memoria) ... F —

Daar het Tarief voortaan door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering zal gedrukt en uitgegeven worden, is het niet meer aangewezen nog ontvangsten te voorzien.

c) Verzameling der handelingen van de mutualiteitsverenigingen, enz. (pro memoria) ... F —

Daar de Verzameling door het Belgisch Staatsblad wordt gedrukt en uitgegeven, is het niet meer aangewezen nog ontvangsten te voorzien.

## Art. 06.01/2. — Terugbetaling van aan sommige minder-validen ten onrechte uitbetaalde vergoedingen.

Raming der ontvangsten : 3 000 000 frank, zoals voor 1980.

Het vermoedelijk bedrag van de ontvangst in 1981 is opgemaakt rekening houdende met de in 1979 gedane terugbetalingen.

Art. 06.01/3. — Terugbetaling, door de gemachtigde verzekeringsondernemingen voor de verzekering tegen arbeidsongevallen, van de kosten voortspruitende voor het Rijk, uit het toezicht en de controle, alsmede uit de nodige werken tot het opmaken van de statistiek betreffende de arbeidsongevallen (wet van 23 juli 1932, Belgisch Staatsblad van 31 juli 1932).

Raming der ontvangsten ...	17 600 000 frank,
tegen ... ... ...	17 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering ... ...	600 000 frank.

Deze raming is vastgesteld in verhouding tot de kosten voortspruitend uit de controle.

L'article 14 de la loi du 23 juillet 1932 stipule que les établissements d'assurance agréés ainsi que les chefs d'entreprises, dispensés de contribuer au Fonds de garantie, supporteront, à concurrence de 3 % au maximum des sommes qu'ils auront payées pour la réparation des dommages résultant des accidents du travail, les frais occasionnés à l'Etat par la surveillance et le contrôle du Gouvernement, ainsi que par les travaux nécessaires à l'élaboration de la statistique des accidents du travail (*Moniteur belge* du 31 juillet 1932).

Le montant des frais occasionnés à l'Etat par le Service des accidents du travail et maladies professionnelles est établi chaque année par la comptabilité du Département, après clôture de l'année civile.

Il en est de même des frais occasionnés à l'Etat en ce qui concerne les travaux nécessaires à l'élaboration de la statistique des accidents du travail, chiffre également communiqué chaque année par l'Institut national de Statistique (Ministère des Affaires économiques).

Ces frais sont répartis entre les divers assureurs agréés et l'intervention de chacun est versée au compte chèque postal du Ministère de la Prévoyance sociale. La prévision des recettes pour l'année 1981 est de l'ordre de 17 600 000 francs.

**Art. 08.01. — Remboursement par la Régie des Postes, par la Régie des Télégraphes et Téléphones, par la Régie des Voies aériennes et par la Régie des Services frigorifiques de l'Etat belge, des allocations payées, pour leur compte, à l'intervention de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés (pour mémoire).**

Etant donné qu'à partir de l'année budgétaire 1979 les comptes des régies sont réglés directement avec l'Office national, il n'y a plus lieu de prévoir encore des recettes.

#### CHAPITRE XIV.

#### MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE.

**Art. 38.01 a). — Droits d'entrée à la Bibliothèque royale et dans les musées de l'Etat (arrêté royal du 7 juillet 1924).**

(pour mémoire)

**Art. 38.01 b). — Droits d'inscription et minerval.**

Evaluation des recettes	3 000 000 de francs,
contre ... ... ...	4 000 000 de francs pour 1980;
diminution ... ... ...	1 000 000 de francs.

**Art. 38.01 c). — Produits divers des établissements et services.**

Evaluation des recettes	36 000 000 de francs,
contre ... ... ...	34 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . ... ...	2 000 000 de francs.

**Art. 06.01. — Produits divers.**

Evaluation des recettes : 3 500 000 francs, comme pour 1980.

**Art. 06.01/1. — Ventes de publications, imprimés, etc.**

Evaluation des recettes : 3 500 000 francs, comme pour 1980.

**Art. 06.01/2 a). — Quote-part des villes d'Anvers et de Gand dans les frais de fonctionnement respectivement de l'Institut supérieur de Commerce, de l'Ecole industrielle supérieure de l'Etat et des écoles techniques de l'Etat (pour mémoire).**

**Art. 06.01/2 b). — Part des provinces et des villes dans les frais de personnel et de matériel du Musée royal des Beaux-Arts d'Anvers (pour mémoire).**

Artikel 14 van de wet van 23 juli 1932 bepaalt dat de gemachtigde verzekeringinstellingen alsook de ondernemingshoofden, die vrijgesteld zijn tot het Waarborgfonds bij te dragen, tot beloop van ten hoogste 3% van de sommen die zij voor de vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen zullen betaald hebben, de kosten dienen te dragen voortspruitende voor het Rijk uit het toezicht en de controle door de Regering, alsmede uit de nodige werken tot het opmaken van de statistiek betreffende de arbeidsongevallen (*Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1932).

Het bedrag der kosten veroorzaakt voor het Rijk door de Dienst Arbeidsongevallen en beroepsziekten wordt ieder jaar door de boekhouding van het Departement opgemaakt na sluiting van het burgerlijk jaar.

Hetzelfde geschiedt voor de kosten voortspruitende voor wat het Rijk betreft uit de nodige werken tot het opmaken van de statistiek betreffende de arbeidsongevallen, cijfer dat eveneens ieder jaar door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (Ministerie van Economische Zaken) wordt medegedeeld.

Deze kosten worden omgeslagen onder de verschillende gemachtigde verzekeraars en de tussenkomst van ieder wordt gestort op de postcheckrekening van het Ministerie van Sociale Voorzorg. De voorziene ontvangsten voor het jaar 1981 belopen 17 600 000 frank.

**Art. 08.01. — Terugbetaling door de Regie van Posterijen, door de Regie van Telegrafie en Telefonie, door de Regie der Luchtwege en door de Regie der Belgische Rijkskoel- en Vriesdiensten van de voor hun rekening betaalde bijslag door bemiddeling van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers (pro memoria).**

Daar, met ingang van het begrotingsjaar 1979, de regieën rechtstreeks afrekenen met de Rijksdienst, moeten geen ontvangsten meer voorzien worden.

#### HOOFDSTUK XIV.

#### MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDERLANDSE CULTUUR.

**Art. 38.01 a). — Entreegeld van de Koninklijke Bibliotheek en van de Staatmusea (koninklijk besluit van 7 juli 1924).**

(pro memoria)

**Art. 38.01 b). — Inschrijvingsgelden en schoolgeld.**

Raming der ontvangsten ...	3 000 000 frank,
tegen ... ... ... ...	4 000 000 frank voor 1980;
vermindering . ... ... ...	1 000 000 frank.

**Art. 38.01 c). — Diverse opbrengsten der inrichtingen en diensten.**

Raming der ontvangsten ...	36 000 000 frank,
tegen ... ... ... ...	34 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering . ... ... ...	2 000 000 frank.

**Art. 06.01. — Diverse opbrengsten.**

Raming der ontvangsten : 3 500 000 frank, zoals voor 1980.

**Art. 06.01/1. — Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.**

Raming der ontvangsten : 3 500 000 frank, zoals voor 1980.

**Art. 06.01/2 a). — Aandelen van de steden Antwerpen en Gent in de werkingskosten respectievelijk van de Handelshogeschool, van de Rijkshogere ijzerheidsschool en van de Rijkstechnische scholen (pro memoria).**

**Art. 06.01/2 b). — Aandeel van de provinciën en van de steden in de kosten voor personeel en materieel van het Koninklijk Museum voor Schone Kunsten te Antwerpen (pro memoria).**

## CHAPITRE XV.

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA CULTURE FRANÇAISE.

Art. 38.01 a). — *Droits d'entrée à la Bibliothèque royale et dans les musées de l'Etat (arrêté royal du 7 juillet 1924).*

Evaluation des recettes : 300 000 francs, comme pour 1980.

Art. 38.01 b). — *Droits d'inscription et minerval.*

Evaluation des recettes ...	5 675 000 francs,
contre ...	5 500 000 francs pour 1980;
augmentation ...	175 000 francs.

Art. 38.01 c). — *Produits divers des établissements et services.*

Evaluation des recettes ...	41 645 000 francs,
contre ...	40 500 000 francs pour 1980;
augmentation ...	1 145 000 francs.

Art. 06.01. — *Produits divers.*

Evaluation des recettes ...	7 965 000 francs,
contre ...	7 600 000 francs pour 1980;
augmentation ...	365 000 francs.

Art. 06.01/1. — *Ventes de publications, imprimés, etc.*

Evaluation des recettes ...	7 965 000 francs,
contre ...	7 600 000 francs pour 1980;
augmentation ...	365 000 francs.

Art. 06.01/2 a). — *Quote-part de la ville de Morlanwelz dans les frais de fonctionnement des Ecoles techniques et du Musée professionnel de l'Etat.*

Convention entre la commune de Morlanwelz et l'Etat belge, approuvée par l'arrêté royal du 25 octobre 1937, annulé par l'arrêté royal du 4 décembre 1970. Suppression de la quote-part annuelle de 100 000 francs.

Evaluation des recettes : néant, comme pour 1980.

Art. 06.01/2 b). — *Part des provinces et des villes dans les frais de personnel et de matériel des Conservatoires royaux de musique de Bruxelles, Liège et Mons.*

Evaluation des recettes : néant, comme pour 1980.

## CHAPITRE XVI.

## MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Art. 06.01. — *Produits divers.*

Evaluation des recettes ...	68 400 000 francs,
contre ...	43 000 000 de francs pour 1980;
augmentation ...	25 400 000 francs.

Art. 06.01/1. — *Vente de publications, imprimés, etc.*a) *Vente de publications.*

Evaluation des recettes ...	1 500 000 francs,
contre ...	2 500 000 francs pour 1980;
diminution ...	1 000 000 de francs.

Art. 06.01/3. — *Produit des patentés de santé et des droits sanitaires (service sanitaire des ports, aéroports et frontières).*

Evaluation des recettes : 4 500 000 francs, comme pour 1980.

## HOOFDSTUK XV.

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING  
EN FRANSE CULTUUR.

Art. 38.01 a). — *Entreegeld van de Koninklijke Bibliotheek en van de Staatmusea (koninklijk besluit van 7 juli 1924).*

Raming der ontvangsten : 300 000 frank, zoals voor 1980.

Art. 38.01 b). — *Inschrijvingsrechten en schoolgeld.*

Raming der ontvangsten ...	5 675 000 frank,
tegen ...	5 500 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	175 000 frank.

Art. 38.01 c). — *Diverse opbrengsten der inrichtingen en diensten.*

Raming der ontvangsten ...	41 645 000 frank,
tegen ...	40 500 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	1 145 000 frank.

Art. 06.01. — *Diverse opbrengsten.*

Raming der ontvangsten ...	7 965 000 frank,
tegen ...	7 600 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	365 000 frank.

Art. 06.01/1. — *Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.*

Raming der ontvangsten ...	7 965 000 frank,
tegen ...	7 600 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	365 000 frank.

Art. 06.01/2 a). — *Aandelen van de stad Morlanwelz in de werkingskosten van de Rijkstechnische scholen en van het Rijksvarkmuseum.*

Overeenkomst tussen de gemeente Morlanwelz en de Belgische Staat, bekragtigd door het koninklijk besluit van 25 oktober 1937 vernietigd door het koninklijk besluit van 4 december 1970. Afschaffing van het jaarlijks aandeel van 100 000 frank.

Raming der ontvangsten : nihil, zoals voor 1980.

Art. 06.01/2 b). — *Aandeel van de provinciën en van de steden in de kosten voor personeel en materieel van de Koninklijke Muziekconservatoria te Brussel, Luik en Bergen.*

Raming der ontvangsten : nihil, zoals voor 1980.

## HOOFDSTUK XVI.

## MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN.

Art. 06.01. — *Diverse opbrengsten.*

Raming der ontvangsten ...	68 400 000 frank,
tegen ...	43 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	25 400 000 frank.

Art. 06.01/1. — *Verkoop van publikaties, drukwerken, enz.*a) *Verkoop van publikaties.*

Raming der ontvangsten ...	1 500 000 frank,
tegen ...	2 500 000 frank voor 1980;
vermindering ...	1 000 000 frank.

Art. 06.01/3. — *Opbrengst der gezondheidspatenten en der gezondheidsrechten (gezondheidsdienst der havens, vlieghavens en grenzen).*

Raming der ontvangsten : 4 500 000 frank, zoals voor 1980.

Art. 06.01/4. — *Recettes diverses.*

Evaluation des recettes : 1 000 000 de francs, comme pour 1980.

Art. 06.01/5. — *Produits des services de désinfection.*

Evaluation des recettes : 1 100 000 francs, comme pour 1980.

Art. 06.01/6. — *Remboursement des frais des examens médicaux effectués par le Service de Santé du Département.*

Evaluation des recettes ...	52 300 000 francs,
contre ... ... ... ...	25 900 000 francs pour 1980;
augmentation ... ... ...	<u>26 400 000 francs.</u>

Art. 06.01/7. — *Récuperations diverses en matière d'examens médico-légaux, de finances et de frais d'entretien pour aide sociale et de législation sur le minimum socio-vital.*

Evaluation des recettes : 8 000 000 de francs, comme pour 1980.

Art. 06.01/4. — *Diverse ontvangsten.*

Raming der ontvangsten : 1 100 000 frank, zoals voor 1980.

Art. 06.01/5. — *Opbrengst der ontsmettingsdiensten.*

Raming der ontvangsten : 1 100 000 frank, zoals voor 1980.

Art. 06.01/6. — *Terugbetaling der kosten voor geneeskundige onderzoeken die door de Gezondheidsdienst van het Departement werden gedaan.*

Raming der ontvangsten ...	52 300 000 frank,
tegen ... ... ... ...	25 900 000 frank voor 1980;
vermeerdering ... ... ...	<u>26 400 000 frank.</u>

Art. 06.01/7. — *Diverse terugvorderingen inzake gerechtelijk-geneeskundige onderzoeken, financiën en onderhoudskosten voor maatschappelijk welzijn en wetgeving op het bestaansminimum.*

Raming der ontvangsten : 8 000 000 frank, zoals voor 1980.

## TITRE II.

## RECETTES EN CAPITAL.

## Section I. — Recettes fiscales.

## CHAPITRE I.

ADMINISTRATION DE LA T.V.A.,  
DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.

**Transferts de capitaux en provenance d'autres secteurs.**

**Impôts sur le patrimoine.****Droits de succession (art. 57.01).**

Evaluation des recettes pour 1981	12 800 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 . . .	12 000 000 000 de francs.

Augmentation . . . . .	800 000 000 de francs.
------------------------	------------------------

En 1979, la recette des droits de succession s'est élevée à 11 708 millions de francs.

Sur la base de la recette des neuf premiers mois de 1980, qui accuse une moins-value par rapport à celle de la même période de 1979, il semble que la prévision initiale pour 1980 doit être ramenée à 12 000 millions de francs.

Pour 1981, compte tenu de l'augmentation du tarif en ligne directe pour les tranches les plus élevées — dont l'incidence sur les recettes n'apparaîtra qu'à partir du deuxième semestre de l'année — et en tablant sur une hausse modérée des valeurs principalement immobilières, il est permis d'espérer pour l'année 1981 une recette de l'ordre de 12 800 millions de francs.

**Impôt sur le capital  
(y compris les recettes d'amendes) (art. 57.02).**

Evaluation des recettes pour l'année 1981 : néant,  
comme pour l'année 1980.

Vu les difficultés d'arbitrer en cette matière l'importance des restitutions éventuelles, les montants des recettes et des restitutions, sont évalués chacun, comme les années précédentes, à 1 000 000 de francs; ainsi il y aura équilibre entre les recettes et les dépenses.

## Section II. — Recettes non fiscales.

## CHAPITRE I.

## MINISTERE DES FINANCES.

**§ 1. Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.**

Art. 86.01. — *Amortissements par des organismes d'intérêt public d'emprunts émis par eux sous la garantie de l'Etat ou d'avances et de prêts leur consentis par l'Etat.*

Evaluation des recettes . . .	187 530 000 francs,
contre . . . . .	182 450 000 francs pour 1980;
augmentation . . . . .	5 080 000 francs.

## TITEL II.

## KAPITAALONTVANGSTEN.

## Sectie I. — Fiscale ontvangsten.

## HOOFDSTUK I.

ADMINISTRATIE VAN DE B.T.W.,  
REGISTRATIE EN DOMEINEN.

## Vermogensoverdrachten van andere sectoren.

## Vermogensheffingen.

## Successierechten (art. 57.01).

Raming der ontvangsten voor 1981 . . .	12 800 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . .	12 000 000 000 frank.

Vermeerdering . . . . .	800 000 000 frank.
-------------------------	--------------------

In 1979 bedroeg de ontvangst van de successierechten 11 708 miljoen frank.

Op basis van de opbrengst van de eerste negen maanden van 1980, die in vergelijking met dezelfde periode van 1979 een minwaarde vertoont, blijkt dat de oorspronkelijke voorziening voor 1980 moet worden teruggebracht tot 12 000 miljoen frank.

Voor 1981, rekening houdend met de verhoging van het tarief in rechte lijn voor de hoogste schijven — waarvan de weerslag op de ontvangst slechts zal waarneembaar zijn vanaf het tweede semester van het jaar — en rekenende op een matige verhoging van de waarden, voornamelijk de onroerende, kan voor het jaar 1981 een ontvangst van ongeveer 12 800 miljoen frank worden verwacht.

**Belasting op het kapitaal  
(met inbegrip van de ontvangsten wegens boeten) (art. 57.02)**

Raming der ontvangsten voor het jaar 1981 : nihil,  
zoals voor het jaar 1980.

Geler op de moeilijkheden om ter zake de belangrijkheid van de eventuele teruggaven vast te stellen, worden, zoals de vorige jaren, de bedragen van de ontvangsten en de teruggaven ieder geraamd op 1 000 000 frank; zodoende zal er evenwicht zijn tussen de ontvangsten en de uitgaven.

## Sectie II. — Niet-fiscale ontvangsten.

## HOOFDSTUK I.

## MINISTERIE VAN FINANCIEN.

**§ 1. Administratie van Thesaurie en Staatschuld.**

Art. 86.01. — *Delging door instellingen van openbaar nut van door onder waarborg van de Staat geëmitteerde leningen of van voor-schotten en leningen door de Staat toegestaan.*

Raming der ontvangsten . . .	187 530 000 frank,
tegen . . . . .	182 450 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	5 080 000 frank.

*Art. 86.01/1. — Amortissements compris dans les annuités à payer au Trésor par la Société nationale du Logement et par la Société nationale terrienne du chef des souscriptions de l'Etat aux emprunts émis par ces organismes en vertu de l'arrêté royal du 10 décembre 1970 portant le Code du logement, confirmé par la loi du 2 juillet 1971.*

Evaluation des recettes ...	75 600 000 francs,
contre ...	72 300 000 francs pour 1980;
augmentation ...	3 300 000 francs.

Les souscriptions en question s'élevaient au total à 4 005 160 000 francs pour la Société Nationale du Logement et à 713 850 000 francs pour la Société nationale terrienne.

Les capitaux souscrits sont remboursables en 66 ans pour la première de ces sociétés, en 30 ans pour la seconde, au moyen d'annuités calculées au taux d'intérêt de 4,50 % l'an.

Les amortissements compris dans les annuités s'élèveront en 1981 à 75 588 000 francs prévus aux tableaux d'amortissement.

*Art. 86.01/2. — Amortissement compris dans les annuités à payer au Trésor par la Division « Le Logis militaire » de l'Office central d'action sociale et culturelle (O.C.A.S.C.) du chef des avances ou prêts qui lui ont été consentis.*

Evaluation des recettes	19 400 000 francs,
contre ...	19 000 000 de francs pour 1980;
augmentation ...	400 000 francs.

Conformément à l'article 7 de la loi du 3 juillet 1953, le Gouvernement est autorisé à consentir à la Division « Le Logis militaire » de l'O.C.A.S.C. des avances récupérables et en vertu de l'article 2 de l'arrêté royal du 7 septembre 1953 les conditions en sont fixées de commun accord entre le Ministre de la Défense nationale et le Ministre des Finances.

Au 31 décembre 1979, des crédits d'un montant total de 2 316 665 956 francs lui ont été accordés sur les budgets des dépenses extraordinaires de 1953 à 1977 du Ministère de la Défense nationale (dépenses de capital). D'après les tableaux d'amortissement établis, les amortissements dus au 31 décembre 1981 s'élèveront à 19 409 162 francs.

*Art. 86.01/3. — Amortissement compris dans l'annuité à payer au Trésor par la Société nationale terrienne du chef : 1° des avances qui lui ont été faites par l'Etat et 2° de l'emprunt qu'elle a été autorisée à contracter sous la garantie de l'Etat (loi du 29 mars 1949).*

Evaluation des recettes ...	12 500 000 francs.
Recettes probables pour 1980 .	12 300 000 francs.

Augmentation .	200 000 francs.
----------------	-----------------

Les capitaux mis par l'Etat à la disposition de la Société nationale terrienne en vue de ses opérations s'élevaient à 800 250 000 francs.

En outre, un emprunt de 20 000 000 de francs a été émis sous la garantie de l'Etat (loi du 29 mars 1949).

Tous ces capitaux sont remboursables à l'Etat par des annuités (amortissement et intérêt) calculées aux taux d'intérêt de base de 1 % et 1,25 %. Pour l'année budgétaire 1981, l'amortissement s'élèvera à 12 540 878 francs.

*Art. 86.01/4. — Amortissement compris dans l'annuité à payer au Trésor par la Société Nationale du Logement du chef des avances qui lui ont été faites par l'Etat et des emprunts successifs qu'elle a été autorisée à contracter sous la garantie de l'Etat, antérieurement à la loi du 15 avril 1949 (lois des 11 octobre 1919, 22 juillet 1927, 5 octobre 1928, 20 avril 1931, 8 novembre 1939 et 29 mars 1949, arrêté-loi du 28 février 1947, arrêté du Régent du 22 décembre 1949, arrêté royal du 23 avril 1951).*

Evaluation des recettes	74 000 000 de francs,
contre ...	73 000 000 de francs pour 1980;
augmentation .	1 000 000 de francs.

Les capitaux mis par l'Etat à la disposition de la Société Nationale du Logement s'élevaient à 2 330 641 000 francs (avances directes du Trésor).

*Art. 86.01/1. — Aflossingen begrepen in de annuiteiten aan de Schatkist verschuldigd door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en door de Nationale Landmaatschappij uit hoofde van de inschrijvingen van de Staat op de door deze maatschappijen uitgegeven leningen krachtens het koninklijk besluit van 10 december 1970, houdende de Huisvestingscode, bekraftigd door de wet van 2 juli 1971.*

Raming der ontvangsten ...	75 600 000 frank,
tegen ...	72 300 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	3 300 000 frank.

De inschrijvingen waarvan sprake bedroegen in totaal 4 005 160 000 frank voor de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en 713 850 000 frank voor de Nationale Landmaatschappij.

De ingeschreven kapitalen zijn terugbetaalbaar in 66 jaar voor de eerste maatschappij en voor de tweede in 30 jaar volgens annuiteiten berekend tegen de interestvoet van 4,50 % 's jaars.

De delgingen begrepen in de annuiteiten voor het jaar 1981 zullen 75 588 000 frank bedragen (volgens de aflossingstabellen).

*Art. 86.01/2. — Delging begrepen in de annuiteiten welke door de Afdeling « Militair Tehuis » van de Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Actie (Cedisca) aan de Staat verschuldigd zijn uit hoofde van de voorschotten of leningen welke haar werden toegestaan.*

Raming der ontvangsten ...	19 400 000 frank,
tegen ...	19 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	400 000 frank.

Krachtens artikel 7 van de wet van 3 juli 1953 is de Regering gemachtigd aan de Afdeling « Militair Tehuis » van de Cedisca terugvorderbare voorschotten toe te staan waarvan de voorwaarden krachtens artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 september 1953 dienen bepaald in gemeen overleg tussen de Minister van Landsverdediging en de Minister van Financiën.

Op 31 december 1979 werden kredieten voor een totaal bedrag van 2 316 665 956 frank uitgetrokken op de begroting van buitengewone uitgaven van 1953 tot 1977 van het Ministerie van Landsverdediging (kapitaaluitgaven). Volgens de opgemaakte aflossingstabellen zullen de delgingslasten verschuldigd op 31 december 1981, 19 409 162 frank bedragen.

*Art. 86.01/3. — Delging begrepen in de annuiteit verschuldigd aan de Schatkist door de Nationale Landmaatschappij uit hoofde : 1° van de voorschotten die haar door de Staat werden verstrekt en 2° van de lening die ze gemachtigd werd, onder Staatsvaarborg aan te gaan (wet van 29 maart 1949).*

Raming der ontvangsten .	12 500 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 .	12 300 000 frank.

Vermeerdering .	200 000 frank.
-----------------	----------------

De kapitalen door de Staat ter beschikking gesteld van de Nationale Landmaatschappij, met het oog op haar verrichtingen, bedroegen 800 250 000 frank.

Daarenboven werd onder 's Rijks waarborg een lening uitgegeven van 20 000 000 frank (wet van 29 maart 1949).

Al deze kapitalen zijn terugbetaalbaar aan de Staat, door annuiteiten (delging en intrest) berekend tegen de basisinterestvoeten van 1 % en 1,25 %. Voor het begrotingsjaar 1981 zal de delging 12 540 878 frank bedragen.

*Art. 86.01/4. — Delging begrepen in de annuiteit verschuldigd aan de Schatkist door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting uit hoofde van de voorschotten die haar door de Staat werden verstrekt en van de achtereenvolgende leningen die ze gemachtigd werd onder Staatsvaarborg aan te gaan, voór de wet van 15 april 1949 (wetten van 11 oktober 1919, 22 juli 1927, 5 oktober 1928, 20 april 1931, 8 november 1939 en 29 maart 1949, besluitwet van 28 februari 1947, Regentsbesluit van 22 december 1949, koninklijk besluit van 23 april 1951).*

Raming der ontvangsten ...	74 000 000 frank,
tegen ...	73 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	1 000 000 frank.

De kapitalen door de Staat ter beschikking gesteld van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting bedroegen 2 330 641 000 frank (rechtstreekse voorschotten van de Schatkist).

Antérieurement à la loi du 15 avril 1949, des emprunts, au total de 2 096 332 000 francs, ont été émis par la Société Nationale avec garantie de l'Etat.

Avances et emprunts sont remboursables à l'Etat par des annuités qui pour 1980, s'élèveront à 74 040 819 francs prévus aux tableaux d'amortissement.

*Art. 86.01/5. — Amortissements à supporter par la Société nationale terrienne du chef des emprunts, au montant total de 120 millions de francs, émis par elle, en 1961, sous la garantie de l'Etat, en exécution de l'arrêté royal du 6 janvier 1961.*

Evaluation des recettes ...	6 030 000 francs,
contre ...	5 800 000 francs pour 1980;
augmentation ...	<u>230 000 francs.</u>

D'après les tableaux d'amortissement de cet emprunt, les amortissements à supporter par la Société nationale terrienne s'élèvent pour 1981 :

— sur la tranche de 40 000 000 de francs ...	F 990 000
— sur la tranche de 80 000 000 de francs ...	<u>5 040 000</u>
soit au total ...	F 6 030 000

*Art. 86.05. — Remboursement d'avances consenties.*

Evaluation des recettes ...	314 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 .	<u>296 900 000 francs.</u>

Augmentation ...	17 100 000 francs.
------------------	--------------------

Un crédit de 314 000 000 de francs est prévu au budget des Finances de l'année budgétaire 1981 en vue de l'attribution au Grand-Duché de Luxembourg de la part qui lui revient dans les avantages et profits que l'Etat retire de la Banque Nationale de Belgique.

Conformément aux accords intervenus, cette participation est affectée à la réduction à due concurrence de dettes diverses du Grand-Duché envers la Belgique, et notamment des avances en billets belges que la Belgique a consenties au Grand-Duché afin de permettre le retrait et le remboursement des marks qui circulaient sur le territoire grand-ducal au moment de la libération, avances qui ont été imputées au budget extraordinaire de 1946 (article 31, 6°, f, de la loi d'intégration du 29 juin 1948).

*Art. 06.01. — Recettes diverses patrimoniales.*

Evaluation des recettes ...	500 154 000 francs.
Recettes probables pour 1980 ...	<u>618 964 000 francs.</u>
Diminution ...	118 810 000 francs.

*Art. 06.01/1. — Récupération d'avances faites aux charbonnages.*

Evaluation des recettes : 4 549 000 francs, comme pour 1980.

Cette recette représente le montant des tranches, remboursables en 1981 par un charbonnage auquel une avance complémentaire récupérable à été consentie.

*Art. 06.01/2. — Amortissement du portefeuille des anciennes caisses de pensions de survie.*

Evaluation des recettes : 600 000 francs, comme pour 1980.

Evaluation basée sur la composition du portefeuille et les amortissements prévus. Disposition légale en vertu de laquelle la recette est effectuée : article 10, § 3, de la loi du 2 août 1955 portant suppression du Fonds d'Amortissement de la Dette publique.

*Art. 06.01/3. — Remboursements sur avances récupérables allouées pour assurer les recherches ou la mise au point de prototypes, produits nouveaux ou procédés nouveaux de fabrication (pour mémoire).*

Evaluation des recettes : néant, comme pour 1980.

Ces remboursements seront dorénavant repris à un article spécial de la Section particulière, du budget des Affaires économiques.

Vóór de wet van 15 april 1949 werden onder 's Rijks waarborg, door de Nationale Maatschappij leningen uitgegeven voor een totaal bedrag van 2 096 332 000 frank.

Voorschotten en leningen zijn terugbetaalbaar aan de Staat door annuiteten, welke 74 040 819 frank bedragen voor 1981, volgens de aflossingstabellen.

*Art. 86.01/5. — Delgingen te dragen door de Nationale Landmaatschappij uit hoofde van de leningen voor een totaal bedrag van 120 miljoen frank, welke door haar in 1961 onder Staatswaarborg werden aangegaan, in uitvoering van het koninklijk besluit van 6 januari 1961.*

Raming der ontvangsten ...	6 030 000 frank,
tegen ...	<u>5 800 000 frank voor 1980;</u>
vermeerdering ...	<u>230 000 frank.</u>

Volgens de aflossingstabellen van deze lening, bedragen de delgingen ten laste van de Nationale Landmaatschappij voor 1981 :

— op de schijf van 40 000 000 frank ...	F 990 000
— op de schijf van 80 000 000 frank ...	<u>5 040 000</u>
hetzij in totaal ...	F 6 030 000

*Art. 86.05. — Terugbetaling van toegestane voorschotten.*

Raming der ontvangsten .	314 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 .	<u>296 900 000 frank.</u>

Vermeerdering .	17 100 000 frank.
-----------------	-------------------

Een krediet van 314 000 000 frank wordt uitgetrokken op de begroting van Financiën, begrotingsjaar 1981 met het oog op de toekenning aan het Groothertogdom Luxembourg van een aandeel in de voordelen en winsten die de Belgische Staat haalt uit de Nationale Bank van België.

Overeenkomstig de gesloten akkoorden wordt deze deelneming aangewend tot de evenredige aflossing van verscheidene tegenover België bestaande schulden van het Groothertogdom, inzonderheid de voorschotten in Belgische biljetten, die België verstrekt heeft met het oog op de intrekking en de terugbetaling van de marken die bij de bevrijding op het groothertogelijke grondgebied circuleerden, welke voorschotten toegerekend werden aan de buitengewone begroting 1946 (artikel 31, 6°, f, aanrekeningswet van 29 juni 1948).

*Art. 06.01. — Diverse vermogensontvangsten.*

Raming der ontvangsten .	500 154 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 .	<u>618 964 000 frank.</u>
Vermindering ...	<u>118 810 000 frank.</u>

*Art. 06.01/1. — Terugvordering van voorschotten toegestaan aan de steenkolenmijnen.*

Raming der ontvngsten : 4 549 000 frank, zoals voor 1980.

Deze ontvangst vertegenwoordigt het bedrag der schijven, terug te storten in 1981 door een steenkolenmijn, aan wie een bijkomend terugvorderbaar voorschot werd toegestaan.

*Art. 06.01/2. — Delging van de portefeuille van de oude kassen voor overleingspensioenen.*

Raming der ontvngsten : 600 000 frank, zoals voor 1980.

Raming gegrond op de samenstelling van de portefeuille en de voorziene aflossingen. Wettelijke bepaling op grond waarvan de ontvangst werd gedaan : artikel 10, § 3, van de wet van 2 augustus 1955 houdende opheffing van het Fonds tot delging van de Staatsschuld.

*Art. 06.01/3. — Terugbetaling op terugvorderbare voorschotten toegekend om de opzoekingen of de oppuntstelling van prototypes, nieuwe producten of nieuwe fabricageprocédés te verzekeren (pro memorie).*

Raming der ontvngsten : nihil, zoals voor 1980.

Deze terugbetalingen zullen voortaan op een speciaal artikel in de Afzonderlijke Sectie worden opgenomen van de begroting van Economische Zaken.

**Art. 06.01/4.** — Remboursement des crédits exceptionnels qui ont été octroyés à des sociétés agréées de la Société Nationale du Logement (lois des 11 octobre 1919, 22 juillet 1927, 5 octobre 1928, 20 avril 1931, 8 novembre 1939 et 29 mars 1949, arrêté-loi du 28 février 1947, arrêté du Régent du 22 décembre 1949, arrêté royal du 23 avril 1951).

Evaluation des recettes : 500 000 francs,  
comme pour les recettes probables de 1980.

Pour compenser leur déficit provenant notamment d'insuffisance de loyers et de dommages de guerre, la Société Nationale du Logement a accordé durant les années 1935 à 1951 des crédits exceptionnels, sans intérêts, à ses sociétés agréées.

Ces crédits étaient déduits de l'annuité que la Société Nationale devait à l'Etat du chef des avances qui lui ont été faites et des emprunts qu'elle a été autorisée à émettre sous la garantie de l'Etat antérieurement à la loi du 15 avril 1949.

Les sociétés agréées remboursent les crédits reçus au moment où leur situation financière le permet.

Les remboursements des crédits de l'espèce vont en diminuant. Au 31 décembre 1979, un montant total de 3 300 000 francs restait à rembourser sur un montant initial de 71 249 660 francs de crédits accordés.

On estime que, durant l'année budgétaire 1981, une somme de 500 000 francs pourra être remboursée par ces sociétés.

**Art. 06.01/5.** — Remboursement annuel par l'IMALSO (« Intercommunale maatschappij van de Linker Scheldeover ») des sommes avancées jusqu'en 1963 par l'Etat-garant pour le service financier de ses emprunts (art. 9 des statuts, loi du 16 mars 1931).

Evaluation des recettes ... ... ...	(pour mémoire)
Recettes probables pour 1980 . . .	27 000 000 de francs.

Diminution . . . . .	27 000 000 de francs.
----------------------	-----------------------

Au 31 décembre 1979, l'IMALSO est encore redevable de 26 983 902 francs à l'Etat. Selon les prévisions actuelles, cette somme sera versée en 1980. Aucune recette n'est à prévoir pour 1981. L'article reste ouvert pour mémoire.

#### Art. 06.01/6. — Versements de la Gendarmerie.

Evaluation des recettes ...	20 000 francs,
contre . . . . .	30 000 francs pour 1980;
diminution . . . . .	10 000 francs.

Il s'agit de recettes patrimoniales diverses provenant de la vente ou de la perte de biens acquis à charge de crédits budgétaires inscrits au budget de la Gendarmerie et destinés à l'achat de biens meubles patrimoniaux.

**Art. 06.01/7.** — Somme à verser au Trésor par la Société Nationale des Chemins de fer Belges pour assurer le service financier de la partie des actions de cette Société dont le produit d'émission représente le fonds de roulement.

Evaluation des recettes : 7 700 000 francs, comme pour 1980.

Le fonds de roulement de la Société Nationale des Chemins de fer Belges a été constitué au moyen de 10 % du produit du placement des actions privilégiées.

Cette Société doit assurer, vis-à-vis du Trésor, le service financier des titres représentant ce fonds. Les titres non amortis au 1<sup>er</sup> septembre 1981 s'établissent comme suit :

— Actions converties . . . . .	F 146 822 000
— Actions non converties . . . . .	F 14 334 000

La somme nécessaire en 1981 pour assurer le service de l'amortissement est de 7 700 000 francs.

**Art. 06.01/8.** — Part de la Belgique dans les versements à effectuer par le Gouvernement autrichien en exécution du plan de règlement des emprunts extérieurs autrichiens garantis.

Evaluation des recettes ...	(pour mémoire)
contre . . . . .	1 100 000 francs pour 1980;
diminution . . . . .	1 100 000 francs.

**Art. 06.01/4.** — Terugbetaling van buitengewone kredieten welke werden toegestaan aan de erkende maatschappijen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting (wetten van 11 oktober 1919, 22 juli 1927, 5 oktober 1928, 20 april 1931, 8 november 1939 en 29 maart 1949, besluitwet van 28 februari 1947, besluit van de Régent van 22 december 1949, koninklijk besluit van 23 april 1951).

Raming der ontvangsten : 500 000 frank,  
zoals voor de vermoedelijke ontvangsten van 1980.

Om het tekort te dekken dat vooral voortsproot uit de onvoldoende huurgelden en de oorlogsschade, heeft de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting gedurende de jaren 1935 tot 1951 buitengewone kredieten, zonder interest, verleend aan haar erkende vennootschappen.

Deze kredieten werden afgehouden van de annuiteit, welke de Nationale Maatschappij verschuldigd was aan de Staat uit hoofde van de voorschotten die haar werden toegestaan of van de leningen welke zij onder Staatswaarborg gemachtigd werd uit te geven vóór de wet van 15 april 1949.

De erkende vennootschappen storten de ontvangen kredieten terug op het ogenblik dat hun financiële toestand zulks mogelijk maakt.

De terugbetalingen van dergelijke kredieten verminderen gaandeweg. Op 31 december 1979 bleef er nog een totaal van 3 300 000 frank terug te betalen op het oorspronkelijk bedrag van 71 249 660 frank dat toegestaan werd.

Men schat dat gedurende het begrotingsjaar 1981 een bedrag van 500 000 frank zal kunnen terugbetaald worden door deze vennootschappen.

**Art. 06.01/5.** — Jaarlijkse terugbetaling door de IMALSO (Intercommunale maatschappij van de Linker Scheldeover) van bedragen voorgeschooten tot in 1963 door de Staat-garant, voor de financiële dienst van haar leningen (art. 9 van de statuten, wet van 16 maart 1931).

Raming der ontvangsten . . . . .	(pro memoria).
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 . . .	27 000 000 frank.

Vermindering . . . . .	27 000 000 frank.
------------------------	-------------------

De IMALSO was op 31 december 1979 aan de Staat nog 26 983 902 frank verschuldigd. Volgens de huidige vooruitzichten zal dit bedrag in 1980 worden gestort. Voor 1981 wordt geen enkele ontvangst in het vooruitzicht gesteld. Het artikel wordt *pro memoria* opengelaten.

#### Art. 06.01/6. — Stortingen door de Rijkswacht.

Raming der ontvangsten . . .	20 000 frank,
tegen . . . . .	30 000 frank voor 1980;
vermindering . . . . .	10 000 frank.

Het betreft hier diverse vermogensontvangsten voortkomend uit de verkoop of het verlies van goederen, aangekocht ten laste van begrotingskredieten uitgetrokken op de begroting van de Rijkswacht en bestemd voor aankoop van roerende vermogensgoederen.

**Art. 06.01/7.** — Som door de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen aan de Schatkist te storten met het oog op de waareming van de financiële dienst van het deel van de aandelen dezer Maatschappij waaraan de uitgifteopbrengst het bedrijfskapitaal vertegenwoordigt.

Raming der ontvangsten : 7 700 000 frank, zoals voor 1980.

Het bedrijfskapitaal der Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen werd opgericht door middel van 10 % der opbrengst van de verkoopprijs der preferente aandelen.

Tegenover de Schatkist moet deze Maatschappij de financiële dienst waarnemen der effecten welke dat bedrijfskapitaal vertegenwoordigen. Deze op 1 september 1981 niet gedelgde effecten bedragen :

— Geconverteerde aandelen . . . . .	F 146 822 000
— Niet geconverteerde aandelen . . . . .	F 14 334 000

De som nodig om in 1981 de dienst der delging waar te nemen beloopt 7 700 000 frank.

**Art. 06.01/8.** — Aandeel van België in de stortingen waartoe de Oostenrijkse Regering gehouden is ter uitvoering van het plan tot regeling van de gewaarborgde Oostenrijkse buitenlandse leningen.

Raming der ontvangsten . . . . .	(pro memoria).
tegen . . . . .	1 100 000 frank voor 1980;
vermindering . . . . .	1 100 000 frank.

Les obligations découlant pour le gouvernement autrichien des dispositions du rapport final de la Conférence internationale tenue à Rome en novembre-décembre 1952, ont pris fin en 1980.

En 1981, la rubrique ne figure que pour mémoire, les dettes dont question étant entièrement remboursées.

*Art. 06.01/9. — Amortissement du portefeuille de la Caisse d'Assurance de l'ancien personnel d'Afrique.*

Evaluation des recettes ...	302 600 000 francs.
Recettes probables pour 1980 ...	441 800 000 francs.
Diminution ...	139 200 000 francs.

Disposition légale en vertu de laquelle la recette est effectuée : article 38 de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974.

Evaluation basée sur la composition du portefeuille et les amortissements prévus.

*Art. 06.01/10. — Recettes diverses.*

Evaluation des recettes : 5 000 000 de francs, comme pour 1980.

La prévision pour l'année budgétaire 1981 a été basée sur les recettes moyennes des années 1978 et 1979.

*Art. 06.01/11. — Produit des obligations à émettre en paiement des dommages de guerre 1914-1918.*

Evaluation des recettes ...	30 000 000 de francs,
contre ...	1 500 000 francs pour 1980;
augmentation ...	28 500 000 francs.

Evaluation du montant des obligations à émettre en 1981.

*Art. 06.01/13. — Quote-part de la Belgique dans l'amortissement du capital de la Société Nationale des Chemins de fer luxembourgeois.*

Evaluation des recettes : 2 100 000 francs, comme pour 1980.

Cette prévision correspond au remboursement à effectuer en 1980 par la Société Nationale des Chemins de fer luxembourgeois, conformément au tableau d'amortissement adopté (art. 33 des statuts).

*Art. 06.01/14. — Amortissements compris dans l'annuité à payer par l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) sur les obligations souscrites par la Belgique aux emprunts émis par ladite organisation.*

Evaluation des recettes : 1 500 000 francs, comme pour 1980.

La Belgique a acquis des bons de l'emprunt de l'O.N.U. à concurrence de \$ 1 200 000. Ces obligations portent un intérêt de 2 % l'an, payable le 15 janvier de chaque année, et sont remboursables en 25 annuités.

Le capital à amortir de 1 512 000 francs prévu pour 1981 a été calculé sur la base du tableau d'amortissement prévoyant un remboursement pour la seizième année de 4,2 % du capital souscrit. (1 \$ = 30 FB.)

*Art. 06.01/15. — Versements effectués par des Etats étrangers en remboursement des prêts consentis par la Belgique.*

Evaluation des recettes ...	145 000 000 de francs.
Recettes probables pour 1980 ...	125 000 000 de francs.
Augmentation ...	20 000 000 de francs.

Les remboursements sur prêts d'Etat et sur prêts accordés par les pays de la C.E.E. à la Turquie enregistrent une progression constante, mais variable d'année en année.

*Art. 06.01/16. — Annuité à payer par l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol) sur l'avance récupérable de 9 millions de francs lui consentie par l'Etat belge.*

Evaluation des recettes : 585 000 francs, comme pour 1980.

L'Etat belge (Ministère des Communications) a exproprié deux immeubles au profit d'Eurocontrol, sur base de l'article 15 de la Convention internationale du 13 décembre 1960, approuvée par la loi du 12 mars 1962.

De verplichtingen voor de Oostenrijkse regering voortvloeiend uit de bepalingen van het eindverslag van de Internationale Conferentie gehouden in Rome in november-december 1952, zijn geëindigd in 1980.

In 1981 verschijnt deze rubriek enkel *pro memorie* aangezien de schulden waarvan sprake is geheel zijn terugbetaald.

*Art. 06.01/9. — Delging van de portefeuille van de Verzekeringskas van het gewezen personeel van Afrika.*

Raming der ontvangsten ...	302 600 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ...	441 800 000 frank.
Vermindering ...	139 200 000 frank.

Wettelijke bepaling op grond waarvan de ontvangst werd gedaan : artikel 38 van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974.

Raming gegrond op de samenstelling van de portefeuille en de voorziene aflossingen.

*Art. 06.01/10. — Diverse ontvangsten.*

Raming der ontvangsten : 5 000 000 frank, zoals voor 1980.

De raming voor het begrotingsjaar 1981 werd gebaseerd op de gemiddelde ontvangsten van 1978 en 1979.

*Art. 06.01/11. — Opbrengst der obligaties uit te geven in betaling van de oorlogsschade 1914-1918.*

Raming der ontvangsten ... tegen ...	30 000 000 frank,
	1 500 000 frank voor 1980;
vermeerdering ...	28 500 000 frank.

Schatting van het bedrag der obligaties die uitgegeven zullen worden in 1981.

*Art. 06.01/13. — Aandeel van België in de delging van het kapitaal van de Nationale Maatschappij der Luxemburgse Spoorwegen.*

Raming der ontvangsten : 2 100 000 frank, zoals voor 1980.

Deze raming stemt overeen met de door de Nationale Maatschappij der Luxemburgse Spoorwegen in 1980 uit te voeren terugbetaling overeenkomstig de aangenomen aflossingstabbel (art. 33 van de statuten).

*Art. 06.01/14. — Delgingen begrepen in de annuitet verschuldigd door de Organisatie der Verenigde Naties (O.V.N.) op de obligaties ingeschreven door België op de leningen uitgegeven door voormalde organisatie.*

Raming der ontvangsten : 1 500 000 frank, zoals voor 1980.

België heeft bons van de lening uitgegeven door de O.V.N. aangekocht voor een bedrag van \$ 1 200 000. Deze obligaties brengen een interest op van 2 % 's jaars betaalbaar op 15 januari van ieder jaar, en zijn terugbetaalbaar in 25 annuiteiten.

Het te delgen kapitaal van 1 512 000 frank dat bepaald is voor 1981 werd berekend op basis van de aflossingstabbel welke voor het zestiende jaar een terugbetaling voorziet van 4,2 % van het ingeschreven kapitaal. (1 \$ = 30 BF.)

*Art. 06.01/15. — Door vreemde Staten verrichte stortingen tot terugbetaling van de door België toegestane leningen.*

Raming der ontvangsten ...	145 000 000 frank.
Vermoedelijke ontvangsten voor 1980 ...	125 000 000 frank.

Vermeerdering ...

De terugbetalingen op door de Staat toegestane leningen en op door de landen van de E.E.G. toegestane leningen aan Turkije zullen de komende jaren een constante maar van jaar tot jaar veranderlijke stijging boeken.

*Art. 06.01/16. — Annuitet verschuldigd door de Europese Organisatie voor de veiligheid van de luchtvaart (Eurocontrol) op het terugverderbaar voorgeschot van 9 miljoen frank toegestaan door de Belgische Staat.*

Raming der ontvangsten : 585 000 frank, zoals voor 1980.

De Belgische Staat (Ministerie van Verkeerswezen) heeft ten behoeve van Eurocontrol twee gebouwen onteigend op basis van artikel 15 van het internationaal verdrag van 13 december 1960, goedgekeurd door de wet van 12 maart 1962.

A titre de préfinancement, l'Etat a avancé un montant de 5 850 000 francs, qui est à rembourser par Eurocontrol en 10 annuités de 585 000 francs, sans intérêt, suivant la décision du Comité ministériel de Coordination économique et sociale du 4 juin 1969 et suivant l'acte de vente d'immeubles passé le 22 décembre 1971.

## § 2. Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines.

### Art. 58.01. — Saisies et biens sous séquestres.

Evaluation des recettes contre ...	35 000 000 de francs, 30 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . . . . .	5 000 000 de francs.

De l'avis du Service du Séquestration une somme de 5 millions de francs pourra être prélevée au cours de l'année 1981, pour autant que par ce nouveau versement, le produit net définitif de la liquidation du séquestre allemand ne se trouve pas dépassé.

### Art. 76.01. — Produit de la vente d'immeubles.

Evaluation des recettes contre ...	400 000 000 de francs, 350 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . . . . .	50 000 000 de francs.

Art. 76.01/1. — Prix de vente d'immeubles échus à l'Etat à la suite de poursuites sur saisies exercées à sa requête ou à celle des institutions de crédit lorsqu'il s'agit de crédits assortis de sa garantie.

Evaluation des recettes : 50 000 000 de francs, comme pour 1980.

### Art. 76.01/2. — Produit de l'aliénation des autres immeubles.

Evaluation des recettes contre ...	350 000 000 de francs, 300 000 000 de francs pour 1980;
augmentation . . . . .	50 000 000 de francs.

Art. 77.01. — Prix de vente d'objets mobiliers hors d'usage provenant des divers départements ministériels ou organismes de l'Etat.

Evaluation des recettes : 70 000 000 de francs, comme pour 1980.

### Art. 06.01. — Recettes diverses patrimoniales.

Evaluation des recettes : 60 912 000 francs, comme pour 1980.

Art. 06.01/1. — Autres recettes extraordinaires faites par les receveurs des domaines (pour mémoire).

Evaluation des recettes : néant, comme pour 1980.

Il s'agit de recettes imprévisibles dont il est impossible de chiffrer le montant.

Art. 06.01/2. — Produit des successions en déshérence, des dons et legs et produits de la vente des épaves et des biens sans maître.

Evaluation des recettes : 60 000 000 de francs, comme pour 1980.

Art. 06.01/3. — Versement à faire par la ville d'Anvers en exécution de l'article 5 de la Convention A, conclue le 30 janvier 1939 entre l'Etat belge et la ville d'Anvers. — Part relative à la reprise des travaux maritimes exécutés par l'Etat au Nord de la ville.

Evaluation des recettes : 912 000 francs, comme pour 1980.

Une Convention conclue entre l'Etat et la Ville d'Anvers le 30 janvier 1939 fixe l'annuité due à l'Etat à 912 794 francs pour la reprise des travaux maritimes exécutés par l'Etat au Nord de la ville.

Voor de betaling ervan werd als prefinanciering een bedrag van 5 850 000 frank voorgeschooten dat door Eurocontrol in 10 annuiteiten van 585 000 frank zonder interest dient terugbetaald volgens beslissing van het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie van 4 juni 1969 en de verkoopakte verleden op 22 december 1971.

## § 2. Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen.

### Art. 58.01. — Verbeurdverklaring en gesekwestreerde goederen.

Raming der ontvangsten tegen ...	35 000 000 frank, 30 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	5 000 000 frank.

Naar het advies van de Dienst van het Sekwester, mag een som van 5 miljoen frank in de loop van het jaar 1981 voorafgenomen worden, met dien verstande dat, door deze nieuwe storting, de definitieve netto-opbrengst van de vereffening der Duitse sekwesters niet overschreden wordt.

### Art. 76.01. — Verkoopprijzen van onroerende goederen.

Raming der ontvangsten tegen ...	400 000 000 frank, 350 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	50 000 000 frank.

Art. 76.01/1. — Verkoopprijs van onroerende goederen de Staat ten deel gevallen ingevolge vervolgingen op inbeslagneming uitgeoefend op zijn verzoek of, wanneer het kredieten met Staatswaarborg betreft, op verzoek van de kredietinstellingen.

Raming der ontvangsten : 50 000 000 frank, zoals voor 1980.

Art. 76.01/2. — Opbrengst van de vervreemding van de andere onroerende goederen.

Raming der ontvangsten tegen ...	350 000 000 frank, 300 000 000 frank voor 1980;
vermeerdering . . . . .	50 000 000 frank.

Art. 77.01. — Verkoopprijzen van buiten gebruik gestelde roerende voorwerpen voortkomende van de verscheidene ministeriële departementen of Staatsinstellingen.

Raming der ontvangsten : 70 000 000 frank, zoals voor 1980.

### Art. 06.01. — Diverse vermogensontvangsten.

Raming der ontvangsten : 60 912 000 frank, zoals voor 1980.

Art. 06.01/1. — Andere buitengewone ontvangsten gedaan door de ontvangers der domeinen (pro memorie).

Raming der ontvangsten : nihil, zoals voor 1980.

Het betreft onvoorzienbare ontvangsten waarvan het onmogelijk is het bedrag te becijferen.

Art. 06.01/2. — Opbrengst van de erfloze nalatenschappen, van de giften en legaten en opbrengst van de verkoop van vondsten en van heerloze goederen.

Raming der ontvangsten : 60 000 000 frank, zoals voor 1980.

Art. 06.01/3. — Storting door de stad Antwerpen, in uitvoering van artikel 5 der Overeenkomst A, op 30 januari 1939 afgesloten tussen de Belgische Staat en de stad Antwerpen. — Aandeel betreffende de overname der zeevaartwerken uitgevoerd door de Staat ten Noorden van de stad.

Raming der ontvangsten : 912 000 frank, zoals voor 1980.

Bij een op 30 januari 1939 tussen de Staat en de stad Antwerpen afgesloten Overeenkomst, wordt de aan de Staat verschuldigde globale annuité vastgesteld op 912 794 frank voor de overname van de door de Staat ten Noorden van de stad Antwerpen uitgevoerde zeevaartwerken.

## CHAPITRE II.

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

Art. 86.01. — *Remboursement d'un prêt consenti à l'Agence Belga.*

Evaluation des recettes ...	2 000 000 de francs,
contre ... ... ...	néant pour 1980;
augmentation ... ...	<u>2 000 000 de francs.</u>

## CHAPITRE III.

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES.

Art. 87.01. — *Versements du Fonds commun de Garantie.*

Evaluation des recettes : 2 500 000 francs, comme pour 1980.

Prévision basée sur les recettes effectuées en 1979.

## CHAPITRE IV.

## MINISTERE DE LA JUSTICE.

Art. 86.05. — *Remboursement d'avances consenties.*

Evaluation des recettes : 2 500 000 francs, comme pour 1980.

En 1971, il a été octroyé à la Régie du Travail pénitentiaire des avances récupérables de 25 000 000 de francs à charge de l'article 81.01 du Titre II — Dépenses extraordinaires du budget du Ministère de la Justice.

L'arrêté royal du 16 décembre 1971 (*Moniteur belge* du 10 mars 1972) a déterminé les modalités de remboursement de ces avances. Il stipule que le remboursement au Trésor se fera par annuités de 2 500 000 francs à prélever sur le bénéfice net réalisé par la Régie du Travail pénitentiaire et ce, à partir de l'exercice 1972.

## HOOFDSTUK II.

## DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER.

Art. 86.01. — *Terugbetaling van een lening toegekend aan het Agentschap Belga.*

Raming der ontvangsten ...	2 000 000 frank,
tegen ... ... ...	nihil voor 1980;
vermeerdering ... ...	<u>2 000 000 frank.</u>

## HOOFDSTUK III.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN.

Art. 87.01. — *Stortingen van het Gemeenschappelijk Waarborgfonds.*

Raming der ontvangsten : 2 500 000 frank, zoals voor 1980.

Vooruitzichten op grond van de ontvangsten verricht in 1979.

## HOOFDSTUK IV.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE.

Art. 86.05. — *Terugbetaling van toegestane voorschotten.*

Raming der ontvangsten : 2 500 000 frank, zoals voor 1980.

In 1971 werden aan de Regie van de gevangenisarbeid terugvorderbare voorschotten ten bedrage van 25 000 000 frank verleend, ten laste van artikel 81.01 van Titel II — Buitengewone Uitgaven van de begroting van het Ministerie van Justitie.

Het koninklijk besluit van 16 december 1971 (*Belgisch Staatsblad* van 10 maart 1972) heeft de modaliteiten vastgesteld tot terugbetaling van deze voorschotten. Het stelt vast dat de terugbetaling aan de Schatkist zal geschieden door middel van jaarlijkse terugbetalingen van 2 500 000 frank, te verrekenen op de netto-winst van de Regie van de gevangenisarbeid vanaf het dienstjaar 1972.



## CINQUIÈME PARTIE

ANNEXE  
AU PROJET DE BUDGET DES VOIES ET MOYENS  
FOUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1981.

Liste des aliénations autorisées par le Ministre des Finances en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la loi générale du 31 mai 1923, modifiée par celles des 22 décembre 1949, 3 août 1962 et 2 juillet 1969 et par différentes lois domaniales.

Période du 1<sup>er</sup> août 1979 au 31 juillet 1980.

## VIJFDE DEEL

BIJLAGE AAN HET ONTWERP  
VAN RIJKSMIDDELENBEGROTING  
VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1981.

Lijst der vervreemdingen die door de Minister van Financiën gemachtigd werden krachtens de machten hem verleend door de algemene wet van 31 mei 1923, gewijzigd door deze van 22 december 1949, 3 augustus 1962 en 2 juli 1969 en door verscheidene domaniale wetten.

Tijdperk van 1 augustus 1979 tot 31 juli 1980.

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations Opmerkingen

## I. — VENTES. — I. VERKOPEN.

1	Waregem	Waregem	Terrain 2 a 41 ca 66 Grond 2 a 41 ca 66	Intercommunale E 3	13.8.1979	75 000	
2	Id.	Id.	Id. 49 a 89 ca	Id.	13.8.1979	750 000	
3	Courtrai I Kortrijk I	Courtrai Kortrijk	Id. 12 a 94 ca 37	Id.	4.9.1979	207 100	
4	Roulers I Roeselare I	Roulers Roeselare	Id. 27 ca 22	Travaux publics Openbare Werken	3.9.1979	16 332	
5	Tielt	Tielt	Id. 38 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	7.9.1979	75 000	
6	Id.	Id.	Id. 54 ca	Id.	7.9.1979	13 500	
7	Courtrai II Kortrijk II	Harelbeke	Terrain à bâtir 5 a 19 ca 50 Bouwgrond 5 a 19 ca 50	Travaux publics Openbare Werken	25.9.1979	345 000	
8	Tielt	Wingene	Terrain 75 ca 52 Grond 75 ca 52	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	27.9.1979	60 420	
9	Courtrai III Kortrijk III	Avelgem	Id. 75 a 08 ca 45	Travaux publics Openbare Werken	3.10.1979	1 313 979	
10	Id.	Id.	Id. 50 a 05 ca 64	Id.	30.10.1979	875 987	
11	Courtrai I Kortrijk I	Courtrai Kortrijk	Id. 1 a 63 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	30.10.1979	1 100 000	
12	Roulers I Roeselare I	Roulers Roeselare	Terrain et bâtiment 3 a 46 ca Grond en gebouw 3 a 46 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	8.11.1979	10 000 000	
13	Courtrai I Kortrijk I	Courtrai Kortrijk	Terrain 1 a 16 ca 89 Grond 1 a 16 ca 89	Fonds des Routes Wegenfonds	12.11.1979	200 000	
14	Waregem	Waregem	Id. 16 ca 08	Intercommunale E 3	13.12.1979	800	
15	Courtrai III Kortrijk III	Courtrai Kortrijk	Id. 74 ca 94	Travaux publics Openbare Werken	17.12.1979	20 000	
16	Izegem	Oostrozebeke et Wielsbeke Oostrozebeke en Wielsbeke	Cour à marchandises et ancienne assiette voie ferrée 2 ha 10 a 81 ca Goederenkoer en gewezen spoorwegbedding 2 ha 10 a 81 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	17.12.1979	2 730 000	
17	Renaix Ronse	Spiere-Helkijn	Terrain 1 a 30 ca 43 Grond 1 a 30 ca 43	Fonds des Routes Wegenfonds	18.12.1979	30 000	
18	Courtrai I Kortrijk I	Courtrai Kortrijk	Id. 8 a 95 ca 54	Intercommunale E 3	13.2.1980	92 834	
19	Waregem	Waregem	Terrain à bâtrir 7 a 02 ca Bouwgrond 7 a 02 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	21.2.1980	1 300 000	
20	Id.	Id.	Terrain 94 ca 77 Grond 94 ca 77	Intercommunale E 3	22.2.1980	4 739	
21	Id.	Id.	Id. 12 a 37 ca 56	Id.	22.2.1980	49 502	
22	Id.	Id.	Terrain à bâtrir 7 a 05 ca Bouwgrond 7 a 05 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	13.3.1980	1 300 000	
23	Tielt	Tielt	Terrain et maison 1 a 85 ca Huis en grond 1 a 85 ca	Id.	19.3.1980	1 000 000	
24	Waregem	Waregem	Terrain 21 a 27 ca 84 Grond 21 a 27 ca 84	Intercommunale E 3	25.3.1980	106 392	

Volgnummer — Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance — Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale <i>Verkoop- prijs of verkoop- waarde</i>	Observations — <i>Opmerkingen</i>
Waregem	Waregem	Terrain 81 ca Grond 81 ca	Travaux publics Openbare Werken	25.3.1980	10 000	
Izegem	Ingelmunster	Terrain avec citerne 8 a 65 ca Grond met waterput 8 a 65 ca	Id.	25.3.1980	95 000	
Menin Menen	Menin Menen	Terrain 12 a 54 ca Grond 12 a 54 ca	Id.	27.3.1980	125 000	
Waregem	Waregem	Id. 1 a 31 ca 22	Intercommunale E 3	31.3.1980	26 244	
Roulers I Roeselare I	Roulers Roeselare	Id. 1 a 05 ca 52	Travaux publics Openbare Werken	7.5.1980	36 932	
Menin Menen	Wevelgem	Id. 6 a 01 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	7.5.1980	721 200	
Waregem	Waregem	Id. 7 a 17 ca 54	Intercommunale E 3	7.5.1980	150 000	
Menin Menen	Menin Menen	Id. 28 a 80 ca	Travaux publics Openbare Werken	7.5.1980	300 000	
Courtrai I Kortrijk I	Courtrai Kortrijk	Terrain et bâtiments 12 a 35 ca 57 Grond en gebouwen 12 a 35 ca 57	Fonds des Routes Wegenfonds	10.5.1980	9 350 000	
Courtrai III Kortrijk III	Zwevegem	Terrain 20 ca Grond 20 ca	Travaux publics Openbare Werken	21.5.1980	8 000	
Waregem	Waregem	Terrain à bâtrir 6 a 97 ca Bouwgrond 6 a 97 ca	Id.	21.5.1980	1 355 000	
Id.	Id.	Id. 7 a	Id.	24.6.1980	1 200 000	
Courtrai II Kortrijk II	Harelbeke	Terrain 33 a 36 ca 66 Grond 33 a 36 ca 66	Agriculture Landbouw	30.6.1980	500 000	
Courtrai III Kortrijk III	Courtrai Kortrijk	Id. 2 a 79 ca	« Intercommunale voor de Autosnelwegen van West- Vlaanderen »	30.6.1980	27 900	
Courtrai II Kortrijk II	Harelbeke	Id. 12 a 14 ca 08	Agriculture Landbouw	7.7.1980	182 000	
Waregem	Waregem	Id. 7 a 07 ca	Travaux publics Openbare Werken	23.7.1980	1 100 000	
Id.	Id.	Id. 4 a 38 ca 84	Intercommunale E 3	24.7.1980	65 000	
Ostende I Oostende I	De Haan	Id. 10 a 02 ca	Finances Financiën	14.8.1979	1 070 136	
Id.	Id.	Id. 1 a 05 ca	Id.	16.8.1979	126 000	
Torhout	Koekelare	Id. 18 a 48 ca 94	Agriculture Landbouw	17.8.1979	168 485	
Ostende I Oostende I	Ostende	Terrain et bâtiment 2 a 92 ca 50	Travaux publics	28.8.1979	351 000	
Furnes Veurne	Furnes Veurne	Grond en gebouw 2 a 92 ca 50	Openbare Werken			
Ostende I Oostende I	De Haan	Terrain 12 ca Grond 12 ca	Id.	29.8.1979	18 000	
Bruges II Brugge II	Jabbeke	Id. 3 a 99 ca 74	Finances Financiën	3.9.1979	599 610	
Nieuport Nieuwpoort	Nieuport Nieuwpoort	Terrain à bâtrir 16 a 80 ca Bouwgrond 16 a 80 ca	« Intercommunale voor de Autosnelwegen van West- Vlaanderen »	12.9.1979	168 000	
Bruges IV Brugge IV	Bruges Brugge	Terrain 1 a 25 ca Grond 1 a 25 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	12.9.1979	234	
		Id. 16 a 56 ca	Travaux publics Openbare Werken	20.9.1979	2 898 000	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance — Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations — Opmerkingen
51	Ostende I Oostende I	Ostende Oostende	Terrain et bâtiment 2 a 67 ca 54 Grond en gebouw 2 a 67 ca 54	Travaux publics Openbare Werken	24.9.1979	321 048	
52	Id.	De Haan	Terrain 11 a 55 ca Grond 11 a 55 ca	Finances Financiën	11.10.1979	1 386 000	
53	Id.	Id.	Id. 16 a 52 ca	Id.	11.10.1979	4 016 000	
54	Id.	Ostende Oostende	Terrain industriel 7 a 55 ca 40 Nijverheidsgrond 7 a 55 ca 40	Travaux publics Openbare Werken	19.11.1979	906 480	
55	Ostende III Oostende III	Oudenburg	Terrain 4 a 48 ca Grond 4 a 48 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	19.11.1979	45 000	
56	Ostende I Oostende I	Ostende Oostende	Terrain à bâtrir 7 ca 80 Bouwgrond 7 ca 80	Finances Financiën	27.11.1979	31 200	
57	Id.	De Haan	Terrain 45 ca Grond 45 ca	Id.	12.12.1979	90 000	
58	Id.	Id.	Id. 7 a 15 ca	Id.	13.12.1979	858 000	
59	Torhout	Torhout	Id. 4 a 62 ca 44	S.N.C.B. N.M.B.S.	21.12.1979	90 000	
60	Nieuport Nieuwpoort	Nieuport Nieuwpoort	Id. 93 a 31 ca 56	Travaux publics Openbare Werken	28.12.1979	2 053 000	
61	Furnes Veurne	Furnes Veurne	Id. 35 a 86 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	14.1.1980	197 230	
62	Id.	Id.	Id. 7 a 03 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	14.1.1980	35 150	
63	Dixmude Diksmuide	Dixmude Diksmuide	Id. 5 a 75 ca	Id.	23.1.1980	57 500	
64	Bruges IV Brugge IV	Bruges Brugge	Id. 54 ca 37	R.T.T.	22.2.1980	54 370	
65	Ostende I Oostende I	Ostende Oostende	Id. 18 a 08 ca	Travaux publics Openbare Werken	14.3.1980	2 169 600	
66	Ostende III Oostende III	Middelkerke	Id. 65 a 35 ca 28	Id.	14.3.1980	1 000 000	
67	Nieuport Nieuwpoort	Koksijde	Id. 37 ca	Id.	25.3.1980	485 000	
68	Dixmude Diksmuide	Dixmude Diksmuide	Id. 12 a 98 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	26.3.1980	129 800	
69	Knokke-Heist	Knokke-Heist	Terrain et partie de bâtiment 1 a 65 ca Grond en deel gebouw 1 a 65 ca	R.T.T.	27.3.1980	2 000 000	
70	Bruges I Brugge I	Bruges Brugge	Bâtiment 69 ca Gebouw 69 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	4.4.1980	450 000	
71	Bruges III Brugge III	Damme	Terrain 5 a 90 ca Grond 5 a 90 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	11.4.1980	35 000	
72	Furnes Veurne	Furnes Veurne	Id. 1 a 87 ca	Id.	17.4.1980	7 500	
73	Bruges III Brugge III	Bruges Brugge	Id. 6 a 42 ca	Id.	13.5.1980	995 100	
74	Poperinge	Poperinge	Id. 85 ca	Id.	16.5.1980	72 250	
75	Id.	Id.	Terrain à bâtrir 5 a 04 ca Bouwgrond 5 a 04 ca	Id.	16.5.1980	40 000	
76	Bruges II Brugge II	Zedelgem	Terrain 12 a 35 ca Grond 12 a 35 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	3.6.1980	400 000	
77	Ostende III Oostende III	Oudenburg	Terrain à bâtrir 68 a 63 ca Bouwgrond 68 a 63 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	4.6.1980	300 000	

Volgnummer — Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance — <i>Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale <i>Verkoop- prijs of verkoop- waarde</i>	Observations — <i>Opmerkingen</i>
8 Ostende I Oostende I	De Haan	Rues et terrain 22 a 72 ca Straten en grond 22 a 72 ca	Finances Financiën	4.6.1980	gratuit kosteloos	
9 Ypres Ieper	Ypres Ieper	Terrain 2 a 09 ca Grond 2 a 09 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	26.6.1980	19 200	
0 Id.	Id.	Id. 1 a 01 ca	Id.	26.6.1980	13 077	
1 Id.	Id.	Id. 13 a 59 ca	Id.	26.6.1980	33 000	
2 Dixmude Diksmuide	Dixmude Diksmuide	Maison 1 a 65 ca Huis 1 a 65 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	26.6.1980	965 000	
3 Lochristi	Destelbergen	Terrain 1 a 22 ca 70 Grond 1 a 22 ca 70	Intercommunale E 3	7.8.1979	49 000	
4 Aalter	Lovendegem	Id. 36 a 85 ca 69	Travaux publics Openbare Werken	9.8.1979	725 000	
5 Merelbeke	Gavere	Id. 41 a 78 ca 09	Id.	10.8.1979	126 000	
5 Gent IV Gent IV	Gand Gent	Id. 83 ca 28	Id.	14.8.1979	8 500	
7 Merelbeke	Oosterzele	Terrain et bunker 1 a 60 ca Grond en bunker 1 a 60 ca	Défense nationale Landsverdediging	16.8.1979	7 000	
8 Id.	Gavere	Id. 1 a 60 ca	Id.	23.8.1979	7 500	
9 Lochristi	Destelbergen	Terrain 4 a 18 ca 11 Grond 4 a 18 ca 11	Intercommunale E 3	5.9.1979	30 000	
0 Eeklo	Maldegem	Id. 11 a 13 ca	Travaux publics Openbare Werken	6.9.1979	206 000	
1 Merelbeke	Melle	Id. 1 a 69 ca 37	Intercommunale E 3	10.9.1979	15 000	
2 Eeklo	Eeklo	Id. 3 a 46 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	27.9.1979	391 000	
3 Deinze	Deinze	Maison et terrain 3 a 20 ca 87 Huis en grond 3 a 20 ca 87	Id.	28.9.1979	775 000	
4 Aalter	Aalter	Terrain et bâtiments 11 a 43 ca 95 Grond en gebouwen 11 a 43 ca 95	Travaux publics Openbare Werken	4.10.1979	1 400 000	
5 Lochristi	Melle	Terrain 1 ha 21 a 05 ca 14 Grond 1 ha 21 a 05 ca 14	Intercommunale E 3	10.10.1979	500 000	
5 Merelbeke	Oosterzele	Terrain et bunker 1 a 94 ca Grond en bunker 1 a 94 ca	Défense nationale Landsverdediging	12.10.1979	19 000	
7 Gent V Gent V	Gand Gent	Terrain 87 ha 01 a 20 ca Grond 87 ha 01 a 20 ca	Travaux publics Openbare Werken	23.10.1979	48 542 812	
8 Gent VI Gent VI	Id.	Id. 59 ca	Education nationale et Cul- ture néerlandaise Nationale Opleiding en Nederlandse Cultuur	23.10.1979	117 000	
9 Lochristi	Destelbergen	Id. 58 a 14 ca 20	Intercommunale E 3	24.10.1979	315 000	
0 Merelbeke	Merelbeke	Terrain et bunker 1 a 02 ca Grond en bunker 1 a 02 ca	Défense nationale Landsverdediging	26.10.1979	5 000	
1 Id.	Oosterzele	Id. 1 a 33 ca	Id.	30.10.1979	5 000	
2 Id.	Merelbeke	Maison et terrain 10 a 53 ca Huis en grond 10 a 53 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	30.10.1979	1 075 000	
Deinze	Nazareth	Terrain 1 a 03 ca 64 Grond 1 a 03 ca 64	Id.	16.11.1979	80 000	
4 Merelbeke	Gavere	Id. 2 a 77 ca	Défense nationale Landsverdediging	20.11.1979	8 000	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations Opmerkingen
105	Gand IV Gent IV	Gand Gent	Terrain 79 ca 43 Grond 79 ca 43	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	21.11.1979	19 300	
106	Gand VI Gent VI	Id.	Id. 4 a 66 ca 40	Intercommunale E 3	23.11.1979	100 000	
107	Merelbeke	Oosterzele	Id. 4 a 58 ca	Défense nationale Landsverdediging	28.11.1979	21 000	
108	Id.	Merelbeke	Id. 43 a 31 ca	Travaux publics Openbare Werken	28.11.1979	170 000	
109	Id.	Id.	Id. 1 a 30 ca	Défense nationale Landsverdediging	30.11.1979	10 000	
110	Eeklo	Maldegem	Id. 79 ca 50	Travaux publics Openbare Werken	30.11.1979	5 000	
111	Merelbeke	Merelbeke	Terrain et bunker 1 a 04 ca Grond en bunker 1 a 04 ca	Défense nationale Landsverdediging	30.11.1979	5 000	
112	Id.	Gavere	Id. 1 a 06 ca	Id.	30.11.1979	6 000	
113	Eeklo	Sint-Laureins	Terrain 44 ca Grond 44 ca	Travaux publics Openbare Werken	11.12.1979	16 000	
114	Id.	Id.	Id. 1 a 04 ca	Id.	11.12.1979	37 000	
115	Id.	Id.	Id. 1 a 95 ca	Id.	14.12.1979	195 000	
116	Id.	Id.	Id. 83 ca	Id.	14.12.1979	30 000	
117	Id.	Id.	Id. 44 ca	Id.	20.12.1979	16 000	
118	Id.	Id.	Id. 1 a 20 ca	Id.	20.12.1979	43 000	
119	Deinze	Zulte et/ou Deinze	Id. 2 ha 71 a 15 ca	Id.	21.12.1979	1 025 000	
120	Id.	Zulte	Id. 5 ha 63 a 96 ca	Id.	27.12.1979	4 000 000	
121	Id.	Nazareth	Id. 2 ha 30 a 36 ca	Id.	28.12.1979	1 156 458	
122	Id.	Id.	Id. 1 ha 98 a 41 ca	Id.	28.12.1979	1 428 552	
123	Eeklo	Sint-Laureins	Id. 1 a 66 ca	Id.	31.12.1979	60 000	
124	Id.	Id.	Id. 1 a 49 ca	Id.	23.1.1980	100 000	
125	Deinze	Nazareth	Id. 26 ca 96	Fonds des Routes Wegenfonds	24.1.1980	22 000	
126	Zelzate	Wachtebeke	Id. 10 ca 29	S.N.C.B. N.M.B.S.	25.1.1980	4 120	
127	Eeklo	Sint-Laureins	Id. 1 a 10 ca	Travaux publics Openbare Werken	28.1.1980	39 000	
128	Id.	Id.	Id. 1 a 12 ca	Id.	28.1.1980	40 000	
129	Id.	Id.	Id. 72 ca 36	Id.	28.1.1980	5 065	
130	Aalter	Nevele	Id. 6 a 31 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	30.1.1980	76 700	
131	Deinze	Zulte	Id. 3 ha 53 a 48 ca	Travaux publics Openbare Werken	6.2.1980	2 550 000	
132	Merelbeke	Gavere	Terrain et bunker 1 a 16 ca Grond en bunker 1 a 16 ca	Défense nationale Landsverdediging	8.2.1980	6 000	
133	Id.	Oosterzele	Id. 1 a 70 ca	Id.	12.2.1980	7 000	
134	Gand II Gent II	Gand Gent	Terrain 2 a 30 ca Grond 2 a 30 ca	Intercommunale E 3	13.2.1980	190 000	
135	Eeklo	Eeklo	Id. 68 a 49 ca	Travaux publics Openbare Werken	22.2.1980	445 185	
136	Deinze	Zulte	Id. 2 ha 69 a 57 ca	Id.	28.2.1980	2 250 000	

Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance <i>Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale <i>Verkoopprijs of verkoopwaarde</i>	Observations <i>Opmerkingen</i>
Deinze	Nazareth	Terrain 25 a 79 ca Grond 25 a 79 ca	Travaux publics Openbare Werken	7.3.1980	51 580	
Merelbeke	Melle	Id. 9 a 70 ca 01	Intercommunale E 3	12.3.1980	200 000	
Deinze	Nazareth	Id. 18 a 19 ca 92	Travaux publics Openbare Werken	21.3.1980	182 000	
Id.	Id.	Id. 46 a 73 ca 05	Id.	26.3.1980	468 000	
Id.	Id.	Id. 72 a 79 ca 38	Id.	26.3.1980	728 000	
Gand V Gent V	Gand Gent	Id. 1 ha 06 a 03 ca	Id.	17.4.1980	1 855 525	
Deinze	Zulte	Id. 1 ha 36 a 82 ca	Id.	18.4.1980	1 250 000	
Merelbeke	Merelbeke	Id. 2 ha 73 a 27 ca	Id.	28.4.1980	683 000	
Gand V Gent V	Gand Gent	Id. 44 a 24 ca 80	Id.	30.4.1980	980 000	
Merelbeke	Gavere	Terrain et bunker 2 a 20 ca Grond en bunker 2 a 20 ca	Défense nationale Landsverdediging	30.5.1980	8 000	
Gand I Gent I	Gand Gent	Maison 85 ca Huis 85 ca	Travaux publics Openbare Werken	6.6.1980	850 000	
Eeklo	Maldegem	Terrain 24 a 49 ca Grond 24 a 49 ca	Id.	7.6.1980	122 450	
Merelbeke	Merelbeke	Id. 14 a 39 ca 80	Id.	27.6.1980	50 000	
Eeklo	Maldegem	Id. 6 a 51 ca 68	Fonds des Routes Wegenfonds	28.6.1980	130 336	
Aalter	Lovendegem	Id. 23 a 70 ca	Travaux publics Openbare Werken	11.7.1980	330 000	
Id.	Id.	Id. 2 a 13 ca 84	Id.	16.7.1980	22 000	
Merelbeke	Merelbeke	Maison, bâtiments industriels et terrain 80 a 59 ca 72 Huis, mijverheidsgebouwen en grond 80 a 59 ca 72	Fonds des Routes Wegenfonds	16.7.1980	4 300 000	
Termonde II Dendermonde II	Zele	Terrain 4 a 86 ca 11 Grond 4 a 86 ca 11	Intercommunale E 3	1.8.1979	17 015	
Saint-Nicolas I Sint-Niklaas I	Tamise Temse	Id. 7 a 19 ca 42	Fonds des Routes Wegenfonds	21.8.1979	35 000	
Lokeren	Lokeren	Id. 1 a 45 ca 84	Intercommunale E 3	30.8.1979	41 229	
Kruishoutem	Zwalm	Id. 2 a 49 ca 49	S.N.C.B. N.M.B.S.	4.9.1979	12 572	
Hamme	Hamme	Id. 4 a 38 ca 12	Travaux publics Openbare Werken	6.9.1979	40 000	
Lokeren	Lokeren	Id. 17 a 52 ca 39	Intercommunale E 3	6.9.1979	61 334	
Alost I Aalst I	Alost Aalst	Id. 14 a 33 ca 40	Travaux publics Openbare Werken	7.9.1979	860 040	
Lokeren	Lokeren	Id. 20 a 49 ca 73	Intercommunale E 3	7.9.1979	81 989	
Id.	Id.	Id. 2 a 98 ca 65	Id.	10.9.1979	23 892	
Beveren	Kruibeke	Id. 14 a 22 ca	Travaux publics Openbare Werken	11.9.1979	42 660	
Termonde II Dendermonde II	Zele	Id. 3 a 65 ca 69	Intercommunale E 3	18.9.1979	9 000	
Saint-Nicolas I Sint-Niklaas I	Hamme	Id. 3 a 80 ca 45	Travaux publics Openbare Werken	20.9.1979	23 112	
Alost I Aalst I	Alost Aalst	Id. 7 a 88 ca 54	Id.	21.9.1979	473 124	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance <i>Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale <i>Verkoopprijs of verkoopwaarde</i>	Observations <i>Opmerkingen</i>
167	Grammont Geraardsbergen	Grammont Geraardsbergen	Terrain à bâtir 14 a 14 ca Bouwgrond 14 a 14 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	27.9.1979	999 393	
168	Wetteren	Laarne	Terrain 42 a 74 ca 07 Grond 42 a 74 ca 07	Intercommunale E 3	28.9.1979	410 000	
169	Lokeren	Lokeren	Id. 6 a 64 ca 93	Id.	8.10.1979	26 597	
170	Audenarde Oudenaarde	Audenarde Oudenaarde	Maison (partie) 87 ca Huis (deel) 87 ca	Finances Financiën	17.10.1979	60 000	
171	Saint-Nicolas I Sint-Niklaas I	Waasmunster	Terrain 9 a 24 ca 28 Grond 9 a 24 ca 28	Intercommunale E 3	17.10.1979	37 000	
172	Termonde II Dendermonde II	Zele	Id. 19 a 76 ca 62	Id.	17.10.1979	49 415	
173	Grammont Geraardsbergen	Grammont Geraardsbergen	Id. 3 a 64 ca 16	S.N.C.B. N.M.B.S.	24.10.1979	55 000	
174	Kruishoutem	Kruishoutem	Id. 3 a 02 ca 02	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	31.10.1979	302 020	
175	Waasmunster	Waasmunster	Id. 6 a 66 ca 41	Intercommunale E 3	4.1.1979	29 989	
176	Lokeren	Lokeren	Id. 17 a 31 ca 95	Id.	7.11.1979	45 000	
177	Alost II Aalst II	Erpe-Mere	Id. 1 a 37 ca 77	S.N.C.B. N.M.B.S.	12.11.1979	68 885	
178	Saint-Nicolas III Sint-Niklaas III	Saint-Nicolas Sint-Niklaas	Id. 1 ha 19 a 31 ca 79	Id.	19.11.1979	12 000	
179	Termonde II Dendermonde II	Zele	Id. 33 a 68 ca 17	Intercommunale E 3	19.11.1979	154 936	
180	Lokeren	Lokeren	Id. 1 a 63 ca	Id.	7.12.1979	32 418	
181	Kruishoutem	Zwalm	Id. 33 a 85 ca 85	S.N.C.B. N.M.B.S.	12.12.1979	135 434	
182	Renaix Ronse	Renaix Ronse	Maison et terrain 8 a 58 ca 36 Huis en grond 8 a 58 ca 36	Id.	21.12.1979	450 000	
183	Lokeren	Berlare	Terrain 11 a 69 ca 85 Grond 11 a 69 ca 85	Intercommunale E 3	8.1.1980	46 794	
184	Id.	Id.	Id. 17 a 09 ca 30	Id.	8.1.1980	68 372	
185	Id.	Id.	Id. 12 a 68 ca 04	Id.	8.1.1980	38 042	
186	Id.	Id.	Id. 8 a 20 ca 84	Id.	8.1.1980	33 634	
187	Kruishoutem	Wortegem-Petegem	Id. 67 a 04 ca 26	Travaux publics Openbare Werken	8.1.1980	325 000	
188	Id.	Id.	Id. 12 ca 29	S.N.C.B. N.M.B.S.	9.1.1980	4 300	
189	Lokeren	Lokeren	Id. 88 a 10 ca	Intercommunale E 3	10.1.1980	396 450	
190	Id.	Berlare	Id. 17 a 75 ca 63	Id.	10.1.1980	53 269	
191	Id.	Id.	Id. 3 a 49 ca 17	Id.	10.1.1980	11 792	
192	Id.	Id.	Id. 17 a 46 ca 34	Id.	10.1.1980	69 854	
193	Id.	Id.	Id. 9 a 45 ca 83	Id.	10.1.1980	28 708	
194	Grammont Geraardsbergen	Grammont Geraardsbergen	Id. 66 ca	Travaux publics Openbare Werken	24.1.1980	125 000	

Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations Opmerkingen
Beveren	Beveren	Terrain 12 a 38 ca 90 Grond 12 a 38 ca 90	Travaux publics Openbare Werken	25.1.1980	123 890	
Kruishoutem	Zwalm	Id. 3 a 12 ca 30	Id.	29.1.1980	125 000	
Alost III Aalst III	Alost Aalst	Maison et terrain 2 a 04 ca Huis en grond 2 a 04 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	1.2.1980	1 250 000	
Lokeren	Lokeren	Terrain 19 a 70 ca Grond 19 a 70 ca	Intercommunale E 3	5.2.1980	88 650	
Alost I Aalst I	Alost Aalst	Id. 2 a 19 ca 60	Travaux publics Openbare Werken	6.2.1980	27 450	
Id.	Id.	Id. 1 a 88 ca 75	Id.	6.2.1980	151 000	
Termonde I Dendermonde I	Termonde Dendermonde	Id. 16 ca 83	Réige des Bâtiments Regie der Gebouwen	7.2.1980	25 245	
Ninove	Denderleeuw	Id. 1 ha 21 a 76	S.N.C.B. N.M.B.S.	7.2.1980	1 217 600	
Saint-Nicolas II Sint-Niklaas II	Saint-Nicolas Sint-Niklaas	Id. 7 a 06 ca 06	Intercommunale E 3	8.2.1980	42 364	
Lokeren	Berlare	Id. 6 a 17 ca 64	Id.	12.2.1980	24 707	
Audenarde Oudenaarde	Audenarde Oudenaarde	Id. 76 ca	Travaux publics Openbare Werken	22.2.1980	76 000	
Lokeren	Berlare	Id. 29 a 70 ca 25	Intercommunale E 3	6.3.1980	103 960	
Id.	Id.	Id. 1 a 59 ca 50	Id.	6.3.1980	4 785	
Id.	Id.	Id. 3 a 90 ca 80	Id.	7.3.1980	15 632	
Beveren	Beveren	Id. 7 ha 09 a 23 ca 33	Travaux publics Openbare Werken	12.3.1980	4 432 708	
Lokeren	Lokeren	Maison 2 a Huis 2 a	Finances Financiën	15.4.1980	900 000	
Id.	Id.	Id. 2 a	Id.	21.4.1980	1 270 000	
Termonde I Dendermonde I	Termonde Dendermonde	Terrain 10 a 69 ca 65 Grond 10 a 69 ca 65	Travaux publics Openbare Werken	29.4.1980	32 090	
Id.	Id.	Id. 3 a 53 ca 42	Id.	29.4.1980	10 603	
Id.	Id.	Id. 49 a 98 ca 33	Id.	29.4.1980	299 820	
Id.	Id.	Id. 26 a 90 ca 12	Id.	29.4.1980	161 400	
Id.	Id.	Id. 52 a 37 ca	Id.	29.4.1980	350 000	
Id.	Id.	Id. 10 a 59 ca 63	Id.	30.4.1980	41 887	
Id.	Id.	Id. 22 a 20 ca 25	Id.	7.5.1980	88 810	
Audenarde Oudenaarde	Audenarde Oudenaarde	Id. 24 ca	Id.	13.5.1980	24 000	
Lokeren	Lokeren	Id. 42 a 22 ca	Intercommunale E 3	16.5.1980	120 000	
Termonde I Dendermonde I	Termonde Dendermonde	Id. 7 a 62 ca 74	Travaux publics Openbare Werken	20.5.1980	45 765	
Id.	Id.	Id. 14 a 99 ca	Id.	20.5.1980	50 400	
Id.	Id.	Id. 2 a 27 ca 60	Id.	20.5.1980	9 104	
Alost I Aalst I	Alost Aalst	Id. 2 a 30 ca 72	Id.	20.5.1980	138 432	
Lokeren	Lokeren	Id. 2 a 05 ca 96	Intercommunale E 3	30.5.1980	8 240	
Id.	Berlare	Id. 25 a 27 ca 29	Id.	30.5.1980	75 000	
Kruishoutem	Kruishoutem	Id. 26 a 78 ca	Id.	30.5.1980	107 120	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations Opmerkingen
228	Lokeren	Berlare	Terrain 1 a 21 ca 37 Grond 1 a 21 ca 37	Intercommunale	3.6.1980	6 060	
229	Termonde I Dendermonde I	Termonde Dendermonde	Id. 11 a 01 ca 32	Travaux publics Openbare Werken	4.6.1980	77 092	
230	Ninove	Denderleeuw	Id. 9 a 68 ca 10	Id.	11.6.1980	1 625 000	
231	Kruishoutem	Kruishoutem	Id. 2 a 65 ca 32	Intercommunale E 3	11.6.1980	10 613	
232	Wetteren	Laarne	Id. 8 a 83 ca 80	Id.	12.6.1980	30 633	
233	Id.	Id.	Id. 1 a 20 ca 28	Id.	12.6.1980	4 210	
234	Id.	Id.	Id. 6 a 43 ca 86	Id.	12.6.1980	22 535	
235	Lokeren	Lokeren	Id. 7 a 08 ca 22	Id.	12.6.1980	28 330	
236	Id.	Id.	Id. 41 a 89 ca 38	Id.	12.6.1980	167 575	
237	Id.	Id.	Id. 4 a 98 ca 36	Id.	12.6.1980	22 500	
238	Id.	Id.	Id. 19 a 02 ca 23	Id.	12.6.1980	57 725	
239	Id.	Id.	Id. 35 a 98 ca 55	Id.	12.6.1980	126 697	
240	Kruishoutem	Kruishoutem	Id. 1 a 51 ca 28	Id.	13.6.1980	8 299	
241	Lokeren	Lokeren	Id. 3 a 97 ca 68	Id.	13.6.1980	17 987	
242	Id.	Id.	Id. 1 a 39 ca 57	Id.	13.6.1980	5 583	
243	Id.	Berlare	Id. 3 a 40 a 74 ca	Travaux publics Openbare Werken	19.6.1980	gratuit kosteloos	
244	Termonde I Dendermonde I	Termonde Dendermonde	Id. 2 a 88 ca 21	Id.	19.6.1980	11 528	
245	Beveren	Kruibeke	Id. 2 a 08 ca	Intercommunale E 3	20.6.1980	14 560	
246	Audenarde Oudenaarde	Brakel	Id. 11 ca	Travaux publics Openbare Werken	25.6.1980	33 000	
247	Kruishoutem	Wortegem-Petegem	Id. 3 a 46 ca 76	S.N.C.B. N.M.B.S.	27.6.1980	gratuit kosteloos	
248	Beveren	Beveren	Id. 7 a 74 a 16 ca	Défense nationale Landsverdediging	27.6.1980	3 700 000	
249	Termonde I Dendermonde I	Termonde Dendermonde	Id. 17 a 50 ca 55	Travaux publics Openbare Werken	1.7.1980	332 227	
250	Id.	Id.	Id. 36 a 40 ca 73	Id.	1.7.1980	145 628	
251	Id.	Id.	Id. 21 a 51 ca	Id.	1.7.1980	129 060	
252	Id.	Id.	Id. 65 a 90 ca 33	Id.	1.7.1980	263 612	
253	Alost I Aalst I	Alost Aalst	Id. 20 a 62 ca 32	Id.	1.7.1980	5 933 631	
254	Kruishoutem	Kruishoutem	Id. 4 a 25 ca 41	Intercommunale E 3	29.7.1980	17 018	
255	Comblain-au-Pont	Ouffet	Maison et jardin 7 a 89 ca 32 Huis en tuin 7 a 89 ca 32	Fonds des Routes Wegenfonds	10.8.1979	780 000	
256	Huy II Hoei II	Héron	Terrains 1 ha 31 a 25 ca Gronden 1 ha 31 a 25 ca	Id.	3.8.1979	153 000	
257	Id.	Wanze	Chemin 13 a 15 ca 30 Weg 13 a 15 ca 30	S.N.C.B. N.M.B.S.	14.9.1979	gratuit kosteloos	
258	Id.	Héron	Terrain 8 a 76 ca Grond 8 a 76 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	17.9.1979	22 000	
259	Huy I Hoei I	Modave	Maison, jardin et partie de chemin 10 a 33 ca Huis, tuin en deel van een weg 10 a 33 ca	Finances Financiën	26.9.1979	1 475 000	

Volgnummer — Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance — <i>Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange — <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale — <i>Verkoopprijs of verkoopwaarde</i>	Observations — <i>Opmerkingen</i>
				<i>Herkomst</i>	<i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	
1 Comblain-au-Pont	Ouffet	Jardin 4 a 93 ca Tuin 4 a 93 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	2.10.1979	43 411	
1 Huy II Hoei II	Amay	Terrain 56 a 18 ca Grond 56 a 18 ca	Défense nationale Landsverdediging	12.10.1979	561 800	
1 Id.	Héron et Wanze Héron en Wanze	Id. 45 a 93 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	15.10.1979	64 065	
1 Waremme Borgworm	Waremme Borgworm	Id. 36 a 20 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	26.10.1979	gratuit kosteloos	
1 Huy II Hoei II	Wanze	Id. 20 a 14 ca 21	Fonds des Routes Wegenfonds	8.11.1979	695 000	
1 Huy I Hoei I	Huy Hoei	Id. 15 a 24 ca 15	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	9.11.1979	110 000	
1 Comblain-au-Pont	Engis	Id. 2 a 32 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	16.11.1979	162 400	
1 Seraing I	Seraing	Id. 4 a 08 ca	Id.	3.12.1979	375 000	
1 Comblain-au-Pont	Nandrin	Pré 12 a 94 ca Weiland 12 a 94 ca	Id.	4.12.1979	300 000	
1 Id.	Id.	Terrain 1 a 36 ca Grond 1 a 36 ca	Id.	6.12.1979	20 400	
1 Id.	Id.	Id. 10 a 65 ca	Id.	11.12.1979	340 000	
1 Huy II Hoei II	Wanze	Id. 8 a 65 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	20.12.1979	147 050	
1 Saint-Nicolas	Grâce-Hollogne	Jardin 40 ca Tuin 40 ca	Id.	3.1.1980	38 000	
1 Comblain-au-Pont	Anthisnes	Terrain, bâtiment en ruines et jardin 8 a 58 ca 29 Grond, gebouw in puinen en tuin 8 a 58 ca 29	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	11.1.1980	300 000	
1 Waremme Borgworm	Waremme Borgworm	Mitovenneté (partie) 4 m <sup>2</sup> 221 dm <sup>2</sup> Mandeligheid (deel) 4 m <sup>2</sup> 221 dm <sup>2</sup>	R.T.T.	11.1.1980	25 326	
1 Huy I	Huy	Maison et jardin 2 a 08 ca 81	S.N.C.B.	15.1.1980	2 400 000	
1 Hoei I	Hoei	Huis en tuin 2 a 08 ca 81	N.M.B.S.			
1 Id.	Id.	Id. 3 a 42 ca 43	Id.	15.1.1980	1 400 000	
1 Huy II Hoei II	Wanze	Terrain 21 a 97 ca Grond 21 a 97 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	15.1.1980	1 800 000	
1 Comblain-au-Pont	Hamoir	Id. 1 a 05 ca 13	Id.	17.1.1980	10 000	
1 Id.	Ouffet	Maison, terrain et garage 3 a 25 ca Huis, grond en garage 3 a 25 ca	Id.	18.1.1980	750 000	
1 Id.	Id.	Maison et jardin 3 a 20 ca Huis en tuin 3 a 20 ca	Id.	18.1.1980	450 000	
1 Id.	Id.	Id. 3 a 78 ca	Id.	18.1.1980	610 000	
1 Id.	Id.	Terrain 4 a 72 ca Grond 4 a 72 ca	Id.	18.1.1980	200 000	
1 Ans	Ans	Id. 2 ha 16 a 34 ca	Id.	22.1.1980	4 950 000	
1 Saint-Nicolas	Grâce-Hollogne	Id. 4 a 02 ca	Id.	23.1.1980	30 150	
1 Ans	Ans	Id. 35 a 81 ca	Id.	23.1.1980	1 310 000	
1 Comblain-au-Pont	Ouffet	Jardin et remise 2 a 81 ca Tuin en stapelplaats 2 a 81 ca	Id.	24.1.1980	70 250	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur venale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observation Opmerking
287	Waremme Borgworm	Waremme Borgworm	Terrain 43 a 60 ca Grond 43 a 60 ca	Intercommunale E 5	1.2.1980	120 000	
288	Seraing II	Flémalle	Jardin et pré 61 a 02 ca Tuin en weiland 61 a 02 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	4.2.1980	200 000	
289	Comblain-au-Pont	Engis	Terrain 7 a 29 ca Grond 7 a 29 ca	Id.	13.2.1980	244 800	
290	Id.	Id.	Id. 85 ca	Id.	13.2.1980	59 500	
291	Hannut Hannuit	Villers-le-Bouillet	Pré 16 a 48 ca Weiland 16 a 48 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	15.2.1980	164 800	
292	Id.	Braives	Terrain 3 a 54 ca Grond 3 a 54 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	7.3.1980	8 850	
293	Id.	Id.	Id. 3 a 88 ca	Id.	17.3.1980	5 800	
294	Id.	Id.	Id. 77 a	Id.	17.3.1980	192 500	
295	Seraing I	Seraing	Id. 1 a 50 ca 80	Id.	17.3.1980	45 000	
296	Hannut Hannuit	Braives	Id. 2 a 16 ca	Id.	19.3.1980	5 800	
297	Liège II	Liège	Terrain et mitoyenneté 9 ca 75	Intercommunale E 5	19.3.1980	40 460	
	Luik II	Luik	Grond en mandeligheid 9 ca 75				
298	Seraing II	Flémalle	Terrain avec ruines 1 a 45 ca Grond met puinen 1 a 45 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	19.3.1980	35 000	
299	Liège II Luik II	Liège Luik	Maison et jardin 5 a 76 ca Huis en tuin 5 a 76 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	24.3.1980	1 300 000	
300	Hannut Hannuit	Braives	Terrain 5 a 30 ca Grond 5 a 30 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	25.3.1980	13 250	
301	Comblain-au-Pont	Nandrin	Id. 6 a 34 ca	Id.	1.4.1980	130 000	
302	Seraing I	Seraing	Voirie 3 a 20 ca Wegenis 3 a 20 ca	Travaux publics Openbare Werken	2.4.1980	48 000	
303	Hannut Hannuit	Braives	Terrain 37 a 05 ca Grond 37 a 05 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	11.4.1980	27 000	
304	Id.	Id.	Id. 1 a 69 a 46 ca	Id.	11.4.1980	347 000	
305	Waremme Borgworm	Waremme Borgworm	Id. 10 a 97 ca	Intercommunale E 5	25.4.1980	493 650	
306	Huy II Hoei II	Wanze	Id. 25 a 29 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	5.5.1980	126 450	
307	Id.	Id.	Id. 6 a 69 ca	Id.	6.5.1980	6 700	
308	Id.	Id.	Id. 12 a 48 ca	Id.	8.5.1980	25 000	
309	Hannut Hannuit	Braives	Id. 1 ha 11 a 38 ca	Id.	8.5.1980	100 000	
310	Waremme Borgworm	Waremme Borgworm	Id. 2 a 65 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	10.5.1980	gratuit kosteloos	
311	Comblain-au-Pont	Tinlot	Id. 5 a 61 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	13.5.1980	96 000	
312	Huy II Hoei II	Wanze	Id. 33 a	Id.	16.5.1980	23 100	
313	Comblain-au-Pont	Ouffet	Id. 21 a 54 ca	Id.	16.5.1980	90 500	
314	Huy II Hoei II	Wanze	Id. 27 a 95 ca	Id.	22.5.1980	36 000	
315	Id.	Id.	Id. 5 a 87 ca	Id.	22.5.1980	17 600	
316	Saint-Nicolas	Grâce-Hollogne	Id. 64 ca	Id.	29.5.1980	32 000	

voignummer	Bureau de la situation — Kantoor der ligging	Commune de la situation — Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles — Aard en oppervlakte der goederen	Provenance — Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange — Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale — Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations — Opmerkingen
	Saint-Nicolas	Saint-Nicolas	Terrain 8 a 40 ca 69 Grond 8 a 40 ca 69	S.N.C.B. N.M.B.S.	29.5.1980	120 000	
	Seraing I	Seraing	Maison 3 a 79 ca Huis 3 a 79 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	3.6.1980	1 100 000	
	Ans	Ans	Terrain 64 ca Grond 64 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	10.6.1980	6 750	
	Id	Id.	Id. 59 a 60 ca	Id.	10.6.1980	733 625	
Huy II Hoei II	Wanze		Id. 61 a 19 ca	Id.	10.6.1980	70 000	
Huy I	Huy		Id. 6 a 15 ca 25	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat	20.6.1980	61 525	
Hoei 1	Hoei			Gebouwenfonds voor de Rijksscholen			
Huy II Hoei II	Wanze		Id. 3 a 99 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	20.6.1980	6 000	
Id.	Id.		Id. 6 a 36 ca	Id.	25.6.1980	4 600	
Saint-Nicolas	Saint-Nicolas		Id. 18 a 55 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	1.7.1980	315 355	
Comblain-au-Pont	Hamoir		Id. 6 a 44 ca 61	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	4.7.1980	386 766	
Seraing II	Flémalle		Id. 10 a 28 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	29.7.1980	359 800	
Hannut Hannuit	Hannut Hannuit		Maison et jardin 4 a 79 ca Huis en tuin 4 a 79 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	30.7.1980	520 000	
Saint-Trond Sint-Truiden	Saint-Trond Sint-Truiden		Terrain 1 ca Grond 1 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	1.8.1979	19 000	
Maasmechelen	Boorsem		Id. 17 a 57 ca	Intercommunale E 39	2.10.1979	450 000	
Id.	Zutendaal		Id. 1 a 99 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	10.10.1979	140 000	
Maaseik	Dilsen		Id. 8 a 80 ca	Id.	24.10.1979	44 000	
Tongres Tongeren	Tongres Tongeren		Id. 5 a 28 ca	Id.	28.10.1979	30 000	
Maasmechelen	Maasmechelen		Id. 15 a 56 ca	Intercommunale E 39	31.10.1979	100 000	
Tongres Tongeren	Tongres Tongeren		Id. 2 a 45 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	6.11.1979	25 500	
Id.	Id.		Id. 1 a 47 ca	Id.	6.11.1979	19 000	
Id.	Id.		Id. 2 a 55 ca	Id.	7.11.1979	25 500	
Id.	Id.		Id. 1 a 52 ca	Id.	10.11.1979	19 000	
Id.	Id.		Id. 2 a 11 ca	Id.	10.11.1979	26 500	
Saint-Trond Sint-Truiden	Saint-Trond Sint-Truiden		Id. 7 a 70 ca	Id.	22.11.1979	77 000	
Tongres Tongeren	Tongres Tongeren		Id. 1 a 72 ca	Id.	7.12.1979	19 000	
Saint-Trond Sint-Truiden	Saint-Trond Sint-Truiden		Id. 1 a 21 ca	Id.	7.12.1979	12 195	
Maasmechelen	Maasmechelen		Id. 2 a 64 ca	Intercommunale E 39	10.12.1979	185 360	
Id.	Lanaken		Id. 10 a 34 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	21.1.1980	1 137 862	
Borgloon	Borgloon		Id. 13 a 55 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen.	1.2.1980	gratuit kosteloos	
Maasmechelen	Maasmechelen		Id. 1 a 13 ca	R.T.T.	18.2.1980	70 000	

Nº d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoop- prijs of verkoop- waarde	Observa- Opmerk
347	Tongres Tongeren	Vreren	Terrain 1 a 77 ca Grond 1 a 77 ca	Travaux publics Openbare Werken	11.3.1980	21 256	
348	Maasmechelen	Maasmechelen	Id. 5 a 67 ca	Intercommunale E.39	14.4.1980	42 525	
349	Maaseik	Dilsen	Id. 15 a 27 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	15.4.1980	305 528	
350	Id.	Id.	Id. 4 a 71 ca	Id.	15.4.1980	94 360	
351	Hasselt II	Diepenbeek	Id. 2 a 77 ca	Id.	29.4.1980	18 000	
352	Saint-Trond Sint-Truiden	Saint-Trond Sint-Truiden	Id. 6 a 68 ca	Id.	14.5.1980	254 500	
353	Hasselt II	Diepenbeek	Id. 3 a 61 ca	Id.	4.6.1980	14 457	
354	Saint-Trond Sint-Truiden	Saint-Trond Sint-Truiden	Maison 3 a 55 ca Huis 3 a 55 ca	Finances Financiën	25.7.1980	150 000	
355	Maasmechelen	Neerharen	Terrain 6 a 15 ca Grond 6 a 15 ca	Travaux publics Openbare Werken	30.7.1980	600 000	
356	Bree	Meeuwen	Id. 42 a 48 ca	Défense nationale Landsverdediging	1.8.1979	295 000	
357	Genk	Genk	Id. 12 a 29 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	1.8.1979	1 200 000	
358	Beringen I	Tessenderlo	Id. 53 a 53 ca	Travaux publics Openbare Werken	7.8.1979	802 950	
359	Herck-la-Ville Herk-de-Stad	Lummen	Id. 1 a 15 ca	Id.	5.9.1979	9 818	
360	Genk	Genk	Id. 7 a 23 ca	Intercommunale E.39	6.9.1979	80 000	
361	Id.	Id.	Id. 6 a 55 ca	Id.	13.9.1979	51 724	
362	Id.	Id.	Id. 8 a 49 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	13.9.1979	100 000	
363	Id.	Id.	Id. 2 a 08 ca	Finances Financiën	13.9.1979	60 000	
364	Hasselt II	Diepenbeek	Id. 3 a 23 ca	Travaux publics Openbare Werken	26.9.1979	13 000	
365	Genk	Genk	Id. 2 a 86 ca	Intercommunale E.39	27.9.1979	75 000	
366	Id.	Id.	Id. 10 a 12 ca	Id.	3.10.1979	300 000	
367	Beringen I	Paal	Id. 95 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	22.10.1979	70 000	
368	Genk	Genk	Id. 1 a 89 ca	Travaux publics Openbare Werken	30.10.1979	47 250	
369	Id.	Id.	Id. 2 a 50 ca	Intercommunale E.39	30.10.1979	25 000	
370	Houthalen-Helchteren	Houthalen-Helchteren	Id. 3 a 50 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	28.11.1979	53 156	
371	Beringen I	Paal	Id. 19 a 76 ca	Travaux publics Openbare Werken	30.11.1979	197 600	
372	Hasselt I	Hasselt	Maison 2 a 68 ca Huis 2 a 68 ca	Défense nationale Landsverdediging	19.12.1979	1 250 000	
373	Beringen I	Paal	Terrain 3 a 50 ca Grond 3 a 50 ca	Travaux publics Openbare Werken	18.1.1980	45 000	
374	Genk	Genk	Id. 1 ha 49 a 50 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	30.1.1980	1 362 319	
375	Id.	Id.	Id. 1 ha 24 a 61 ca	Id.	30.1.1980	1 135 509	

Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance — Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange — Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale — Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations — Opmerkingen
Genk	Genk	Terrain 2 a 05 ca Grond 2 a 05 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	1.2.1980	150 000	
Hasselt II	Hasselt	Id. 7 a 15 ca	Travaux publics Openbare Werken	22.2.1980	125 000	
Houthalen-Helchteren	Houthalen-Helchteren	Id. 1 a 33 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	27.2.1980	7 500	
Genk	Genk	Id. 16 a 34 ca	Intercommunale E 39	28.2.1980	175 000	
Id.	Id.	Id. 1 a 11 a 45 ca	Id.	27.3.1980	704 534	
Id.	Id.	Id. 1 a 52 ca	Id.	27.3.1980	15 200	
Id.	Id.	Id. 3 a 26 ca	Id.	2.4.1980	82 600	
Id.	Id.	Id. 17 a 91 ca	Id.	2.4.1980	179 100	
Houthalen-Helchteren	Houthalen-Helchteren	Id. 26 a 85 ca	Id.	2.4.1980	93 988	
Bree	Bocholt	Id. 3 a 82 ca	Fonds des Routes	8.4.1980	15 000	
Id.	Bree	Id. 8 ca	Wegenfonds	14.4.1980	1 620	
Id.	Opitter	Id. 53 ca	Id.	17.4.1980	20 000	
Hasselt	Hasselt	Id. 5 ha 89 a 55 ca	Travaux publics Openbare Werken	5.5.1980	4 975 000	
Beringen I	Tessenderlo	Bâtiment de la Poste 7 a 15 ca Postgebouw 7 a 15 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	16.5.1980	6 100 000	
Hasselt II	Zonhoven	Id. 16 a 05 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	17.5.1980	1 600 000	
Genk	Genk	Terrain 6 a 51 ca Grond 6 a 51 ca	Intercommunale E 39	13.6.1980	65 000	
Id.	Id.	Id. 8 a 32 ca	Id.	13.6.1980	900 000	
Id.	Id.	Id. 7 a 16 ca	Id.	13.6.1980	800 000	
Id.	Id.	Id. 7 a 42 ca	Id.	13.6.1980	800 000	
Id.	Id.	Id. 20 a 09 ca	Id.	13.6.1980	1 850 000	
Neerpelt	Neerpelt	Id. 1 a 99 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	20.6.1980	132 000	
Houthalen-Helchteren	Houthalen-Helchteren	Maison 1 a 65 ca Huis 1 a 65 ca	Finances Financiën	25.6.1980	220 000	
Genk	Genk	Terrain 91 ca Grond 91 ca	Intercommunale E 39	25.6.1980	9 154	
Houthalen-Helchteren	Houthalen-Helchteren	Id. 8 a 84 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	24.6.1980	176 000	
Genk	Genk	Id. 47 ca	Intercommunale E 39	2.7.1980	20 000	
Beringen I	Tessenderlo	Id. 6 a 12 ca	Travaux publics Openbare Werken	15.7.1980	102 820	
Bree	Meeuwen	Id. 1 a 47 ca	Id.	29.7.1980	29 400	
Anvers Antwerpen	Wilrijk	Id. 3 a 15 ca	Id.	1.8.1979	315 000	
Id.	Anvers Antwerpen	Id. 15 a 30 ca	Id.	8.8.1979	1 071 000	
Id.	Kasterlee	Id. 3 a 52 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	8.8.1979	gratuit kosteloos	
Id.	Lint	Id. 25 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	29.8.1979	12 500	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance <i>Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale <i>Verkoopprijs of verkoop- waarde</i>	Observation <i>Opmerking</i>
407	Anvers Antwerpen	Ekeren	Terrain 27 ca 29 Grond 27 ca 29	Réige des Bâtiments Regie der Gebouwen	29.8.1979	13 645	
408	Id.	Herentals	Id. 46 a	Travaux publics Openbare Werken	29.8.1979	303 600	
409	Id.	Olen	Id. 65 ca 50	Id.	30.8.1979	37 125	
410	Id.	Id.	Id. 35 ca 50	Id.	31.8.1979	19 525	
411	Id.	Hoboken	Id. 86 a 05 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	11.9.1979	645 375	
412	Id.	Id.	Id. 9 a 62 ca 55	Id.	11.9.1979	72 191	
413	Id.	Lichtaart- Kasterlee	Id. 2 a 62 ca	Travaux publics Openbare Werken	12.9.1979	100 000	
414	Id.	Herentals	Id. 36 ca	Id.	13.9.1979	9 750	
415	Id.	Id.	Id. 92 a 09 ca	Agriculture Landbouw	13.9.1979	368 360	
416	Id.	Id.	Id. 70 a 35 ca	Id.	13.9.1979	281 400	
417	Id.	Ravels	Id. 21 a 14 ca 44	Travaux publics Openbare Werken	17.9.1979	465 300	
418	Id.	Mol	Id. 56 a 70 ca	Fonds des Bâtiments scolai- res de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	24.9.1979	992 250	
419	Id.	Id.	Id. 1 ha 76 a 20 ca	Id.	24.9.1979	3 083 500	
420	Id.	Brecht	Id. 25 ca	Défense nationale Landsverdediging	1.10.1979	5 000	
421	Id.	Zwijndrecht	Id. 2 a 02 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	8.10.1979	10 100	
422	Id.	Ekeren	Id. 17 ca	Intercommunale E 3	10.10.1979	1 700	
423	Id.	Olen	Id. 75 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	19.10.1979	75 000	
424	Id.	Id.	Id. 1 a 28 ca 38	Id.	19.10.1979	170 000	
425	Id.	Id.	Id. 2 a 45 ca 31	Id.	19.10.1979	294 500	
426	Id.	Id.	Id. 2 a 45 ca 31	Id.	19.10.1979	294 500	
427	Id.	Wommelgem	Id. 4 a 03 ca	Travaux publics Openbare Werken	12.11.1979	16 120	
428	Id.	Merksem	Id. 4 a 27 ca	Intercommunale E 3	12.11.1979	35 000	
429	Id.	Lille	Id. 77 a 28 ca	Id.	14.11.1979	463 680	
430	Id.	Zwijndrecht	Id. 8 a 60 ca	Défense nationale Landsverdediging	17.11.1979	60 200	
431	Id.	Ranst	Id. 7 a 91 ca	Intercommunale E 3	30.11.1979	39 550	
432	Id.	Merksem	Id. 56 ca 59	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	5.12.1979	169 770	
433	Id.	Kasterlee	Id. 90 a 25 ca	Education nationale et Cul- ture néerlandaise Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur	12.12.1979	112 815	
434	Id.	Zwijndrecht	Id. 27 ca 49	S.N.C.B. N.M.B.S.	14.12.1979	8 247	
435	Id.	Id.	Id. 19 a 73 ca	Id.	14.12.1979	78 920	
436	Id.	Id.	Id. 7 a 09 ca	Intercommunale E 3	14.12.1979	24 815	
437	Id.	Deurne	Maison 1 a 30 ca Huis 1 a 30 ca	Finances Financiën	31.12.1979	640 000	

Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance <i>Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale <i>Verkoopprijs of verkoopwaarde</i>	Observations <i>Opmerkingen</i>
Anvers Antwerpen	Herentals	Terrain 16 a 32 ca Grond 16 a 32 ca	Défense nationale Landsverdediging	9.1.1980	120 000	
Id.	Turnhout	Id. 26 ca 50	S.N.C.B. N.M.B.S.	14.1.1980	1 325	
Id.	Ekeren	Id. 84 a 15 ca	Id.	19.1.1980	504 900	
Id.	Herentals	Id. 75 a 37 ca	Défense nationale Landsverdediging	21.1.1980	301 480	
Id.	Id.	Id. 13 a 57 ca	Travaux publics Openbare Werken	28.1.1980	135 700	
Id.	Turnhout	Id. 1 a 20 ca	Intercommunale E 3	28.1.1980	30 000	
Id.	Burght	Id. 1 ha 84 a	Id.	31.1.1980	1 840 000	
Id.	Zwijndrecht	Id. 58 a	Défense nationale Landsverdediging	31.1.1980	464 000	
Id.	Kontich	Id. 3 ha 63 a 43 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	21.2.1980	905 240	
Id.	Id.	Id. 19 a 27 ca	Défense nationale Landsverdediging	21.2.1980	385 400	
Id.	Olen	Id. 4 a 85 ca	Travaux publics Openbare Werken	21.2.1980	485 000	
Id.	Mol	Id. 9 a 76 ca 30	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	25.2.1980	2 000 000	
Id.	Anvers Antwerpen	Id. 5 a 72 ca 67	Travaux publics Openbare Werken	27.2.1980	650 000	
Id.	Kontich	Id. 12 a	Fonds des Routes Wegenfonds	3.3.1980	240 000	
Id.	Anvers Antwerpen	Maison 1 a 96 ca Huis 1 a 96 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	10.3.1980	3 025 000	
Id.	Mol	Terrain 3 a 79 ca 09 Grond 3 a 79 ca 09	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	13.3.1980	gratuit kosteloos	
Id.	Herentals	Id. 91 ca 20	Travaux publics Openbare Werken	17.4.1980	182 400	
Id.	Loenhout	Maison 2 a 66 ca Huis 2 a 66 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	21.4.1980	725 000	
Id.	Wilrijk	Terrain 18 a 32 ca Grond 18 a 32 ca	Travaux publics Openbare Werken	23.4.1980	302 280	
Id.	Rumst	Id. 2 ha 08 a 44 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	23.4.1980	500 000	
Id.	Wommelgem	Id. 1 a 20 ca	Travaux publics Openbare Werken	23.4.1980	gratuit kosteloos	
Id.	Anvers Antwerpen	Id. 2 a 34 ca 53	Défense nationale Landsverdediging	28.4.1980	117 265	
Id.	Wommelgem	Id. 81 a 69 ca	Travaux publics Openbare Werken	28.4.1980	3 267 600	
Id.	Geel	Id. 3 a 55 ca	Id.	28.4.1980	39 050	
Id.	Lint	Maison 4 a 87 ca Huis 4 a 87 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	28.4.1980	700 000	
Id.	Anvers Antwerpen	Bâtiment 7 a 71 ca Gebouw 7 a 71 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	13.5.1980	10 000 000	
Id.	Geel	Terrain 29 a 69 ca Grond 29 a 69 ca	Travaux publics Openbare Werken	19.5.1980	326 590	
Id.	Kalmthout	Maison 4 a 89 ca Huis 4 a 89 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	21.5.1980	1 390 000	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance — Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange — Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoop- prijs of verkoop- waarde	Observa- — Opmerk
466	Anvers Antwerpen	Olen	Terrain 18 ca Grond 18 ca	Travaux publics Openbare Werken	27.5.1980	1 800	
467	Id.	Merksem	Id. 2 a 17 ca	Id.	27.5.1980	5 425 000	
468	Id.	Kontich	Id. 40 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	27.5.1980	30 000	
469	Id.	Boechout	Id. 87 ca 39	Travaux publics Openbare Werken	27.5.1980	87 390	
470	Id.	Olen	Id. 96 ca	Id.	4.6.1980	12 000	
471	Id.	Brasschaat	Id. 1 a 44 ca	Défense nationale Landsverdediging	25.6.1980	3 000	
472	Id.	Broechem	Id. 7 a 24 ca	Id.	27.6.1980	14 480	
473	Id.	Schilde	Id. 5 a 85 ca	Travaux publics Openbare Werken	1.7.1980	1 053 000	
474	Id.	Lichtaart	Id. 1 a 99 ca	Id.	8.7.1980	59 700	
475	Id.	Mol	Id. 1 a 15 ca 60	Education nationale et Culture néerlandaise Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur	9.7.1980	404 600	
476	Id.	Id.	Maisons 6 a 75 ca Huizen 6 a 75 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	9.7.1980	2 384 210	
477	Id.	Id.	Maison 3 a 25 ca Huis 3 a 25 ca	Id.	9.7.1980	1 108 290	
478	Id.	Zandhoven	Terrain 24 ca 09 Grond 24 ca 09	Travaux publics Openbare Werken	14.7.1980	7 227	
479	Id.	Id.	Id. 3 a 66 ca 44	Id.	14.7.1980	73 288	
480	Id.	Id.	Id. 3 a 40 ca 51	Id.	14.7.1980	34 051	
481	Id.	Olen	Id. 11 a 10 ca 25	Id.	16.7.1980	38 859	
482	Id.	Geel	Id. 3 a 21 ca	Id.	16.7.1980	128 400	
483	Id.	Olen	Id. 72 a 91 ca 26	Id.	16.7.1980	255 194	
484	Id.	Oevel	Id. 2 a 68 ca 91	Id.	22.7.1980	67 228	
485	Id.	Sint-Lenaarts	Id. 9 a 84 ca	Id.	25.7.1980	246 000	
486	Comité Liège I Comité Luik I	Saive	Id. 51 a 30 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	9.8.1979	260 000	
487	Id.	Dison	Id. 19 a 33 ca	Id.	9.8.1979	30 000	
488	Id.	Id.	Id. 4 a 66 ca	Id.	9.8.1979	23 300	
489	Id.	Angleur	Maison 4 a 32 ca Huis 4 a 32 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	24.8.1979	450 000	
490	Id.	Malmedy	Terrain 2 a 08 ca Grond 2 a 08 ca	Id.	28.8.1979	10 400	
491	Id.	Dison	Id. 1 a 83 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	30.8.1979	15 000	
492	Id.	Chainoux	Id. 2 a 96 ca	Défense nationale Landsverdediging	30.8.1979	6 000	
493	Id.	Id.	Id. 7 a 66 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	30.8.1979	95 750	
494	Id.	Herstal	Id. 2 ha 06 a 42 ca	Fonds des Routes et Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Wegenfonds en Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	30.8.1979	5 000 000	

Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance — Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations — Opmerkingen
Comité Liège I Comité Luik I	Cerexhe-Heuseux	Terrain 1 a Grond 1 a	Fonds des Routes Wegenfonds	13.9.1979	10 000	
Id.	Rocourt	Id. 1 a 70 ca	Id.	13.9.1979	5 100	
Id.	Beaufays	Id. 4 a 86 ca	Intercommunale E 9	13.9.1979	25 000	
Id.	Tilff	Id. 41 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	20.9.1979	2 050	
Id.	Herve	Id. 54 a 56 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	12.10.1979	2 000 000	
Id.	Id.	Id. 84 a 15 ca	Id.	12.10.1979	2 550 000	
Id.	Henri-Chapelle Hendrik-Kapelle	Caserne 1 ha 56 a 78 ca Kazerne 1 ha 56 a 78 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	18.10.1979	4 750 000	
Id.	Fléron	Maison 1 a 85 ca Huis 1 a 85 ca	Finances Financien	22.10.1979	140 000	
Id.	Rocourt	Terrain 34 a 77 ca Grond 34 a 77 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	22.10.1979	104 300	
Id.	Stavelot	Maison 9 a 06 ca Huis 9 a 06 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	16.11.1979	2 000 000	
Id.	Visé Wezet	Terrain 7 a 21 ca Grond 7 a 21 ca	Intercommunale E 9	26.11.1979	87 602	
Id.	Jalhay	Gare 30 a 52 ca Station 30 a 52 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	3.12.1979	1 250 000	
Id.	Id.	Maison 7 a 08 ca Huis 7 a 08 ca	Id.	4.12.1979	825 000	
Id.	Tilff	Terrain 5 a 67 ca Grond 5 a 67 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	20.12.1979	30 000	
Id.	Verviers	Maisons 40 ca Huizen 40 ca	Id.	20.12.1979	330 000	
Id.	Trois-Ponts	Terrain 23 ca Grond 23 ca	Id.	21.12.1979	3 495	
Id.	Lontzen	Maison 6 a 06 ca Huis 6 a 06 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	15.1.1980	1 050 000	
Id.	Id.	Id. 14 a 99 ca	Id.	18.1.1980	1 250 000	
Id.	Reuland	Id. 25 a 31 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	8.2.1980	1 650 000	
Id.	Tilff	Terrain 50 ca Grond 50 ca	Intercommunale E 9	3.3.1980	5 100	
Id.	Id.	Id. 6 a 28 ca	Id.	3.3.1980	78 000	
Id.	Angleur	Château, maison et terrain 31 a 08 ca Kasteel, huis en grond 31 a 08 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	10.3.1980	9 500 000	
Id.	Liège Luik	Sentier 1 a 79 ca Voetweg 1 a 79 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	10.3.1980	gratuit kosteloos	
Id.	Dison	Terrain 27 a 03 ca Grond 27 a 03 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	13.3.1980	400 000	
Id.	Pepinster	Maison 1 a 31 ca Huis 1 a 31 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	27.3.1980	450 000	
Id.	Id.	Id. 1 a 09 ca	Id.	27.3.1980	450 000	
Id.	Tilff	Terrain 83 ca Grond 83 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	24.4.1980	4 150	
Id.	Id.	Id. 11 a 53 ca	Id.	22.5.1980	57 650	
Id.	Dison	Id. 6 a 66 ca	Id.	22.5.1980	170 000	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance <i>Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale <i>Verkoopprijs of verkoopwaarde</i>	Observation <i>Opmerking</i>
524	Comité Liège I Comité Luik I	Soumagne	Terrain 24 a 12 ca Grond 24 a 12 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	29.5.1980	560 000	
525	Id.	Lommersweiler	Id. 16 ca	Intercommunale E 5	29.5.1980	4 000	
526	Id.	Theux	Id. 2 a 67 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	6.6.1980	53 600	
527	Id.	Dison	Id. 73 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	25.6.1980	51 100	
528	Id.	Angleur	Maison 91 ca Huis 91 ca	Id.	10.7.1980	260 000	
529	Id.	Tilff	Terrain 1 a Grond 1 a	Intercommunale E 9	24.7.1980	10 000	
530	Id.	Herstal	Id. 23 a 94 ca	Travaux publics Openbare Werken	24.7.1980	5 200 000	
531	Charleroi VI	Charleroi	Id. 9 a 30 ca	Finances Financiën	6.8.1979	37 200	
532	Beaumont	Merbes-le-Château	Id. 47 a 23 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	9.8.1979	450 000	
533	Binche	Binche	Id. 7 a 38 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	24.8.1979	156 000	
534	La Louvière II	La Louvière	Id. 2 a 27 ca	Finances Financiën	31.8.1979	30 000	
535	Charleroi IV	Gerpинnes	Id. 66 a 88 ca 56	Fonds des Routes Wegenfonds	31.8.1979	799 200	
536	Thuin	Anderlues	Id. 93 ca 41	Id.	20.9.1979	21 000	
537	Charleroi IV	Gerpинnes	Id. 32 a 10 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	21.9.1979	32 100	
538	Thuin	Anderlues	Id. 5 a 30 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	28.9.1979	80 000	
539	Charleroi III	Charleroi	Id. 1 a 10 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	1.10.1979	17 000	
540	Beaumont	Erquelinnes	Id. 1 a 73 ca 46	Fonds des Routes Wegenfonds	5.10.1979	52 000	
541	Thuin	Ham-sur-Heure-Nalinnes	Terrain et bâtiment 18 a 92 ca Grond en gebouw 18 a 92 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	15.10.1979	700 000	
542	Beaumont	Erquelinnes	Terrains 19 a 60 ca Gronden 19 a 60 ca	Id.	19.10.1979	39 000	
543	Fleurus	Farceniennes	Terrain 1 a 64 ca Grond 1 a 64 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	19.10.1979	66 000	
544	Thuin	Thuin	Id. 16 a 01 ca 90	Id.	19.10.1979	50 000	
545	Charleroi I	Charleroi	Id. 36 ca 92	« Intercommunale pour les Autoroutes de la périphérie de Charleroi »	19.10.1979	8 000	
546	Id.	Id.	Id. 1 a 26 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	26.10.1979	6 300	
547	Seneffe	Seneffe	Id. 36 a 80 ca	Travaux publics Openbare Werken	26.10.1979	118 000	
548	Charleroi III	Charleroi	Id. 1 a 75 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	29.10.1979	80 000	
549	Seneffe	Seneffe	Id. 65 ca	Travaux publics Openbare Werken	6.11.1979	3 250	
550	Charleroi IV	Gerpинnes	Maison 7 a 30 ca Huis 7 a 30 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	6.11.1979	850 000	

Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance — Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations — Opmerkingen
Fontaine-l'Evêque	Fontaine-l'Evêque	Terrain 5 a 02 ca 39 Grond 5 a 02 ca 39	S.N.C.B. N.M.B.S.	23.11.1979	75 000	
Seneffe	Manage	Id. 3 a 28 ca 52	Travaux publics Openbare Werken	23.11.1979	128 000	
Charleroi VI	Charleroi	Maisons 27 a 83 ca Huizen 27 a 83 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	26.11.1979	1 110 000	
Fleurus	Pont-à-Celles	Terrain 19 a 70 ca Grond 19 a 70 ca	Travaux publics Openbare Werken	30.11.1979	32 000	
Thuin	Ham-sur-Heure-Nalinnes	Id. 73 a 92 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	30.11.1979	74 000	
Fontaine-l'Evêque	Fontaine-l'Evêque	Id. 52 ca 01	Id.	30.11.1979	5 500	
Charleroi IV	Gerpинnes	Voirie et terrain 13 a 33 ca Wegenis en grond 13 a 33 ca	Id.	11.12.1979	92 000	
Id.	Id.	Terrain 1 a 29 ca Grond 1 a 29 ca	Id.	14.12.1979	10 000	
Thuin	Ham-sur-Heure-Nalinnes	Voirie 1 a 22 ca Wegenis 1 a 22 ca	Id.	17.12.1979	gratuit kosteloos	
Seneffe	Chapelle-lez-Herlaimont	Terrain 1 a 78 ca Grond 1 a 78 ca	Id.	21.12.1979	30 000	
Charleroi I	Charleroi	Id. 66 ca 54	« Intercommunale pour les Autoroutes de la périphérie de Charleroi »	21.12.1979	6 654	
La Louvière II	La Louvière	Complexe industriel 5 ha 21 a 35 ca Nijverheidscomplex 5 ha 21 a 35 ca	Finances Financiën	18.12.1979	26 000 000	
Fleurus	Farciennes	Terrain 2 a 19 ca Grond 2 a 19 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	4.1.1980	3 300	
La Louvière II	La Louvière	Maison et jardin 9 a 18 ca Huis en tuin 9 a 18 ca	Finances Financiën	10.1.1980	650 000	
Charleroi IV	Montignies-le-Tilleul	Terrain 2 a 41 ca Grond 2 a 41 ca	« Intercommunale pour les Autoroutes de la périphérie de Charleroi »	11.1.1980	30 000	
Seneffe	Seneffe	Id. 5 a 87 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	15.1.1980	200 000	
Fleurus	Pont-à-Celles	Id. 21 a 54 ca	Travaux publics Openbare Werken	18.1.1980	43 000	
Charleroi III	Charleroi	Id. 8 a 29 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	25.1.1980	450 000	
Seneffe	Manage	Id. 5 a 73 ca	Id.	25.1.1980	68 760	
Thuin	Thuin	Id. 42 ca 55	Id.	8.2.1980	6 500	
Chimay	Momignies	Bâtiment 7 a 40 ca Gebouw 7 a 40 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwfonds voor de Rijksscholen	12.2.1980	300 000	
Fleurus	Pont-à-Celles	Terrain 1 a 58 ca Grond 1 a 58 ca	Travaux publics Openbare Werken	15.2.1980	4 750	
Seneffe	Manage	Id. 3 ca 25	Id.	26.2.1980	3 000	
Fleurus	Pont-à-Celles	Id. 2 a 35 ca	Id.	4.3.1980	7 000	
Id.	Id.	Id. 3 a 63 ca	Id.	7.3.1980	11 000	
Charleroi I	Charleroi	Id. 6 ca	« Intercommunale pour les Autoroutes de la périphérie de Charleroi »	17.3.1980	660	
La Louvière II	La Louvière	Maison 1 a 83 ca Huis 1 a 83 ca	Finances Financiën	19.3.1980	670 000	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observation Opmerking
578	La Louvière II	La Louvière	Maison 8 a 74 ca Huis 8 a 74 ca	Finances Financiën	19.3.1980	670 000	
579	Id.	Id.	Terrain 6 a 34 ca Grond 6 a 34 ca	Travaux publics Openbare Werken	21.3.1980	111 000	
580	Thuin	Thuin	Id. 1 a 74 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	25.3.1980	200 000	
581	La Louvière II	La Louvière	Terrain et bâtiments 1 ha 79 a 65 ca Grond en gebouwen 1 ha 79 a 65 ca	Finances Financiën	25.3.1980	3 000 000	
582	Fleurus	Fleurus	Maison 3 a 40 ca Huis 3 a 40 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	26.3.1980	650 000	
583	Charleroi III	Charleroi	Terrain 8 a 74 ca Grond 8 a 74 ca	Finances Financiën	14.3.1980	480 000	
584	Charleroi VI	Montignies-le-Tilleul	Maison et terrain 9 a 54 ca Huis en grond 9 a 54 ca	« Intercommunale pour les Autoroutes de la périphérie de Charleroi »	4.4.1980	1 000 000	
585	Seneffe	Chapelle-lez-Herlaimont	Terrain 8 a 53 ca Grond 8 a 53 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	22.4.1980	85 000	
586	Thuin	Thuin	Id. 1 a 09 ca 33	Fonds des Routes Wegenfonds	9.5.1980	9 000	
587	Charleroi II	Charleroi	Terrain et bâtiment 10 a 69 ca Grond en gebouw 10 a 69 ca	Travaux publics Openbare Werken	9.5.1980	125 000	
588	Thuin	Thuin	Terrain 4 a 33 ca Grond 4 a 33 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	23.5.1980	45 000	
589	Id.	Id.	Id. 78 ca 91	Id.	23.5.1980	8 500	
590	Fleurus	Pont-à-Celles	Terrains 27 a 66 ca 66 Gronden 27 a 66 ca 66	Travaux publics Openbare Werken	30.6.1980	140 000	
591	Id.	Id.	Terrain 23 a 94 ca 61 Grond 23 a 94 ca 61	Id.	30.6.1980	110 000	
592	Id.	Id.	Maison 10 a 67 ca Huis 10 a 67 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	8.7.1980	575 000	
593	Thuin	Anderlues	Terrain 78 ca 52 Grond 78 ca 52	Fonds des Routes Wegenfonds	15.7.1980	50 000	
594	Fleurus	Fleurus	Id. 3 a 99 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	15.7.1980	79 800	
595	Bruxelles Brussel	Tubize Tubeke	Id. 1 a 90 ca	Travaux publics Openbare Werken	20.8.1979	57 000	
596	Id.	Schaerbeek Schaarbeek	Maison 60 ca Huis 60 ca	Finances Financiën	24.10.1979	200 000	
597	Id.	Id.	Bâtiment 2 a 60 ca Gebouw 2 a 60 ca	Défense nationale Landsverdediging	7.11.1979	3 550 000	
598	Id.	Wavre Waver	Terrain 65 a 52 ca Grond 65 a 52 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	11.10.1979	196 560	
599	Id.	Bruxelles Brussel	Maison 1 a 53 ca Huis 1 a 53 ca	Id.	14.11.1979	1 000 000	
600	Id.	Braine-le-Château Kasteelbrakel	Terrain 22 a 50 ca Grond 22 a 50 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	29.1.1979	157 500	
601	Id.	Braine-l'Alleud Eigenbrakel	Abri et terrain 1 a 26 ca 50 Schuiplaats en grond 1 a 26 ca 50	Défense nationale Landsverdediging	3.12.1979	5 000	
602	Id.	Bruxelles Brussel	Maison 1 a 68 ca Huis 1 a 68 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	4.12.1979	1 630 000	

Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance <i>Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale <i>Verkoopprijs of verkoopwaarde</i>	Observations <i>Opmerkingen</i>
Bruxelles Brussel	Bruxelles Brussel	Maison 1 a 36 ca Huis 1 a 36 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	12.12.1979	1 950 000	
Id.	Id.	Id. 1 a 94 ca	Id.	14.12.1979	2 000 000	
Id.	Ottignies-Louvain-la-Neuve	Bâtiments industriels 38 a 19 ca Nijverheidsgebouwen 38 a 19 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	17.12.1979	5 200 000	
Id.	Tubize Tubeke	Terrain 2 a 53 ca Grond 2 a 53 ca	Travaux publics Openbare Werken	4.1.1980	75 900	
Id.	Chaumont-Gistoux	Id. 3 a 79 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	29.1.1980	90 000	
Id.	Braine-le-Château Kasteelbrakel	Id. 1 a 50 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	31.1.1980	48 000	
Id.	Schaerbeek Schaarbeek	Maison et jardin 89 ca Huis en tuin 89 ca	Finances Financien	28.4.1980	940 000	
Id.	Wavre Waver	Terrain 6 a 50 ca Grond 6 a 50 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	30.4.1980	97'500	
Id.	Quenast	Prairie 47 a 04 ca Weiland 47 a 04 ca	Id.	30.4.1980	185 000	
Id.	Bruxelles Brussel	Maison 2 a 01 ca Huis 2 a 01 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	22.5.1980	1 050 000	
Id.	Nivelles Nijvel	Terrain 19 a Grond 19 a	S.N.C.B. N.M.B.S.	7.5.1980	95 000	
Mouscron I Moeskroen I	Mouscron Moeskroen	Id. 23 ca 19	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	6.8.1979	23 000	
Mons I Bergen I	Mons Bergen	Id. 22 a 60 ca	Travaux publics Openbare Werken	1.8.1979	1 352 796	
Tournai II Doornik II	Hérimnes	Id. 6 ha 97 a 12 ca	Id.	16.8.1979	1 273 000	
Seneffe	Feluy	Bois 4 ha 02 a 26 ca Bos 4 ha 02 a 26 ca	Id.	14.8.1979	3 050 000	
Soignies	Marche-lez-Ecauvinnes	Terrain et pâtures 75 a 70 ca Grond en weilanden 75 a 70 ca	Id.			
Zinnik						
Dour	Quiévrain	Maison et terrain 10 a 39 ca Huis en grond 10 a 39 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	20.8.1979	550 000	
Mons II Bergen II	Quaregnon	Terrain 21 ca Grond 21 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	21.8.1979	7 50	
Tournai I Doornik I	Froyennes	Id. 1 a 22 ca	Id.	23.8.1979	1 220	
Id.	Id.	Id. 78 ca	Id.	23.8.1979	780	
Id.	Id.	Id. 1 a 55 ca	Id.	23.8.1979	1 650	
Id.	Id.	Id. 12 ca	Id.	23.8.1979	120	
Soignies	Soignies	Maison et ruelle 3 a 06 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat	31.8.1979	650 000	
Zinnik	Zinnik	Huis en straatje 3 a 06 ca	Gebouwenfonds voor de Rijksscholen			
Tournai I Doornik I	Froyennes	Terrain 13 ca	Fonds des Routes	29.8.1979	130	
		Grond 13 ca	Wegenfonds			
Id.	Id.	Id. 64 ca	Id.	29.8.1979	640	
Id.	Id.	Id. 16 ca	Id.	29.8.1979	160	
Id.	Id.	Id. 1 a 55 ca	Id.	29.8.1979	1 550	
Id.	Id.	Id. 2 a 54 ca	Id.	4.9.1979	2 540	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance — Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange — Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale — Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations — Opmerkingen
630	Tournai I Doornik I	Froyennes	Terrain 2 a 36 ca Grond 2 a 36 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	4.9.1979	2 360	
631	Id.	Id.	Id. 1 a 10 ca	Id.	4.9.1979	1 100	
632	Mons II Bergen II	Quaregnon	Garage 21 ca	Id.	20.9.1979	45 000	
633	Id.	Id.	Garage et terrain 46 ca 50 Garage en grond 46 ca 50	Id.	19.9.1979	55 000	
634	Tournai I Doornik I	Froyennes	Terrain 35 ca Grond 35 ca	Id.	26.9.1979	350	
635	Id.	Id.	Id. 48 ca	Id.	26.9.1979	480	
636	Id.	Id.	Id. 1 a 20 ca	Id.	26.9.1979	1 020	
637	Id.	Id.	Id. 51 ca	Id.	22.9.1979	510	
638	Id.	Id.	Id. 70 ca	Id.	22.9.1979	700	
639	Antoing	Maubrav	Id. 1 a 67 ca	Id.	26.9.1979	2 100	
640	Colfontaine	Frameries	Id. 16 a 13 ca	R.T.T.	28.9.1979	80 700	
641	Lens	Bauffe	Prairie 18 a 20 ca Weiland 18 a 20 ca	Défense nationale Landsverdediging	8.10.1979	43 613	
642	Dour	Hensies	Terrain 30 ca Grond 30 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	4.10.1979	3 000	
643	Antoing	Antoing	Mitovenneté 5 ca 12 Mandelighed 5 ca 12	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	1.10.1979	gratuit kosteloos	
644	Saint-Ghislain	Saint-Ghislain	Terrain 37 a 34 ca 93 Grond 37 a 34 ca 93	S.N.C.B. N.M.B.S.	4.10.1979	149 400	
645	Lens	Bauffe	Prairie 90 a 30 ca Weiland 90 a 30 ca	Défense nationale Landsverdediging	8.10.1979	216 387	
646	Mons II Bergen II	Quaregnon	Terrain 1 a 93 ca Grond 1 a 93 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	23.10.1979	30 000	
647	Id.	Id.	Id. 1 a 58 ca	Id.	23.10.1979	25 000	
648	Colfontaine	La Bouverie	Id. 69 ca 77	Id.	23.10.1979	5 250	
649	Id.	Id.	Id. 22 ca 95	Id.	24.10.1979	1 725	
650	Id.	Id.	Id. 31 ca 02	Id.	24.10.1979	2 325	
651	Tournai I Doornik I	Froyennes	Id. 11 ca	Id.	15.10.1979	110	
652	Saint-Ghislain	Baudour	Id. 82 ca 39	Id.	24.10.1979	20 000	
653	Mons I Bergen I	Nimy	Id. 60 ca 73	Id.	24.10.1979	30 000	
654	Soignies Zinnik	Soignies Zinnik	Id. 1 a 86 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	22.10.1979	50 000	
655	Dour	Dour	Id. 4 a 46 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	29.10.1979	80 000	
656	Mouscron II Moeskroen II	Comines Komen	Id. 1 a 23 ca 30	S.N.C.B. N.M.B.S.	25.10.1979	28 480	
657	Id.	Id.	Id. 55 ca 18	Id.	25.10.1979	13 795	
658	Id.	Id.	Id. 1 a 89 ca 75	Id.	29.10.1979	47 400	
659	Id.	Id.	Id. 94 ca 95	Id.	29.10.1979	23.750	
660	Id.	Id.	Id. 1 a 75 ca 54	Id.	29.10.1979	43 885	
661	Id.	Id.	Id. 7 a 08 ca 86	Id.	25.10.1979	177 215	
662	Id.	Id.	Id. 78 ca 53	Id.	25.10.1979	19 630	

Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations Opmerkingen
Tournai I Doornik I	Frovennes	Terrain 49 ca Grond 49 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	24.10.1979	490	
Id.	Id.	Id. 54 ca	Id.	24.10.1979	540	
Id.	Id.	Id. 1 a 05 ca	Id.	23.10.1979	1 050	
Mons I Bergen I	Nimy	Id. 11 a 84 ca	Id.	31.10.1979	50 000	
Dour	Dour	Bois 56 a 74 ca Bos 56 a 74 ca	Agriculture Landbouw	30.10.1979	110 000	
Ath Aat	Dergneau	Bâtiment 1 a 50 ca Gebouw 1 a 50 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	18.10.1979	180 000	
Mouscron II	Comines	Terrain 8 a 81 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat	6.11.1979	88 000	
Moeskroen II	Komen	Grond 8 a 81 ca	Gebouwenfonds voor de Rijksscholen			
Saint-Ghislain	Baudour	Id. 1 ha 81 a 80 ca	Travaux publics Openbare Werken	22.11.1979	545 400	
Lens	Chièvres	Id. 29 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	19.11.1979	3 500	
Id.	Id.	Id. 37 a 81 ca	Id.	19.11.1979	28 770	
Id.	Id.	Id. 28 a 10 ca	Id.	19.11.1979	77 000	
Id.	Id.	Id. 20 a 80 ca	Id.	19.11.1979	14 650	
Id.	Id.	Id. 39 a 72 ca	Id.	19.11.1979	42 750	
Mons II Bergen II	Quaregnon	Id. 14 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	26.11.1979	1 750	
Id.	Id.	Id. 13 ca	Id.	26.11.1979	1 625	
Id.	Id.	Id. 39 ca	Id.	26.11.1979	4 875	
Saint-Ghislain	Baudour	Id. 11 ca 15	Id.	26.11.1979	2 450	
Mons II Bergen II	Quaregnon	Maison 1 a 40 ca Huis 1 a 40 ca	Finances Financiën	28.11.1979	900 000	
Soignies Zinnik	Hennuyères	Terrain 17 ca 78 Grond 17 ca 78	Fonds des Routes Wegenfonds	30.11.1979	3 600	
Mouscron II	Comines	Maison et jardin 8 a 47 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat	26.11.1979	1 800 000	
Moeskroen II	Komen	Huis en tuin 8 a 47 ca	Gebouwenfonds voor de Rijksscholen			
Lens	Chièvres	Terrain 8 a 50 ca Grond 8 a 50 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	30.11.1979	17 000	
Ath Aat	Ath Aat	Caserne 90 a 58 ca Kazerne 90 a 58 ca	Défense nationale Landsverdediging	28.11.1979	gratuit kosteloos	
Lens	Chièvres	Terrain 11 a 22 ca Grond 11 a 22 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	11.12.1979	6 730	
Id.	Id.	Id. 4 a 04 ca	Id.	12.12.1979	16 160	
Id.	Id.	Id. 43 a 41 ca	Id.	12.12.1979	108 500	
Id.	Id.	Id. 11 a 15 ca	Id.	12.12.1979	8 920	
Id.	Id.	Id. 76 ca	Id.	12.12.1979	9 100	
Id.	Id.	Id. 17 a 56 ca	Id.	12.12.1979	35 120	
Mouscron I	Mouscron	Complexe industriel 1 ha 00 a 88 ca	Finances	4.12.1979	10 000 000	
Moeskroen I	Moeskroen	Nijverheidscomplex 1 ha 00 a 88 ca	Financiën			
Mons I Bergen I	Nimy	Terrain 86 ca 13 Grond 86 ca 13	Fonds des Routes Wegenfonds	21.12.1979	21 500	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance <i>Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale <i>Verkoop- prijs of verkoop- waarde</i>	Observation <i>Opmerking</i>
693	Saint-Ghislain	Tertre	Terrain 64 ca Grond 64 ca	Travaux publics Openbare Werken	21.12.1979	6 400	
694	Mons II Bergen II	Quaregnon	Id. 5 a 32 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	24.12.1979	60 000	
695	Lens	Chièvres	Id. 52 a 45 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	7.1.1980	26 225	
696	Tournai II Doornik II	Blandain	Id. 59 a 75 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	14.1.1980	105 000	
697	Id.	Templeuve	Id. 54 a 49 ca	Id.	14.1.1980	123 000	
698	Ath Aat	Bernissart	Id. 59 ca	Travaux publics Openbare Werken	10.1.1980	14 800	
699	Mons I Bergen I	Mons Bergen	Id. 4 a 66 ca	Education nationale Nationale Opvoeding	21.12.1979	23 300	
700	Mons II Bergen II	Ghlin	Id. 73 a 51 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	10.1.1980	92 000	
701	Ath Aat	Blaton	Id. 1 a 32 ca	Travaux publics Openbare Werken	16.1.1980	5 300	
702	Id.	Id.	Id. 1 ha 15 a 97 ca	Id.	16.1.1980	260 000	
703	Saint-Ghislain	Tertre	Id. 57 a 34 ca	Id.	24.1.1980	525 000	
704	Mouscron II Moeskroen II	Comines	Id. 43 a 21 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	30.1.1980	145 500	
705	Lens	Chièvres	Id. 90 a 29 ca	Id.	4.2.1980	45 000	
706	Id.	Id.	Id. 9 a 03 ca	Id.	20.2.1980	22 600	
707	Id.	Id.	Id. 25 a 41 ca	Id.	21.2.1980	146 000	
708	Soignies Zinnik	Ronquières	Gare désaffectée 52 a 78 ca Afgeschaft station 52 a 78 ca	Id.	28.2.1980	700 000	
709	Colfontaine	Frameries	Terrain 4 a 20 ca Grond 4 a 20 ca	Finances Financiën	26.2.1980	155 000	
710	Tournai II Doornik II	Gaurain- Ramecroix	Id. 12 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	10.3.1980	2 400	
711	Lens	Chièvres	Id. 9 a 49 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	11.3.1980	5 700	
712	Id.	Id.	Id. 12 a 27 ca	Id.	11.3.1980	7 360	
713	Tournai II Doornik II	Kain	Id. 1 a 72 ca 40	Fonds des Routes Wegenfonds	17.3.1980	15 000	
714	Péruwelz	Péruwelz	Maison 2 a 20 ca Huis 2 a 20 ca	Finances Financiën	21.3.1980	120 000	
715	Mons I Bergen I	Nimy	Terrain 10 ca Grond 10 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	21.3.1980	7 000	
716	Id.	Mons Bergen	Id. 11 ca	Travaux publics Openbare Werken	21.3.1980	2 750	
717	Lens	Chièvres	Id. 5 a 60 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	8.4.1980	4 500	
718	Id.	Id.	Id. 1 ha 15 a 48 ca	Id.	8.4.1980	90 200	
719	Id.	Id.	Id. 2 a 42 ca	Id.	4.4.1980	4 840	
720	Soignies Zinnik	Ronquières	Id. 2 a 62 ca	Travaux publics Openbare Werken	9.4.1980	5 240	
721	Lens	Chièvres	Id. 4 a 48 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	10.4.1980	9 000	
722	Id.	Id.	Id. 1 a 99 ca	Id.	10.4.1980	4 000	
723	Id.	Id.	Id. 1 a 96 ca	Id.	10.4.1980	4 000	

Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations Opmerkingen
Lens	Chièvres	Terrain 2 a 54 ca Grond 2 a 54 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	15.4.1980	3.800	
Id.	Id.	Id. 21 a 36 ca	Id.	15.4.1980	27.520	
Ath Aat	Maffle	Id. 98 ca	Travaux publics Openbare Werken	11.4.1980	20.000	
Lens	Chièvres	Id. 20 a 88 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	23.4.1980	13.110	
Id.	Id.	Id. 11 a 85 ca	Id.	23.4.1980	11.850	
Id.	Id.	Id. 79 a	Id.	23.4.1980	122.250	
Soignies Zinnik	Ronquières	Id. 86 a 76 ca	Travaux publics Openbare Werken	21.4.1980	160.000	
Lens	Chièvres	Id. 70 a 31 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	24.4.1980	63.300	
Id.	Id.	Id. 9 a 38 ca	Id.	24.4.1980	17.500	
Ath Aat	Basècles	Maison, ruines et terrain 5 a 60 ca Huis, puinen en grond 5 a 60 ca	Id.	29.4.1980	8.400	
Soignies Zinnik	Ronquières	Terrains 68 a 29 ca Gronden 68 a 29' ca	Travaux publics Openbare Werken	7.5.1980	220.000	
Id.	Id.	Id. 1 ha 02 a 74 ca	Id.	7.5.1980	325.000	
Id.	Id.	Id. 25 a 52 ca	Id.	7.5.1980	50.000	
Id.	Id.	Id. 3 ha 65 a 30 ca	Id.	7.5.1980	938.000	
Id.	Id.	Terrain 78 a 50 ca 53 Grond 78 a 50 ca 53		8.5.1980	220.000	
Id.	Id.	Id. 1 ha 17 a 21 ca	Id.	8.5.1980	320.690	
Mons I Bergen I	Nimy	Id. 2 a 28 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	6.5.1980	13.600	
Péruwelz	Braffe	Maison et jardin 7 a 85 ca Huis en tuin 7 a 85 ca	Finances Financiën	5.5.1980	200.000	
Lens	Chièvres	Terrain 12 a 01 ca Grond 12 a 01 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	6.5.1980	31.200	
Tournai I Doornik I	Hertain	Id. 2 ha 71 a 55 ca	Id.	5.5.1980	1.200.000	
Lens	Chièvres	Id. 10 a 72 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	12.5.1980	10.720	
Mons II Bergen II	Ghlin	Id. 33 a 20 ca	Finances Financiën	28.5.1980	480.000	
Id.	Quaregnon	Id. 4 a 30 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	20.5.1980	90.000	
Lens	Chièvres	Id. 12 a 89 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	28.5.1980	25.800	
Mons II Bergen II	Quaregnon	Maison 2 a 20 ca Huis 2 a 20 ca	Finances Financiën	17.6.1980	1.108.000	
Lens	Chièvres	Terrain 9 a 48 ca Grond 9 a 48 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	4.7.1980	38.000	
Id.	Id.	Id. 7 a 49 ca	Id.	8.7.1980	4.500	
Id.	Id.	Id. 14 a 60 ca	Id.	17.7.1980	7.300	
Mouscron I	Mouscron	Id. 59 a 50 ca	Education nationale et Culture française Nationale Opleiding en Franse Cultuur	24.7.1980	1.098.000	
Moeskroen I	Moeskroen					

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observation Opmerkingen
753	Jodoigne Geldenaken	Jodoigne Geldenaken	Chemin 2 a 60 ca Weg 2 a 60 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	18.9.1979	20 000	
754	Namur III Namen III	Namur Namen	Terrain 90 ca Grond 90 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	3.9.1979	54 000	
755	Perwez	Ramillies	Id. 1 a 12 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	10.10.1979	11 200	
756	Namur II Namen II	Namur Namen	Id. 51 a 46 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	2.10.1979	102 920	
757	Id.	Id.	Id. 1 a 31 ca	« Intercommunale pour les Autoroutes des Ardennes »	2.10.1979	2 620	
758	Fosses-la-Ville	Sambreville	Maison et jardin 6 a 99 ca Huis en tuin 6 a 99 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	10.9.1979	1 300 000	
759	Namur II Namen II	Namur Namen	Terrain 2 ha 60 a 87 ca Grond 2 ha 60 a 87 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	2.10.1979	521 740	
760	Id.	La Bruyère	Terrains 40 a 03 ca Gronden 40 a 03 ca	Id.	2.10.1979	80 060	
761	Ciney	Rochefort	Id. 10 a 76 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	30.8.1979	376 600	
762	Id.	Id.	Voirie 12 a 84 ca Wegenis 12 a 84 ca	Id.	30.8.1979	gratuit kosteloos	
763	Namur II Namen II	Eghezée	Terrain 47 a 45 ca Grond 47 a 45 ca	« Intercommunale pour les Autoroutes des Ardennes »	2.10.1979	94 900	
764	Id.	La Bruyère	Terrains 57 a 82 ca Gronden 57 a 82 ca Id. 1 ha 61 a 17 ca	Fonds des Routes Wegenfonds « Intercommunale pour les Autoroutes des Ardennes »	2.10.1979 2.10.1979	115 640 322 340	
765	Namur I Namen I	Namur Namen	Bâtiments et terrain 28 a 26 ca Gebouwen en grond 28 a 26 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	20.9.1979	42 390 000	
766	Fosses-la-Ville	Sambreville	Bâtiment et terrain 3 a 54 ca Gebouw en grond 3 a 54 ca	Id.	27.8.1979	1 000 000	
767	Walcourt	Walcourt	Terrains 1 ha 75 a 43 ca Gronden 1 ha 75 a 43 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	10.9.1979	438 590	
768	Namur III Namen III	Floreffe	Terrain 9 a 32 ca Grond 9 a 32 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	29.10.1979	100 000	
769	Id.	Assesse	Id. 40 a 67 ca	« Intercommunale pour les Autoroutes des Ardennes »	5.11.1979	143 500	
770	Gembloix-sur-Orneau	Gembloix-sur-Orneau	Id. 24 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	31.10.1979	3 600	
771	Walcourt	Walcourt	Id. 52 ca	Id.	16.10.1979	gratuit kosteloos	
772	Id.	Id.	Id. 19 a 77 ca	Id.	16.10.1979	gratuit kosteloos	
773	Namur III Namen III	Namur Namen	Id. 10 a 31 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	22.10.1979	1 320 000	
774	Couvin	Viroinval	Id. 2 a 50 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	14.1.1980	75 000	
775	Gembloix-sur-Orneau	Jemeppe-sur-Sambre	Maison 7 a Huis 7 a	Id.	17.9.1979	900 000	
776	Walcourt	Philippeville	Maisonnette 11 a 80 ca Huisje 11 a 80 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	6.12.1979	350 000	

Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance <i>Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur venale <i>Verkoopprijs of verkoopwaarde</i>	Observations <i>Opmerkingen</i>
Gedinne	Gedinne	Terrain 2 a 94 ca Grond 2 a 94 ca	Travaux publics Openbare Werken	26.9.1979	65 000	
Gembloix-sur-Orneau	Gembloix-sur-Orneau	Gare et jardin 6 a 77 ca Station en tuin 6 a 77 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	29.11.1979	1 100 000	
Walcourt	Philippeville	Terrain 77 a 44 ca Grond 77 a 44 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	11.12.1979	170 000	
Ciney	Rochefort	Id. 60 ca	Région wallonne Waalse Gewest	8.1.1980	30 000	
Id.	Id.	Id. 1 a 62 ca	Id.	8.1.1980	81 000	
Id.	Id.	Id. 54 ca	Id.	8.1.1980	27 000	
Dinant	Dinant	Id. 4 a 27 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	12.11.1979	445 500	
Ciney	Jemelle	Terrains 60 a 49 ca Gronden 60 a 49 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	7.1.1980	96 490	
Couvin	Doische	Bâtiment et terrain 70 ca Gebouw en grond 70 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	29.1.1980	80 000	
Gembloix-sur-Orneau	Gembloix-sur-Orneau	Terrain 17 a 98 ca Grond 17 a 98 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	21.12.1979	80 000	
Id.	Id.	Id. 13 ca 75	Id.	17.1.1980	4 200	
Walcourt	Walcourt	Id. 23 a 38 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	16.1.1980	58 830	
Gembloix-sur-Orneau	Gembloix-sur-Orneau	Id. 3 a 58 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	19.2.1980	10 000	
Namur III Namen III	Assesse	Voirie 18 a 91 ca Wegenis 18 a 91 ca	Id.	28.2.1980	gratuit kosteloos	
Walcourt	Walcourt	Terrain 6 a 66 ca Grond 6 a 66 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	19.2.1980	13 400	
Gedinne	Beauraing	Bâtiments 5 a 79 ca 50 Gebouwen 5 a 79 ca 50	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	26.2.1980	2 500 000	
Namur III Namen III	Namur Namen	Terrain 3 a 99 ca Grond 3 a 99 ca	Défense nationale Landsverdediging	27.3.1980	363 590	
Id.	Id.	Id. 1 a 15 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	12.3.1980	69 000	
Gembloix-sur-Orneau	Gembloix-sur-Orneau	Voirie 32 a 87 ca Wegenis 32 a 87 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	8.4.1980	gratuit kosteloos	
Dinant	Yvoir	Garage 1 a 21 ca	R.T.T.	7.3.1980	350 000	
Andenne	Andenne	Terrain 32 ca Grond 32 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	5.3.1980	1 000	
Walcourt	Walcourt	Id. 7 a 09 ca	Id.	14.3.1980	129 200	
Perwez	Walhain	Id. 4 a 07 ca 91	Id.	15.4.1980	30 000	
Fosses-la-Ville	Auvelais et/en Jemeppe-sur-Sambre	Id. 5 a 53 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	26.2.1980	28 000	
Philippeville	Villers-le-Gambon	Id. 8 ca 84	Défense nationale Landsverdediging	31.3.1980	900	
Ciney	Rochefort	Id. 1 a 31 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	29.5.1980	gratuit kosteloos	
Gembloix-sur-Orneau	Gembloix-sur-Orneau	Id. 80 a 73 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	21.5.1980	700 000	
Namur III Namen III	La Bruyère	Abri et terrain 1 a 14 ca Schuilplaats en grond 1 a 14 ca	Défense nationale Landsverdediging	2.6.1980	4 000	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observation Opmerkingen
805	Namur I Namen I	Namur Namen	Terrain 1 ha 36 a 53 ca Grond 1 ha 36 a 53 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	20.6.1980	1 658 840	
806	Ciney	Ciney	Id. 17 a 09 ca 83	Id.	14.7.1980	468 000	
807	Saint-Hubert	Tellin et Wellin Tellin en Wellin	Id. 1 ha 46 a 31 ca	Finances Financiën	23.8.1979	152 900	
808	Arlon Aarlen	Arlon Aarlen	Id. 76 a 57 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	21.8.1979	67 000	
809	Paliseul	Orgeo	Id. 20 a 70 ca	Id.	21.8.1979	50 000	
810	Neufchâteau	Saint-Médard	Id. 44 a 80 ca	Id.	17.8.1979	45 000	
811	Paliseul	Corbion	Place et aubette 4 a 50 ca Plein en schuilplaats 4 a 50 ca	Travaux publics Openbare Werken	21.8.1979	100 000	
812	Id.	Orgeo	Terrain 1 a 50 ca Grond 1 a 50 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	21.8.1979	15 000	
813	Id.	Id.	Id. 7 a 18 ca	Id.	21.8.1979	10 000	
814	Id.	Id.	Id. 2 a 60 ca	Id.	21.8.1979	3 900	
815	Id.	Id.	Id. 13 a 90 ca	Id.	21.8.1979	21 000	
816	Neufchâteau	Léglise	Id. 78 ca	Travaux publics Openbare Werken	24.8.1979	2 200	
817	Bastogne Bastenaken	Bastogne Bastenaken	Id. 38 a 43 ca	Id.	20.8.1979	1 150 000	
818	Arlon Aarlen	Heinsch	Id. 14 a 76 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	31.8.1979	278 000	
819	Marche-en-Famenne	Samré	Id. 1 a 30 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	31.8.1979	9.000	
820	Neufchâteau	Saint-Médard	Id. 4 a 72 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	31.8.1979	5 000	
821	Virton	Meix-devant-Virton	Id. 9 a 70 ca	Id.	23.10.1979	5 000	
822	Bastogne Bastenaken	Sibret	Chemin 14 a 04 ca Weg 14 a 04 ca	Id.	31.10.1979	gratuit kosteloos	
823	Paliseul	Bellevaux	Terrain 5 a 57 ca Grond 5 a 57 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	7.12.1979	28 000	
824	Florenville	Chiniv	Bois 56 a 10 ca Bos 56 a 10 ca	Finances Financiën	18.12.1979	100 000	
825	Paliseul	Orgeo	Terrains 1 ha 92 a Gronden 1 ha 92 a	S.N.C.B. N.M.B.S.	19.12.1979	35 200	
826	Neufchâteau	Libramont	Terrain 37 ca Grond 37 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	2.1.1980	2 500	
827	Vielsalm	Vielsalm	Id. 24 ca	Travaux publics Openbare Werken	4.1.1980	28 800	
828	Arlon Aarlen	Heinsch	Bois et terrain 2 ha 04 a Bos en grond 2 ha 04 a	Défense nationale Landsverdediging	31.1.1980	3 000 000	
829	Paliseul	Orgeo	Terrain 4 a 10 ca Grond 4 a 10 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	27.2.1980	23 600	
830	Saint-Hubert	Saint-Hubert	Terrains et bâtiments 9 ha 07 a 26 ca Gronden en gebouwen 9 ha 07 a 26 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	26.2.1980	2 280 000	
831	Arlon Aarlen	Arlon Aarlen	Terrain 9 a 36 ca Grond 9 a 36 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	17.3.1980	200 000	
832	Paliseul	Bertrix	Id. 83 a 45 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	21.3.1980	21 000	

Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance <i>Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale <i>Verkoopprijs of verkoopwaarde</i>	Observations <i>Opmerkingen</i>
Arlon Aarlen	Arlon Aarlen	Terrain 1 a 96 ca Grond 1 a 96 ca	Défense nationale Landsverdediging	27.3.1980	128 000	
Barvaux	Durbuy	Trottoir 26 ca Voetpad 26 ca	R.T.T.	31.3.1980	2 600	
Id.	Id.	Maisons et terrain 39 a 43 ca Huizen en grond 39 a 43 ca	Régie des Bâtiments Regie der Gebouwen	1.4.1980	6 950 000	
Paliseul	Bertrix	Terrain 9 a 32 ca Grond 9 a 32 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	19.4.1980	3 000	
Florenville	Sainte-Cécile	Id. 5 ha 40 a 01 ca	Id.	30.6.1980	40 000	
Paliseul	Bertrix	Id. 9 a 96 ca	Id.	19.7.1980	5 000	
Id.	Id.	Id. 17 a 50 ca	Id.	18.7.1980	6 500	
Louvain II Leuven II	Louvain Leuven	Id. 2 a 46 ca 68	Id.	17.9.1979	67 700	
Puurs	Puurs	Id. 26 a 94 ca 93	Id.	1.10.1979	160 000	
Louvain II Leuven II	Oud-Heverlee	Id. 3 a 69 ca 87	Id.	24.10.1979	7 400	
Malines II Mechelen II	Duffel	Id. 4 ha 67 a 30 ca	Id.	31.10.1979	998 450	
Tirlemont II Tienen II	Tirlemont Tienen	Id. 1 ha 84 a 61 ca 89	Id.	19.3.1980	552 000	
Aarschot	Aarschot	Id. 2 a 22 ca	Id.	26.3.1980	116 550	
Tirlemont I Tienen I	Geetbets	Id. 20 ca	Finances Financiën	14.4.1980	12 000	
Malines I Mechelen I	Malines Mechelen	Id. 23 a 90 ca	Défense nationale Landsverdediging	9.5.1980	633 350	
Louvain I Leuven I	Louvain et Heverlee Leuven en Heverlee	Maisons 2 a 23 ca Huizen 2 a 23 ca	Finances Financiën	4.6.1980	500 000	
Bruxelles Brussel	Anderlecht	Terrain 51 a 47 ca Grond 51 a 47 ca	Travaux publics Openbare Werken	1.8.1979	11 159 680	
Id.	Meise	Id. 1 a 27 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	2.8.1979	222 243	
Id.	Id.	Terrain à bâtrir 22 a 68 ca Bouwgrond 22 a 68 ca	Id.	2.8.1979	1 450 000	
Id.	Id.	Terrain 2 a 73 ca Grond 2 a 73 ca	Id.	3.8.1979	110 000	
Id.	Asse	Id. 20 a 84 ca	Défense nationale Landsverdediging	28.8.1979	1 575 000	
Id.	Meise	Id. 1 a 28 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	28.8.1979	197 376	
Id.	Hekelgem	Id. 13 a 76 ca	Id.	30.8.1979	70 000	
Id.	Meise	Id. 1 a 26 ca	Id.	11.9.1979	220 276	
Id.	Zaventem	Id. 9 a 11 ca	Id.	18.9.1979	666 719	
Id.	Vilvoorde Vilvoorde	Id. 4 a 99 ca	Id.	19.9.1979	500 000	
Id.	Hekelgem	Id. 5 a 08 ca	Id.	20.9.1979	25 000	
Id.	Liedekerke	Id. 8 a 06 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	20.9.1979	90 000	
Id.	Ternat	Id. 1 a 49 ca	Id.	11.10.1979	90 000	
Id.	Steenokkerzeel	Id. 31 ca 20	Fonds des Routes Wegenfonds	16.10.1979	21 840	

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance — Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoop- prijs of verkoop- waarde	Observation — Opmerking
863	Bruxelles Brussel	Steenokkerzeel	Terrain 32 ca Grond 32 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	16.10.1979	22 400	
864	Id.	Machelen	Id. 3 a 30 ca	Intercommunale B 1	25.10.1979	60 143	
865	Id.	Ternat	Id. 6 a 08 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	25.10.1979	45 000	
866	Id.	Liedekerke	Id. 19 ca 25	Id.	25.10.1979	34 650	
867	Id.	Wezembeek- Oppem	Id. 1 a 81 ca	Intercommunale E 5	8.11.1979	110 000	
868	Id.	Meise	Id. 1 a 27 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	20.11.1979	127 480	
869	Id.	Steenokkerzeel	Id. 32 ca	Id.	4.12.1979	22 960	
870	Id.	Hal Halle	Id. 54 ca	Id.	13.12.1979	54 000	
871	Id.	Steenokkerzeel	Bungalow 4 a 88 ca	Id.	14.12.1979	1 850 000	
872	Id.	Id.	Terrain 33 ca Grond 33 ca	Id.	20.12.1979	23 520	
873	Id.	Anderlecht	Id. 67 a 77 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	27.12.1979	4 802 525	
874	Id.	Zemst	Id. 1 a 22 ca	Intercommunale B 1	27.12.1979	gratuit kosteloos	
875	Id.	Machelen	Id. 1 a 98 ca	Travaux publics Openbare Werken	29.1.1980	100 000	
876	Id.	Id.	Id. 62 ca 97	Id.	31.1.1980	32 000	
877	Id.	Id.	Maison et terrain 4 a 89 ca Huis en grond 4 a 89 ca.	Intercommunale B 1	30.1.1980	1 650 000	
878	Id.	Id.	Terrain 5 a 81 ca Grond 5 a 81 ca	Id.	13.2.1980	290 675	
879	Id.	Wezembeek- Oppem	Id. 3 a 93 ca	Intercommunale E 5	26.2.1980	138 000	
880	Id.	Dilbeek	Maison et terrain 5 a 26 ca Huis en grond 5 a 26 ca	Intercommunale B 1	30.1.1980 5.3.1980	1 500 000	
881	Id.	Zaventem	Terrain 41 a Grond 41 a	Régie des Voies aériennes Regie der Luchtwegen	24.3.1980	1 765 063	
882	Id.	Zemst	Id. 4 a 21 ca	Intercommunale B 1	27.3.1980	35 000	
883	Id.	Bruxelles Brussel	Id. 19 a 46 ca	Id.	25.4.1980	5 351 500	
884	Id.	Meise	Id. 5 a 05 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	12.5.1980	140 000	
885	Id.	Jette	Id. 2 a 29 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	12.5.1980	825 192	
886	Id.	Pepingen	Id. 2 a 47 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	29.5.1980	55 712	
887	Id.	Meise	Id. 12 a 64 ca	Id.	5.6.1980	222 000	
888	Id.	Dilbeek	Id. 91 ca 87	Intercommunale B 1	11.6.1980	38 500	
889	Id.	Zemst	Id. 61 ca	Id.	12.6.1980	2 440	
890	Id.	Id.	Id. 55 ca	Id.	12.6.1980	2 200	
891	Id.	Overijse	Maison et terrain 2 a 86 ca Huis en grond 2 a 86 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	28.4.1980 19.6.1980	360 000	
892	Id.	Weerde	Terrain 67 ca Grond 67 ca	Intercommunale B 1	23.6.1980	27 500	

Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance <i>— Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale <i>Verkoopprijs of verkoopwaarde</i>	Observations <i>Opmerkingen</i>
Bruxelles Brussel	Zemst	Terrain 18 a 31 ca Grond 18 a 31 ca	Intercommunale B 1	23.6.1980	91 554	
Id.	Overijse	Terrain et bâtiment 80 ca 75 Grond en gebouw 80 ca 75	R.T.T.	7.7.1980	22 000	
Id.	Dilbeek	Terrain à bâtir 3 a 88 ca Bouwgrond 3 a 88 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	17.7.1980	750 000	
Vilvoorde Vilvoorde	Steenokkerzeel	Maison et jardin 8 a 70 ca Huis en tuin 8 a 70 ca	Finances Financiën	29.7.1980	1 090 000	

## II. — ECHANGES. — II. — RUILINGEN.

Waregem	Waregem	Terrain 3 a 29 ca 13 Grond 3 a 29 ca 13	Intercommunale E 3	23.1.1980	14 810	Soulte au profit de l'Etat : 14 668 francs. Opleg ten bate van de Staat : 14 668 frank.
Id.	Id.	Id. 12 a 96 ca 04	Id.	22.2.1980	51 842	Soulte au profit de l'Etat : 45 132 francs. Opleg ten bate van de Staat : 45 132 frank.
Courtrai III Kortrijk III	Courtrai Kortrijk	Id. 18 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	3.4.1980	8 000	Sans soulte. Zonder opleg.
Waregem	Waregem	Id. 80 ca	Id.	9.5.1980	8 000	Id.
Ostende I	Ostende	Maison 1 a 40 ca	Régie des Bâtiments	26.10.1979	1 300 000	Soulte due par l'Etat : 150 000 francs.
Oostende I	Oostende	Huis 1 a 40 ca	Regie der Gebouwen			Door de Staat verschuldigde opleg : 150 000 frank.
Bruges I	Bruges	Bâtiments et terrain 1 ha 55 a 64 ca 40	Id.	14.5.1980	43 104 000	Soulte due par l'Etat : 1 751 668 francs.
Brugge I	Brugge	Gebouwen en grond 1 ha 55 a 64 ca 40				Door de Staat verschuldigde opleg : 1 751 668 frank.
Bruges II Brugge II	Id.	Terrain 38 ca Grond 38 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	16.5.1980	7 600	Sans soulte. Zonder opleg.
Lochristi	Evergem	Id. 14 a 48 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	1.8.1979	72 450	Id.
Merelbeke	Merelbeke	Id. 5 a 50 ca	Intercommunale E 3	29.10.1979	110 000	Soulte due par l'Etat : 317 688 francs. Door de Staat verschuldigde opleg : 317 688 frank.
Id.	Melle	Id. 36 a 62 ca	Travaux publics	3.7.1980	549 300	Soulte au profit de l'Etat : 304 500 francs. Opleg ten bate van de Staat : 304 500 frank.
			Openbare Werken			
Kruishoutem	Zingem	Id. 2 a 25 ca	Id.	25.9.1979	20 000	Soulte due par l'Etat : 4 500 francs. Door de Staat verschuldigde opleg : 4 500 frank.
Saint-Nicolas II Sint-Niklaas II	Saint-Nicolas Sint-Niklaas	Id. 4 ca 68	Intercommunale E 3	12.10.1979	63.816	Soulte due par l'Etat : 555 000 francs. Door de Staat verschuldigde opleg : 555 000 frank.
Lokeren	Berlare	Id. 78 ca 10	Id.	5.2.1980	2 734	Sans soulte. Zonder opleg.
Saint-Nicolas II Sint-Niklaas II	Saint-Nicolas Sint-Niklaas	Id. 3 a 73 ca	Id.	16.4.1980	400 000	Id.

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance — Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoop- prijs of verkoop- waarde	Observation — Opmerkin.
15	Saint-Nicolas II Sint-Niklaas II	Saint-Nicolas Sint-Niklaas	Terrain 3 a 93 ca 18 Grond 3 a 93 ca 18	Intercommunale E 3	12.5.1980	2 275 383	Soulte au pr l'Etat : 1 francs. Opleg ten bate Staat : 1 frank.
16	Waregem Borgworm	Oreve Oerle	Id. 4 a 92 ca	Intercommunale E 5	21.9.1979	123 000	Soulte au pr l'Etat : 97 00 Opleg ten bate Staat : 97 000
17	Bilzen	Hoeselt	Id. 93 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	17.3.1980	100 000	Sans soulte. Zonder opleg.
18	Id.	Id.	Id. 1 a 58 ca	Id.	25.3.1980	165 000	Soulte au pr l'Etat : 65 00 Opleg ten bate Staat : 65 000
19	Hasselt	Hasselt	Id. 2 a 56 ca	Travaux publics Openbare Werken	27.8.1979	740 000	Soulte due pa 100 000 fran Door de Staat digde opleg : frank.
20	Id.	Id.	Id. 94 a 39 ca	Id.	27.8.1979	566 340	Soulte au pr l'Etat : francs. Opleg ten bate Staat : 293 40
21	Anvers Antwerpen	Hoboken	Id. 46 a 74 ca 80	S.N.C.B. N.M.B.S.	5.12.1979	1 402 440	Soulte au pr l'Etat : francs. Opleg ten bate Staat : 898 24
22	Id.	Ravels	Id. 8 a 41 ca	Agriculture Landbouw	14.12.1979	546 650	Soulte au pr l'Etat : francs. Opleg ten bate Staat : 396 57
23	Id.	Noorderwijk	Id. 3 ha 57 a 90 ca	Travaux publics Openbare Werken	14.1.1980	1 911 115	Sans soulte. Zonder opleg.
24	Id.	Herselt	Id. 1 a 81 ca	Id.	7.3.1980	50 580	Soulte due pa 3 399 420 fra Door de Sta schuldigde 3 399 420 fra
25	Id.	Lommel	Id. 96 a 94 ca	Id.	17.4.1980	727 050	Soulte due pa 195 138 fran Door de Staat digde opleg : frank.
26	Id.	Vosselaar	Id. 13 a 78 ca	Intercommunale E 3	30.4.1980	70 000	Sans soulte. Zonder opleg.
27	Thuin	Thuin	Id. 4 a 49 ca	Fonds des Bâtiments scolai- res de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	21.12.1979	22 400	Soulte au pr l'Etat : 7 600 Opleg ten bate Staat : 7 600
28	Fontaine-l'Evêque	Fontaine-l'Evêque	Id. 68 a 74 ca	Communications Verkeerswezen	20.12.1979	1 718 500	Soulte due pa 15 300 000 f Door de Sta schuldigde 15 300 000 f
29	Seneffe	Feluy	Id. 8 a 32 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	4.3.1980	33 271	Sans soulte. Zonder opleg.
30	Charleroi III	Charleroi	Id. 1 a 26 ca	Id.	10.3.1980	22 000	Id.
31	Beaumont	Merbes-le-Château	Id. 4 a 76 ca	Fonds des Bâtiments scolai- res de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	13.6.1980	90 000	Soulte au pr l'Etat : 89 94 Opleg ten bate Staat : 89 947

Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observations Opmerkingen
Comité Liège I	Pepinster	Terrain 14 a 47 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat	20.12.1979	137 500	Soulte au profit de l'Etat : 135 000 francs.
Comité Luik I		Grond 14 a 47 ca	Gebouwenfonds voor de Rijksscholen			Opleg ten bate van de Staat : 135 000 frank.
Id.	Liège	Id. 4 a 59 ca	R.T.T.	10.3.1980	2 230 740	Soulte au profit de l'Etat : 1 885 680 francs.
	Luik					Opleg ten bate van de Staat : 1 885 680 frank.
Id.	Waimes	Bois 44 a Bos 44 a	Région wallonne Waalse Gewest	20.3.1980	34 000	Sans soulte. Zonder opleg.
Namur II	Namur	Voirie 1 a 13 a 43	Travaux publics	14.8.1979	3 900	Soulte due par l'Etat : 18 800 francs.
Namen II	Namen	Wegenis 1 a 13 ca 43	Openbare Werken			Door de Staat verschuldigde opleg : 18 800 frank.
Id.	Eghezée	Terrain 94 ca Grond 94 ca	Id.	17.9.1979	37 600	Sans soulte. Zonder opleg.
Walcourt	Yves-Gomezée	Id. 9 a 10 ca	S.N.C.B. N.M.B.S.	16.1.1980	60 900	Soulte au profit de l'Etat : 37 100 francs. Opleg ten bate van de Staat : 37 100 frank.
Ciney	Ciney	Id. 36 a 78 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	28.2.1980	73 560	Sans soulte. Zonder opleg.
Saint-Hubert	Tellin	Id. 22 a 61 ca	Id.	25.3.1980	55 000	Soulte due par l'Etat : 36 000 francs. Door de Staat verschuldigde opleg : 36 000 frank.
Bruxelles Brussel	Ottignies-Louvain-la-Neuve	Id. 36 a 85 ca 82	S.N.C.B. N.M.B.S.	24.10.1979	921 250	Sans soulte. Zonder opleg.
Id.	Bruxelles	Maisons 13 a 79 ca	Régie des Bâtiments	10.12.1979	35 000 000	Soulte au profit de l'Etat : 5 000 000 de francs.
	Brussel	Huizen 13 a 79 ca	Regie der Gebouwen			Opleg ten bate van de Staat : 5 000 000 frank.
Id.	Ottignies-Louvain-la-Neuve	Lit de rivière 14 a Rivierbedding 14 a	Agriculture Landbouw	17.12.1979	560 000	Sans soulte. Zonder opleg.
Id.	Tubize	Terrain 3 a 50 ca	Travaux publics	12.2.1980	8 750	Soulte au profit de l'Etat : 5 025 francs. Opleg ten bate van de Staat : 5 025 frank.
Id.	Tubeke	Grond 3 a 50 ca	Openbare Werken			
Id.	Ittre	Id. 27 a 68 ca	Id.	16.6.1980	535 040	Soulte au profit de l'Etat : 429 680 francs. Opleg ten bate van de Staat : 429 680 frank.
	Itter					
Id.	Wavre	Id. 2 a 28 ca	Id.	16.7.1980	45 600	Soulte au profit de l'Etat : 45 600 francs. Opleg ten bate van de Staat : 45 600 frank.
	Waver					
Tournai I Doornik I	Warchin	Id. 14 ca 88	Communications Verkeerswezen	11.9.1979	7 500	Sans soulte. Zonder opleg.
Mons III	Spiennes	Id. 4 a 87 ca	Agriculture	6.9.1979	29 230	Soulte due par l'Etat : 110 800 francs.
Bergen III			Landbouw			Door de Staat verschuldigde opleg : 110 800 frank.

Numéro d'ordre Volgnummer	Bureau de la situation Kantoor der ligging	Commune de la situation Gemeente der ligging	Nature et superficie des immeubles Aard en oppervlakte der goederen	Provenance Herkomst	Date de l'acte de vente ou d'échange Datum der akte van verkoop of ruiling	Prix de vente ou valeur vénale Verkoopprijs of verkoopwaarde	Observation Opmerkin
48	Saint-Ghislain	Saint-Ghislain	Terrain 42 a 24 ca Grond 42 a 24 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	4.10.1979	168 960	Soulte due par 163 000 francs. Door de Staat v digde opleg : frank.
49	Tournai II Doornik II	Maurcourt	Id. 14 a 84 ca	Id.	24.10.1979	37 100	Soulte due par 92 000 francs. Door de Staat v digde opleg : frank.
50	Mons II Bergen II	Jemappes	Id. 2 a 54 ca 62	Education nationale et Culture française Nationale Opvoeding en Franse Cultuur	9.11.1979	2 540	Sans soulte. Zonder opleg.
51	Soignies Zinnik	Braine-le-Comte 's-Gravenbrakel	Emprise en sous-sol 1 a 46 ca Ondergrondse inneming 1 a 46 ca	Défense nationale Landsverdediging	16.11.1979	2 550	Soulte due par 1 100 francs. Door de Staat v digde opleg : frank.
52	Mons II Bergen II	Jemappes	Terrain 69 ca 78 Grond 69 ca 78	Fonds des Routes Wegenfonds	24.12.1979	215 000	Sans soulte. Zonder opleg.
53	Antoing	Maubray	Id. 10 a 85 ca	Communications Verkeerswezen	5.3.1980	32 550	Soulte due par 70 000 francs. Door de Staat v digde opleg : frank.
54	Id.	Id.	Id. 2 a 90 ca	Id.	21.4.1980	8 700	Soulte due par 49 000 francs. Door de Staat v digde opleg : frank.
55	Id.	Id.	Id. 3 a 27 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	18.6.1980	8 200	Sans soulte. Zonder opleg.
56	Id.	Id.	Id. 6 a 94 ca	Id.	15.7.1980	17 350	Soulte due par 18 000 francs. Door de Staat v digde opleg : frank.
57	Arlon Aarlen	Heinsch	Terrains et prés 63 a 68 ca Gronden en weilanden 63 a 68 ca	Id.	4.9.1979	60 000	Soulte due par 158 000 francs. Door de Staat v digde opleg : frank.
58	Florenville	Chiny	Terrain 17 a 65 ca Grond 17 a 65 ca	Région wallonne Waalse Gewest	1.10.1979	210 000	Sans soulte. Zonder opleg.
59	Id.	Hachy	Terrains 12 a 94 ca Gronden 12 a 94 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	15.11.1979	64 700	Soulte due par 140 000 francs. Door de Staat v digde opleg : frank.
60	Arlon Aarlen	Id.	Prés 17 a 23 ca Weilanden 17 a 23 ca	Id.	10.12.1979	200 000	Soulte due par 1 916 500 francs. Door de Staat v schuldige 1 916 500 francs.
61	Virton	Latour	Terrains 9 a 34 ca Gronden 9 a 34 ca	Agriculture Landbouw	7.2.1980	30 000	Sans soulte. Zonder opleg.
62	Saint-Hubert	Saint-Hubert	Terrain 30 a 64 ca Grond 30 a 64 ca	Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat Gebouwenfonds voor de Rijksscholen	26.2.1980	220 000	Id.
63	Id.	Libin	Pré 20 a 93 ca Weiland 20 a 93 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	4.6.1980	38 000	Soulte due par 225 000 francs. Door de Staat v digde opleg : frank.

Bureau de la situation <i>Kantoor der ligging</i>	Commune de la situation <i>Gemeente der ligging</i>	Nature et superficie des immeubles <i>Aard en oppervlakte der goederen</i>	Provenance <i>Herkomst</i>	Date de l'acte de vente ou d'échange <i>Datum der akte van verkoop of ruiling</i>	Prix de vente ou valeur vénale <i>Verkoopprijs of verkoopwaarde</i>	Observations <i>Opmerkingen</i>
Haacht	Haacht	Terrain 3 a 01 ca 99	Fonds des Routes	19.11.1979	197 745	Soulte au profit de l'Etat : 180 995 francs. Opleg ten bate van de Staat : 180 995 frank.
		Grond 3 a 01 ca 99	Wegenfonds			
Bruxelles	Biévène	Id. 4 a 36 ca	Id.	27.9.1979	183 500	Soulte au profit de l'Etat : 145 000 francs. Opleg ten bate van de Staat : 145 000 frank.
Brussel	Bever					
Id.	Kapelle-op-den-Bos	Id. 54 ca	Travaux publics Openbare Werken	21.2.1980	54 000	Soulte au profit de l'Etat : 14 000 francs. Opleg ten bate van de Staat : 14 000 frank.
Id.	Id.	Id. 63 ca	Id.	21.2.1980	63 000	Soulte au profit de l'Etat : 16 000 francs. Opleg ten bate van de Staat : 16 000 frank.
Id.	Overijse	Id. 30 ca	Fonds des Routes Wegenfonds	21.5.1980	17 500	Sans soulte. Zonder opleg.
Id.	Meise	Id. 58 ca 13	Id.	29.7.1980	53 700	Id.